



MAGAZINE

INTERNATIONAL



Lettonie - Latvia



Europe : Les huissiers de justice lettons face aux enjeux européens
Europe: The Latvian Judicial Officers Facing European Stakes



L'UIHJ au Kazakhstan : un pont vers l'Asie



Sénégal - Senegal



Afrique : 10e anniversaire de l'appel de Dakar
Africa: 10th Anniversary of the Call of Dakar



Argentine - Argentina



Amérique : Participation de l'UIHJ à un séminaire en Argentine sur les procédures d'exécution
America: Participation of the UIHJ at a Seminar on Enforcement in Argentina



UIHJ in Kazakhstan: a Bridge Towards Asia



Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires
42 rue de Douai - 75009 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 49 70 12 87 - Fax : +33 (0)1 49 70 15 87
<http://www.uihj.com> - uihj@huissier-justice.fr

UIHJ Magazine - Magazine semestriel d'information de
l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

Directeur de la publication : Jacques Isnard
Rédacteur en chef : Roger Dujardin
Rédacteur en chef adjoint : Mathieu Chardon
Comité de rédaction : Jean-Paul Spinelli, Marc Schmitz, Jos Uitdehaag

Edition - Réalisation : SAILING communication & technologies
8 avenue des Minimes, F-94300 Vincennes
<http://www.sailing-up.com>

Impression : Currenda sp. z o.o.
Aleja Niepodległości 703A
81-853 Sopot Pologne
Tél. +48 58 5503875
<http://www.currenda.pl>

Congrès international de l'UIHJ 2009

Voilà Marseille !

Dans un peu plus de deux ans (7/11 septembre 2009), Marseille nous ouvrira ses portes pour accueillir le 20e congrès de l'UIHJ.

Au-delà du charme que nous offre cette antique citée, c'est vers la France et le sud de l'Europe que se porteront les regards de toute la planète huissiers de justice.

L'événement est de taille.

Nul, n'oublie que c'est sur le sol français, à Paris, il y a 55 ans, que l'UIHJ fut portée sur les fonts baptismaux par Jean Soulard.

A lui seul, le choix de Marseille est un symbole, car six ans après Tunis la désignation d'une ville sud-européenne contribue à élargir cette passerelle qui se tend entre l'Europe et l'Afrique et qui préfigure les futurs schémas que nous trace la mondialisation.

Lors du conseil permanent européen qui s'est tenu à Bucarest en mai dernier, le bureau a présenté les grandes lignes du congrès en révélant le thème qui sera proposé : « Nouveau droit pour une profession plus ouverte »

Pourquoi « nouveau droit » ?

Nous pensons que l'un des fondements de droit substantiel sur lequel repose une partie importante de notre activité est à rechercher dans la notion de bien. Or, suivant la théorie civiliste classique des biens, ceux-ci se subdivisent en biens meubles (corporels et incorporels) et en immeubles.

Cette classification qui s'inspire de concepts issus du code Napoléon de 1804 n'est plus adaptée aux règles du commerce, particulièrement lorsqu'il s'agit du commerce international largement influencé par le droit anglo-saxon. L'inadéquation est flagrante. Ainsi est-il acceptable que l'acquisition d'un emplacement de parking, de modeste valeur, nécessite une cascade de formalités alors que le

transfert d'une œuvre d'art de plusieurs millions d'euros s'opère par la simple tradition ?

Aujourd'hui le patrimoine concentre des richesses incorporelles nombreuses et diverses : œuvres d'art, propriété intellectuelle, brevets et modèles, parts sociales, droits en tous genres, droit de bail, droit de chasse, d'emplacement, d'exploitation offices, concessions, autorisations administratives, licences...

Par ailleurs, le droit de créances, droit mobilier incorporel par excellence parmi les biens, est régi par des dispositions quasi autonomes qui comportent des règles d'exécution qui lui sont propres.

Les biens incorporels se singularisent par l'étendue de leurs différences économiques et leurs techniques d'appréhension. Il n'est qu'à imaginer ce que peut receler d'irrationnel pour un profane un droit de créances, traduit dans un langage ésotérique, soumis à une gestion électronique et favorisant le transfert d'un point à l'autre de la planète de véritables fortunes à la vitesse de l'éclair !

Il est bien certain que l'économie moderne a pris le dessus sur les structures classiques du droit des biens.

Les études entreprises jusqu'alors en vue de remodeler la classification voire la notion de biens, se sont révélées bien timides.

Le congrès aura pour tâche de réfléchir à une conception plus appropriée du droit des biens en contemplation de l'évolution des patrimoines et de la notion de droit des créances.

Cette étude comportera, cela va de soi, une analyse des effets collatéraux engendrés par les propositions de réformes, notamment au niveau des contrats. Il s'agira aussi de veiller à respecter les règles de compatibilité avec le projet de code européen des contrats.



Ceci sera l'occasion de pousser à la mise en œuvre des principes directeurs de l'acte privé à mentions authentiques tel que visé dans notre projet sur la pluridisciplinarité des activités de l'huissier de justice.

Enfin, il appartiendra aux techniciens les plus avisés des différents pays de reprendre les conclusions des derniers congrès d'Athènes (2000), de Tunis (2003) et de Washington (2006), afin d'en relier la substance et poursuivre le chemin conduisant au projet d'élaboration de standards communs en matière d'exécution, de signification et de régime de preuves.

Vaste programme, direz-vous, qui a pourtant suscité une totale adhésion des acteurs qui ont été pressentis.

Nous attendons la suite avec grande impatience !

Jacques Isnard
Président de l'UIHJ

Sommaire

Congrès international de l'UIHJ 2009	3
<i>UIHJ international congress 2009</i>	6

Conseil permanent de l'UIHJ à Paris : la pluridisciplinarité des huissiers de justice	7
<i>The Permanent Council of UIHJ in Paris: The Multi-Disciplinary Judicial Officers</i>	10

Conseil permanent de l'UIHJ à Bucarest (Roumanie) les 10 et 11 mai 2007 : la diversification	14
<i>The Permanent Council of the UIHJ in Bucharest, Romania May 10th and 11th, 2007: Diversification</i>	19

AFRIQUE

1er séminaire international Ufohja à Conakry	25
<i>1st Ufohja International Seminar in Conakry</i>	27

10e anniversaire de l'appel de Dakar : nouvelles perspectives de développement de la profession d'huissier de justice en Afrique	30
<i>10th Anniversary of the Call of Dakar: New Development Prospects of the Occupation of Judicial Officers in Africa</i>	38

In memoriam	46
-------------	----

Naissance à Abidjan du statut uniformisé de la profession d'huissier de justice en Afrique	47
<i>Creation in Abidjan of the Standardized Statute of the Profession of Judicial Officer in Africa</i>	49

EUROPE

Le gouvernement allemand décide de créer l'huissier de justice à statut libéral	51
<i>The German Government Decides for the Creation of a Liberal Statute for the Judicial Officers</i>	51

L'huissier de justice en Autriche : un exemple à ne pas suivre	52
<i>The Occupation of Judicial Officer in Austria: an Example not to Follow</i>	53

Conférence internationale de Bakou (Azerbaïdjan) des 29-30 novembre 2006 : une ouverture vers l'Orient	54
<i>International Conference in Baku (Azerbaijan) on November 29th-30th, 2006: A Passage to the East</i>	55

Bulgarie : les huissiers de justice indépendants construisent l'avenir	57
<i>Bulgaria: the Independent Judicial Officers Build the Future</i>	58

Participation de l'UIHJ à la 8e réunion plénière de la CEPEJ	59
<i>Participation of the UIHJ at the 8th Plenary Meeting of the CEPEJ</i>	61

Entrevue avec Fausto de Santis, nouveau président de la CEPEJ	63
<i>Interview With Fausto de Santis, New President of the CEPEJ</i>	64

La consécration de l'huissier de justice libéral européen garant de l'Etat de droit	65
<i>Recognition of Liberal European Judicial Officers as Guarantors of the State of Law</i>	72

La signification des actes au cœur du colloque des Procuradores à Séville (Espagne)	79
<i>Service of Documents in the Heart of the Procuradores Conference in Seville (Spain)</i>	83

Visite du président de la Cour suprême de Croatie à la Chambre nationale des huissiers de justice de France	87
<i>Visit of the President of the Supreme Court of Croatia to the National Chamber of the Judicial Officers of France</i>	88



Mission ministérielle polonaise à Paris <i>Mission of the Polish Ministry of Justice in Paris</i>	89 91
Visite d'une délégation roumaine en France des 20 au 22 mars 2007 <i>Visit of a Rumanian Delegation in France from 20 to March 22, 2007</i>	92 93
Italie : un nouvel espoir ? <i>Italy: a New Hope?</i>	93 94
Les huissiers de justice lettons face aux enjeux européens <i>The Latvian Judicial Officers Facing European Stakes</i>	95 98
Deux experts de l'UIHJ participent à un programme CARDS à Skopje <i>Two UIHJ Experts Take Part in a CARDS Program in Skopje</i>	101 101
Visite à Skopje : l'accueil chaleureux de futures membres de l'UIHJ <i>Skopje Visit: a Warm Welcome from Future UIHJ Members</i>	102 103
Visites d'une délégation bulgare aux Pays-Bas <i>Bulgarian Study Visit to the Netherlands</i>	104 105
Réception au ministère de la justice de Pologne à Varsovie le 24 janvier 2007 <i>Meeting with the Ministry of Justice of Poland in Warsaw on January 24, 2007</i>	106 107
Participation de l'UIHJ aux journées d'étude 2007 de la Chambre des Solicitadores portugais <i>Participation of the UIHJ in the 2007 Study Meeting of the Chamber of Portuguese Solicitadores</i>	107 108
5e anniversaire de la Chambre nationale tchèque des huissiers de justice <i>5th Anniversary of the Judicial Officers' Chamber of the Czech Republic</i>	109 111
La formation célébrée lors du séminaire internationale de Sinaia (Roumanie) les 15 et 16 février 2007 <i>Training Celebrated During the International Seminar of Sinaia (Romania) on February 15, and 16 2007</i>	113 115
Nouvelle participation de l'UIHJ à un séminaire du Conseil de l'Europe en Russie <i>New Participation of the UIHJ in a Seminar of the Council of Europe in Russia</i>	117 119
Vers une harmonisation de la profession d'huissier de justice dans l'Union européenne <i>Towards a Harmonization of the Occupation of Judicial Officer in the European Union</i>	121 124



ASIE

L'UIHJ au premier congrès des huissiers de justice du Kazakhstan <i>First Congress of the Judicial Officers of Kazakhstan</i>	127 130
--	------------

AMÉRIQUES

Une délégation de l'UIHJ participe à un séminaire à Mendoza (Argentine) sur les procédures d'exécution <i>A Delegation of the UIHJ Takes Part in a Seminar in Mendoza (Argentina) on Enforcement</i>	134 135
Jumelage Québec – France pendant le Conseil permanent de l'UIHJ à Paris <i>Twinning Convention Between Quebec and France</i>	136 137
In memoriam	137
Est-il possible de mettre en exécution aux Etats Unis des jugements étrangers ? <i>Recognition and enforcement of foreign country money-judgements in the United States</i>	138 140
In memoriam	142

UIHJ international congress 2009

Here is Marseilles!

In a little more than two years (September 7-11, 2009), Marseilles will open its doors to us to accommodate the 20th Congress of the UIHJ.

Beyond the charm, which this antique city offers to us, it is towards France and the south of Europe that the world of Judicial Officers will glance.

This is a major event.

No one will forget that it is on French ground, in Paris, 55 years ago, that Jean Soulard created the UIHJ.

On its own, the choice of Marseilles is a symbol. Six years after Tunis, the designation of a South-European city contributes to widen this footbridge, which is tightened between Europe and Africa, and which precedes the future diagram that suggests globalization.

At the time of the European Permanent Council, which was held in Bucharest last May, the board presented the broad outlines of the Congress by revealing the topic that will be proposed:

“New Right for a More Open Profession”

Why “new right”?

We believe that one of the bases of the substantial law - on which rests a great part of our activity - is to be sought in the concept of assets. However, according to the traditional civil law theory of the goods, they subdivide themselves in “movable” property (tangible or intangible) and in “immovable” property. This classification, which takes as a starting point the concepts resulting from the Napoleon code of 1804, is no more adapted to the rules of trading, particularly the international trading largely influenced by the Anglo-Saxon law. The inadequacy is obvious. Thus, is it acceptable that the acquisition of a site of car park, usually of modest value, requires a cascade of formalities,

whereas the transfer of a work of art of several million Euros takes place by a simple operation?

Today inheritance concentrates many and various intangible assets: works of art, intellectual property, patents and models, social shares, rights of all kinds, right of lease, hunting rights, running of businesses, concessions, administrative authorizations, licenses... In addition, the law of credits, the main intangible movable law among the goods, is governed by quasi-autonomous provisions, which comprise special rules of execution.

The intangible goods are made conspicuous by the extent of their economic differences and their distinct techniques. One only has to consider how irrational, for a the common people, is the law on credits, when it is translated in a esoteric language, and subjected to electronic management supporting the transfer from one point of the planet to another of real fortunes at the speed of light!

It is quite certain that the modern economy took the top on the traditional structures of the right of the goods.

The studies hitherto undertaken in order to reorganize classification including the concept of goods, appeared quite timid. The Congress will have as a task, to think of a more suitable concept of the right of the goods in contemplation of the evolution of the inheritances and of the concept of right of the credits.

This study will obviously include an analysis of the collateral effects generated by the proposals of reforms, in particular, on a contractual level. It will also be a question of taking care to comply with the rules of compatibility with the project of a European code of contracts.

This will be the occasion to lead to the implementation of the guiding principles of the private deed with official value as aimed in our project on the



multi-disciplinary activities of the Judicial Officer.

Lastly, it will rest to the most advised technicians of the various countries to consider the conclusions of the last Congresses of Athens (2000), Tunis (2003) and Washington D.C. (2006) in order to connect their substance and to pursue the leading project of development of common standards as regards to enforcement, service of documents and evidence.

This appears to be a vast program. However, it caused the total adhesion of the actors who have been approached to implement it.

We await its continuation with great impatience!

Jacques Isnard
President of the UIHJ

Conseil permanent de l'UIHJ à Paris : la pluridisciplinarité des huissiers de justice

Au cours du Conseil permanent de l'UIHJ qui s'est tenu à Paris les 22 au 24 novembre 2006, le bureau de l'UIHJ a mis en place les premiers éléments du grand projet de pluridisciplinarité pour la profession d'huissier de justice.

10 axes principaux

42 délégations venant du monde entier se sont retrouvées à Paris pendant trois jours pour le traditionnel conseil permanent de l'UIHJ qui est, rappelons-le, l'autorité la plus importante après le congrès international.

Après le discours de bienvenue de Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France qui accueillait les délégations dans le grand amphithéâtre parisien de la Chambre nationale, le président Isnard a rendu un hommage appuyé à deux figures de la profession récemment disparues : Shiyumhlaba Dlamini (Swaziland), président de l'Association des Sheriffs du Swaziland, et Alan Crowe (USA), ancien président de la NAPPS. Puis Jacques Isnard est revenu sur le congrès international de Washington en remerciant une nouvelle fois Sue Collins pour son investissement ainsi que l'ensemble des participants. Le président a rappelé que, suite aux travaux de Washington, il a été décidé d'articuler les actions à venir autour de 10 axes principaux :

1. Maintenir l'effort en vue de parfaire le succès du programme lancé depuis plus de trois ans sur le fondement du triptyque « signification, exécution et recouvrement ».
2. Engager le processus visant à mettre en œuvre le projet de pluridisciplinarité.
3. Densifier les relations avec les grandes organisations juridiques ou judiciaires, plus particulièrement aux Etats Unis.
4. Poursuivre l'extension de l'UIHJ (Amérique du Sud, Asie, continent austral).
5. Renforcer la position de l'UIHJ auprès des chambres nationales et autres partenaires, en poursuivant la politique d'appui dans les secteurs qui s'ouvrent à son expertise.
6. Poursuivre les efforts en faveur de la formation et du développement scientifique en organisant colloques, séminaires, conférences, y compris la publication des travaux, domaine où l'expérience de l'UIHJ est indiscutable.
7. Développer la communication en améliorant la communication interne notamment au niveau du site Internet mais aussi en renouvelant les plaquettes publicitaires et en diffusant plus amplement auprès des autorités le magazine de l'UIHJ.
8. Dynamiser le comité de l'UIHJ.
9. Améliorer l'organisation administrative de l'UIHJ eu égard aux moyens financiers et en considérant la situation actuelle où la plupart des tâches sont accomplies bénévolement, excepté le secrétariat.



Une partie des délégations – A part of the delegations



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of the UIHJ

10. Continuer à se positionner sur les marchés et les appels d'offres présentés par l'Union européenne voire, par démarches interposées, avec la Banque mondiale.

Une quarantaine de manifestations

Le président Isnard a ensuite rappelé que l'UIHJ a organisé ou participé à une quarantaine de manifestations dans le monde au cours de l'année 2006. Un compte rendu de certaines d'entre elles a été ensuite été fait par les participants :

- la 3e session UIHJ Euromed à Athènes (Grèce) par Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ ;
- le séminaire de Riga (Lettonie), par Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ ;
- le colloque de Mendoza (Argentine), par Dominique Aribaut-Abadie, membre de la délégation française de l'UIHJ ;
- la cérémonie de création de l'Ecole nationale de procédure de Tunis (Tunisie), par le président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Tunisie ;
- le 5e anniversaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de la République tchèque, par son président, Juraj Podkonicky ;
- les séminaires scandinaves, par Nicola Hessel ;
- ou encore l'extraordinaire séminaire de Dakar (Sénégal), pour célébrer le 10e anniversaire de l'appel de Dakar, par Yacine Sene, laquelle a ensuite reçue des mains de Michal Redelbach, membre de la délégation polonaise, un magnifique cadeau au nom des Polonais pour la remercier de son accueil si chaleureux et pour l'ensemble de ses actions fondatrices.



Yacine Sené, vice-présidente de l'UIHJ – Vice-President of the UIHJ



Robert Bonou, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Bénin – President of the National Chamber of Judicial Officers of Benin



Juraj Podkonický, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de République tchèque – President of the National Chamber of Judicial Officers of the Czech Republic

Des avancées importantes en Allemagne et une régression en Autriche

Concernant les relations avec les organisations internationales, André Mathieu a dressé un compte rendu de la 59^e conférence annuelle des ONG des Nations unies. Pour la Conférence de La Haye de droit international privé et l'Ohada, le président Isnard a rappelé l'excellence des relations entre ces deux organisations et l'UIHJ. Mathieu Chardon, 1^{er} secrétaire de l'UIHJ, a fait état des réunions du Réseau judiciaire européen (RJE) qui se sont déroulées pendant le premier semestre 2006 à Bruxelles. Il a expliqué que la Commission européenne souhaitait collaborer plus étroitement avec les professions judiciaires et les intégrer au RJE.

Juraj Podkonický a relaté la conférence d'information sur le thème de la communication proposée aux délégations le 22 novembre dirigée par Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ, et animée par Rose-Marie Bruno, membre de la délégation française, Françoise Andrieux, huissier de justice (France), Jan Zdrázkil (République tchèque) et lui-même. Les modifications du site Internet (mise en place d'une bibliographie mondiale sur la profession et les procédures civiles d'exécution, annuaire des membres du Club de l'UIHJ, accès aux informations sur les pays au moyen de cartes géographiques) ont été présentées par Mathieu Chardon. Le président Isnard a salué le travail accompli par Mathieu Chardon, Marc Schmitz et Jos Uitdehaag, les trois questeurs du Comité de l'UIHJ, notamment pour la qualité du magazine de l'UIHJ.

Puis Hans Eckhart Gallo, président de l'Association des Gerichtsvollzieher allemands, a informé l'assemblée des avancées importantes pour la mise en place de la profession d'huissier de justice libéral en Allemagne. Après ces bonnes nouvelles, Marc Schmitz a dressé un tableau beaucoup plus négatif de la situation en Autriche où les problèmes ne font qu'empirer, l'association des Gerichtsvollzieher autrichiens étant désormais quasiment fantomatique...

Des pays en mouvement

En revanche, la situation est qualifiée de très positive en Bulgarie, selon Georgi Dichev, président de la Chambre nationale des huissiers de justice bulgares. Les huissiers de justice de ce pays ont commencé avec succès depuis quelques

mois leurs activités à titre libéral. La Chambre nationale vient d'ailleurs de faire paraître le premier numéro du magazine professionnel de la profession. Pour Chypre, Kostas Hagiokosteas a rappelé que l'Association chypriote des huissiers de justice dont il est le président a été créée il y a tout juste un an et demi. Il a remercié les confrères grecs pour leur aide et soutien constant, ainsi que l'UIHJ.

La Maroc, a indiqué Abdelaziz Fouganni, président de l'ordre national des huissiers de justice, a désormais un nouveau statut pour les huissiers de justice. Ce statut a notamment créé des structures au niveau des régions. « Ce changement de statut est le résultat de dix années de travail et je voudrais vous féliciter pour cet accomplissement majeur pour votre pays » a souligné le président Isnard.

Le président de l'Union des huissiers de justice de l'île Maurice, dont s'était la première visite depuis de nombreuses années, a fait une présentation du système judiciaire en vigueur à l'île Maurice et de ses quarante huissiers de justice fonctionnaires.

Concernant le Comité de l'UIHJ, Adrian Stoïca, membre du bureau, et Mathieu Chardon ont dévoilé les nouveaux aspects du fonctionnement du Comité, basé sur une structure pyramidale qui permettra un travail plus efficace et plus direct. Mathieu Chardon a ensuite présenté le rapport du Comité au nom des trois questeurs. Le plan d'action pour 2007 se focalise principalement sur le traitement du questionnaire général sur la profession et sur la pluridisciplinarité. A titre secondaire, un site extranet pour les membres de l'UIHJ ainsi qu'une Newsletter pour les membres du Club seront créés au cours du premier semestre 2007.

Cinq ateliers sur la pluridisciplinarité

Bernard Menuet, secrétaire du bureau, a ensuite fait un rapport très complet des travaux qui ont été réalisés le 22 novembre par les représentants des délégations assistés de membres du bureau sur la pluridisciplinarité. 5 ateliers avaient été constitués :

- l'accès aux informations et assistance aux huissiers de justice ;
- l'optimisation de la signification des actes ;

- la recherche de la preuve ;
- les ventes aux enchères ;
- les activités de conseil.

Ce mode opératoire, qui constituait une première pour l'UIHJ, s'est révélé être d'une très grande efficacité. Il a ainsi permis d'obtenir des renseignements très précis sur les pratiques en vigueur dans les pays et de dresser un premier bilan de la situation sur la diversité des activités des huissiers de justice au niveau mondial. A ce sujet, Jacques Isnard a rappelé que le but recherché par l'UIHJ était double :

- permettre à chaque chambre nationale d'assurer le relais sur le plan national ;
- exercer une zone d'influence au niveau international, les organisations internationales ayant manifesté leur souhait de coopérer avec les professions judiciaires pour une harmonisation du droit et des procédures.

Michal Redelbach, membre de la délégation polonaise a fait état des difficultés rencontrées en Pologne par la profession. Des réformes sont actuellement en cours en Pologne. Elles visent à limiter le rôle de l'exécution judiciaire et à modifier le statut des huissiers de justice pour permettre, entre autre, d'augmenter le nombre de façon considérable. Cela mettrait en péril la profession. Jacques Isnard a assuré le représentant polonais du soutien inconditionnel de l'UIHJ pour aider les confrères polonais à surmonter leurs difficultés.

Robert Bonou, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Bénin, a annoncé son prochain départ en retraite tout en précisant qu'il avait été nommé huissier de justice honoraire. M. Bonou a dressé un tableau exhaustif des activités professionnelles au Bénin. Il a évoqué les nouveaux statuts qui permettent aux huissiers de justice béninois d'exercer leur profession au sein de sociétés civiles professionnelles, l'augmentation sensible du tarif des actes, ou encore la consécration d'activités telles que le recouvrement de créances.

En Hongrie, Zoltan Levante, membre de la délégation hongroise, a remercié l'UIHJ de la possibilité offerte aux pays de pouvoir échanger expériences professionnelles et culture. Il a ainsi indiqué l'idée d'un programme d'échanges entre la Hongrie et les pays africains membres de l'UIHJ.

Eftimios Pretekes, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Grèce, a poursuivi en proposant de continuer à promouvoir le dialogue entre huissiers de justice. « C'est exactement ce qui nous encourage, nous les huissiers de justice grecs, de nous battre contre des anachronismes, contre un système désuet, contre des phobies en face des innovations, pour revendiquer des changements institutionnels dans notre code et les organiser pour mieux servir le citoyen et en même temps pour revendiquer de meilleurs tarifs » a-t-il dit.

Des actions humanitaires pour l'UIHJ

Concernant les actions humanitaires de l'UIHJ, Mamadou Cissé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Niger, a suggéré une aide de l'UIHJ à son pays sous la forme de la création d'un hôpital pour enfants malnutris, suite aux graves problèmes de sécheresse de ces dernières années et qui ont engendré une famine. « Au travers de cette action, l'UIHJ sera bien connue au Niger » a promis M. Cissé.

Les réseaux judiciaires régionaux ont ensuite été abordés par Roger Dujardin et Adrian Stoica sous l'angle notamment de la création des différentes branches de l'UIHJ : Euromed, Eurodanube et Euronord. « Je crois que ça ne peut être que profitable à l'Union internationale sous une seule réserve, c'est que toutes ces initiatives restent de toute façon sous l'autorité de l'Union internationale » a précisé Jacques Isnard.

Concernant le projet panafricain Cadat, Johan Fourie a présenté le rapport préparé par Robbie Shilz. Ce rapport était essentiellement axé sur la visite de l'UIHJ au Lesotho, au Swaziland et au Zimbabwe en février 2006. Le président de l'UIHJ a annoncé qu'une conférence panafricaine se tiendrait à Pretoria (Afrique du Sud) en mars 2007 pour discuter de l'organisation de la profession sur la base d'un statut avec des standards communs.

La Norvège, nouveau membre de l'UIHJ

Le conseil permanent de printemps 2008 devrait se tenir normalement à Tallinn (Estonie), sous réserves de la réponse prochaine de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie.

*Le président de l'Union des huissiers de justice d'Ile Maurice
— The President of the Union of the Judicial Officers of
Mauritius*



*Abdelaziz Fouganni, président de la Chambre nationale des
huissiers de justice du Maroc — President of the National
Chamber of Judicial Officers of Morocco*



*Mourad Skander — member du bureau de l'UIHJ — Member
of the board of the UIHJ*



Les dates pour le congrès international de l'UIHJ à Marseille (France) ont été communiquées : du 7 au 11 septembre 2009.

Puis la Norvège a été admise comme nouveau membre de l'UIHJ, sous les applaudissements chaleureux de l'assemblée. « *Je tenais à vous féliciter et à vous dire combien nous étions heureux de vous accueillir et combien nous étions aussi heureux de constater que la quasi-totalité des pays de la zone scandinave de l'Europe était devenue membre de l'Union internationale* » a indiqué le président Isnard.

C'est sur cette excellente nouvelle que s'est achevé ce conseil permanent particulièrement riche et une nouvelle fois fédérateur. Il a été demandé aux participants de rester dans la salle pour assister à la célébration de jumelage entre la Chambre nationale des huissiers de justice du Québec, représentée par son président Guy Aidans, et la chambre régionale des huissiers de justice de la cour d'appel de Potiers (France), représentée par son président Guy Bricard.

Le soir, pendant le dîner généreusement offert par la Chambre nationale des huissiers de justice de France dans un magnifique hôtel parisien, chacun a pu partager un moment de détente et de confraternité. Ce fut également l'occasion pour le président Isnard, assisté pour l'occasion de Francis Aribaut, ancien président de l'UIHJ, de remercier deux éminents confrères qui ont œuvré pendant de nombreuses années au sein de l'UIHJ pour la promotion de la profession d'huissier de justice dans leurs pays et dans le monde : Marcel Briens (Belgique) et Arpad Dienes (Hongrie). Qu'ils en soient une nouvelle fois ici solennellement remerciés au nom de l'UIHJ.

The Permanent Council of UIHJ in Paris: The Multi-Disciplinary Judicial Officers

At the Permanent Council of the UIHJ, which was held in Paris from 22nd to 24th of November 2006, the board of the UIHJ set up the first elements of the vast project of "Multi-Disciplinary Occupation of Judicial Officers".

10 Main Axes

42 delegations from throughout the world gathered in Paris for the traditional permanent council of the UIHJ, which is, to be reminded, the highest authority after the international congress.

Paul Rochard, President of the National Chamber of the Judicial Officers of France, greeted the delegations in the large Parisian amphitheatre of the National Chamber. President Isnard welcomed the delegates and paid a respected homage to two recently deceased figures of the profession: Shiyumhlaba Dlamini (Swaziland), President of the Association of the Sheriffs of Swaziland, and Alan Crowe (the USA), former Administrator of NAPPS. Then President Jacques Isnard reconsidered the international congress of Washington



Marcel Briens (Belgique – Belgium) & Arpad Dienes (Hongrie – Hungary)

Pendant la présentation sur la communication – During the presentation on communication



Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France – President of the French National Chamber of Judicial Officers



by thanking once again Sue Collins for her investment as well as all the participants. The president pointed out that, following the Congress; it was decided to articulate the next actions around 10 principal axes:

1. To maintain the effort in order to consolidate the success of the program launched more than three years ago on the basis of the triptych "service of documents, enforcement and debt collecting".
2. To start the process aiming at implementing the multidisciplinary project.
3. To increase the relations with the main legal international organisations, more particularly in the United States.
4. To continue the extension of the UIHJ (South America, Asia, southern continent).
5. To reinforce the position of the UIHJ near the national Chambers and other partners, by continuing the policy of support in the sectors opened to its expertise.
6. To continue the efforts in favour of training and the academic development by organising conferences, seminars, meetings, including the publication of work, in which domain the experience of the UIHJ is indisputable
7. To develop the communication by improving the internal communication in particular on the UIHJ website, but also by renewing the advertising leaflets and by a larger diffusion of the Magazine near the authorities.
8. To stimulate the committee of the UIHJ.
9. To improve the administrative organisation of the UIHJ in accordance with the financial situation and in consideration of the current situation where the majority of the tasks are voluntarily accomplished, except the secretariat.
10. To continue to participate to international tenders presented by the European Union or even by the World Bank.

Forty Events

President Isnard then pointed out that the UIHJ organised or took part in forty events around the world during the year 2006. The participants then made a report of some of them:

- 3rd session of UIHJ Euromed in Athens (Greece) by Mourad Skander, member of the board of the UIHJ;
- The seminar in Riga (Latvia), by Roger Dujardin, Vice-President of the UIHJ;
- The conference of Mendoza (Argentina), by Dominique Aribaut-Abadie, member of the French delegation of the UIHJ;
- Ceremony of the creation of the National School of procedure of Tunis (Tunisia), by the President of the National Chamber of the Judicial Officers of Tunisia;
- The 5th birthday of the National Chamber of the Judicial Officers of the Czech Republic, by its President, Juraj Podkonicky;
- Scandinavian seminars, by Nicola Hesslén;
- The extraordinary seminar in Dakar (Senegal), to celebrate the 10th birthday of the call of Dakar, by Yacine Sene, who then received from the hands of Michal Redelbach, member of the Polish delegation, a splendid gift in the name of the Poles to thank her for her cordial reception and for the whole of her founding actions.

Important Perspectives in Germany and Regression in Austria

Concerning the relations with the international organisations - André Mathieu drew up a report of the 59th annual conference of NGO of the United Nations. As regards to the Hague Conference on Private International Law and Ohada - President Isnard recalled the excellence of the relations between these two organisations and the UIHJ. Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ, gave a report on the meetings of the European Judicial Network legal (EJN), which were held during the first half of 2006 in Brussels. He explained why the European Commission wished to collaborate more narrowly with the legal professions and to integrate them into the EJN.

Juraj Podkonicki gave a report of the conference on the topic of communication proposed to the delegations on November 22nd. This section was chaired by Francis Guépin, member of the board of the UIHJ, and animated by Rose-Marie Bruno, member of the French delegation, Françoise Andrieux, Judicial Officer (France), Jan Zdravilek (Republic Czech) and himself. The modifications of the website mainly the creation of a world bibliography on the profession and the civil enforcement procedures section, directory of the members of the Club of the UIHJ, access to information on the countries by means of geographical maps, were presented by Mathieu Chardon. President Isnard complimented the work achieved by Mathieu Chardon, Marc Schmitz and Jos Uitdehaag, the three questors of the Committee of the UIHJ, in particular for the quality of the magazine of the UIHJ.

Then, Hans Eckhart Gallo, President of the Association of the German



Une partie des délégations – A part of the delegations

Gerichtsvollzieher, informed the assembly of the important perspectives for the installation of the occupation of liberal judicial officers in Germany. After this good news, Marc Schmitz drew a much more negative picture of the situation in Austria where the problems do nothing but worsen, with the virtually disappearance of the association of the Austrians Gerichtsvollzieher

Moving Countries

On the other hand, the situation is described as very positive in Bulgaria. According to Georgi Dichev, President of the National Chamber of the Bulgarian Judicial Officers - The judicial officers of this country have successfully started their activities on a liberal basis, and the National Chamber has just published the first issue of the professional magazine of the profession.



Yacine Sene, Michal Redelbach (Pologne - Poland)



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ – Secretary of the board of the UIHJ



Mamadou Cissé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Niger – President of the National Chamber of the Judicial Officers of Niger

For Cyprus, Kostas Hagiokosteas recalled that the Cypriote Association of the Judicial Officers, of which he is the President, was created just a year and half ago. He thanked the Greek fellow-members for their assistance and constant support, as well as the UIHJ.

Morocco indicated Abdelaziz Fouganni, President of the National Order of the Judicial Officers, has from now on a new statute for the judicial officers. This statute in particular created new structures on regional levels. *“This change of statute is the result of ten years of work and I would like to congratulate you for this major achievement for your country”* underlined President Isnard.

The President of the Union of the Judicial Officers of Mauritius, of which it was the first visit since many years, made a presentation of the legal system into force in Mauritius and his forty civil servant judicial officers.

Concerning the Committee of the UIHJ, Adrian Stoica, member of the board, and Mathieu Chardon revealed the new aspects of the organisation of the Committee. The Committee will now be based on a pyramidal structure, which will allow a more effective and more direct work. Mathieu Chardon then presented the report of the Committee in the name of the three questors. The action plan for 2007 is mainly focused on the treatment of the *“General Questionnaire on the Profession and the Multidisciplinary Judicial Officer”*. On a secondary basis, an extranet website for the members of the UIHJ, as well as a newsletter for the members of the Club will be created during the first half of 2007.

Five Workshops on Multi-Disciplinary Occupations

Bernard Menut, Secretary of the Board, then submitted a very complete report of the work, which was completed on November 22nd by the representatives of the delegations, assisted by members of the board on multidisciplinary occupations. 5 workshops had been made up:

- The access to information and assistance to the judicial officers;
- The optimisation of the service of documents;
- The research of evidence;
- Auction sales;
- Councillings activities.

This procedure, which constituted a first for the UIHJ, proved to be very efficient. It thus made it possible to obtain very precise information on the practises in force in various countries and to draw up a first assessment of the situation on the diversity of the activities of the judicial officers on a world level. On this subject, Jacques Isnard pointed out that the aim of the UIHJ:

- To allow each national chamber to ensure the relay on the national level
- To exert a zone of influence at the international level - the international organisations having expressed their wish to cooperate with the legal professions for a harmonization of laws and procedures.

Michal Redelbach, member of the Polish delegation, gave a report on the difficulties encountered in Poland by the profession. Reforms are currently in hand in Poland. They aim at limiting the role of the legal execution and at amending the law on judicial officers to make it possible, amongst other things, to increase their number in a considerable way, which would put the profession in danger. Jacques Isnard assured the Polish representative of the unconditional support of the UIHJ to help the Polish fellow-members to overcome their difficulties.

Robert Bonou, President of the National Chamber of the Judicial Officers of Benin, announced his retirement while specifying that he had been appointed as Honorary Judicial Officer. Mr. Bonou drew an exhaustive picture of the occupations of judicial officers in Benin. He evoked the new statutes, which allow for the Beninese judicial officers to work within professional civil companies, the appreciable increase in the tariff, and the writing in the law of activities such as the covering of credits.

In Hungary, Zoltan Levante, member of the Hungarian delegation, thanked the UIHJ for the possibility offered to the countries to be able to exchange professional experiences and culture. He thus indicated the idea of a program of exchanges between Hungary and the African countries members of the UIHJ. Eftimios Pretekes, President of the National Chamber of the Judicial Officers of Greece, proposing to continue to promote the dialogue between judicial officers. *“It is exactly what encourages us, Greek judicial officers, to fight against anachronisms, an obsolete system, phobias against innovations, to assert institutional changes in our code and to organise them for better service of the citizen’s and at the same time to assert better tariffs”* he said.



Hans Eckhard Gallo, président de l'Association des Gerichtsvollzieher d'Allemagne – President of the Association of the German Gerichtsvollzieher



Marc Schmitz, membre du Comité de l'UIHJ – Member of the Committee of the UIHJ



Jonny Nauste, représentant la délégation norvégienne – Representative of the Norwegian delegation

Humanitarian actions for the UIHJ

Concerning the humanitarian actions of the UIHJ - Mamadou Cissé, President of the National Chamber of the Judicial Officers of Niger, suggested the UIHJ help his country in the form of the creation of a hospital for children suffering from malnutrition. The serious problem of dryness of these last years has generated a famine. *"Through this action, the UIHJ will be well-known in Niger"*, promised Mr. Cissé.

The regional judicial networks were then approached by Roger Dujardin and Adrian Stoica, in particular, under the angle of the creation of the various branches of the UIHJ: Euromed, Eurodanube and Euronord. *"I believe that that can be only advantageous to the international Union under only one reserve, it is that all these initiatives remain in any event under the authority of the international Union"* specified Jacques Isnard.

Concerning the Cadat Pan-African project - Johan Fourie presented the report prepared by Robbie Shilz. This report was primarily centred on the visit of the UIHJ in Lesotho, Swaziland and Zimbabwe in February 2006. The President of the UIHJ announced that a Pan-African conference would take place in Pretoria (South Africa) in March 2007 to discuss the organisation the profession on the basis of a statute with common standards.

Norway, New Member of the UIHJ

Tallinn (Estonia), invited the UIHJ Permanent Council to be held there in the spring of 2008, under reserves of the response of the National Chamber of the Judicial officers of Estonia.

The dates for the international congress of the UIHJ in Marseilles (France) were communicated. It will be held from the 7th to September 11th, 2009.

Then Norway was allowed as a new member of the UIHJ, under the cordial applause of the assembly. *"I made a point of congratulating you and to say to you how much we were happy to accommodate you and how much we were as happy to note that nearly all of the countries of the Scandinavian zone of Europe had become member of the international Union"* indicated President Isnard.

It is on this excellent news that this particularly rich - and once more federative – Permanent Council session was ended. It was requested from the participants to remain in the room to attend the twinning celebration between the national Chamber of the Judicial Officers of Quebec, represented by its President Guy Aidans, and the Regional Chamber of the Judicial Officers of the Court of Appeal of Poitiers (France), represented by its President Guy Bricard.

In the evening, during the dinner generously offered by the National Chamber of the Judicial Officers of France in a splendid Parisian hotel, each attendee could share a moment of relaxation and confraternity. It was also the occasion for President Isnard, assisted for the occasion by Francis Aribaut, former President of the UIHJ, to thank two eminent fellow-members who have worked during many years within the UIHJ for the promotion of the occupation of judicial officers in their countries, and in the world: Marcel Briers (Belgium) and Arpad Dienes (Hungary). May they be solemnly thanked once again here in the name of the UIHJ.



Guy Bricard et Guy Aidans, pendant la signature de la charte entre la France et le Québec – During the signature of the charter between France and Quebec



La salle des droits de l'homme du Palais du parlement à Bucarest, pendant la cérémonie d'ouverture — The Human rights hall of the Parliament Palace in Bucharest, during the official opening ceremony

Conseil permanent de l'UIHJ à Bucarest (Roumanie) les 10 et 11 mai 2007 : la diversification

Lors du conseil permanent qui s'est tenu à Bucarest (Roumanie) les 10 et 11 mai 2007, le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, a insisté sur l'importance de la diversification des activités de l'huissier de justice pour l'avenir de la profession en Europe et dans le monde.

Adrian Stoica, Bogdan Olteanu, Jacques Isnard, Tudor Chivariu, Ducu Mihai, Leo Netten



L'huissier de justice : l'unique acteur de la procédure d'exécution

C'est dans le cadre exceptionnel du palais du Parlement roumain — le deuxième plus grand bâtiment au monde après le Pentagone — que s'est tenue la première journée du traditionnel conseil permanent européen et américain de l'UIHJ.

Une trentaine de délégations étaient présentes, ainsi que des représentants d'Azerbaïdjan, de Moldavie et de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine, invités, et des représentants du ministère de la justice de Roumanie et du Gouvernement. La cérémonie solennelle d'ouverture s'est tenue devant les caméras de télévision et les journalistes venus relayer l'événement. M. Bogdan Olteanu, président de la Chambre des députés de Roumanie

s'est déclaré très heureux de prêter la salle des droits de l'homme du Palais du Parlement pour permettre la tenue des travaux. M. Olteanu a indiqué bien connaître la profession d'huissier de justice lorsqu'il était lui-même avocat. « Je suis très désireux de vous appuyer dans votre développement pour une profession libérale et fonctionnelle » a-t-il dit. Il a ensuite indiqué que le Gouvernement travaille pour renforcer la profession et que des réformes seront réalisées en partenariat avec toutes les personnes concernées. Le président de la Chambre des députés a également salué l'impact des travaux de l'UIHJ sur le plan international et national avec le projet en cours de centre international de formation. En écho aux mots de M. Olteanu, Ducu Mihai, président de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des délégations étrangères sur le sol roumain. Il a indiqué que l'honneur qui lui était fait d'accueillir le conseil permanent rejaillissait sur l'ensemble de la profession et sur la Roumanie qui venait juste de rejoindre l'Union européenne. Il a précisé que le souhait des huissiers de justice roumains était d'élever la profession aux plus hauts standards.

M. Tudor Chivariu, ministre de la justice de Roumanie, a ensuite pris la parole. Il a rappelé son souci de développer les relations avec les professions judiciaires. M. Chivariu a souligné les améliorations qui se traduisent par une chute des plaintes relatives aux huissiers de justice. « Concernant la formation professionnelle continue, grâce au centre de formation, le professionnalisme va s'accroître et le public va changer sa perception sur la profession » a-t-il

Une partie des délégations — A part of the delegations





Ducu Mihai, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie —
President of the National Chamber of Judicial Officers of Romania, Jacques Isnard, Tudor Chivariu

insisté. Et d'ajouter : « Les modifications du Code de procédure civile confèrent à l'huissier de justice le droit d'être l'unique acteur de cette procédure où le juge n'intervient que dans le cadre des contestations ou dans celui des mesures conservatoires, comme c'est le cas dans les autres pays tels la France, la Belgique ou les Pays-Bas ».

Les extraordinaires progrès accomplis par les huissiers de justice roumains

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a rappelé les extraordinaires progrès accomplis par les huissiers de justice roumains, sous l'impulsion de son infatigable président, Ducu Mihai. « Nous avons souvenir de notre première visite il y a onze ans auprès des collègues fonctionnaires de l'époque, et des conditions de précarité qui entouraient leur activité. Nous avons alors été frappés par le peu de crédit qui était accordé à leurs fonctions » se souvient le président de l'UIHJ. « Il est exceptionnel que l'UIHJ tienne aussi rapidement, après la création de la profession dans un Etat, un conseil permanent européen. Cela aurait pu paraître une gageure pour beaucoup... mais pour l'Union roumaine et son président il ne s'agit là que d'un simple enchaînement logique d'une série d'actions » a-t-il poursuivi. Jacques Isnard a ensuite salué l'ensemble des délégations et tous les invités, en particulier ceux qui se sont déplacés pour la première fois. Le président de l'UIHJ a été particulièrement reconnaissant envers toutes les autorités et les personnalités qui ont honoré de leur présence les travaux du conseil permanent, et tout spécialement M. Chivariu, ministre de la justice qui a bien voulu présider la cérémonie solennelle d'ouverture des travaux.

S'ouvrir largement vers de nouvelles activités

Evoquant la stabilité générale de la profession d'huissier de justice au niveau européen, Jacques Isnard a considéré qu'il paraît désormais opportun de s'interroger sur la situation à venir des huissiers de justice. L'analyse du président de l'UIHJ oscille entre contraste, mouvance et incertitudes. La profession est contrastée. En pleine expansion dans certains Etats avec une marge de progression économique constante, voire une certaine euphorie au niveau des produits, elle reste menacée par ailleurs, notamment par les effets de politiques nationales, qui se manifestent par des tensions qui tendent à amenuiser l'activité et à altérer l'image des huissiers de justice. Pour le président de l'UIHJ, la situation est mouvante car « il suffit de peu » : parfois un ministre qui change ou un président qui achève son mandat et c'est tout un processus de construction et de progrès, jusque là patiemment échafaudé, qui se retrouve soudain mis en



Le ministre de la justice, pendant une interview — The Minister for Justice, during an interview

réserve, sinon voué à l'abandon. Enfin, des incertitudes planent sur l'avenir de la profession. « Contribuer à créer dans la plupart des Etats membres un huissier de justice libéral, c'est bien. Encore importe-t-il d'assurer son avenir. Cet avenir s'articule autour d'un axe central : celui de l'économie de nos offices » a précisé Jacques Isnard. Pour lui, l'exécution des jugements ne saurait garantir notre avenir. C'est pourquoi l'UIHJ n'a de cesse, depuis le début des années 2000, que de multiplier les recommandations incitant la profession à se diversifier. « Il faut nourrir d'autres ambitions et s'ouvrir largement vers de nouvelles activités » a-t-il proposé. Le président de l'UIHJ a illustré son propos avec la directive des Communautés européennes sur les services et son exclusion à l'égard de la profession d'huissier de justice. On peut concevoir, en raison de son rattachement au service public de la justice, que tout ce qui touche au secteur monopolistique - par exemple l'exécution - tombe sous le coup de l'exclusion. Mais, qu'en est-il des autres activités, précisément celles à caractère concurrentiel ? Admettre l'exclusion totale de la directive aux huissiers de justice comporte un risque : celui de se retrouver enserrés dans le bloc d'un système judiciaire national incluant l'huissier de justice officier ministériel ou « fonctionnaire » privé attachés au service exclusif de la justice avec pour seul profit celui d'être rivaux à l'exécution des jugements (pour ce qu'il en restera) ou à la signification des actes. Le président Isnard a invité chacun à être vigilant au moment des votes des lois de transposition dans les Etats membres de l'union européenne. Il a conclu ses propos en saluant les représentants d'Azerbaïdjan, de Moldavie et de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine. Il a également tenu à féliciter les présidents nouvellement élus : Ginters Hmelevskis (Lettonie), Gabriel Pietrasik (Pologne), Josef Risian (Slovaquie), Louis-Raymond Maranda (Canada) et Roderick MacPherson (Ecosse). Enfin, il a remercié l'Union des huissiers de justice de Roumanie, et son président Ducu Mihai, pour l'accueil et son travail colossal dans l'organisation du conseil permanent.

Une étincelle sur le chemin de l'exécution forcée

Dans un discours empreint d'une émotion fédératrice, le président Mihai n'a pas caché sa joie et sa fierté de participer à cet événement qui « rentrera dans l'histoire de l'exécution forcée de la Roumanie ». « Nous avons allumé une étincelle sur le chemin de l'exécution forcée » s'est-il avancé. Le président de l'Union des huissiers de justice de Roumanie n'a pas caché sa volonté de préparer l'avenir, en parfaite harmonie avec les prescriptions de l'UIHJ : élargissement des activités avec la signification des actes qui se superposera aux missions de l'huissier de justice, formation permanente, garantie totale dans

l'accomplissement des actes, professionnalisme, discipline, éthique. « *Nous vivons dans un monde globalisé. Nous devons être transparents. Nous devons être crédibles et nous le serons avec le professionnalisme. Les professionnels sont ceux qui sauvent le monde. En ma qualité de président, je souhaite que le nom de l'huissier de justice soit au frontispice de la Roumanie* » a conclu Ducu Mihai, en remerciant le président de la Chambre des députés et le ministre de la justice pour leur soutien.

Rapport sur l'état de la profession

Après cette séance solennelle d'ouverture particulièrement riche, immédiatement suivie d'interviews pour la presse et les médias, et après une courte pause, les travaux ont rapidement commencé.

Dans son rapport sur l'état de la profession, Jacques Isnard a regretté le départ de l'Association des enforcement officers anglais, qui ont déclaré ne pas pouvoir payer les cotisations de l'UIHJ, pourtant très modiques. Interrogé sur la question, David Walker (Ecosse), membre du bureau de l'UIHJ, s'est déclaré surpris. « *La profession est très organisée mais il est possible de devenir Certificated Bailiff sans aucune formation. Peut-être ne se sentent-ils pas en phase avec les exigences de l'UIHJ ?* » s'est-il demandé.

Concernant l'Italie, le président de l'UIHJ a mentionné la visite d'une délégation italienne au siège de l'UIHJ, à Paris, en janvier 2007. La délégation se composait de quatre confrères italiens qui venaient de créer une nouvelle organisation (l'Union des Ufficiali Giudiziari européens) : Arcangelo d'Aurora, huissier de justice à Cesena (président), Andrea Mascioli, huissier de justice à Tivoli, Irene Maialetti, huissier de justice à Tivoli, et Adele Carrera, huissier de justice à Rome. Cette organisation a été créée dans le but de mettre en place une profession libérale en Italie. « *Nous avons beaucoup d'espoir maintenant à la faveur de l'engagement de nos confrères italiens* » s'est réjoui le président Isnard.

La représentante de la Bulgarie a présenté l'évolution de la situation dans son pays. Elle a remercié l'UIHJ pour son support en faveur de l'huissier de justice libéral en Bulgarie. Après un an et demi d'exercice, la Chambre des huissiers de justice a été très active et le succès a été constaté à l'occasion de la première assemblée générale, a-t-elle déclaré en affirmant : « *Dans notre pays, nous avons prouvé que le modèle libéral est plus efficace que le modèle fonctionnaire* ».

Alain Bighelli, secrétaire du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ) — Secretary of the board of the French National Chamber of Judicial Officers (CNHJ), Paul Rochard, président de la CNHJ — President of the CNHJ, Jacques Bertaux, membre de l'UIHJ — Member of the UIHJ



Concernant la Pologne, Michal Redelbach a annoncé que le ministère de la justice veut ouvrir la profession à tous les juristes et souhaite multiplier le nombre d'huissiers de justice (5 000 au lieu des 600 actuels). Par ailleurs, notre confrère a déploré les problèmes liés à l'application du tarif en défaveur des huissiers de justice. Le président Isnard a indiqué qu'une délégation de haut niveau du ministère de la justice de Pologne a été accueillie à Paris, les 25 et 26 avril 2007 par l'UIHJ et par la Chambre nationale des huissiers de justice de France pour une mission d'études portant sur l'organisation fonctionnelle de la profession et sur le régime des procédures d'exécution en France. Cette mission était composée de M. Andrzej Kryze, vice ministre de la Justice, M. Karal Dalek, directeur du Département de l'Organisation judiciaire, Tomasz Jasklowski, directeur-adjoint du Département de l'Organisation judiciaire et Urszula Wiczorek, chef de division des notaires et des huissiers au ministère de la justice. Le président Isnard s'est déclaré satisfait des discussions qui se sont déroulées à Paris et a précisé qu'un colloque est prévu les 14 et 15 juin 2007 auquel il participera.

Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ, a fait un rapport sur les 5es journées des Procuradores espagnols qui se sont tenues à Séville les 2 et 3 février 2007. A cet égard, il a insisté sur la volonté des Procuradores d'obtenir l'exécution des décisions de justice et des difficultés liées à la signification des actes (il est nécessaire d'avoir recours à deux témoins pour remettre un document à une personne autre que le destinataire).

Abel-Didier Pansard, président de l'Ecole nationale de procédure de France (ENP), a évoqué la création de l'Institut international du droit de l'exécution dont la première réunion s'est tenue à Sinaia (Roumanie) les 15 et 16 février 2007. « *Il faut promouvoir la profession au travers de la formation. L'UIHJ a intérêt à chapeauter cela pour une harmonisation. Je suis à la disposition de l'UIHJ et des pays. La Chambre nationale française me donne tous les moyens pour assurer la création d'écoles dans le monde* » a annoncé le président Pansard. Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ) a renchérit en ouvrant les portes de la « *maison des huissiers de justice* » à Paris. « *Nous accueillons de très nombreuses délégations. Si les pays souhaitent rencontrer l'ENP, nous y sommes tout à fait favorables* » a-t-il déclaré. A sa suite, Bernard Menut, lui-même ancien président de la CNHJ et secrétaire de l'UIHJ, a souligné l'importance de se tourner vers une école de formation spécifique en « *oubliant le schéma unique proposé généralement par les Américains ou encore les Allemands* ».

Yacine Sene & Roger Dujardin, vice présidents de l'UIHJ — Vice-Presidents of UIHJ, Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ — Member of the board of the UIHJ



Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal, a fait un rapport sur la réunion des Solicitadores qui s'est tenue à Lisbonne les 23 et 24 février 2007 et à laquelle le président de l'UIH ainsi qu'un représentant de la Conférence de La Haye de droit international privé ont participé.

Faire progresser la profession libérale en Europe

Le colloque international de Zagreb (Croatie) des 8 et 9 mars 2007 a ensuite été présenté par le président Isnard. Ce colloque, le plus important organisé par l'UIH en dehors d'un congrès, réunissait des intervenants venus de onze pays différents. Il avait pour thème « *Quel huissier de justice pour l'Europe ?* ». « *Cette manifestation a permis de faire progresser la profession libérale en Europe* » a souligné le président de l'UIH. A la suite de Zagreb, un second séminaire international a été organisé le 12 avril 2007 à Ljubljana (Slovénie) sur le thème : « *L'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures d'exécution dans l'Union européenne* ». La quasi-totalité des huissiers de justice slovènes ont participé à cet événement ainsi que des représentants des autorités slovènes. Il s'agissait pour l'UIH et la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie d'alerter les autorités et l'opinion sur les dangers que représenterait un retour à une profession fonctionnarisée.

Nicola Hessel, secrétaire permanente de l'UIH pour les pays scandinaves, présenta ensuite son rapport, très complet, comme à son habitude. Concernant le Danemark, notre consœur a indiqué que les Danois ont réorganisé le recouvrement des créances publiques et ont créé depuis le 1er novembre 2005 une seule autorité pour toutes les créances de l'Etat et des municipalités. En Norvège, l'Association des huissiers de justice norvégiens a fait une demande d'adhésion à l'UIH en novembre 2006 lors du conseil permanent. Une convention de jumelage a été signée entre Oslo (Norvège) et Göteborg (Suède) et permettra des échanges directs entre les huissiers de justice. En Finlande, le nombre de fonctionnaires du service public du recouvrement forcé doit être réduit en 2008 (23 au lieu de 51). Concernant l'Islande, Nicola Hessel a déploré l'absence de contacts. En Suède, la réorganisation du service public du recouvrement forcé doit inclure une plus grande indépendance qui serait détachée du Trésor public, une bonne nouvelle selon notre consœur. Enfin, la secrétaire permanente de l'UIH a annoncé que le 5e séminaire nordique aura lieu des 12 au 14 septembre 2007 à Stockholm, sur le thème du « *débiteur au-delà des frontières* ».

Francis Guépin

Sue Collins, déléguée de l'UIH pour les Etats-Unis, a fait état de l'avancée des contacts qu'elle a noués depuis plusieurs mois. Elle a indiqué qu'elle s'est rapprochée de l'American Bar Association qui souhaite que l'UIH avance des propositions concrètes. Concernant les Sheriffs, Sue Collins a regretté que les nouveaux représentants de cette association, qui organise un congrès à Salt Lake City en juin 2007, ne jugent pas utile pour le moment de se rapprocher de l'UIH. Mais notre consœur a l'intention de nouer des contacts. Son travail et sa pugnacité ont été unanimement salués par les délégations.

En Autriche, notre confrère Anton Lojowski a annoncé qu'il avait pris l'initiative de créer une nouvelle association. Celle-ci compte aujourd'hui une douzaine de membres. L'objet de l'association sera de tenter de convaincre les huissiers de justice de se tourner vers le système libéral. « *Le problème est que les confrères sont très mal informés* » déplore Anton Lojowski. « *Nous comptons que le soutien de l'UIH* » a-t-il indiqué. Pour l'Italie, Andrea Masciotti a remercié l'UIH et son président pour sa confiance renouvelée dans la nouvelle association d'huissiers de justice italien (L'union des Ufficiali Giudizzari européens). « *La justice en Italie est paralysée dans tous les secteurs, y compris dans le cadre de l'exécution. Nous voulons créer les conditions pour établir une profession libérale* » a-t-il annoncé.

Bonnes et mauvaises nouvelles

De mauvaises nouvelles sont arrivées d'Allemagne. Il semblerait que le projet de mise en place d'un huissier de justice libéral n'ait pas recueilli la majorité des deux tiers au Bundesrat, nécessaire pour un changement constitutionnel, s'est attristée la représentante allemande.

Plus réjouissant est l'annonce faite par M. Alikhanov, chef du service de l'exécution forcée au ministère de la Justice d'Azerbaïdjan, faisant part de son souhait de devenir membre de l'UIH. M. Alikhanov a chaleureusement remercié l'UIH pour son action dans le projet de réforme dans son pays et en particulier son maître d'œuvre, Bernard Menut. Ce dernier s'est réjoui que des experts de l'UIH maintenant reconnus soient sollicités pour de nouveaux marchés, notamment pour l'Euroméditerranée, au Kosovo ou dans le Golfe persique avec l'Etat du Bahreïn. A l'instar de l'Azerbaïdjan, M. Stankovic, président de l'Association des huissiers de justice de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine a annoncé son désir de rejoindre les nombreux pays membres de l'UIH. Les représentants de Moldavie ont demandé de l'aide pour inciter

M. Alikhanov, directeur du service des huissiers de justice de la République d'Azerbaïdjan — Head of the Service of Judicial Officers of the Republic of Azerbaijan

Abel Didier Pansard, président de l'Ecole nationale de procédure de France — President of the French National Chamber of Procedure



le gouvernement de leur pays à « reconnaître et à satisfaire les demandes des huissiers de justice pour une mise en place d'une profession libérale ». Ils ont également remercié leurs confrères roumains, et le président Mihai, pour leur soutien. Le président Isnard a confirmé le soutien de l'UIHJ et a souligné que c'était grâce à l'appui des Roumains que nos confrères moldaves avaient pu effectuer le déplacement.



Les délégations, dans l'escalier monumental du hall principal du Palais du Parlement – The delegations on the Great Staircase of the main hall of the Parliament Palace

Grande manifestation à Bruxelles en février 2008

Bernard Menut a ensuite présenté le bilan des travaux effectués en novembre 2006 pendant le conseil permanent sur la pluridisciplinarité en soulignant le succès de la formule. Pour le prochain conseil permanent, le secrétaire de l'UIHJ a proposé de travailler sur les thèmes suivants :

- Normes harmonisées de remise des documents judiciaires (signification). Soit cela n'existe pas (dans ce cas comment cela peut fonctionner), soit cela existe (dire comment le système fonctionne) ;
- Accès aux informations patrimoniales du débiteur : recherches des agents d'exécution auprès des fichiers existants ;
- Attestation de patrimoine négatif (carence du débiteur). On constate que le débiteur n'a aucun moyen de payer. Qui peut faire ce document ? Sur quelle base ? Quelle est la valeur de ce document ? Quelle est sa durée de vie ? Quels sont ses effets ?

Se basant sur une étude de l'UIHJ, Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ, a annoncé la tenue d'une grande manifestation à Bruxelles en février 2008 sur l'utilisation des instruments européens.

Concernant la communication, Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ a souligné la qualité du magazine et du site Internet et a remercié Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ, pour son investissement dans ces deux domaines. Ce dernier a présenté un rapport intermédiaire sur le Comité de l'UIHJ. Il a indiqué que le questionnaire sur la profession préparé par le Comité serait adressé prochainement aux membres du Comité, avec un mode d'emploi pour constituer la bibliographie mondiale et compléter le manuel des huissiers de justice.

Parmi les autres événements du conseil permanent, la charte Eurodanube a été signée par l'ensemble des représentants des délégations, à l'exception de

la Hongrie. La première réunion d'UIHJ-Eurodanube se tiendra à Varsovie en septembre 2007 a indiqué Michal Redelbach.

La petite sœur de l'Ohada

Yacine Sene, vice-présidente de l'UIHJ, a évoqué l'Ohadac, petite sœur de l'Ohada africaine pour la zone Caraïbes. Le traité de l'Ohada a connu un tel succès que d'autres pays ont souhaité réfléchir sur la possibilité de mettre en place un tel système dans leur région, comme en Afrique australe ou dans la zone Caraïbes. « Les huissiers de justice sont les acteurs les plus performants dans le cadre de l'Ohada » a souligné notre consœur. Cela explique que l'UIHJ a été sollicitée pour apporter son aide aux côtés des autres organisations. « Nous sommes invités en raison de notre expérience dans le domaine de l'Ohada et international, aux côtés des magistrats et des personnes du monde judiciaire, et notamment du rayonnement de l'UIHJ dans la zone Caraïbes. Je voudrais dire combien le rayonnement de l'UIHJ est toujours plus constant et plus lumineux » a poursuivi Jacques Isnard.

Enfin, le président de l'UIHJ a évoqué le congrès international de l'UIHJ qui se tiendra à Marseille (France) des 7 au 11 septembre 2009 sur le thème provisoire de : « Nouveaux droits pour une profession plus ouverte ».

Ce thème résulte de l'idée de rassembler les travaux des congrès de l'UIHJ depuis Athènes et d'émettre des idées nouvelles sur des fondements du droit avec une déclinaison et une adaptation aux nouvelles techniques juridiques.

A droite, les représentants de la délégation bulgare – On the right, the representatives of the Bulgarian delegation



David Walker, Roland de Meerleer, André Mathieu, membres du bureau de l'UIHJ – Members of the board of the UIHJ



Ainsi, dans la conception actuelle du droit romano-germanique, un emplacement de parking est un immeuble qui nécessite des démarches compliquées pour le vendre alors qu'un tableau de maître peut être vendu avec des formalités réduites. « *Notre ambition est de constituer des équipes pour bouleverser la classification biens meubles et biens immeubles car il existe un élément, celui relatif aux créances, qui revient en permanence. Nous allons joindre les travaux de la pluridisciplinarité à cette nouvelle classification. Nous allons faire valoir des instruments nouveaux comme l'acte privé ayant un caractère authentique. S'il est quelqu'un qui peut authentifier un document privé, c'est bien l'huissier de justice* », a précisé le président Isnard.

Aux termes de deux journées d'une grande intensité, il était temps pour le président Mihai de remercier l'ensemble des participants en rappelant à nouveau l'honneur qui revenait à la Roumanie d'organiser ce conseil permanent. « *Sans le soutien de Jacques Isnard, nous ne serions jamais arrivés à un tel niveau de développement. Nous étions dans l'impasse. Il y avait des intentions pour que notre profession redevienne fonctionnaire. M. Isnard nous a incités à nous battre pour nos droits* » a reconnu le Ducu Mihai. Et le président Isnard de conclure : « *Nous arrivons aux termes de ce conseil permanent. Vous avez réalisé une véritable prouesse avec un nombre de participants jamais égalé. Il y cinq ans, vous n'existiez pas ! Vous avez créé, développé, résisté et organisé ce conseil permanent. Vous allez ouvrir le centre de formation à Sinaia. Vous servez d'exemple à ceux qui sont présents et invités. Tous ont été frappés et marqués par les marques d'estimes dont vous avez fait l'objet de la part de vos autorités, du ministère de la justice et du président de l'Assemblée. C'est la démonstration de l'empreinte que vous laissez sur l'activité judiciaire de votre pays. Nous avons été invités dans ce Versailles bis moderne. Cela peut raviver les plaies de l'histoire mais c'est la Roumanie qui l'a construit et le monde entier se déplace pour le voir* ».

Le dîner de gala qui a suivi a permis à chacun de se retrouver dans la confraternité, de poursuivre les discussions et de goûter, avec les spécialités locales, à l'amitié qui unit les huissiers de justice dans le monde.

Le palais du Parlement – The Parliament Palace

The Permanent Council of the UIHJ in Bucharest, Romania May 10th and 11th, 2007: Diversification

The Permanent Council was held in Bucharest (Romania) May 10th and 11th, 2007. At this meeting Jacques Isnard, President of the UIHJ, insisted on the importance of the diversification of the activities of the Judicial Officer for the future of the profession in Europe and in the world.

The Judicial Officer: The Single Actor of the Enforcement Procedure

The first day of the traditional European and American Permanent Council of the UIHJ was held in the exceptional building of the Romanian Parliament Palace - the second largest building in the world after the Pentagon. About thirty delegations were present, as well as representatives of Azerbaijan, Moldova, the Former Yugoslavian Republic of Macedonia (FYROM), guests and representatives of the Ministry of Justice of Romania and of their Government.

The solemn opening ceremony was held in front of the television cameras and journalists who came to cover the event. Mr. Bogdan Olteanu, President of the House of Commons of Romania, stated he was very happy to lend the magnificent room of the human rights of the Parliament Palace for the meeting. Mr. Olteanu clearly showed he was familiar with the occupation of the Judicial Officer, as he is himself a lawyer. "I am very eager to support you in your development for a liberal and functional profession" he said. He then indicated that the Government works to reinforce the profession and that the reforms will



be carried out in partnership with all the people concerned. The President of the House of Commons understands the impact of the work of the UIHJ, both on international and national levels, concerning the project of the international training center. In echo to the words of Mr. Olteanu, Ducu Mihai, President of the National Union of the Judicial Officers of Romania, welcomed the foreign delegations in attendance on Romanian ground. He indicated that the honor, which was made to him to accommodate the permanent council, reflected on the whole profession as well as Romania, which had just joined the European Union. He specified that the wish of the Romanian Judicial Officers was to raise the profession to the highest standards.

Mr. Tudor Chiuariu, Minister of Justice for Romania, pointed out his concern of developing relationships within the legal professions. Mr. Chiuariu underlined the improvements, which result in a decline of the complaints relating to the Judicial Officers. *“Concerning the permanent vocational training, thanks to the training center, professionalism will increase and the public will change its perception on the profession”*, he insisted. And to add: *“The modifications of the Code of Civil Procedure confer on the Judicial Officer the right to be the single actor of this procedure where the judge only intervenes within the framework of disputes or of provisional measures, as is the case in other countries such as France, Belgium or the Netherlands”*.

Extraordinary Progress Achieved by the Romanian Judicial Officers

Jacques Isnard, President of the UIHJ, pointed out the extraordinary progress achieved by the Romanian Judicial Officers, under the impulse of its untiring President, Ducu Mihai. *“We have to remember our first visit eleven years ago to our colleagues – who were civil servants at that time - and the conditions of precariousness which surrounded their activity. We had then been struck by the little credit which was granted to their functions”*, remembers the President of the UIHJ. *“It is exceptional that the UIHJ holds so quickly, after the creation of the profession in a country, a European Permanent Council. That could have appeared a challenge for many... but for the Romanian Union and its President, it was merely a simple logical sequence of a series of actions”* he added. Jacques Isnard then greeted the delegations and guests, in particular those who were attending Permanent Council for the first time. The President of

the UIHJ was particularly grateful towards all the authorities and the personalities who honored, with their presence, the work of the Permanent Council, and in particular Mr. Chiuariu, Minister of Justice, who agreed to chair the solemn opening ceremony.

An Opening to New Activities

Evoking the general stability of the occupation of Judicial Officers in Europe, Jacques Isnard considered that it is now possible to wonder about the future for the profession. The analysis of the president of the UIHJ oscillates between contrast, mobility and uncertainty. The profession is contrasted. In full expansion in certain States with a margin of constant economic progression, even euphoria on the economic level, it remains threatened in some places, in particular due to the effects of national policies, which bring tensions that tend to reduce the activity, and to deteriorate the image of the Judicial Officers. For the president of the UIHJ, the situation is moving because *“little things may have large effects”*: sometimes when a minister changes or a president completes his mandate, a whole process of construction and progress, which had been patiently made, can suddenly be put in reserve, or abandoned altogether. Lastly, there is a sense of threat in the air for the future of the profession. *“To contribute in creating a liberal Judicial Officer in the majority of the Member States is one thing. To ensure its future is another thing. This future is articulated around a central axis: that of the economy of our offices”*, specified Jacques Isnard. For him, the execution of judgments could not guarantee our future. This is why the UIHJ never ceases, since the beginning of the year 2000, to multiply incentive recommendations for the profession to be diversified. *“It is necessary to nourish other ambitions and to open areas of new activities”*, he suggested. The President of the UIHJ illustrated his point with the directive of the European Communities on services and its exclusion with regard to the occupation of Judicial Officer. One can conceive, because of its link to the public service of justice, which all that concerns the monopolistic sector – for example enforcement should be excluded. But, what about other activities, precisely those in competing matter? To admit the total exclusion of the directive to the Judicial Officers involves a risk: that to find itself enclosed in the block of a national legal system, including the Judicial Officer member of the legal professions attached to the exclusive service of justice with for only

Jacques Isnard & Tudor Chiuariu, ministre de la justice de Roumanie – Minister for Justice of Romania



Mme Liana Dumitrescu, députée - Deputy, Bogdan Olteanu, Jacques Isnard, Tudor Chiuariu





Jacques Isnard, Tudor Chiuariu, Ducu Mihai

profit that of being riveted to the execution of judgments (for what will remain of it) or to the service of documents. President Isnard invited each one to be vigilant at the time of the votes of the laws of transposition in the Member States of the European Union. He concluded his presentation by greeting the representatives from Azerbaijan, Moldova and FYROM. He also made a point of congratulating the newly elected presidents: Ginters Hmelevskis (Latvia), Gabriel Pietrasik (Poland), Josef Risian (Slovakia), Louis-Raymond Maranda (Canada) and Roderick MacPherson (Scotland). Lastly, he thanked the Union of the Judicial Officers of Romania, and its President Ducu Mihai, for the reception and its colossal work in the organization of the Permanent Council.

A Spark on the Way of Enforcement

In a speech marked with a federative emotion, President Mihai did not hide his joy and his pride to take part in this event, which "will mark the history of enforcement in Romania". "We lit a spark on the way of enforcement" he said. The president of the Union of the Judicial Officers of Romania did not hide his willingness to prepare the future in perfect harmony with the prescriptions of the UIHJ: widening activities with the service of documents which will be superimposed with the missions of the Judicial Officer such as permanent training, full liability, professionalism, discipline, and ethics. "We live in a globalized world. We must be transparent. We must be credible and we will be with professionalism. The professionals are those who save the world. In my capacity as a president, I wish that the name of the Judicial Officer be at the front piece of Romania", concluded Ducu Mihai, by thanking the President of the House of Commons and the Minister of Justice for their support.

Bogdan Olteanu, président de la Chambre des députés de Roumanie — President of the House of Commons of Romania



Une partie des délégations — A part of the delegations



Situation Report of the Profession

After this particularly rich solemn opening meeting, which was immediately followed by interviews by the press and the media, the work quickly started. In his report on the profession, Jacques Isnard regretted the departure of the Association of English Enforcement Officers, which stated their inability to pay the contributions of the UIHJ, however very moderate. When questioned on the question, David Walker (Scotland), member of the board of the UIHJ, declared his surprise. "The profession is very organized, but it is possible to become a Certificated Enforcement Officer without any training. Maybe they don't feel in phase with the requirements of the UIHJ?" he wondered.

Concerning Italy, the president of the UIHJ mentioned the visit of an Italian delegation to the head office of the UIHJ, in Paris, in January 2007. The delegation was composed of four Italian fellow-members who had just created a new organization (Union of European Ufficiale Giudiziari). The delegation consisted of Arcangelo d'Aurora, Judicial Officer in Cesena (President), Andrea Mascioli, Judicial Officer in Tivoli, Irene Maialetti, Judicial Officer in Tivoli, and Adele Carrera, Judicial Officer in Rome. This organization was created with an aim of setting up a liberal profession in Italy. "We have now many hopes with the engagement of our Italian fellow-members", concluded President Isnard.

The representative of Bulgaria presented the evolution of the situation in her country. She thanked the UIHJ for its support in favor of the liberal Judicial Officer in Bulgaria. After one and one-half years of exercise the Chamber of the Judicial Officers was very active and success was noted at the time of the first general assembly, she declared. She stated: "In our country, we proved that the liberal model is more effective than the civil servant model".

Concerning Poland - Michal Redelbach announced that the Ministry for Justice wants to open the profession to all the lawyers and wishes to multiply the number of Judicial Officers to 5,000 instead of the current 600. In addition, our colleague deplored the problems involved in the application of the tariff in discredit of the Judicial Officers. President Isnard indicated that a high level delegation of the Ministry of Justice of Poland was accommodated in Paris, April the 25th and 26th, 2007 by the UIHJ and the national Chamber of the Judicial Officers of France for a study mission relating to the functional organization of the profession and the mode of the enforcement procedures in France. This mission consisted in Mr. Andrzej Kryze, Vice-Minister for Justice, Mr. Karal Dalek, Director of the Department of the Legal Organization, Tomasz Jasklowski, Director-Assistant of the Department of the Legal Organization, and



Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ – 1st Vice-President of UIHJ



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ – Secretary of the board of UIHJ



Antonio da Cunha, président de la chambre des Solicitadores du Portugal – President of the Portuguese Chamber of Solicitadores

Urszula Wiczorek, head of The Division of Notaries and the Judicial Officers at the Ministry of Justice. President Isnard declared himself satisfied with the discussions, which proceeded in Paris, and added that a conference is scheduled for June 14th, and 15th, 2007 that he would attend.

Francis Guépin, member of the board of the UIHJ, submitted a report on the Spanish 5th meeting of Procuradores, which was held in Seville on February the 2nd and 3rd, 2007. In this respect, he insisted on the will of Procuradores to obtain the execution of the court decisions and the difficulties relating to the service of documents (it is necessary to have recourse to two witnesses to hand a document to a person other than the recipient).

Abel-Didier Pansard, President of the National School of Procedure of France (ENP), evoked the creation of the International Institute of the Law of Enforcement of which the first meeting was held in Sinaia (Romania) February 15th and 16th, 2007. "It is necessary to promote the profession through training. The UIHJ has interest and should head this institute to ensure harmonization. I am at the disposal of the UIHJ and the countries. The French National Chamber gives me all the means to ensure the creation of schools in the world", announced President Pansard. Paul Rochard, President of the National Chamber of the Judicial Officers of France (CNHJ) confirmed his words by opening the door of the "house of the Judicial Officers" in Paris. "We accommodate very many delegations. If the countries wish to meet the ENP, we are completely willing to help", he declared. On the same matter, Bernard Menut, himself a former president of the CNHJ and Secretary of the UIHJ, stressed the importance to turn to a specific training school and to "forget the single diagram generally suggested by the Americans or the Germans".

Antonio Gomes da Cunha, President of the Chamber of Solicitadores of Portugal, submitted a report on the meeting of Solicitadores, which was held in Lisbon February 23rd, and 24th, 2007 in which the president of the UIHJ as well as a representative of The Hague Conference on Private International Law took part.

Une partie des délégations – A part of the delegations

To Move the Liberal Profession Forward in Europe

The report on the International Conference of Zagreb (Croatia), held March 8th and 9th, 2007, was then presented by President Isnard. This conference, the most important organized by the UIHJ apart from a Congress, brought together speakers from eleven different countries. The topic of the conference was: "Which Judicial Officer for Europe?" "This conference made it possible for the liberal profession to progress in Europe" underlined the president of the UIHJ. Following Zagreb, a second international seminar was organized on April 12th, 2007 in Ljubljana (Slovenia) on the topic of the "Harmonization of the Occupation of Judicial Officers and the Procedures of Execution in the European Union". Nearly all of the Slovenian Judicial Officers took part in this event as well as representatives of the Slovenian authorities. The aim of the UIHJ and the national Chamber of the Judicial Officers of Slovenia was to change the opinion of the authorities and to alert them to the dangers that the return to a civil servant profession would represent.

Nicola Hesslèn, permanent secretary of the UIHJ for the Scandinavian countries, presented her report, which was very complete, as usual. Concerning Denmark, our colleague indicated that the Danes reorganized the public service of the recovery of debts and on November 1, 2005, created a single authority for all the State and municipality's debts. In Norway, the Association of the Norwegian Judicial Officers made a request to become a member of the UIHJ





Nicola Hesselén & Sue Collins, déléguées permanentes de l'UIHJ – Permanent Delegates of the UIHJ, Elin Vilipuss, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie – President of the National Chamber of Judicial Officers of Estonia

in November 2006 at the time of the Permanent Council. A twinning convention was signed between Oslo (Norway) and Göteborg (Sweden) that will allow direct exchanges between the Judicial Officers. In Finland, the number of civil servants of the Public Enforcement Service must be reduced in 2008 (23 instead of 51). Concerning Iceland, Nicola Hesselén deplored the absence of contacts. In Sweden, the reorganization of the public enforcement service will bring a greater independence that would be detached from the Treasury, an improvement according to our colleague. Lastly, the Permanent Secretary of the UIHJ announced that the 5th Scandinavian seminar will take place from the 12th of September through the 14th, 2007 in Stockholm, on the topic of the *"The Debtor in Focus"*.

Sue Collins, Deputy of the UIHJ for the United States, gave a report on the advanced contacts that she has tied for several months. She indicated that she approached the American Bar Association, which wishes that the UIHJ advanced specific proposals. Concerning the Sheriffs, Sue Collins considered it regrettable that the new representatives of this association, which will organize a congress in Salt Lake City in June 2007, did not judge a relationship with the UIHJ useful for the moment, but our colleague intends to try new contacts. Her work and her pugnacity were unanimously greeted by the delegations.

In Austria, our fellow-member Anton Lojowski announced that he had taken the initiative to create a new association, which has a dozen members today. The object of the association will be to try to convince the Judicial Officers to turn to the liberal system. *"The problem is that our colleagues lack information"*, deplores Anton Lojowski. *"We expect the full support of the UIHJ"*, he indicated. For Italy, Andrea Masciotti thanked the UIHJ and its president for his renewed trust in the newly formed association of Italian Judicial Officers (Union of Europeans Ufficiale Giudizzari). *"Justice in Italy is paralyzed in all the sectors, including within the framework of the enforcement of court decisions. We want to create the conditions to establish a liberal profession"*, he announced.

Good and Bad News

Bad news arrived from Germany. It would seem that the project of installation of a liberal Judicial Officer did not collect the majority of two thirds in Bundesrat, which is required for a constitutional change, said sadly the representative of Germany.

More optimistic is the announcement made by Mr. Alikhanov, chief of the

Enforcement Department at the Ministry of Justice of Azerbaijan, announcing his wish to become a member of the UIHJ. Mr. Alikhanov cordially thanked the UIHJ for its action in the project of reform in his country and in particular its project manager, Bernard Menut. Mr. Menut was delighted that recognized UIHJ experts are now solicited for new markets, in particular in Euro Mediterranean, in Kosovo or in the Persian Gulf with the State of Barhain. Following the Azerbaijan example, Mr. Stankovic, President of the Association of the Judicial Officers of FYROM, announced his desire to join the many Member States of the UIHJ. The representatives of Moldova asked for assistance to incite the government of their country *"to recognize and satisfy the requests of the Judicial Officers for*

an installation of a liberal profession". They also thanked their Romanian fellow-members, and their chairman Mihai, for their support. President Isnard confirmed the support of the UIHJ and stressed that it was thanks to the support of the Romanians that our Moldavian fellow-members had been able to attend the meeting.

Large Seminar in Brussels February 2008

Bernard Menut then presented the assessment of the work carried out in November 2006 during the Permanent Council on the multi-field Judicial Officer by underlining the success of the formula. For the next Permanent Council, the Secretary of the UIHJ proposed to work on the following topics:

- Harmonized standards of the handing over of legal documents (service of documents). Either that does not exist (in this case how that can function), or that exists (how the system functions).
- Access to patrimonial information of the debtor: research of the enforcement agents near the existing files.
- Certificate of negative inheritance. It is noted that if the debtor does not have any means of paying. Who can make this document? On what basis? What is the value of this document? What is its lifespan? What are its effects?

Considering a study made by the UIHJ; Leo Netten, 1st Vice-President of the UIHJ, announced the organization of a large meeting in Brussels in February 2008, on the use of the European instruments.

Concerning communication, Roger Dujardin, Vice-President of the UIHJ underlined the quality of the magazine and of the Internet site and thanked Mathieu Chardon, 1st Secretary of the UIHJ, for his investment in these two fields. This last presented an intermediate report on the Committee of the UIHJ. He indicated that the questionnaire on the profession prepared by the Committee would be addressed soon to the members of the Committee, with instructions on how to constitute the world bibliography and to supplement the handbook of the Judicial Officers.

Among the other events of the Permanent Council, the Eurodanube charter was signed by the whole of the representatives of the delegations, except for Hungary. The first meeting of UIHJ-Eurodanube will be held in Warsaw in September 2007, indicated Michal Redelbach.



Une partie des délégations – A part of the delegations

The Small Sister of Ohada

Yacine Sene, Vice-President of the UIHJ, evoked Ohadac, the small sister of the African Ohada, for the Caribbean zone. The treaty of Ohada was such a success that other countries wished to reflect on the possibility of setting up such a system in their area, as in Southern Africa, or in the Caribbean zone. "The Judicial Officers are the most powerful actors within the framework of Ohada" underlined our colleague. That explains why the UIHJ was requested to bring its assistance in conjunction with other organizations. "We are invited because of our experiment in the field of Ohada and in international matters, at the sides of the magistrates and the people of the legal world, and in particular because of the influence of the UIHJ in the Caribbean zone. I would like to say how much the influence UIHJ is increasingly more constant and more actual" Jacques Isnard continued.

Lastly, the president of the UIHJ evoked the International Congress of the UIHJ, which will be held in Marseilles, France from the 7th through the 11th of September, 2009 on the provisional topic of: "New Rights for a More Open Profession".

This topic results from the idea to gather the work of the Congress of the UIHJ from Athens and to put forward new ideas on the basis of the law with a variation and an adaptation to new legal techniques. Thus, in the current concept of Romano-Germanic Law, a parking space is a building that requires complicated steps for it's selling, whereas a painting masterpiece can be sold with reduced formalities. "Our ambition is to constitute teams to disrupt the classification of movable and immovable property because there is an element, relating to credit, which is preminent. We will add the work on the multi-field Judicial Officer to this new classification. We will put forward new instruments such as private deeds with authentic value. If there is somebody who can certify a private document, that has to be a Judicial Officer", specified president Isnard.

After two days of great intensity, it was time for president Mihai to thank the participants by again pointing out the honor given to Romania to organize this Permanent Council. "Without the support of Jacques Isnard, we would never have arrived at such a level of development. We were at a dead end. There were intentions so that our profession becomes again civil servant. Mr. Isnard incited us to fight for our rights" recognized Ducu Mihai.

Vue sur Bucarest depuis le palais du parlement – View on Bucharest from the Parliament palace



La tribune, pendant la cérémonie d'ouverture – The tribune, during the official opening ceremony

President Isnard concluded: "We are now at the end of this permanent council. You carried out a true prowess with a record number of participants. Five years ago, you did not exist! You created, developed, resisted and organized this Permanent Council. You will open the training center in Sinaia. You are an example to those who are present. All were struck by the remarks of consideration you received from your authorities, the Ministry of Justice and the President of the Parliament. It is the demonstration of the footprint that you leave on the legal activity of your country. We were invited in this "modern Versailles". That can revive the wounds of the history, but it is Romania which built it and the whole world travels to see it."

The official gala dinner, which followed, made it possible for everyone to meet again, to continue the discussions in an informal way and to taste – together with the local delicacies – the friendship that links the Judicial Officers in the world.



Michal Redelbach, représentant de la délégation de Pologne – Representative of the Polish delegation





1er séminaire international Ufohja à Conakry

Pour la première fois, un séminaire Ufohja organisé par la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée, l'UIHJ et l'École nationale de procédure française s'est tenu en Guinée, à Conakry, des 27 au 29 septembre 2006.

L'épée de la justice

Pour ce premier séminaire en Guinée depuis que la profession d'huissier de justice a pris son aspect libéral en 1986, trois thèmes principaux ont été retenus :

- l'aspect général et les intérêts particuliers pour les huissiers de justice du traité de l'Ohada ;
- les problèmes pratiques posés par la saisie attribution et la saisie conservatoire de créances et, pour la première fois en Afrique, les difficultés posées par la saisie immobilière, notamment du fait de l'absence le plus souvent de « livres fonciers » ;
- enfin l'éthique et la déontologie qui doit gouverner aux activités des huissiers de justice, ainsi que la nécessaire assistance que doit apporter la force publique à l'exécution des décisions de justice et des titres exécutoires.

La délégation de l'UIHJ était menée par Jacques Isnard, président, et par Rose Bruno et Anne Kérisit, huissiers de justice (France), membres de l'UIHJ et expertes Ufohja.

Dans son discours d'ouverture, Saïdouba Kissing Camara, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée, a salué la présence des personnalités membres des institutions républicaines ou du corps judiciaire de Guinée ainsi que celle des délégations du Burkina Faso, du Congo, du Mali, du Tchad et de la France, les représentants d'Afrique du Sud et du Bénin ayant été empêchés en raison de grèves aériennes. Le président Camara a, par ailleurs, rendu un vibrant hommage à « son excellence monsieur le président de la République, chef de l'Etat, le général Lansana Conte et à son gouvernement pour leur souci constant de faire de la Guinée, notre pays, un véritable Etat

les intervenants – The participants



Saïdouba Kissing Camara, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Alsény René Gomez, ministre de la Justice de Guinée, - Saïdouba Kissing Camara, President of the National Chamber of Judicial Officers of Guinea, Jacques Isnard, President of UIHJ, Alsény René Gomez, Minister for Justice of Guinea,

de droit ». Saïdouba Kissing Camara a par ailleurs remercié chaleureusement Jacques Isnard pour tous les efforts qu'il ne cesse de déployer pour la profession. « Ce Franco-africain s'est personnellement intéressé à l'Afrique et il en a fait sa préoccupation de tous les jours » a-t-il déclaré. « L'huissier de justice est l'épée de la justice. L'exécution des décisions de justice fait asseoir l'autorité de la justice et de l'Etat. L'exercice de la profession d'huissier de justice est si difficile, si délicate, qu'il faut un certain courage pour ce faire et ce courage mérite notre respect » a-t-il ajouté. En conclusion, le président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée a invité l'ensemble des congressistes à faire preuve d'imagination, de modération, de réflexion et de rigueur afin de travailler dans l'intérêt de tous durant les deux jours de séminaires.

Trois projets pour l'Afrique

Jacques Isnard a mis en exergue les trois projets imminents pour les confrères africains dans l'espace Ohada :

Réception chez le Ministre chargé des Affaires Présidentielles – Meeting with the Minister in charge of the Presidential Affairs





Saidouba Kissing Camara, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée
— President of the National Chamber of Judicial Officers of Guinea



Pendant le séminaire — During the seminar

- la mise en place d'un statut uniforme pour les huissiers de justice d'Afrique ;
- la promulgation de textes sur la transmission directe des actes ;
- et l'exequatur allégée des décisions de justice.

« Les huissiers de justice travaillent pour le triomphe du droit sur le désordre. Par le droit se gagnent des paris démocratiques et se forment des sociétés », s'est-il exclamé en conclusion.

Dans une intervention très attendue, Alsény René Gomez, ministre de la Justice de Guinée, Garde des Sceaux, a souligné combien les sujets retenus pour le colloque étaient au cœur des préoccupations des gouvernements des pays de l'espace Ohada, soucieux de créer, promouvoir et renforcer les conditions d'une bonne administration de la justice. Le Garde des Sceaux a déploré que la profession d'huissier de justice, pourtant officier ministériel, investie de nombreuses missions qui en font un maillon indispensable de la machine judiciaire, soit méconnue. Il a souligné son rôle essentiel dans la signification des actes, l'exécution des décisions de justice, mais aussi dans le recouvrement des créances et la rédaction des constats, l'invitant par ailleurs à être « le médiateur entre le créancier et le débiteur ».

Le président de la République, a-t-il conclu, n'a de cesse de répéter que l'Etat de droit se construit par les citoyens et les acteurs de la vie nationale qui sont compétents et intègres. « Cela passe par un programme de formation, car la formation est le critère premier d'efficacité. En cela les résultats des travaux de ce colloque seront essentiels ». M. Gomez a suggéré de le dédier aux anciens et à l'homme qui a rendu la dénomination de la profession familière, M. Diallo, huissier, et achevé cette intervention très appréciée en déclarant les travaux ouverts.

Des solutions concrètes et pragmatiques

Deux jours d'intenses échanges ont suivi avec une remarquable présentation des acquis et des perspectives de l'huissier de justice dans l'espace Ohada par Amadou Sako, directeur du Centre de formation et de documentation judiciaire au sein du ministère de la Justice, et la participation de nombreux intervenants :

- Ahmadou Madani Sylla, magistrat, directeur des Affaires judiciaires au ministère de la Justice ;
- Filifing Dembelé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Mali ;
- Sory Daouda Camara, secrétaire chargé de la formation et de la déontologie de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée ;
- Aboubacar Camara, huissier de justice (Guinée) ;
- Mama Moussa Condé, huissier de justice (Guinée), secrétaire chargé de la formation à la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée ;
- Severin Somda, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso ;
- William Fernandez, magistrat, substitut général de M. le procureur ;
- Kelefa Sall, magistrat, substitut général de M. le procureur général près la cour d'appel de Conakry ;
- Mamadou Saliou Diallo, vice président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée ;
- Fodé Mariama Camara, huissier de justice (Guinée), 2e secrétaire chargé des relations extérieures ;
- Mamadou Cellou Diallo, huissier de justice (Guinée), formateur ;
- Mamadou Aliou Dramé, magistrat, inspecteur général adjoint au ministère de la Justice ;
- Et Fodé Sangban Kanté, magistrat, président de section au tribunal de première instance de Kaloum.

Les procureurs d'instance des tribunaux de première Instance de Conakry, le directeur de la Sûreté urbaine de Conakry, les commissaires centraux de police de Conakry, le chef d'état major de la gendarmerie, et les commandants des escadrons de la Gendarmerie mobile de Conakry ont également honoré de leur présence cette manifestation internationale.

Il appartenait à M. Alsény René Gomez de tirer la conclusion du rapport de synthèse des travaux exposé par le président Camara. A ce titre, le ministre de la Justice a relevé les difficultés auxquelles est confrontée la profession quotidiennement, notamment dans ses relations avec les banques et plus particulièrement la Banque centrale ainsi qu'avec les services de police et de gendarmerie.

M. Gomez a demandé officiellement à la Chambre des huissiers de justice de



Guinée de dresser un inventaire exhaustif des problèmes, pour permettre à ses services de faire une étude objective, devant déboucher sur des « propositions de solutions concrètes et pragmatiques ».

Enfin, le Garde des Sceaux a été retenu par la question du statut de la profession, de son tarif et des difficultés résultant de l'ingérence des autorités politiques et administratives dans l'accomplissement de ses missions.

Sur l'ensemble de ces points, M. Gomez a tenu à préciser que des études étaient en cours et que des propositions concrètes seraient faites par son cabinet à la Chambre des huissiers de justice qu'il a invité à communiquer à ses services ses propres propositions en retour.

« J'ai espoir, monsieur Isnard, que la lumière que votre présence a fait poindre ici, ne sera pas celle du crépuscule vers la nuit, mais celle de l'aube vers le jour. Sur cette note d'espoir, je déclare clos le colloque international des huissiers de justice », dit Colloque Diallo huissier.

Le rôle essentiel de l'huissier de justice au service de la loi

En marge des travaux, se sont déroulés le vendredi 29 septembre les réceptions de l'ensemble des délégations par les différents corps constitués : le ministre d'Etat chargé des Affaires présidentielles, le Conseil national de la communication, le président de l'Assemblée nationale et le président de la Cour suprême. Dans une réception donnée à la présidence de la République, M. El Hadji Fodé Bangoura, ministre d'Etat chargé des Affaires présidentielles, a insisté sur l'importance de la formation dans cette jeune république de Guinée dont « la volonté est d'assurer une bonne administration de la justice, essentielle à l'établissement d'un Etat de droit » a-t-il ajouté. A ce titre, M. Bangoura a assuré la Chambre des huissiers de justice de son soutien ainsi que de celui de tous les corps constitués, pour œuvrer dans la même direction.

Il a tenu à remercier l'UIHJ pour le soutien apporté à ses confrères guinéens et par là même tant à l'Etat de Guinée tout entier, dans la construction d'un pays démocratique, que pour toute l'Afrique.

Le président de la Cour suprême a rappelé combien le droit était régulateur des rapports sociaux. Il a salué le rôle essentiel de l'huissier de justice au service de la loi dans un pays somme toute jeune dans sa construction démocratique, qui est passé de la justice rendue sous « l'arbre à palabre » aux textes novateurs de l'Ohada. Il a assuré de son soutien la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée pour des échanges cordiaux sur la jurisprudence de la Cour suprême, restant à l'écoute des problèmes que la profession pourrait lui soumettre.

La même volonté de mettre au service des huissiers de justice des textes législatifs propres à leur permettre d'assurer convenablement leur fonction a sous-tendu aux propos du président de l'Assemblée nationale.

Réception à l'Assemblée nationale

Enfin, toutes les délégations ont été reçues à l'Assemblée nationale où le président du Parlement guinéen, M. El Hadji Aboubacar Somparé, n'a pas manqué à son tour de donner au président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée l'assurance que les députés veilleraient à donner aux huissiers de justice par voie législative les moyens statutaires et juridiques nécessaires au plein exercice de leurs activités.

Autant de démonstrations de soutien de l'ensemble des corps constitués pour la profession d'huissier de justice en Guinée qui ont ravi l'ensemble des délégations du Burkina Faso, du Congo, du Mali et du Tchad et le talentueux président Camara.

1st Ufohja International Seminar in Conakry

For the first time, an Ufohja seminar organised by the National Chamber of the judicial officers of Guinea, the UIHJ and the French National School of procedure was held in Guinea, in Conakry, from the 27 to September 29, 2006.

The Sword of Justice

For this first seminar in Guinea since the occupation of judicial officer took its liberal aspect in 1986, three principal topics were retained:

- the general aspect and particular interests for the judicial officers relating to the treaty of Ohada;
- practical problems raised by the attachment on bank accounts and provisional measures and, for the first time in Africa, of the difficulties raised by the seizure of immovable property, in particular because of the general lack of "land registries";
- Ethics and deontology which must control the activities of the judicial officers, and the necessary assistance that the police force must bring to the execution of the court decisions and enforceable titles.

The delegation of the UIHJ was led by Jacques Isnard, president, with Rose Bruno and Anne Kérisit, judicial officers (France), members of the UIHJ and Ufohja experts.

In his opening speech, Saïdouba Kissing Camara, president of the National Chamber of the judicial officers of Guinea, greeted the presence of the personalities members of the republican institutions or the legal bodies like that of the delegations of Burkina Faso, of Congo, of Mali, of Chad and of France, the representatives of South Africa and Benin having been prevented because of air strikes. President Camara, in addition, returned to a vibrating homage to "his excellence Mr. President of the Republic, Head of the State, the General Lansana Conté and to his government for their constant concern to make of Guinea, our country, a true State of law". In addition, Saïdouba Kissing Camara cordially thanked Jacques Isnard for all the efforts he never cease making for the profession. "This Franco-African was personally interested in Africa and made of it his everyday concern" he declared. "The judicial officer is the sword of justice. The enforcement of court decisions makes the authority of justice and the State. The exercise of the occupation of judicial officer is so difficult, so delicate, that certain courage is needed and this courage deserves our respect" he added. In conclusion, the president of the National Chamber of the judicial officers of Guinea invited the whole of the congressmen to show of imagination, moderation, good thinking and rigour in order to work in the interest of all during the two days of the seminar.





Three Projects for Africa

Jacques Isnard put forward the three imminent projects for the African fellow-members in Ohada space:

- the installation of a uniform statute for the judicial officers of Africa;
- the promulgation of texts on the direct transmission of the documents;
- and the reduced exequatur for the court decisions.

"The judicial officers work for the triumph of law over disorder. With the law democratic bets are won and societies are forged", he said in conclusion.

In an awaited intervention, Alsény René Gomez, Minister for Justice of Guinea, underlined how much the subjects retained for the conference were at the heart of the concerns of the governments of the countries of the Ohada area, anxious to create, promote and reinforce the conditions of a good administration of justice. The Minister of Justice deplored that the occupation of judicial officer – member of the legal profession – invested in many missions which are an essential element of the legal system, is ignored. He underlined his essential role in the service of documents, the execution of court decisions, but also in the recovery of debts and in the statements of facts, in addition inviting him to be *"the mediator between the creditor and the debtor"*.

The president of the Republic, he concluded, does not cease to repeat that the State of law is built by the citizens and by actors of the national life who are qualified and just. *"That passes by a training scheme, because training is the first criterion of efficiency. In that the results of the works of this conference will be essential"*. Mr. Gomez suggested dedicating it to the ancients and to the man who made the denomination of the profession familiar, Mr. Diallo, usher, and completed his well appreciated intervention by declaring the seminar open.



Réception par le ministre de la justice au ministère de la justice – Meeting with the Minister for Justice at the Ministry of Justice

Les participants – The participants



Concrete and Pragmatic Solutions

Two days of intense exchanges followed with a remarkable presentation of the assets and prospects for the judicial officer in the Ohada area, by Amadou Sako, director of the Centre of training and legal documentation within the ministry of Justice. The participants included:

- Ahmadou Madani Sylla, magistrate, director of the Judiciary at the ministry of Justice;
- Filifing Dembelé, president of the National Chamber of the judicial officers of Mali;
- Sory Daouda Camara, secretary in charge with the training and the deontology of the National Chamber of the judicial officers of Guinea;
- Aboubacar Camara, judicial officer (Guinea);
- Mama Foamed Condé, judicial officer (Guinea), secretary in charge of the training at the national Chamber of the judicial officers of Guinea;
- Séverin Somda, president of the national Chamber of the judicial officers of Burkina Faso;
- William Fernandez, magistrate, general substitute of the public prosecutor;
- Kelefa Sall, magistrate, general substitute of the General Attorney at the Court of Appeal of Conakry;
- Mamadou Saliou Diallo, vice president of the National Chamber of the judicial officers of Guinea;
- Fodé Mariama Camara, judicial officer (Guinea), 2nd secretary in charge of the foreign relations;
- Mamadou Cellou Diallo, judicial officer (Guinea), trainer;
- Mamadou Aliou Dramé, magistrate, vice-general inspector at the ministry of Justice;
- And Fodé Sangban Kanté, magistrate, president of section at the court of first instance of Kaloum.



Une partie du public – A part of the public

The prosecutors of the courts of first instance of Conakry, the director of the urban Safety of Conakry, the central Chiefs police of the police forces of Conakry, the Head of the authorities of the *"gendarmerie"*, and the commanders of the platoon of mobile *"gendarmerie"* of Conakry also honoured with their presence this international demonstration.

It was up to Mr. Alsény René Gomez to draw the conclusion from the review of the summary report presented by president Camara. For this reason, the Minister for Justice raised the difficulties with which the profession is confronted daily, in particular in the relations with the banks and more especially the central Bank as well as with the services of the police force and the *"gendarmerie"*. Mr. Gomez officially asked the National Chamber of judicial officers of Guinea to draw up an exhaustive inventory of the problems, to allow his services to make an objective study, having to lead to *"proposals for concrete and*



pragmatic solutions”.

Lastly, the Minister of Justice insisted on the question of the statute of the profession, its tariff and the difficulties resulting from the interference of the political and administrative authorities in the achievement of its missions.

On the whole of these points, Mr. Gomez made a point of specifying that studies were in hand and that specific proposals would be made by his cabinet to the National Chamber of the judicial officers which he invited to communicate, in return, with his services, its own proposals.

“I have hope, Mr Isnard, that the light that your presence has raised here will not be that of the twilight towards the night, but that of the dawn towards the day. On this note of hope, I declare closed the international conference of the judicial officers, known as Colloque Diallo usher.”

The Essential Role of the Judicial Officer at the Service of the Law

In margin of the seminar, the whole of the delegations were received on Friday 29 September by the various authorities: the State minister in charge of the Presidential Affairs, the National Council of the communication, the president of the National Assembly and the president of the Supreme Court. In a reception given at the presidency of the Republic, Mr. El Hadji Fodé Bangoura, State Minister in charge of the Presidential Affairs insisted on the importance of training in this young Republic of Guinea whose *“will is to ensure a good administration of justice, essential to the establishment of a State of law”* he added. For this reason, Mr. Bangoura ensured the National Chamber of the judicial officers of Guinea of his support as well as that of all the corporate bodies, to work in the same direction.

He insisted on thanking the UIHJ for the support brought to the Guinean fellow-members and consequently to the entire State of Guinea, in the construction of a democratic country, as well as to the whole of Africa.

The president of the Supreme Court recalled how much the law was regulating the social relations. He greeted the essential role of the judicial officers with the service of the law in an altogether young country in its democratic construction, which passed from the justice given under *“the palaver tree”* to the innovative texts of Ohada. He ensured of his support to the National Chamber of the judicial officers of Guinea for cordial exchanges on the decisions of the Supreme Court, waiting to hear of the problems which the profession could submit to him.



The same will to provide the judicial officers with the suitable legislative texts to enable them to operate efficiently underlined the remarks of the president of the National Assembly.

Reception at the National Assembly

Lastly, all the delegations were received at the National Assembly where the president of the Guinean Parliament, Mr. El Hadji Aboubacar Somparé, did not fail in his turn to give to the president of the National Chamber judicial officers of Guinea the insurance that the deputies would take care to give to the judicial officers by legislative way the statutory and legal means necessary to the full exercise of their activities.

These demonstrations of support of the whole of the authorities towards the profession of judicial officer in Guinea pleased the whole of the delegations of Burkina Faso, of Congo, of Mali and Chad and, last but not least, the talented president Camara.

Pendant la conférence de presse : Séverin Somda, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso, Atia Rufin Martial, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo, Elysé Eldjimbaye, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad, Filifing Dembélé, président de la chambre nationale des huissiers de justice du Mali, Jacques Isnard, président de l’UIHJ — During the press conference: Séverin Somda, President of the National Chamber of Judicial Officers of Burkina Faso, Atia Rufin Martial, vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Congo, Elysé Eldjimbaye, President of the National Chamber of Judicial Officers of Tchad, Filifing Dembélé, President of the National Chamber of Judicial Officers of Mali, Jacques Isnard, President of UIHJ





10e anniversaire de l'appel de Dakar : nouvelles perspectives de développement de la profession d'huissier de justice en Afrique

Les 2 et 3 novembre 2006 s'est tenu à Dakar à l'initiative de l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal et de l'UIH un séminaire international pour célébrer le dixième anniversaire de l'appel de Dakar qui avait marqué en 1996 la première pierre du développement de la profession d'huissier de justice en Afrique au niveau continental.



La délégation de l'UIH est reçue par Macky Sall, premier ministre du Sénégal et Cheikh Tidiane Sy, ministre de la Justice du Sénégal, à la Primature de la République — The UIH delegation with Macky Sall, Prime Minister of Senegal and Cheikh Tidiane Sy, Minister for Justice of Senegal, at the Primature of the Republic

Un séminaire historique

Les 18, 19 et 20 avril 1996, à l'initiative de l'Association nationale des huissiers de justice du Sénégal, avec le concours de l'UIH, s'était tenu à Dakar le premier colloque international des huissiers de justice en Afrique, consacré à l'étude comparative de l'exercice de la profession en France, au Benelux et en Afrique. Etaient présents le Bénin, le Burkina Faso, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, le Sénégal, la Tunisie ainsi que la France et la Belgique. Le thème du colloque était : « *L'huissier de justice, son avenir dans un espace juridique et judiciaire* ». Dix ans plus tard, l'UIH a voulu commémorer cette rencontre historique et rendre un vibrant hommage à son illustre architecte, Yacine Sene, ancienne présidente de l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal, vice-présidente de l'UIH. C'est dans l'amphithéâtre de l'hôtel N'Gor à Dakar que se sont tenus les débats pendant deux journées

intenses et riches. Le thème du colloque était : « *Les nouvelles perspectives de développement de la profession d'huissier de justice en Afrique* ». A l'occasion de ce colloque, une délégation de l'UIH, de l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal, de la Chambre nationale des huissiers de justice de France représentée par son président, Paul Rochard, de l'Ohada, en la personne de son secrétaire permanent, M. Lucien Kwawo Johnson, a eu le privilège d'être reçue par M. Macky Sall, premier ministre du Sénégal, et par M. Cheikh Tidiane Sy, ministre de la Justice du Sénégal, garde des Sceaux. Placé sous les auspices du ministère de la Justice, le séminaire accueillait des délégations venues des quatre coins de l'Afrique (Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Sénégal, Togo, Tunisie, et Rwanda), mais également d'Europe (France, Hongrie, Pays-bas, Roumanie, Suisse) et d'Amérique (Québec).

Homme clé de l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, M. Lucien Kwawo Johnson, secrétaire permanent de l'Ohada, n'a pas manqué à l'appel et a honoré de sa présence les travaux du colloque.

L'Ecole nationale de procédure française (ENP), cheville ouvrière des séminaires organisés par l'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja), était massivement représentée par son vice-président, Jean-Michel Rouzaud, et par de nombreux experts Ufohja africains et français.

On a également apprécié et remarqué la présence de nombreuses personnalités du monde judiciaire et juridique, tels des hauts magistrats et greffiers, ainsi que le président de la Chambre des notaires et le président de l'Ordre des avocats.

Dans son discours d'introduction, M. Birane Niang, directeur de cabinet, représentant le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a indiqué que la tenue en terre sénégalaise de ces assises commémoratives du 10e anniversaire de la première réunion des huissiers de justice africains est pour lui un motif de grande satisfaction en ce qu'elle constitue une reconnaissance de l'expertise du Sénégal en matière judiciaire d'une part, et de la conscience de son gouvernement en l'instauration d'un état de droit d'autre part. « *Pour donner aux justiciables des garanties fiables, il est indispensable que l'exécution des décisions de justice soit réalisée dans des délais raisonnables. C'est une nécessité pour un Etat de droit sous peine de voir l'émergence d'une voie parallèle, source de toutes sortes de dérives* » a indiqué M. Niang. Le directeur de cabinet a également indiqué son attachement au projet Cadat de l'UIH. « *Notre pays vous accompagne dans ce projet avec d'autant plus de réjouissance que sa finalisation facilitera l'adoption d'un statut uniforme d'huissier de justice proposée par l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal* » a-t-il souligné.

La première succursale de l'UIH

Après ces propos très élogieux envers l'UIH et la profession d'huissier de justice, Jacques Isnard, président de l'UIH, a remercié l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal et son président maître Malick N'Diaye, empêché, d'avoir bien voulu accueillir les diverses manifestations destinées à commémorer « *l'Appel de Dakar* » des 18/20 avril 1996. Le président de l'UIH a précisé que la présence du secrétaire permanent de l'Ohada, M. Kwawo Lucien Johnson, était un gage de réconfort car « *d'une part elle nous offre la possibilité de*



De G. à D. : M. Soumare, directeur des Affaires civiles et du Sceau, Birane Niang, directeur de cabinet du ministre de la Justice, Jacques Isnard, président de l'UIHJ et Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique de l'Ouest — From L. to R.: M. Soumare, Director of the Legal Affairs at the Ministry of Justice, Birane Niang, Director of the Cabinet of the Minister for Justice, Jacques Isnard, President of UIHJ and Honoré Aggrey, Permanent Secretary of UIHJ for West Africa



maintenir des liens toujours plus étroits avec cette institution qui nous inspire toujours beaucoup d'admiration et d'autre part, nous procure beaucoup de plaisir à accueillir, sous le sceau de relations toujours plus affinées, un éminent juriste mais aussi un ami ». Dakar est bien la première succursale de l'UIHJ dans le monde, après Paris qui en est le siège social, a reconnu Jacques Isnard. « *En effet, depuis 1996, c'est la 5e fois que nous nous trouvons à Dakar dans le cadre d'une grande manifestation internationale. C'est vous dire l'attrait que suscite votre capitale pour les huissiers de justice* ». Puis, le président de l'UIHJ a rappelé l'historique de l'action de l'UIHJ dans le domaine de la « *mondialisation de l'UIHJ* », l'Afrique ayant été désignée après le 15e congrès international de Varsovie en 1994 comme étant un objectif privilégié de cet ambitieux programme.

A l'époque du rapprochement, beaucoup ignoraient même comment fonctionnait le système d'exécution chez leurs plus proches voisins ! Dans ces conditions le projet de réunir les professionnels en charge de l'exécution de chaque pays de la sous-région paraissait bien audacieux. Néanmoins, impulsée par le dynamisme communicatif de l'imprenable président des huissiers de justice du Sénégal, maître Sene, l'UIHJ devait décider d'organiser à Dakar le 1er séminaire des huissiers de justice africains. Le but était très simple : procéder à un inventaire de la situation et savoir qui faisait quoi et comment, dans ce qui couvrait notre secteur d'activité à savoir : l'exécution, la signification, les constats, les ventes aux enchères, le recouvrement, mais aussi l'organisation du travail, l'organisation sociale, etc.

Grâce à l'appui du ministère de la coopération française et de l'ambassade de France à Dakar, sans lesquels rien n'aurait pu se faire, huit Etats d'Afrique centrale et occidentale, se retrouvèrent. Par ailleurs, les huissiers de justice de Belgique et de Tunisie s'étaient joints aux délégations locales, de sorte que ce premier séminaire panafricain pou-

vait s'ouvrir, fort de la participation de onze pays venant d'Afrique et d'Europe.

Ce séminaire eût un retentissement considérable. Il devait sceller l'intégration massive des huissiers de justice du continent africain à l'Union, et il devait aussi marquer le début du cheminement de nos confrères de l'espace dans leur mouvement de reconnaissance et de progrès.

Un parcours exemplaire

Et le président de l'UIHJ de poursuivre : « *Car mesdames et messieurs, quel parcours depuis 10 ans ! Voilà une profession qui n'existait qu'à l'état embryonnaire, dispersée, sans corps, parfois sans statut défini, soumise à des textes d'une autre époque, partagée entre la fonction publique et la profession libérale, parfois peu compétente et surtout sans formation. Aujourd'hui, stimulée par le traité de l'Ohada et l'acte uniforme sur les voies d'exécution, là voila structurée sous la forme libérale, organisée en chambres ou ordre national, harmonisée avec un statut en constante évolution, formée avec cet incomparable outil qui est — grâce à l'Ecole nationale de procédure, dont je salue le vice président maître Jean Michel Rouzard — l'Ufohja. Tous les Etats de la zone — le dernier étant la République centrafricaine — sont membres de l'UIHJ. Bien mieux, aujourd'hui, nous accueillons*

Birane Niang, directeur de cabinet du ministre de la Justice - Birane Niang, Director of the Cabinet of the Minister for Justice



pour la première fois et avec beaucoup d'émotion nos confrères du Rwanda qui eux aussi viennent de se doter d'un système comparable à celui qui nous est cher et viennent de faire acte de candidature à l'Union. Si l'on veut bien considérer que nous nous trouvons encore entourés des représentants de l'Afrique du Sud, du Maghreb, du Canada et de sept pays d'Europe soit au total plus de vingt pays, je vous invite à mesurer l'ampleur de l'événement dont nous sommes les témoins ».

Puis, Jacques Isnard s'est livré à une analyse prospective de l'avenir de la profession en Afrique et dans le monde. « *Notre condition de survie résidera à la fois dans notre faculté à nous imposer et à aller constamment de l'avant et dans celle d'anticiper sur l'avenir. Hier, l'huissier de justice s'inquiétait d'acquiescer un statut, aujourd'hui nous travaillons sur le triptyque signification — exécution — recouvrement. Demain nous ouvrirons le futur avec notre plan d'action reposant sur la pluridisciplinarité* ».

Le président Isnard a achevé son discours en rendant grâce à Yacine Sene et en lui dédiant le séminaire. « *Dix ans après, sachez le, c'est toute une communauté professionnelle qui vous doit hommage et reconnaissance. Particulièrement cette grande fratrie d'Afrique centrale et occidentale que vous dynamisez depuis lors. Celle-ci désormais se sent investie d'une obligation : celle de poursuivre*

Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — First Vice-President of UIHJ





Une partie du public – A part of the audience



Le 3e atelier – The third Workshop

voire mission afin de nous retrouver à Dakar en 2016 pour le 20e anniversaire ! » a conclu le président de l'UIH sous une salve d'applaudissements.

Une vision latino-africaine du droit

Après cette intervention chargée d'émotion, il revenait à Thierry Guinot, huissier de justice à Paris, ancien président de la chambre départementale des huissiers de justice de Paris, mais également l'auteur d'un ouvrage de référence sur la profession d'huissier de justice (« *L'huissier de justice : normes et valeurs – Ethique, déontologie, discipline et normes professionnelles* » – EJT, 2004) de présenter un exposé dont le thème était : « *Une vision latino-africaine du droit au travers des traditions ancestrales* ». Dans une intervention d'une qualité exceptionnelle, faisant de nombreuses références à l'histoire et à la philosophie du droit, notre confrère a démontré qu'entre l'Afrique et les pays latins les liens sont beaucoup plus anciens et les destins plus intimement liés qu'on ne le suppose généralement. « *Il n'est pas vain de reconsidérer nos racines, mais aussi de penser ensemble cet avenir lié par une structure archétypale commune, enrichi de situations et de parcours différents* », indique justement Thierry Guinot, et de conclure : « *Mettre l'homme en tant qu'Être au centre du dispositif juridique c'est postuler que l'harmonie des peuples ne peut exister qu'en fonction du rapport de l'homme au monde. Conserver l'Être en tant que prémisses majeure de la pensée juridique et reconnaître l'Avoir en tant que prémisses mineure, c'est cela, la leçon que nous enseignent nos valeurs, et c'est en cela que les visions latine et africaine du droit peuvent et doivent se conjuguer* ».

Le renforcement de la profession en Afrique

Après cette intervention très appréciée, les travaux proprement dits du colloque purent commencer. Trois ateliers avaient été organisés. Le premier

atelier concernait le thème du renforcement de la profession d'huissier de justice en Afrique. Leo Netten, 1er vice-président de l'UIH, y jouait le rôle essentiel de modérateur.

Jacques Isnard fit une intervention sur le renforcement de la profession dans la zone Ohada de 1996 à aujourd'hui. « *Personnellement, j'ai le sentiment que le traité de l'Ohada a été le véritable détonateur qui a fait exploser, dans le sens du progrès, la profession dans les Etats concernés* » a estimé Jacques Isnard. C'est à partir de cette période que l'UIH, en collaboration avec l'ENP, a commencé à organiser ses premières conférences, d'abord à Brazzaville, puis successivement dans d'autres capitales (Cotonou, Libreville, etc.). Progressivement, le succès aidant, et les sollicitations se multipliant, l'idée de créer un organe de formation autonome, mais interne, a fait son chemin pour aboutir à la mise en œuvre de l'Ufohja lors du Conseil du Caire en mai 2002. La première conférence donnée dans le cadre de cette nouvelle institution eut lieu peu de temps après à Niamey. Aujourd'hui, l'Ufohja, qui ne se substitue pas aux séances de formation internes, est un modèle de conception pédagogique par la richesse des échanges qu'elle développe sous une forme encore peu commune puisqu'elle relève d'une pratique comparative entre les huissiers de justice de la zone et ceux de France.

Yacine Sene, vice-présidente de l'UIH, a indiqué son attachement à la connaissance mutuelle des huissiers de justice, qui avait été le moteur du rassemblement de 1996. « *Avec l'Ohada, nous nous retrouvons autour de textes qui nous sont communs. L'Ohada est une force qui n'existe nulle part ailleurs. Nous avons un élément de rassemblement tellement fort car mondialement reconnu que nous nous ne pouvons même pas l'apprécier* » a estimé notre illustre consoeur. Par ailleurs, Yacine Sene a rappelé l'importance essentielle de la formation et a salué la naissance de l'Ufohja, « *instrument formidable et qui vient en appui de la formation au*

niveau national ». La vice-présidente a également évoqué les progrès en matière de communication notamment grâce à Internet et le site de l'UIH qui permet d'obtenir des informations en temps réel et à tout moment.

L'Ohada, une organisation unique au monde

Le thème suivant, « *Le traité de l'Ohada et son acte uniforme relatif à l'exécution une ouverture pour les huissiers de justice de la zone* » fut successivement traité par Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France et par Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIH pour l'Afrique centrale et occidentale.

Le président Rochard a exprimé sa joie de rencontrer à Dakar autant de confrères de pays africains et d'autres continents, et notamment ceux qui s'exprimaient dans sa langue natale, le français. « *Il n'y a qu'un seul continent au monde où cela est possible. Ce continent, c'est le vôtre* », a-t-il remarqué. Le président de la Chambre nationale française a aussi indiqué que l'Afrique a mis en place quelque chose d'unique au monde et que bien des pays lui envient avec le traité de l'Ohada en rappelant le rôle fédérateur de cette organisation, dont la spécificité africaine était également inspirée d'une culture juridique en partie issue du droit français. Concernant l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, on trouve en effet de grandes similitudes avec les textes français. Mais ce texte « *constitue tout d'abord le ciment collectif des huissiers de justice de la zone Ohada. Il permet un rapprochement inespéré des professionnels du droit* ». « *L'Ohada nous a fait prendre conscience que les huissiers de justice français et ceux de la zone Ohada sont issus de la même fratrie juridique* » a salué pour conclure Paul Rochard, en souhaitant longue vie à l'Ohada, l'Ufohja et aux huissiers de justice.

Pour sa part, Honoré Aggrey a évoqué en détail



Lucien Kwawo Johnson, secrétaire permanent de l'Ohada
— Permanent Secretary of Ohada



Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ — First secretary
of UIHJ



Emmanuel Minoungou, commissaire aux comptes de l'UIHJ
— Government auditor of UIHJ

l'acte uniforme sur les voies d'exécution. Le secrétaire permanent de l'UIHJ a indiqué que ce texte a remanié la saisie mobilière mais aussi a apporté de nombreuses innovations avec la saisie appréhension, la saisie revendication, ou les diverses saisies conservatoires. En définitive, a précisé notre confrère, l'acte contient une ouverture pour les huissiers de justice. Encore faut-il que nous puissions en profiter en proposant des aménagements et même des dispositions nouvelles à un outil essentiel du travail qui ne demande qu'à être amélioré. Puissions nous en profiter dès à présent. Voici le souhait des huissiers de justice africains par rapport à l'acte uniforme portant sur les voies d'exécution, a conclu notre éminent confrère.

Une harmonisation du droit et des procédures

Le thème suivant, « le renforcement de la profession d'huissier de justice au travers des conventions internationales » a été abordé par Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ et expert Ufohja, et par Kokoé Gaba, huissier de justice à Lomé (Togo). Dans un exposé clair et concis, Mathieu Chardon a démontré que le renforcement de la profession au travers des conventions internationales s'opérait d'une part par une harmonisation du droit et d'autre part par une harmonisation des procédures. Il a ainsi expliqué quelle était la place des conventions internationales en matière de justice et quelles étaient ses conséquences pour la profession d'huissier de justice, notamment comme facteur de développement et de cohésion.

Notre consoeur Kokoé Gaba a complété les propos du 1er secrétaire de l'UIHJ en citant l'exemple de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 en matière de signification des actes. Kokoé Gaba a décrit les modes de transmission des actes et notamment la possibilité offerte par l'article 10 b de la convention d'adresser les actes directement

d'officier ministériel à officier ministériel. Et notre consoeur de souligner : « C'est à cet effet que l'UIHJ s'est donnée pour mission de faire des démarches auprès des gouvernements dont le gouvernement sénégalais d'adhérer à cette convention. A l'initiative de l'UIHJ, il serait souhaitable que les chambres des huissiers de justice incitent leurs pays respectifs à signer cette convention car il y va de leur intérêt. Aujourd'hui, il n'y a pas plus de deux pays africains et c'est une lacune qu'il faut combler au plus tôt, pour nous permettre une transmission des actes dans les meilleurs délais ».

Le thème de « la place de l'huissier de justice africain dans l'UIHJ » a été évoqué par Adrian Stoica (Roumanie), membre du bureau de l'UIHJ, et par Alphonse Kibakala, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo. C'était la première visite en Afrique pour notre confrère Adrian Stoica, qui s'est déclaré immédiatement conquis par les gens que par les lieux. « Si l'on se réfère à la place de l'huissier de justice africain dans l'UIHJ, je peux vous dire qu'il joue un rôle important. Je ne le dis pas par complaisance, parce que les accomplissements de celui-ci au niveau du continent africain et par rapport à l'UIHJ sont évidentes et parlent d'elles-mêmes » a déclaré notre confrère. Evoquant tour à tour l'Ohada, l'Ufohja et le projet Cadat, Adrian Stoica a souligné la vivacité de nos confrères africains.

Alphonse Kibakala a rappelé à juste titre que « c'est grâce aux rencontres de Dakar de 1996 que nous huissiers de justice de la zone Ohada avons accédé à l'UIHJ ». Et notre confrère de poursuivre : « Dakar 1996 fut donc pour l'Afrique zone Ohada le véritable déclic. Ce fut l'occasion pour nous huissiers de justice de la zone Ohada de découvrir un partenaire sûr, incontestable et incontournable. Finalement un partenaire, un parrain qui nous a permis de résoudre au niveau de l'Afrique de nombreux problèmes liés à la structuration et au développement de la

profession en Afrique. L'UIHJ a donc permis depuis cette date, et au travers de son action, d'accéder au statut libéral dans la plupart des pays de la zone Ohada ». Aussi, selon le président de la Chambre nationale du Congo, l'huissier de justice africain aujourd'hui joue un rôle positif considérable et respectable dans la vie de l'UIHJ, notamment au travers de sa participation dans le bureau de l'UIHJ, avec la présence de Yacine Sene, Honoré Aggrey ou Emmanuel Minoungou.

Une couverture sociale pour les huissiers de justice africains

Le deuxième atelier était consacré à « l'uniformisation de la profession d'huissier de justice en Afrique ». Le modérateur était Honoré Aggrey. Le premier thème, « l'organisation sociale des huissiers de justice : analyse et projets », avait pour intervenants Francis Guépin, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France et membre du bureau de l'UIHJ, et Séverin Somda, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso.

Dans une intervention qui répondait à une brûlante actualité, celle de l'absence générale de couverture sociale pour les huissiers de justice africains et leur personnel, le président Guépin a lancé l'idée d'une réflexion pour mettre en place, au niveau du continent africain, d'un système d'assurance professionnelle qui couvrirait les besoins de la profession en Afrique. Il n'existe en effet aucun système de protection maladie, décès, invalidité ou même retraite pour nos confrères africains. Francis Guépin a indiqué notamment que l'on pourrait lancer des appels d'offre au niveau de compagnies d'assurances internationales. Les représentants des délégations africaines ont approuvé et soutenu cette idée fédératrice.

Séverin Somda a confirmé qu'il n'existe aucune organisation sociale concernant les huissiers de jus-



Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ — Member of the board of UIHJ



Alphonse Kibakala, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo — President of the National Chamber of Judicial Officers of Congo



Dominique Aribaut, membre de l'UIHJ — Member of UIHJ

tics africains. « Cela créé un sentiment d'insécurité. Peut-on être véritablement efficace dans cette insécurité ? » s'est-il demandé. Le président burkinabé a ajouté : « Il faut exhorter les confrères à atteindre cette évolution suivie pour avoir une retraite, une prévoyance. Avec la volonté de nos confrères africains, on sera en mesure de réaliser cet objectif. Nous voudrions avoir la vénalité des charges. Cela peut sembler dépassé mais cela nous permettrait d'envisager l'avenir d'une meilleure façon. Il nous faudra lutter pour obtenir cela. Les propositions de Francis Guépin sont excellentes. J'y souscris complètement et exhorte mes confrères africains à y adhérer. C'est un défi pour nous huissiers de justice africains qu'il nous faudra relever ».

Un ambitieux projet

Le thème suivant, « l'uniformisation de l'indépendance de l'huissier de justice », fut traité par Françoise Andrieux, huissier de justice à Roquevaire (France), ancienne présidente de la chambre nationale des huissiers de justice des Bouches-du-Rhône, et par Saint-Auffret Louzingou, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo.

L'atelier Cadat — The Cadat workshop



Dans un exposé très complet, Françoise Andrieux, a démontré que si la standardisation de la profession était nécessaire, celle-ci ne devait pas constituer qu'une simplification. « Il faut avoir sur la question de l'uniformisation de l'indépendance de notre profession, gage d'un régime d'exécution efficace, une vue ambitieuse plongeant vers la globalisation économique et l'internationalisation des échanges » a-t-elle indiqué. A la clé, il s'agit de dynamiser le développement économique et la croissance en Afrique francophone par la mise en place d'outils et d'instances juridiques fiables et si la sécurité juridique est une exigence fondamentale de l'État de droit elle est également créatrice de valeur. Pour sa part, Saint-Auffret Louzingou a indiqué que « cette uniformisation est nécessaire pour renforcer l'efficacité des huissiers de justice africains et faire de l'exécution un domaine assaini et organisé ». Pour l'ancien président de la Chambre nationale du Congo, il est indispensable d'envisager une harmonisation de l'indépendance de l'huissier de justice à travers d'importantes actions telles que l'adoption accélérée d'un statut de l'huissier de justice africain, l'uniformisation d'un tarif imposable à tous, l'institution d'un titre exécutoire communautaire Ohada,

la réalisation à terme du projet Cadat, l'obtention des garanties des droits fondamentaux des huissiers de justice. « Un tel projet pourrait paraître très ambitieux, mais avec l'aide et l'appui de l'UIHJ, nous sommes certains que nous pourrions avoir une bonne indépendance de l'huissier de justice et que nous pourrions ensemble être unis dans une même manière de travailler et d'exécuter » a-t-il conclu.

Une profession indispensable

Le thème suivant, « la nécessité de pourvoir à l'aménagement de règles déontologiques, disciplinaires et rigoureuses » a été abordé par Thierry Guinot et par Emmanuel Minoungou, commissaire aux comptes de l'UIHJ et ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso.

Thierry Guinot a souligné à juste titre que si l'on veut une profession respectée et qui dure, il faut la rendre utile et même indispensable, crédible et offrant des prestations de qualité. Notre confrère a ensuite insisté sur la discipline qui doit s'imposer dans la profession et les modes de régulation au travers des structures de contrôle et un système de sanctions. « La rigueur — lorsqu'elle vise au bien-être de tous — ne doit pas être ressentie comme un fardeau, mais comme un moyen, au même titre que la technologie qui elle aussi comporte des contraintes tout en améliorant l'activité. La discipline, l'art de faire et de s'abstenir, constitue à la fois une pratique et une qualité personnelle, tournées vers le bien du groupe et dont on recueille en retour les avantages. Quant à la sanction, elle est une arme qui — dans l'idéal — ne devrait pas être utilisée ; c'est une arme de dissuasion vis-à-vis des professionnels qui seraient tentés par la faute ; c'est un argument de persuasion vis-à-vis du public



Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIH pour l'Afrique de l'Ouest – Permanent secretary of UIH for West Africa



Kokoé Gaba, membre de la délégation togolaise – Member of the Delegation from Togo



Thierry Guinot, auteur de l'ouvrage de référence : « L'huissier de justice : Normes et valeurs » - Author of the reference book : « The Judicial Officer: Norms and values »

de ce que nos valeurs ne sont pas un vain mot » a conclu Thierry Guinot.

Emmanuel Minoungou, saluant Thierry Guinot, a ajouté que « les objectifs poursuivis par nos différentes organisations professionnelles nationales sont de créer un huissier de justice compétent digne et respectueux de tous. Le président Isnard n'a de cesse de nous pousser vers le sommet. Cette compétence et cette crédibilité tant recherchées seraient vaines si le ciment des règles déontologiques et disciplinaires n'en constituait pas le fondement ». Citant Rabelais (« science sans conscience n'est que ruine de l'âme »), Emmanuel Minoungou, a estimé que l'huissier de justice doit être un personnage foncièrement humain calme de tempérament, intellectuellement bien pétri et moralement fort. Pour le guider vers cette voie, il est indispensable de créer et de construire des règles déontologiques et de les appliquer rigoureusement, sans sentimentalisme mais avec beaucoup de discernement, pour le bien de l'ensemble de la profession tant sur le plan national que sur le plan international.

La promotion d'un grand espace judiciaire mondial

L'uniformisation du statut de l'huissier de justice et la projet panafricain « Cadat » a ensuite été présenté par Leo Netten, 1er vice-président de l'UIH, Johan Fourie, secrétaire permanent pour l'Afrique australe, Mourad Skander, membre du bureau de l'UIH et Honoré Aggrey.

Leo Netten a rappelé que, depuis de nombreuses années, l'UIH s'est puissamment engagée dans un processus visant à promouvoir l'aménagement d'un grand espace judiciaire mondial. Elle dispose d'une large vision d'ensemble du droit international et de la situation en Afrique. Sans doute notre organisation est-elle parmi les plus aptes à favoriser les réunions interzones, à réunir les techniciens des

différentes familles juridiques, à fédérer les idées et à s'imposer comme un interlocuteur éclairé auprès de toutes autorités. Au conseil permanent de Cape Town, a indiqué Leo Netten, notre président, Jacques Isnard, a proposé que soit créée une cellule de travail qui comprendrait des huissiers de justice des trois zones : Afrique du Nord, zone Ohada et zone SADC. Toutes les délégations présentes ont adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il a été décidé de créer un groupe d'experts huissiers de justice en Afrique dont le but est de rechercher au sein des différents pays, les points de convergence entre les législations, les procédures civiles et commerciales et les professionnels du droit, disposant d'une spécificité commune dans ces matières ; deuxièmement d'établir un document de synthèse des droits comparés entre les différents Etats en dégageant les normes communes et troisièmement de favoriser la mise en place d'un espace judiciaire africain par la création d'un instrument uniforme permettant la transmission directe des actes et des décisions de justice entre huissiers de justice et officiers judiciaires de ces états. Telles sont les grandes lignes du projet Cadat (pour Cape Town, Dakar, Tunis).

Johan Fourie est revenu sur la résolution de Cape Town du 11 mai 2001 qui a décidé de réunir le groupe d'experts, puis sur la résolution de Pretoria du 25 février 2005 qui a adopté quatre propositions visant à :

- établir un programme de formation ;
- promouvoir la ratification de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 dans les pays de la zone ;
- encourager chaque pays à prendre part au traité de l'Ohada ;
- soutenir le recouvrement de créances extrajudiciaires par les huissiers de justice.

Puis, notre confrère, a présenté une analyse de la résolution de Cape Town, en reconnaissant le retard pris et en exhortant les pays et le bureau de l'UIH à se mobiliser plus encore autour de ce projet.

Mourad Skander a poursuivi en insistant sur le volet formation. Pour notre confrère, le statut uniforme devrait comporter une obligation pour chaque huissier de justice de suivre des cycles de formation continue au moins pendant les dix premières années de sa carrière. Puis, Mourad Skander s'est lancé dans un plébiscite du projet Cadat, en soulignant sa souplesse. « La particularité de Cadat dans ce contexte c'est qu'elle est unificatrice des Africains. On pourrait développer cette structure pour qu'elle prenne la forme d'une commission africaine dépendante de l'UIH » a-t-il indiqué.

Pour conclure sur le thème, Honoré Aggrey, a procédé à une analyse des règles de signification et de notification dans les pays d'Afrique centrale et occidentale. Notre confrère a reconnu que cette analyse était « amplement facilitée du fait de l'appartenance de ces pays à un même passé colonial et à un degré moindre, avec l'avènement de l'Ohada ». Dans un exposé très clair, Honoré Aggrey a évoqué successivement, les domaines d'intervention de la signification, son contenu, les agents compétents pour intervenir, l'authenticité des actes, leur coût et les significations en matière internationale.

Assurer une formation continue et spécialisée

Le troisième et dernier atelier, celui de l'optimisation de la profession d'huissier de justice en Afrique, était placé sous la modération d'Anne Kérisit, membre de l'UIH et experte Ufohja.

Le premier thème de l'atelier concernait « la formation, l'Ufohja et la coopération avec l'Ecole nationale de procédure française ». Les interve-



Eliane Oberdeno, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon, rend hommage à Yacine Sene
 — Eliane Oberdeno, President of the National Chamber of the Judicial Officers of Gabon, praises Yacine Sene



Yacine Sene, pendant la cérémonie qui lui était consacrée
 — During the ceremony dedicated to her

nants étaient Jean-Michel Rouzaud, vice-président de l'ENP et Claudine Mogni, huissier de justice à Libreville (Bénin), secrétaire de l'Ufohja. Jean-Michel Rouzaud a rappelé que l'UIHJ considéra comme une impérieuse nécessité de mettre en place un système efficace et pérenne pouvant assurer une formation continue et spécialisée en Afrique. L'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja) a ainsi vu le jour le 1er février 2002, principalement axé sur les actes uniformes de l'Ohada. Les textes étant fortement inspiré du modèle français, l'UIHJ a considéré que la collaboration avec l'Ecole nationale de procédure devenait incontournable pour assurer cette formation. L'ENP mit immédiatement à la disposition de l'Ufohja ses compétences, son expérience, son savoir-faire, son expertise, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs, choisis parmi les plus expérimentés et les plus brillants de ses effectifs. Dès lors, se trouvaient réunies les conditions pour que l'ENP poursuive et intensifie ses interventions, dans la zone Ohada, dans le cadre de l'Ufohja et ce grâce à une structure très légère de trois composantes : l'UIHJ, l'ENP et un collège d'huissiers de justice africains. Jean-Michel Rouzaud a déclaré que « nos confrères africains nous ont fait savoir à de nombreuses reprises qu'ils appréciaient les interventions de l'ENP, qu'elles leur étaient utiles et profitables pour eux-mêmes et aussi leurs collaborateurs ».

Claudine Mogni a ensuite rendu un vibrant hommage aux « femmes de Dakar 1996 » qui étaient présentes il y a dix ans et qui sont encore présentes aujourd'hui, et à la plus illustre d'entre elles, Yacine Sene, « l'étincelle qui a permis d'allumer le feu qui éclaire dorénavant notre route ». L'Ufohja a été pensée pour les huissiers de justice africains et avec les huissiers de justice africains, a précisé notre consoeur en rappelant ses modalités de fonctionnement pour le choix des séminaires, entre trois à quatre par ans, avec une périodicité de dix-huit mois par pays.

La confiance du justiciable

Le 2e thème était celui de l'exécution et de l'assistance à l'huissier de justice et le concours de la force publique. Il fut traité par Dominique Aribaut, membre de l'UIHJ, et par Filifing Dembélé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Mali.

« Dans tout pays démocratique, l'Etat est tenu d'assurer la sûreté et la sécurité de ses citoyens, ce qui l'a conduit à mettre en place l'institution que nous connaissons et respectons tous : la justice » a indiqué Dominique Aribaut. Puis notre consoeur a décrit avec précision les mécanismes de l'obtention du concours de la force publique et de l'assistance à l'huissier de justice, en définissant précisément la notion d'assistance qui est souvent confondue avec

celle du concours. En conclusion, Dominique Aribaut a estimé que si les décisions de justice ne sont plus ramenées à exécution, le juge perd la confiance dans sa propre mission et, ce qui est plus grave, perd également la confiance du justiciable. « Nous aurons alors le risque de voir se développer une justice privée, aveugle et inéquitable, aux principes éloignés de la justice suprême, qui ne donnera plus aux citoyens les garanties nécessaires au respect de leurs droits » a-t-elle finalement plaidé.

Filifing Dembélé a présenté la situation en Afrique au regard de l'assistance et du concours de la force publique et des nombreux problèmes rencontrés dans la pratique. L'exécution forcée doit obéir à certaines conditions. La réquisition dans de nombreux pays africains se fait au moyen d'un courrier adressé par l'huissier de justice à la police ou à la gendarmerie mais la réquisition doit au préalable être revêtue d'un visa donné par le parquet. Ce visa résulte de la pratique et est critiqué par les huissiers de justice. En fonction de la personne qui fait l'objet de la procédure, le visa sera ou non accordé. Cette situation doit changer, a indiqué notre confrère, car elle est contraire au principe de séparation des pouvoirs.

La signification : une valeur certaine pour les parties

Le thème suivant concernait « la signification des actes : la sécurisation et le respect des droits des parties » et fut abordé par André Mathieu, membre du bureau de l'UIHJ et par Séverin Somda.

André Mathieu a développé son intervention autour d'une quadruple sécurisation : par le statut de l'huissier de justice, par les lois, par la déontologie et la responsabilité professionnelle et par l'indépendance judiciaire de l'huissier de justice. Tirant des exemples de la législation québécoise, notre confrère a détaillé ses arguments pour conclure que « s'agissant de la signification des actes, il demeure évident quant à nous que la signification par ministère d'huissier est une valeur certaine pour les parties puisque les citoyens justiciables sont hautement protégés par tous les paramètres prévues aux lois tant sur le plan civil que disciplinaire ».

Séverin Somda a, pour sa part, présenté le thème sous l'angle de la spécificité africaine, reconnaissant pour autant de grandes similitudes en raison du statut et du rôle de l'huissier de justice dans de nombreux pays africains.



Les représentants de la délégation du Rwanda — The representatives of the delegation from Rwanda



Anne Kérisit, membre de la délégation française de l'UIHJ — Member of the French Delegation of the UIHJ

Une révolution des mentalités

Il revint à Rose-Marie Bruno, huissier de justice à Arles (France), et à Odette Remanda, huissier de justice à Libreville (Gabon), toutes deux expertes Ufohja, de traiter le thème des activités complémentaires de recouvrement de créances et des constats.

Rose-Marie Bruno a axé son intervention sur le recouvrement de créances avec la flamme et la force conviction qu'on lui connaît. « *Le recouvrement amiable, par opposition au recouvrement judiciaire, participe d'une révolution des mentalités* » a-t-elle indiqué. En Afrique, ou dans la plupart des pays, l'huissier de justice, officier ministériel, est méconnu et a du mal à asseoir son autorité en cette qualité. Cela sera d'autant plus difficile, s'il intervient en amont du procès, pour obtenir du débiteur d'obligation qu'il respecte son engagement. Réussir dans le recouvrement amiable suppose deux conditions : l'organisation d'une structure de recouvrement au sein de l'office et la maîtrise des techniques. Cela nécessite un personnel formé et qualifié qui connaît les supports et les outils du recouvrement.

Sur le volet du constat, Odette Remanda a rappelé que le constat d'huissier est prévu dans les statuts régissant la profession d'huissier de justice dans la quasi-totalité des Etats d'Afrique francophone. Le constat au service de la preuve, revêt plusieurs aspects et a pour but d'aider la justice à se rapprocher de la vérité. L'huissier de justice dans le cadre spécifique de sa mission de constat, pourra être emmené à être l'artisan de la production de la preuve, en dressant un procès verbal à la requête d'un particulier, sur son initiative ou sur décision du juge. Le fait qu'il soit rédigé en par un officier public lui confère la particularité d'acte authentique. Odette Remanda a conclu son intervention en précisant qu' « *une telle reconnaissance offre*

à l'évidence une force indéniable au constat trop souvent oubliée ».

Le séminaire ne pourrait pas s'achever sans une intervention très remarquée de M. Lucien Kwawo Johnson, secrétaire permanent de l'Ohada. M. Johnson a remercié l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice du Sénégal pour l'avoir invité à prendre part à ce séminaire historique. Le secrétaire permanent de l'Ohada a salué l'UIHJ qu'il a qualifié de meilleur ambassadeur international de l'Ohada et a souhaité que la collaboration entre les deux organisations soit plus étroite encore, pour un bénéfice mutuel.

Le Rwanda veut rejoindre l'UIHJ

On ne saurait manquer également de rendre compte de l'intervention très remarquée du Rwanda, en la présence de Thémistocle Munyangayo, et de Jean Bosco Nsengiyumva, respectivement président et secrétaire du Corps des huissiers de justice du Rwanda. M. Bosco Nsengiyumva a indiqué que le Corps des huissiers de justice du Rwanda a démarré en 2003. Il comprend 23 huissiers de justice, dont une femme. Notre confrère a souligné l'importance géopolitique du Rwanda, situé au carrefour géographique, stratégique et linguistique de l'Afrique. « *Le ministère de la Justice du Rwanda aimerait entrer en contact avec l'Ohada pour faire une version pour l'Afrique de l'Est de ce qui existe en Afrique de l'Ouest. Cela nous aiderait à faire notre droit des affaires et connaître un huissier de justice qui traverse les frontières. Nous sollicitons l'aide de l'UIHJ pour cela et aussi pour la formation. Cela concerne le Rwanda mais également tous les pays limitrophes* » a-t-il déclaré, déclenchant un tonnerre d'applaudissement.

Réagissant à ces propos, le président Isnard a déclaré : « *Il est inutile de souligner l'intensité*

de l'émotion qui nous étreint. La population du Rwanda a été soumise pendant des années à une situation nationale et internationale qui a fait que ce pays Etat aux carrefours de l'Afrique est devenu universellement connu pour des circonstances que nous souhaitons du fond du cœur qu'elle ne se renouvelle jamais. Nos confrères sont arrivés à créer une profession identique aux nôtres, grâce notamment à ce qu'ils ont pu trouver sur Internet. Ils ont créé une chambre nationale, tout cela en un temps record. En ce qui concerne la profession, vous apprendrez à connaître notre grande famille de l'UIHJ. Vous aurez l'occasion de voir comment est constituée notre organisation et comment elle se développe. Vous avez dans la salle le secrétaire permanent de l'Ohada qui sera j'en suis sûr très réceptif à votre message. Nous serons heureux de vous accueillir parmi notre organisation ».

Une délégation reçue à la primature de la République

Parallèlement au séminaire, une délégation de l'UIHJ, de la Chambre nationale des huissiers de justice du Sénégal, de la Chambre nationale des huissiers de justice de France ainsi que M. Johnson, secrétaire permanent de l'Ohada, été reçue à la primature de la République par M. Macky Sall, premier ministre du Sénégal, et par M. Cheikh Tidiane Sy, ministre de la Justice du Sénégal, garde des Sceaux. Pendant près d'une heure, les échanges furent directs, chaleureux et fructueux.

M. Sall s'est enquit auprès du président de l'UIHJ de la situation des huissiers de justice dans les autres pays d'Afrique, saluant la spécificité de l'Ohada.

Jacques Isnard a résumé les deux journées de travail, présentant en particulier le projet d'une réflexion sur le système social de l'huissier de



justice en Afrique. Le président de l'UIH a également rappelé aux autorités le projet d'adhésion du Sénégal à la Conférence de La Haye et à la convention de La Haye du 15 novembre 1965. Le premier ministre lui a assuré que ce projet allait être rapidement examiné. Pour finir sur une autre note très positive, le ministre de la justice a annoncé la toute prochaine revalorisation du tarif des huissiers de justice sénégalais, à la grande satisfaction de nos confrères qui attendent celle-ci depuis plusieurs années.

Une femme d'exception

Le séminaire de Dakar 2006 s'est achevé, comme il se doit, dans l'amitié et la confraternité, autour d'une soirée de gala où chacun a pu se détendre et à poursuivre, dans la décontraction, les débats des deux journées passées. Mais ce moment a également l'occasion de rendre un vibrant et très émouvant hommage à Yacine Sene, pour l'ensemble de ses actions au cours des dix années passées, en collaboration avec l'UIHJ, à construire et à assurer l'avenir des huissiers de justice en Afrique. Le président Isnard a en particulier salué la femme d'exception sans laquelle rien n'aurait été possible. De nombreux hommages lui ont ensuite été rendus. Pour sa part, Eliane Oberdeno, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon a déclaré que « *Yacine Sene est l'objet de l'admiration que lui portent le président Jacques Isnard et l'ensemble des membres de l'UIHJ* ». Plusieurs cadeaux furent remis à la vice-présidente de l'UIHJ qui, très émue, a remercié et a salué l'UIHJ ainsi que les « *enfants de 1996* » en souhaitant à toutes et à tous de se retrouver dans dix ans pour célébrer les nouvelles avancées de l'UIHJ et de la noble profession d'huissier de justice en Afrique.

Rendez-vous est pris, chère Yacine !

10th Anniversary of the Call of Dakar: New Development Prospects of the Occupation of Judicial Officers in Africa

On November 2 and 3 2006 was held in Dakar at the initiative of the national Order of the judicial officers of Senegal and the UIHJ an international seminar to celebrate the tenth anniversary of the call of Dakar which had marked in 1996 the first stone of the development of the occupation of judicial officer in Africa at a continental level.

A Historical Seminar

18, April 19, and 20 1996, on the initiative of the national Association of the judicial officers of Senegal, with the assistance of the UIHJ, was held in Dakar the first international conference of the judicial officers in Africa, devoted to the comparative study of the profession in France, in the Benelux countries and in Africa. Were present colleagues from Benin, Burkina Faso, Congo, the Ivory Coast, Gabon, Mali, Senegal, Tunisia as well as France and Belgium. The topic of the conference was: *"the judicial officer, his future in a legal and legal area"*. Ten years later, the UIHJ wanted to commemorate this historical meeting and to pay a stirring homage to its famous architect, Yacine Sene, former president of the national Order of the judicial officers of Senegal, vice-president of the UIHJ.

It is in the amphitheatre of the hotel N'Gor in Dakar that the debates were held during two intense and rich days. The topic of the conference was: *"New development prospects of the occupation of judicial officer in Africa"*.

At the time of this conference, a delegation of the UIHJ, of a national Order of the judicial officers of

Senegal, national Chamber of the judicial officers of France represented by its president, Paul Rochard, of Ohada, in the person of its permanent secretary, Mr. Lucien Kwawo Johnson, had the privilege to be received by Mr. Macky Sall, Prime Minister of Senegal, and by Mr. Sheik Tidiane Sy, Minister for the Justice of Senegal.

Placed under the auspices of the ministry of Justice, the seminar included delegations that came from the four corners of Africa (South Africa, Benin, Burkina Faso, Congo, Ivory Coast, Gabon, Mali, Senegal, Togo, Tunisia, and Rwanda), but also of Europe (France, Hungary, Netherlands, Romania, Switzerland) and of America (Quebec).

Key man of the harmonization of laws of businesses in Africa, Mr. Lucien Kwawo Johnson, permanent secretary of Ohada, did not miss the invitation and honoured with his presence the works of the conference.

The National School of procedure of France (ENP), kingpin of the seminars organised by the Training unit of the African judicial officers (Ufohja), was massively represented by its vice-president, Jean-Michel Rouzaud, and by many African and French Ufohja experts.

One also appreciated and noticed the presence of many personalities of the legal and judicial community, such as high-ranking magistrates and clerks, as well as the president of the Chamber of the notaries and the president of the Order of Lawyers and Solicitors.

In his opening speech, Mr. Birane Niang, principal private secretary, representing the Minister for Justice, indicated that the holding of the celebration of the 10th birthday of the first meeting of the African judicial officers on African ground is for him a reason for great satisfaction as it constitutes a recognition of the Senegalese expertise on legal matters on the one hand, and the conscience of its

Le 3e atelier – The third workshop





Jacques Isnard



Macky Sall, premier ministre du Sénégal et Yacine Sene, vice-présidente de l'UIHJ — Macky Sall, Prime minister of Senegal and Yacine Sene, Vice-President of UIHJ

government in the introduction of a state of law on the other hand. *"In order to give citizens reliable guaranties, it is essential that the execution of court decisions is carried out within reasonable times. It is a need for a State of law under the risk of seeing the emergence of a parallel way, source of all kinds of drifts"* indicated Mr. Niang. The principal private secretary also indicated his attachment to the Cadat project of the UIHJ. *"Our country accompanies you in this project all the more when considering that its finalisation will facilitate the adoption of a uniform statute for judicial officer proposed by the national Order of the judicial officers of Senegal"* he underlined.

The First Branch of the UIHJ

After these very eulogistic remarks towards the UIHJ and the occupation of judicial officer, Jacques Isnard, president of the UIHJ, thanked the national Order of the judicial officers of Senegal and its president Malick N'Diaye, prevented, to have agreed on greeting the various demonstrations intended to commemorate *"the Call of Dakar"* of 18/20 April

1996. The president of the UIHJ specified that the presence of the permanent secretary of Ohada, Mr. Kwawo Lucien Johnson, was a pledge of comfort because *"on the one hand it makes it possible for us to maintain increasingly closer links with this institution which always inspires much admiration to us and on the other hand, gives the pleasure to welcome, under the seal of increasingly more refined relations, an eminent lawyer but also a friend"*. Dakar is well the first branch of the UIHJ in the world, after Paris which is the registered office, recognised Jacques Isnard. *"Indeed, since 1996, it is the 5th time that we are in Dakar within the framework of a great international demonstration. This shows the attraction which your capital causes for the judicial officers"*. Then, the president of the UIHJ pointed out the history of the action of the UIHJ in the field of the *"globalization of the UIHJ"*, Africa having been chosen after the 15th international congress of Warsaw in 1994 as a privileged objective of this ambitious program.

At the time of the bringing together, much were unaware of even how the system of execution in their

closer neighbours functioned! Under these conditions the project of bringing together the professionals in charge of the execution of each country of the area appeared quite daring. Nevertheless, impelled by the communicative dynamism of the inexhaustible president of the judicial officers of Senegal, Mrs Sene, the UIHJ was to decide to organise in Dakar the 1st seminar of the African judicial officers. The goal was very simple: to proceed to an inventory of the situation and to know who made what and how, in our branch of industry i.e.: enforcement, service of documents, statements of facts, auction sales, debt collecting, but also the organisation of work, the social organisation, etc.

Thanks to the support of the ministry for the French co-operation and the French Embassy in Dakar, without which nothing could have been done, eight States of central and Western Africa convened. In addition, the judicial officers of Belgium and Tunisia had joined the local delegations, so that this first Pan-African seminar could open, reinforced by the participation of eleven countries coming from Africa and Europe.

Pendant la cérémonie officielle d'ouverture — During the official opening ceremony



Une partie du public — A part of the audience





M. Kamate, membre du bureau de l'Ordre national des huissiers de justice du Sénégal – Member of the board of the National Order of the Judicial Officers of Senegal



Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France – President of the National Chamber of the Judicial Officers of France



Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of UIHJ

This seminar had a considerable repercussion. It was to seal the massive integration of the judicial officers of the African continent to the Union, and it was to also mark the beginning of the progress of our fellow-members of the area in their movement of recognition and development.

An Exemplary Journey

The president of UIHJ to continue: *“Because Ladies and Gentlemen, what a journey since 10 years! Here is a profession which existed only in an embryonic state, dispersed, unorganised,, sometimes without defined statute, subjected to texts of another time, shared between the public office and the liberal profession, sometimes not very qualified and especially without training. Today, stimulated by the treaty of Ohada and the uniform act on enforcement, most of the time structured in the liberal form, organised in national chamber or order, harmonised with a statute in constant evolution, formed with this incomparable tool which is – thanks to the national School of procedure, of which I greet its vice main president Jean Michel Rouzaud – Ufohja. All the States of the zone - the last being the Central African Republic – are members of the UIHJ. Today, we welcome for the first time and with much emotion our fellow-members of Rwanda who also have just obtained a system comparable with that which is dear to us and have just filled their application form to join the Union. If one wants to consider well that we are surrounded by the representatives of South Africa, of the Maghreb, of Canada and of seven countries of Europe - on the whole more than twenty countries –, I invite you to measure the extent of the event of which we are the witnesses”.*

Then, Jacques Isnard devoted himself to a prospective analysis of the future of the profession in Africa

and in the world. *“Our condition of survival will lie at the same time in our faculty to impose ourselves and go constantly forward and in that to pre-empt the future. Yesterday, the judicial officer worried about acquiring a statute, today we work on the triptych service of documents - enforcement – debt collecting. Tomorrow we will open the future with our action plan resting on multi-field”.*

President Isnard completed his speech while returning thanks to Yacine Sene and by dedicating the seminar to her. *“Ten years after, it is a whole professional community which owes you homage and recognition, particularly this large brotherhood of central and Western Africa which you instigate since then. This one from now on feels invested in an obligation: that to continue your mission in order to find us in Dakar in 2016 for the 20th birthday!”* the president concluded from the UIHJ under the applause of the crowd.

A Latino-African Vision of the Law

After this emotional intervention, it was the turn to Thierry Guinot, judicial officer in Paris, former president of the departmental chamber of the judicial officers of Paris, also the author of a reference work on the occupation of judicial officer (*“the judicial officer: standards and values - professional Ethics, deontology, discipline and standards”* - EJT, 2004) to give a presentation whose topic was: *“A Latino-African vision of the law through the ancestral traditions”.* In an intervention of an exceptional quality and often referring to the history and the philosophy of the law, our fellow-member showed that between the Latin and African countries, the bonds are much older and the destinies more closely dependent than it is generally supposed. *“It is not useless to reconsider our roots, but also to think together this future bound by a common*

archetypal structure, enriched by different situations and courses”, precisely indicated Thierry Guinot, and to conclude: *“To put the man as Being in the centre of the legal device is to postulate that the harmony of the people can only exist according to the relation of the man to the surrounding world. To preserve the being as a major premise of the legal thinking and to admit Having as a minor premise, this is the lesson which our values teach us, and it is in that that the Latin and African visions of the law can and must be combined”.*

Reinforcement of the Profession in Africa

After this most appreciated intervention, the works of the conference could start. Three workshops had been organised. The first workshop related to the topic of the reinforcement of the occupation of judicial officer in Africa. Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ, played the essential part of chairman. Jacques Isnard made an intervention on the reinforcement of the profession in the Ohada zone from 1996 to nowadays. *“Personally, I have the feeling that the treaty of Ohada was the genuine detonator which triggered the profession in the concerned States in the direction of progress”*, estimated Jacques Isnard. It is as from this period that the UIHJ, in collaboration with the ENP, started to organise its first conferences, initially in Brazzaville, then successively in other capitals (Cotonou, Libreville, etc). Gradually, with the help of success, and with the multiplication of requests, the idea to create an autonomous but internal body of training, made its way to lead to the implementation of Ufohja at the time of the Council of Cairo in May 2002. The first conference given within the framework of this new institution took place little time afterwards in Niamey. Today, Ufohja, which does not replace the



Filifing Dembélé, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Mali – President of the National Chamber of Judicial Officers of Mali



Adrian Stoïca, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of UIHJ



André Mathieu, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of UIHJ

internal trainings sessions, is a teaching model by the richness of the exchanges which it develops in a form still yet uncommon since it concerns a comparative practise between the judicial officers of the zone and those of France.

Yacine Sene, vice-president of the UIHJ, indicated her attachment to the mutual knowledge of the judicial officers, which had been the engine of the gathering of 1996. *"With Ohada, we find ourselves around texts which are common for us. Ohada is a force which does not exist elsewhere. We have an element of gathering so strong – as it is universally recognised – that we cannot even appreciate it"* estimated our famous colleague. In addition, Yacine Sene pointed out the essential importance of training and greeted the birth of Ufohja, *"great instrument and which comes in support of training at the national level"*. The vice-president also evoked progress as regards communication in particular thanks to Internet and the UIHJ website which makes it possible to obtain information in real time and at any time.

Une partie du public – A part of the audience

Ohada, a Unique Organisation in the world

The following topic, *"the treaty of Ohada and its uniform act relating to enforcement : an opening for the judicial officers of the zone"* was successively treated by Paul Rochard, president of the national Chamber of the judicial officers of France and by Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for central and Western Africa.

President Rochard expressed his joy in meeting in Dakar his fellow-members of African countries and other continents, and in particular those who could express themselves in his native language, French. *"There is only one continent in the world where that is possible. This continent is yours"*, he noticed. The president of the French national Chamber also indicated that Africa had set up something unique in the world and that was envied by many countries with the treaty of Ohada by pointing out the federative role of this organisation, which African specificity was also inspired by a legal culture partly resulting

from the French law. Concerning the uniform Act bearing organisation of the simplified procedures of collecting and ways of enforcement, one indeed finds great similarities with the French texts. But this text *"first of all constitutes the collective cement of the judicial officers of the Ohada zone. It allows an unhoped-for bringing together of the law professionals"*. *"Ohada made us become aware that the French judicial officers and those of the Ohada zone come from the same legal brotherhood"* concluded Paul Rochard, by wishing long life to Ohada, Ufohja and to the judicial officers.

For its part, Honoré Aggrey evoked in detail the uniform act on enforcement. The permanent secretary of the UIHJ indicated that this text altered the seizure of personal properties but also brought many innovations with the apprehension seizure, the seizure claim, or the various garnishments. Ultimately, specified our fellow-member, the act contains an opening for the judicial officers. Still it is necessary that we can profit from it by propos-

Rose-Marie Bruno et Odette Remanda, membres des délégations française et gabonaise – Members of the delegations from France and Gabon





Claudine Mogni, secrétaire permanente de l'UIHJ
— Permanent Secretary of UIHJ

ing adjustments and even new provisions to an essential tool of the work which only requires to be improved. Let us profit from it as of now. Here is the wish of the African judicial officers compared to the uniform act on enforcement, concluded our eminent colleague.

A Harmonization of Laws and Procedures

The following topic, *“the reinforcement of the occupation of judicial officer through the International Conventions”* was approached by Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ and Ufohja expert, and by Kokoé Gaba, judicial officer in Lomé (Togo).

In a clear and concise presentation, Mathieu Chardon showed that the reinforcement of the profession through the international conventions took place on the one hand by a harmonization of laws and on the other hand by a harmonization of the procedures. He thus explained the place of international conventions as regards justice, and which were its consequences for the occupation of judicial officer, in particular as a factor of development and cohesion.

Our colleague Kokoé Gaba supplemented the remarks of the 1st secretary of the UIHJ by quoting the example of the Hague Convention of November 15, 1965 as regards service of documents. Kokoé Gaba described the modes of transmission of the documents and in particular the possibility offered by article 10 b of convention to transmit the documents directly from a judicial officer to another judicial officer. And our colleague to underline: *“It is to this end that the UIHJ was given for mission of making steps near the governments, including the Senegalese government, to adhere to this convention. On the initiative of the UIHJ, it would be desirable that the chambers of the judicial officers encourage their respective countries to sign this*



Johan Fourie, délégué permanent de l'UIHJ pour l'Afrique australe — Permanent Delegate of UIHJ for Southern Africa

convention because it is their interest. Today, there is no more than two African countries and it is a gap which it is necessary to fill as soon as possible, to allow us a transmission of the documents as soon as possible”.

The topic of *“the place of the African judicial officer in the UIHJ”* was evoked by Adrian Stoica (Romania), member of the board of the UIHJ, and by Alphonse Kibakala, president of the national Chamber of the judicial officers of Congo.

It was the first visit in Africa for our fellow-member Adrian Stoica, who declared himself immediately conquered by the people that by the places. *“If one refers in the place of the African judicial officer in the UIHJ, I can say to you that he plays an important part. I do not say it by kindness, because what his achievements on the level of the African continent and relating to the UIHJ are obvious and speak for themselves”* declared our colleague. Evoking in turn Ohada, Ufohja and the Cadat project, Adrian Stoica underlined the promptness of our African colleagues.

Alphonse Kibakala pointed out rightly that *“it is thanks to the meetings of Dakar of 1996 that we judicial officers of the Ohada zone could reach the UIHJ”*. And our fellow-member to continue: *“Dakar 1996 was thus for the African Ohada zone the true catch. It was the occasion for us judicial officer of the Ohada zone to discover a reliable partner, undeniable and impossible to circumvent. Finally a partner, a godfather who allowed us to solve on the African level many problems involved in the structuring and the development of the profession in Africa. Since then and through its action the UIHJ permitted to reach the liberal statute in the majority of the countries of the Ohada zone”*. Also, according to the president of the national Chamber of Congo, the African judicial officer today plays a considerable and sizeable positive part in the life of the UIHJ, in

particular through his participation in the board of the UIHJ, with the presence of Yacine Sene, Honoré Aggrey or Emmanuel Minoungou.

A Social Security Cover for the African Judicial Officers

The second workshop was devoted to *“the standardisation of the occupation of judicial officer in Africa”*. The chairman was Honoré Aggrey.

The first topic, *“the social organisation of the judicial officer: analyse and projects”*, had as speakers Francis Guépin, former president of the national Chamber of the judicial officers of France and member of the board of the UIHJ, and Séverin Somda, president of the national Chamber of the judicial officers of Burkina Faso.

In an intervention which answered an extreme topicality, that of the general absence of Social Security cover for the African judicial officers and their staff, president Guépin launched the idea to set up, on the level of the African continent, a system of professional insurance which would meet the needs of the profession in Africa. There is not indeed any health, death, disability or even pension protection system, for our African fellow-members. Francis Guépin stated in particular that one could launch invitations to tender at the level of international insurance companies. The representatives of the African delegations approved and supported this federative idea.

Séverin Somda confirmed that there is not any social organisation concerning the African judicial officers. *“That created a feeling of insecurity. Can one be truly effective in this insecurity?”* he wondered. The burkinabé president added: *“The fellow-members should be exhorted to reach this evolution to have a pension and protection. With the will of our African fellow-members, one will be able to carry out this objective. We would like to have the venality of our offices. That can seem outdated but that would enable us to consider the future in a better way. It will be necessary for us to fight to obtain that. The proposals of Francis Guépin are excellent. I subscribe to it completely and exhort my African colleagues to adhere to it. It is a challenge for us African judicial officers but it will be necessary for us to embrace it”*.

An Ambitious Project

The next topic, *“the standardisation of the independence of the judicial officer”*, was treated by Francoise Andrieux, judicial officer in Roquevaire



(France), former president of the national chamber of the judicial officers of the Bouches-du-Rhône, and by Saint-Auffret Louzingou, former president of the national Chamber of the judicial officers of Congo. In a very complete presentation, Françoise Andrieux showed that if the standardisation of the profession was necessary, it was not to constitute only a simplification. *"It is necessary to have on the question of the standardisation of the independence of our profession, guaranties of an effective mode of enforcement, an ambitious sight plunging towards the economic globalisation and the internationalization of the exchanges"* she indicated. In the end, it is a question of instigating the economic development and the growth in French-speaking Africa by the installation of reliable tools and legal authorities. If legal safety is a fundamental requirement of the State of right it also generates an added-value. For its part, Saint-Auffret Louzingou indicated that *"this standardisation is necessary to reinforce the effectiveness of the African judicial officers and to make enforcement a cleansed and organised field"*. For the former president of the national Chamber of Congo, it is essential to consider a harmonization of the independence of the judicial officer through important actions such as the accelerated adoption of a statute of the African judicial officer, the standardisation of a tariff to all, the institution of an Ohada Community enforcement title, the realisation in the long term of the Cadat project, and to obtain from the governments of the Member States of the UIHJ the guaranties of the basic rights of the judicial officers. *"Such a project could appear very ambitious, but with the assistance and the support of the UIHJ, we are certain that we will be able to have a good independence of the judicial officer and that we could be united together in the same way of working and enforcing court decisions"* he concluded.

An Essential Profession

The following topic, *"the need for providing for implementing deontological, disciplinary and rigorous rules"* was approached by Thierry Guinot and Emmanuel Minoungou, auditor of the UIHJ and former president of the national Chamber of the judicial officers of Burkina Faso.

Thierry Guinot rightly underlined that if a profession wants respects and wants to last, it is necessary to prove its usefulness an even that it is essential, credible and offers a quality service. Our fellow-member then insisted on the discipline which must



Françoise Andrieux, expert de l'École nationale de procédure de France — Expert of the French National School of Procedure

be essential in the profession and the modes of regulation through the structures of control and a system of sanctions. *"The rigour — when it aims to the wellbeing of all — should not be felt like a burden, but like a means, as well as the technology which also comprises constraints while improving the activity. The discipline — the art of doing and to abstain from doing — constitutes at the same time a practise and a personal quality, turned towards the good of the group and which one collects in return the advantages. As for the sanction, it is a weapon which — in the ideal — should not be used; it is a weapon of dissuasion with respect to the professionals who would be tried by the fault; it is an argument of persuasion with respect to the public showing that our values are not a vain word"* concluded Thierry Guinot.

Emmanuel Minoungou, greeting Thierry Guinot, added that *"the aims in view by our various national professional organisations are to create a qualified judicial officer worthy and respectful of all. President Isnard does not cease pushing us towards the goal. This competence and this credibility so much required would be useless if the cement of the deontological and disciplinary rules did not constitute the base of it"*. Quoting Rabelais (*"science without conscience is only the ruin of the soul"*), Emmanuel Minoungou, estimated that the judicial officer must be a fundamentally human character, calm by temperament, with a good intellectually mind and strong morally. To guide him towards this way, it is essential to create and build deontological rules and to apply them rigorously, without sentimentalism but with much of understanding, for the good of the whole of the profession as well on the national level as on the international level.



Saint-Auffret Louzingou, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo — Former President of the National Chamber of the Judicial Officers of Congo

The Promotion of a Global Legal Area

The standardisation of the statute of the judicial officer and the Pan-African project *"Cadat"* were then presented by Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ, Johan Fourie, permanent secretary for the Southern Africa, Mourad Skander, member of the office of the UIHJ and Honoré Aggrey.

Leo Netten pointed out that, since many years, the UIHJ strongly engaged in a process aiming at promoting the adjustment of a global legal area. It has a broad overall vision of the international law and situation in Africa. No doubt our organisation is ready to support the inter-zones meetings, to bring together the technicians of the various legal families, to federate the ideas and to impose themselves as an ideal interlocutor near all authorities. At the permanent council of Cape Town, indicated Leo Netten, our president Jacques Isnard proposed to create a commission which would include judicial officers of the three zones: North Africa, Ohada zone and SADC zone. All the delegations that were present unanimously adopted a resolution in which it was decided to create a group of experts judicial officers in Africa from which the goal would be to seek within the various countries, the points of convergence between the legislations, the civil and commercial procedures and the law professional having a common specificity in these matters; secondly to draw up a summary of the comparative law between the various States by creating common standards and thirdly to support the installation of a African legal area by the creation of a uniform instrument allowing the direct transmission of the documents and the court decisions of between judicial officers of these states. Such are the broad outline of the Cadat project (for Cape Town, Dakar, Tunis).



Séverin Somda, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso – President of the Chamber of Judicial Officers of Burkina Faso

Cérémonie de Clôture – During the closing ceremony



Johan Fourie reconsidered the resolution of Town Cape of May 11 2001 which decided to gather the group of experts, then on the resolution of Pretoria of February 25 2005 which adopted four proposals aiming:

- to establish a training scheme;
- to promote the ratification of the Hague Convention of November 15, 1965 in the countries of the zone;
- to encourage each country to participate in the Ohada treaty;
- to support the collecting of extra-judicial debts by the judicial officers.

Then, our fellow-member presented an analysis of the resolution of Cape Town, by recognising the delay in its implementation and by exhorting the countries and the board of the UIHJ to be mobilised more still around this project.

Mourad Skander continued while insisting on the shutter formation. For our fellow-member, the uniform statute should comprise an obligation for each judicial officer to follow cycles of formation continues at least during the first ten years of its career. Then, Mourad Skander launched out in a plebiscite of the Cadat project, by underlining its flexibility. *"The characteristic of Cadat in this context it is that it is unifying Africans. One could develop this structure so that it takes the shape of an African commission dependent on the UIHJ"* he indicated.

To conclude on the topic, Honoré Aggrey, carried out an analysis of the rules of service of documents in the countries of Central and Western Africa. Our fellow-member recognised that this analysis *"was amply facilitated because of membership of these countries to the same colonial past and, to a lesser degree, with the advent of Ohada"*. In a very clear talk, Honoré Aggrey evoked successively, the fields of intervention of the service of documents, their contents, the agents qualified to intervene, and the authenticity of the acts, their cost and the service

of documents in international matter.

To Ensure an On-Going and Specialised Training

The third and last workshop, relating to the optimisation of the occupation of judicial officer in Africa, was placed under the moderation of Anne Kérisit, member of the UIHJ and Ufohja expert.

The first topic of the workshop related to *"the training, Ufohja and the co-operation with the French national School of procedure"*. The speakers were Jean-Michel Rouzaud, vice-president of the ENP and Claudine Mougni, judicial officer in Libreville (Benign), secretary of Ufohja.

Jean-Michel Rouzaud recalled that the UIHJ considered as a pressing need the setting up of an effective and perennial system being able to ensure an on-going and specialised training and in Africa. The Training unit of African judicial officers (Ufohja) was thus born on 1 February 2002, mainly centred on the uniform acts of Ohada. The texts being strongly inspired of the French model, the UIHJ considered that collaboration with the National School of procedure became impossible to circumvent to ensure this training. The ENP immediately placed at the disposal of Ufohja its competences, its experiment, its know-how, its expertise, as well as several of its collaborators, selected among the most experienced and the most brilliant ones. Consequently, were met the conditions so that the ENP could continue and intensify its interventions in the Ohada zone within the framework of Ufohja, thanks to a very light structure of three components: the UIHJ, the ENP and a college of African judicial officers. Jean-Michel Rouzaud declared that *"our African fellow-members often let us know that they appreciated the interventions of the ENP, that they were useful and advantageous for them, for themselves and also their collaborators"*.

Claudine Mougni then paid a stirring homage to the *"women of Dakar 1996"* who were present ten

years ago and who are still present today, and with the most famous amongst them, Yacine Sene, *"the spark which made it possible to start the fire which lights our road henceforth"*. Ufohja was thought for the African judicial officers and with the African judicial officers, our colleague specified by pointing out its procedure for the choice of the seminars, between three to four per year, at a eighteen months intervals per country.

The Trust of the Citizens

The 2nd topic was that of the enforcement and the assistance to the judicial officer and the contest of the police force. It was treated by Dominique Aribaut, member of the UIHJ, and by Filifing Dembélé, president of the national Chamber of the judicial officers of Mali.

"In any democratic country, the State is held to ensure the safety and the security of its citizens, which led it to set up the institution that we know and respect all: justice" indicated Dominique Aribaut. Then our colleague described with precision the mechanisms of obtaining the help of the police force and the assistance to the judicial officer, by precisely defining the concept of assistance which is often confused with that of the help. In conclusion, Dominique Aribaut estimated that if the court decisions are not enforced, the judge loses confidence in his own mission and, which is more serious, also loses the confidence of the citizens. *"We will then run the risk to see the development of a private justice, blind and inequitable, with the principles far away from the supreme justice, which will not give any more to the citizens the guaranties necessary to the respect of their rights"* she finally pled.

Filifing Dembélé presented the situation in Africa in comparison of the assistance and the help of the police force and the many problems encountered in practise. The distraint must obey to certain conditions. The requisition in many African countries is done by means of a mail addressed by the judicial



officer to the police force or to the gendarmerie but the requisition must be covered as a preliminary with a visa given by the public prosecutor's office. This visa results from the practise and is criticised by the judicial officers. According to the person who is the subject of the procedure, the visa will be or not granted. This situation must change, indicated our fellow-member, because it is against the principle of separation of the powers.

Service of Documents: an Unquestionable Value for the Parties

The following topic related to *"the service of documents: the security and the respect of the rights of the parties"* and was approached by André Mathieu, member of the board of the UIHJ and by Séverin Somda.

André Mathieu developed his intervention around a quadruple security: by the statute of the judicial officer, by the laws, by the deontology and the professional responsibility and by the legal independence of the judicial officer. Drawing from the examples of the Quebec legislation, our fellow-member detailed his arguments to conclude that *"being the service of documents, it remains obvious as for us that the service by the ministry of a judicial officer is an unquestionable value for the parties since the citizens are highly protected by all the parameters envisaged by the laws as well on the civil an disciplinary levels"*.

Séverin Somda, for his part, presented the topic under the angle of the African specificity, acknowledging many great similarities because of the statute and the role of the judicial officer in many African countries.

A Revolution in the Mentalities

It was time for Rose-Marie Bruno, judicial officer in Arles (France), and Odette Remanda, judicial officer in Libreville (Gabon), both Ufohja experts, to treat the topics of the complementary activities such as the collection of debt and statements of facts.

Rose-Marie Bruno centred her intervention on the debt collecting with the flame and the force of conviction that one knows to her. *"Informal debt collecting, in opposition to judicial debt collecting, results from a revolution of mentalities"* she indicated. In Africa, or in the majority of the countries, the judicial officer, member of the legal professions, is ignored and has every difficulty to sit its authority in this quality. That will be all the more difficult, if he intervenes upstream a lawsuit, to obtain from

the debtor to respects his engagement. To succeed in informal debt collecting supposes two conditions: the organisation of a structure of covering within the office and the control of the techniques. That requires a well trained and qualified personnel which knows the whereabouts and the tools of covering.

Regarding statements of facts, Odette Remanda recalled that the statement of facts made by judicial officers is envisaged in the statutes governing the occupation of judicial officer in the near total of the States of French-speaking Africa. The purpose of the report with the service of evidence covers several aspects and is to help justice to approach the truth. The judicial officer within the specific framework of his mission of statement of facts could be taken along to being the craftsman of the production of evidence, by drawing up an official document at the request of a private individual, on his initiative or under the decision of the judge. The fact that it is written in by a public officer confers him the authentically characteristic of the document. Odette Remanda concluded her intervention by specifying that *"such recognition obviously offers an undeniable force to the statement of facts too often forgotten"*.

The seminar could not be completed without an important intervention of Mr. Lucien Kwawo Johnson, permanent secretary of Ohada. Mr. Johnson thanked the UIHJ and the national Chamber of the judicial officers of Senegal to have invited him to take part in this historical seminar. The permanent secretary of Ohada greeted the UIHJ which he described as the best international ambassador of Ohada and wished that the cooperation between the two organisations be closer still, for a mutual benefit.

Rwanda Wants to Join the UIHJ

One could not also miss to account for the well noticed intervention of Rwanda, in the presence of Thémistocle Munyangayo, and Jean Bosco Nsengiyumva, respectively president and secretary of the Body of the judicial officers of Rwanda. Mr. Bosco Nsengiyumva indicated that the Body of the judicial officers of Rwanda started in 2003. It includes 23 judicial officers, of which a woman. Our fellow-member stressed the geopolitical importance of Rwanda, located at the geographical, strategic linguistics crossroads of Africa. *"The ministry for Justice of Rwanda would like to come into contact with Ohada to make a version for the East Africa*



Jean-Michel Rouzeaud, vice-président de l'École nationale de procédure française - Vice-President of the French National School of Procedure

of what exists in West Africa. That would help us to make our law of the businesses and to know a judicial officer who crosses the borders. We request the assistance of the UIHJ for that and also for training. That relates to Rwanda but also to all the bordering countries" he declared, starting a thunder of applause.

Reacting to these remarks, president Isnard stated: *"It is useless to underline the intensity of the emotion which overwhelms us. The population of Rwanda was submitted during many years to a national and international situation which made that this State country at the crossroads of Africa became universally known for circumstances which we wish from the bottom of our heart that it is never happen again. Our fellow-members managed to create a profession identical to ours, thanks in particular to what they could find on Internet. They created a national Chamber, all that in record time. With regard to the profession, you will learn to get acquainted to our great family of the UIHJ. You will have the occasion to see how our organisation is made up and how it develops. You have in the room the permanent secretary of Ohada which will be I am sure very receptive to your message. We will be happy to welcome you among our organisation"*.

A Delegation greeted at the Primature of the Republic

Parallel to the seminar, a delegation of the UIHJ, the national Chamber of the judicial officers of Senegal, of the national Chamber of the judicial officers of France, as well as Mr. Johnson, permanent secretary of Ohada, convened at the primature of the Republic with Mr. Macky Sall, Prime Minister of Senegal, and with Mr. Sheik Tidiane Sy, Minister for the Justice of Senegal. During nearly on hour,



the exchanges were direct, warm and fruitful. Mr. Sall enquired near the president of the UIHJ of the situation of the judicial officers in the other countries of Africa, greeting the specificity of Ohada.

Jacques Isnard summarised the two working days, presenting in particular the project of a social system for the judicial officers in Africa. The president of the UIHJ also recalled to the authorities the project of the accession of Senegal to the Hague Conference and the Hague Convention of November 15, 1965. The Prime Minister ensured to him that this project was going quickly to be examined. To finish on another very positive note, the Minister for justice announced the very next revalorization of the tariff of the Senegalese judicial officers, to the great satisfaction of our fellow-members who have been expecting this rise for several years.

A Woman of Exception

The seminar of Dakar 2006 was completed, as it should be, in the friendship and the confraternity, around an official dinner where each one could slacken and also continue, in relaxation, the two days debates. But this moment also has the occasion to return a stirring and very moving homage to Yacine Sene, for the whole of her actions during the past ten years, in collaboration with the UIHJ, to build and ensure the future of the judicial officers in Africa. President Isnard in particular greeted the woman of exception without who nothing would have been possible. Many tributes were then paid to her. For her part, Eliane Oberdeno, president of the national Chamber of the judicial officers of Gabon declared that "Yacine Sene is the object of the admiration which President Jacques Isnard and the whole of the members of the UIHJ convey to her". Several gifts were given to the vice-president of the UIHJ who, very moved, thanked and greeted the UIHJ as well as the "children of 1996" while wishing everyone to meet in ten years to celebrate the new projections of the UIHJ and the future developments of the noble occupation of judicial officer in Africa.

As for sure, appointment is taken, dear Yacine!

In memoriam



Duafa Ahoomey-Zunu, à droite, avec le ministre de la justice du Togo, au center, et le président de l'UIHJ, à gauche, pendant la cérémonie officielle d'ouverture du congrès international de l'UIHJ à Lomé le 8 novembre 2002 — Duafa Ahoomey-Zunu, on the right, with the Minister for Justice of Togo, at the center, and the President of the UIHJ, on the left, during the official opening ceremony of the International Seminar of UIHJ in Lome, on 8 November 2002

Notre confrère Bienfait Duafa Ahoomey-Zunu, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo, nous a quitté en mars 2007 des suites d'une longue maladie. Marié et père de famille, il a été nommé huissier de justice le 13 octobre 1989 à Lomé et était titulaire de la 9e charge. Notre distingué confrère a poursuivi ses études de droit et a obtenu en 2002 un diplôme d'expertise en formation du droit Ohada. Ses compétences et son sens des responsabilités lui ont permis de devenir président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo du 21 février 2002 jusqu'à ce jour. Notre ami était un digne représentant de son pays au sein de l'UIHJ. A ce titre, il a participé à de nombreuses réunions internationales, ne manquant pas de défendre sa profession et d'en assurer la promotion dans son pays et au sein de l'UIHJ. Depuis mars 1994, Me Ahoomey-Zunu était également chef du village de Kpélé Tsavié et chef canton de Kpele Gbaledze. Après deux veillées funèbres à Lomé et à Kpélé Tsavié les 8 et 9 mars 2007, il a été enterré dans son village natal le 10 mars 2007. L'UIHJ adresse ses condoléances attristées à sa famille et à ses proches.

Our colleague Bienfait Duafa Ahoomey-Zunu, President of the National Chamber of the Judicial Officers of Togo passed away in March 2007 of the continuations of a long disease. Married and a father, he was appointed at the 9th Judicial Office of Lome on October 13, 1989. Our distinguished colleague continued his Law studies and obtained in 2002 a diploma of expertise in training on the Ohada Law. His competences and his sense of responsibilities enabled him to become President of the National Chamber of the Judicial Officers of Togo from February 21, 2002 to this day. Our friend was a worthy representative of his country within the UIHJ. For this reason, he took part in many international meetings, not failing to defend his profession and to ensure its promotion in his country and within the UIHJ. Since March 1994, Mr Ahoomey-Zunu was also a chief of the village of Kpélé Tsavié and county chief of Kpele Gbaledze. After two death-watches in Lome and Kpélé Tsavié on 8 and 9 March 2007, he was buried in his native village on March 10, 2007. The UIHJ addresses its deepest condolences to his family and his close relations.



Au premier plan, de G. à D. : Honoré Aggrey, Charles Konan Banny, premier ministre de Côte d'Ivoire, Jacques Isnard et Francis Guépin — On the front row, from L. to R.: Honoré Aggrey, Charles Konan Banny, Prime Minister of Ivory Coast, Jacques Isnard and Francis Guépin



Cérémonie officielle d'ouverture du colloque — During the official opening ceremony of the seminar

Naissance à Abidjan du statut uniformisé de la profession d'huissier de justice en Afrique

C'est à l'occasion du colloque international qui s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 1er et 2 mars 2007, sous le haut patronage de Laurent Gbagbo, président de la République, avec pour thème : « L'huissier de justice et l'Etat de droit », que le projet de statut uniformisé de la profession d'huissier de justice en Afrique a été finalisé, faisant de cette manifestation un événement historique.

Un moment historique pour les huissiers de justice d'Afrique

Le colloque international s'est tenu à Abidjan en présence du président Jacques Isnard et des membres de l'UIHJ, des experts de l'Unité de formation des huissiers de justice africains, des présidents de 10 pays de la zone, membres de l'UIHJ, des membres de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire et d'environ 80 huissiers de justice ivoiriens.

Le président Crépin Oulai, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire a accueilli les participants et a donné la feuille de route des ateliers, en insistant sur le rôle de l'huissier de justice, facteur du maintien de l'Etat de droit.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, insistait à son tour sur la volonté de construire une profession moderne d'huissier de justice pour l'Afrique, et a salué la signature par les dix présidents présents des pays de l'Ohada pour l'Afrique de l'Ouest du projet de statut uniformisé de la profession, « moment historique pour les huissiers de justice d'Afrique » ajoutait-il.

Il appartenait à M. Tia Koné, président de la Cour Suprême de Côte d'Ivoire, d'ouvrir les travaux. M. Koné a émis le souhait de « joindre nos expériences pour parvenir à un meilleur résultat ». « La Côte d'Ivoire reste debout » a-t-il rajouté. « L'Etat de droit est une quête permanente, un combat quotidien, que ne peuvent seuls mener les magistrats. Comme les maillons d'une chaîne, les différents membres de l'institution judiciaire doivent rester unis afin de combattre l'arbitraire. Je souhaite que les travaux de votre colloque aboutissent à des propositions concrètes » concluait-il.

Huissiers de justice africains et protection sociale

En marge des travaux, Francis Guépin (France), membre du bureau de l'UIHJ, dans le cadre de la réflexion menée sur un statut social de l'huissier de justice en Afrique, présentait, en préalable, les divers volets de la protection sociale : la couverture du risque santé, du risque d'accidents de la vie ou du régime de retraite qui pourrait être mis en place en Afrique.

Le premier atelier animé par Claudine Mogni (Bénin), Tano François Wouedje (Côte d'Ivoire) et Francis Guépin (vice président délégué de l'UIHJ) avait pour thème : « Les mécanismes de recouvrement résultant de l'Ohada : quelle efficacité ? ». Il fut d'occasion de dresser l'état des lieux de pratiquement dix années d'application de l'acte uniforme sur le recouvrement.

Le deuxième atelier conduit par Odette Remanda (Gabon) et Rose-Marie Bruno (expert de l'Ecole nationale de procédure de France) fut consacré dans un premier temps à l'étude de la saisie attribution et des problèmes posés notamment quant au manque de collaboration du tiers saisi. Dans un second temps, il concerna la problématique et la spécificité de la saisie des parts sociales. Cet atelier avait pour thème : « La saisie-attribution de créances et la saisie des droits d'associés ».

Le troisième atelier animé par Severin Somda (Burkina Faso) et Anne Kérisit avait pour thème : « La pratique de la saisie-vente au regard de l'Ohada : quel bilan ? »

Le vendredi 2 mars, après un rappel de la synthèse des travaux de la veille par Kouassi Kouadio (conseiller technique au Ministère de la Justice de la République de Côte d'Ivoire), s'ouvrait le quatrième atelier avec pour thème : « Les difficultés dans l'exécution des titres exécutoires ». Il fut conduit par Alphonse Kibakala (Congo), Filifing Dembélé (Mali) et Anne Kérisit.

Le rôle de l'huissier de justice dans l'Etat de droit

Ces deux journées de travail furent l'occasion d'échanges animés entre les participants des diverses délégations dont la présence en nombre fut saluée par le président Crépin Oulai.

Avant de laisser le mot de la fin au président de la Cour suprême de Côte d'Ivoire, Jacques Isnard rappela trois axes qui démontrent à l'évidence le rôle de l'huissier de justice dans l'Etat de droit :

- L'huissier de justice est un gage de sécurité juridique ;
- L'huissier de justice préserve l'effectivité de la décision de justice ;



- L'huissier de justice fait échec à la corruption.

Il revenait au président Koné de clore les travaux, dans l'espoir que son vœu se réalise : « *L'Etat de droit et les pouvoirs publics doivent se soumettre au respect du droit en se soumettant au contrôle juridictionnel* ».

Une série de grandes rencontres pour l'UIHJ

La délégation de l'UIHJ, composée du président Jacques Isnard, de Francis Guépin, membre du bureau et vice président délégué, d'Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et occidentale accompagnée de Jules Cissé Yao, vice président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire, a également été reçue par Charles Konan Banny, premier ministre de Côte d'Ivoire.

Cette audience a été accordée dans le cadre du colloque international. Le thème des deux journées, « l'huissier de justice et l'Etat de droit », adhérait étroitement à la situation conflictuelle que connaît la Côte d'Ivoire et que d'aucuns souhaitent voir sortir.

En dépit de la lourdeur d'un emploi du temps lié aux contraintes d'une actualité politique décisive pour l'avenir du pays, — nous étions ce jour 3 mars, au cœur des conclusions d'un accord de médiation mené par le président de la République du Burkina Faso, Blaise Compaoré — le premier ministre a tenu à manifester son attachement à l'action de l'UIHJ.

A cet égard, M. Charles Konan Banny a insisté — en corrélation avec le thème du colloque — sur le rôle éminent qui incombe aux juristes, et par voie de conséquence aux huissiers de justice, « *un corps de professionnels indispensables* » pour le maintien de l'Etat de droit, ce que ne pouvait démentir Mme Jacqueline Lohoues Oblé, conseiller principal, ancien garde des sceaux, professeur à la faculté de droit d'Abidjan et de surcroît actrice parmi les plus impliquées dans la mise en œuvre du traité de l'Ohada.

L'Ohada devait d'ailleurs être largement abordée dans les discussions en insistant sur l'image positive que renvoyait cet instrument, symbole de la capacité des africains à faire prospérer les acquis en suscitant de surcroît convoitises et admiration. La délégation de l'UIHJ et de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire ne devait pas manquer à cette occasion de mettre l'accent sur les conclusions de la conférence des présidents des chambres nationales d'huissiers de justice qui venaient d'adopter — à l'unanimité — le texte d'un projet d'acte uniforme portant statut unique des huissiers de justice ce qui valut les compliments appuyés du chef de gouvernement ivoirien.

La politique, c'est le pouvoir et le pouvoir, c'est le résultat

Enfin, sur la situation de la Côte d'Ivoire et sur les événements politiques du moment, le premier ministre eut cette réflexion : « *La politique, c'est le pouvoir et le pouvoir, c'est le résultat* ». L'approbation fut unanime sur le fait que les très prochains résultats des pourparlers en cours, espérés comme positifs, conduiraient la Côte d'Ivoire à reprendre ses avancés vers le progrès et le développement « *seulement retardés en raison des circonstances* » devait ponctuer M. Konan Banny avant de saluer l'initiative de l'UIHJ et de dire combien sa présence en ces instants était appréciée comme gage de confiance dans l'avenir du pays, puisque l'UIHJ était l'une des premières organisations internationales à s'afficher à Abidjan dans le cadre d'une grande rencontre internationale.

Ce fut ensuite le tour de M. Mamadou Koné, ministre de la justice, Garde des sceaux, d'échanger avec le président de l'UIHJ quelques propos sur le colloque international en insistant sur l'intérêt du thème qui avait été retenu. M. Koné



Filifing Dembélé, Hortense de Sousa, Polycarpe Dimene Yomda

devait, par ailleurs, s'entretenir avec la délégation ivoirienne sur les problèmes d'actualités de la profession dans le pays.

L'Etat de droit : c'est l'obligation pour le pouvoir de se soumettre au contrôle juridictionnel

Vint ensuite le moment pour M. Tia Koné, président de la Cour suprême de Côte d'Ivoire de recevoir les délégations de l'UIHJ et de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire.

L'entretien particulièrement cordial et chaleureux devait s'articuler autour des questions qu'avait suscité le sujet du colloque c'est-à-dire sur l'Etat de droit. Selon M. Tia Koné, l'Etat de droit c'est « *l'obligation pour les pouvoirs publics de se soumettre effectivement au respect du droit et cela en se pliant au contrôle juridictionnel* ».

Ce qui fit répliquer le président Oulai : « *les huissiers de justice sont des légalistes* ».

Autour de Tia Koné et de Jacques Isnard la discussion devait se poursuivre animée par Me Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique et Me Francis Guépin, vice président délégué de l'UIHJ. Les échanges devaient porter sur les activités de l'huissier de justice, son rôle en Afrique, et sur les progrès considérables accomplis par la profession en l'espace de quelques années. Enfin, la situation de nos confrères ivoiriens devait être abordée, notamment avec les questions tarifaires et celles sur la rémunération restée inchangée depuis 1975 qui devrait, semble-t-il, rapidement évoluer en faveur d'une revalorisation substantielle. Dans ses propos, le président Isnard devait insister sur la contribution de l'huissier de justice dans l'Etat de droit en rappelant les principaux apports de notre profession dans cette matière délicate, à savoir : gage de sécurité juridique, rouage essentiel de tout système judiciaire (en ce qu'il assure l'effectivité de l'exécution des décisions de justice), élément de lutte contre la corruption et hermétisme aux pressions politiques...

En conclusion, le président de l'UIHJ devait encore rappeler (conjointement avec le président Oulai) la reconnaissance conférée à l'huissier de justice en tant « *qu'élément essentiel à l'Etat de droit* ».

Les larges extraits consacrés notamment par les chaînes télévision à ces différents entretiens devaient contribuer à développer l'image médiatique des huissiers de justice de Côte d'Ivoire.

Séverin Somda, Anne Kérisit





Creation in Abidjan of the Standardized Statute of the Profession of Judicial Officer in Africa

It is at the time of the international conference which was held in Abidjan (Ivory Coast) on 1st and 2nd March 2007, under the high patronage of Laurent Gbagbo, President of the Republic, with the topic: "The judicial officer and the State of Law", that the project of the standardized statute of the profession of judicial officer in Africa was finalized, turning this seminar into a historical event.



*Charles Konan Banny, premier ministre de Côte d'Ivoire, avec Jacques Isnard et Francis Guépin
— Charles Konan Banny, Prime Minister of Ivory Coast, Jacques Isnard and Francis Guépin*

A Historical Moment for the Judicial Officers of Africa

The international conference was held in Abidjan in the presence of president Jacques Isnard and of the members of the UIHJ, the experts of the Training Unit of the African judicial officers (Ufohja), of the presidents of ten countries of the zone, members of the UIHJ, the members of the national Chamber of the judicial officers of Ivory Coast and approximately 80 judicial officers of the Ivory Coast.

President Crépin Oulai, president of the National Chamber of the judicial officers of Ivory Coast accommodated the participants and gave the roadmap of the workshops, while insisting on the role of the judicial officer, factor of the maintenance of the State of Law.

In turn, Jacques Isnard, president of the UIHJ, insisted in on the will to build a modern profession of judicial officer for Africa, and greeted the signature of the project of a standardized statute of the profession by the ten present presidents of the Ohada countries for West Africa, "a historical moment for the judicial officers of Africa" he added.

It belonged to Mr. Tia Koné, President of the Supreme Court of Ivory Coast, to open the seminar. Mr. Koné emitted the wish "to share our experiments to arrive to a better result". "The Ivory Coast stands solid" he added. "The State of Law is a permanent search, a daily fight that the judges cannot carry out alone. Like the links of a chain, the various members of the legal institution must remain united in order to fight everything arbitrary. I wish that the works of your conference will lead to specific proposals" he concluded.

African Judicial Officers and Social Protection

On the fringe of the seminar and within the framework of the reflection carried out on the social status of the judicial officer in Africa, Francis Guépin (France), member of the board of the UIHJ, presented, as an introduction, the various aspects of social protection: the covering of the health or accident related risks, or the pension plans which could be set up in Africa.

The first workshop animated by Claudine Mougni (Benign), Tano François Wouedje (Ivory Coast) and Francis Guépin (vice deputy president of the UIHJ) had as a subject: "Mechanisms of enforcement resulting from the Ohada: which



Autour du Ter ministre, Francis Guépin, Jacques Isnard, Honoré Aggrey, Jacqueline Lohoues-Oblé, conseiller principal, ancien garde des Sceaux, Jules Cissé Yao, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Côte d'Ivoire — Around the Prime Minister, Francis Guépin, Jacques Isnard, Honoré Aggrey, Jacqueline Lohoues-Oblé, main advisor, former Minister for Justice, Jules Cissé Yao, Vice-President of the National Chamber of the Judicial Officers of Ivory Coast

effectiveness?" It was the occasion to draw up a summary of practically ten years of application of the uniform act on enforcement.

The second workshop led by Odette Remanda (Gabon) and Rose-Marie Bruno (expert of the French National School of Procedure) was initially devoted to the study of the seizure of bank accounts and the problems arising in particular as for the lack of collaboration of the seized third party. In the second time, it related to the problems and the specificity of the seizure of the social shares. This workshop had as a subject: "The attachment of credits and the seizure of intangible assets". The third workshop animated by Severin Somda (Burkina Faso) and Anne Kérisit had as a subject: "Practice of distress as regards Ohada: which assessment?"

On Friday 2nd March, after a summary of the works of the previous day by Kouassi Kouadio (technical adviser at the Ministry of Justice of the Republic of Ivory Coast), opened the fourth workshop with the topic: "Difficulties in the enforcement of the executory titles". It was led by Alphonse Kibakala (Congo), Filifing Dembélé (Mali) and Anne Kérisit.

The Role of the Judicial Officer in the State of Law

These two working days were the occasion of exchanges between the participants of the various delegations whose presence large number was greeted by President Crépin Oulai.

Before leaving the final word to the president of the Supreme Court of Ivory Coast, Jacques Isnard recalled three axis which obviously show the role of the judicial officer in the State of Law:

- The judicial officer is a legal pledge of safety;
- The judicial officer preserves the effectiveness of the court decision;
- The judicial officer prevents corruption.

President Koné closed the works of the conference, in the hope that his wish



would become reality: *“the State of law and the authorities must submit to the respect of the law while being subjected to a jurisdictional control”*.

A Series of Great Meetings for the UIHJ

The delegation of the UIHJ, consisting in President Jacques Isnard, Francis Guépin, member of the board and delegated Vice-President, Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for central and Western Africa, accompanied by Jules Cissé Yao, Vice-President of the National Chamber of the judicial officers of Ivory Coast, was received by Charles Konan Banny, Prime Minister of Ivory Coast. This audience was granted within the framework of the international conference. The two days topic, *“the judicial officer and the State of law”*, narrowly echoed the conflicting situation in which lies the Ivory Coast and that everyone wish to see the end.

In spite of the heaviness of a timetable related to the constraints of a decisive political news for the future of the country, on 3rd March, in the middle of the conclusions of a mediation agreement carried out by Blaise Compaoré, President of the Republic of Burkina Faso, — the Prime Minister made a point of expressing his attachment to the action of the UIHJ.

In this respect, Mr. Charles Konan Banny insisted — in correlation with the topic of the conference — on the eminent role which falls to the lawyers, and consequently to the judicial officers, *“a body of essential professionals”* for the maintenance of the State of law, which Mrs. Jacqueline Lohoues Oblé, principal adviser, former Minister for Justice, professor at the Faculty of Law of Abidjan and in addition one of the most implied actress in the implementation of the Ohada, could not contradict. The Ohada was to be largely approached besides in the discussions while insisting on the positive image that instrument gives, symbol of the capacity of Africans to build on the assets and causing in addition covetousness and admiration.

The delegation of the UIHJ and the National Chamber of the judicial officers of Ivory Coast did not to miss on this occasion to put the accent on the conclusions of the conference of the presidents of the National chambers of judicial officers who had just adopted — unanimously — the text of a project of an uniform act relating the harmonized statute of the judicial officers. This gave the occasion of the Head of the Government of Ivory Coast to address his warmest congratulations.

Politics is the Capacity and Capacity is the Result

Lastly, on the situation of the Ivory Coast and the current political events, the Prime Minister had this thought: *“Politics is the capacity and capacity is the result”*. Approval was unanimous on the fact that the very next results of the talks in progress, considered to be positive, would lead the Ivory Coast to take further steps towards progress and development *“only delayed because of circumstances”* was to punctuate Mr. Konan Banny before greeting the initiative of the UIHJ and expressing how much its presence in these moments was appreciated like a token of the future of the country, since the UIHJ was one of the first international organizations to meet in Abidjan within the framework of a great international meeting.

It was then the turn of Mr. Mamadou Koné, Minister for justice, to exchange with the president of the UIHJ some remarks on the international conference while insisting on the interest of the topic which had been retained. Mr. Koné was, in addition, to discuss with the delegation of the Ivory Coast on the current problems the profession in the country.



Odette Remanda, Rose-Marie Bruno, Claudine Mougni



Jacques Isnard et les délégations de Côte d'Ivoire, Togo, Tchad, Bénin, Sénégal, Gabon, Mali, Cameroun, Burkina Faso, Congo — Jacques Isnard with the delegations of Ivory Coast, Togo, Chad, Benin, Senegal, Gabon, Mali, Cameroon, Burkina Faso, Congo

The State of Law: the Obligation for the Authorities to Submit to Jurisdictional Control

Then Mr. Tia Koné, president of the Supreme Court of Ivory Coast, greeted the delegations of the UIHJ and the representative of the National Chamber of the judicial officers of Ivory Coast.

The meeting was particularly hearty and warm. It was to be articulated around the questions which the subject of the conference had caused i.e. on the State of Law. According to Mr. Tia Koné, the State of Law is *“the obligation for the authorities to admit the respect of the Law, therefore to submit to a jurisdictional control”*.

To this, President Oulai added: *“the judicial officers are legalists”*.

Lead by Tia Koné and Jacques Isnard, the discussion was to continue with Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for Africa and Francis Guépin, vice-deputy President of the UIHJ. The exchanges were to relate to the activities of the judicial officer, his role in Africa, and on the considerable progress achieved by the profession in the space of a few years. Lastly, the situation of our colleagues of the Ivory Coast was to be approached, in particular with the questions of tariff and with the remuneration which is unchanged since 1975. This, it seems, would quickly to evolve in favor of a substantial revalorization. In his remarks, President Isnard was to insist on the contribution of the judicial officer in the State of Law by recalling the principal contributions of our profession in this delicate matter: guarantor of legal safety, essential workings of any legal system (in what it ensures the effectiveness of the enforcement of court decisions), element of fight against corruption and impervious to political pressures. . .

In conclusion, the president of the UIHJ was to point out (jointly with President Oulai) the recognition conferred on the judicial officer *“as an element essential in the State of Law”*.

The broad extracts devoted in particular by the television channels to these various talks were to contribute to develop the media image of the judicial officers of Ivory Coast.



Le gouvernement allemand décide de créer l'huissier de justice à statut libéral

Le 30 novembre dernier la nouvelle est tombée : les ministres de la justice des 16 Länder que compte l'Allemagne réunis à Bruxelles « sont d'avis que la fonction d'huissier de justice devra être remodelée selon le « modèle de la délégation » afin d'améliorer l'efficacité de l'exécution forcée ».

Remodeler la fonction d'huissier de justice selon le « modèle de délégations » signifie instaurer un nouveau système basé sur le principe de dévolution d'une parcelle de l'autorité publique, non plus à un fonctionnaire de l'État, mais à un professionnel privé (libéral), autrement dit de confier l'exécution des titres exécutoires à des huissiers de justice « privés ».

La note publiée par le Conseil des ministres intitulée « Organisation de la fonction d'huissier de justice : privatisation » faite suite à un long travail de commission visant à étudier les moyens de parvenir à modifier la constitution allemande afin d'engager le parlement à adopter une loi portant réforme de la profession d'huissier de justice.

Dans la même décision les ministres de la Justice ont chargé deux États parmi les 16 qui composent l'Allemagne Fédérale de préparer l'introduction des projets de lois élaborés par la Commission.

Un rapport devra être présenté sur l'avancée des démarches en 2007.

Si l'on considère que voilà quatre ans seulement, les huissiers de justice allemands se prononçaient lors de leur congrès tenu à Stuttgart (15/16 mai 2002) en faveur de la profession libérale on ne peut que se féliciter de la rapidité d'évolution de la situation de nos collègues d'Outre Rhin.

Il va de soit que l'entrée prochaine de nos amis Gerichtsvollzieher dans le cercle des professionnels libéraux va renforcer, davantage encore, la prééminence des huissiers de justice en Europe, lesquels commencent à former, progressivement, un véritable corps de professionnels à fonctions et statuts communs.

Désormais, il devient de plus en plus pertinent de parler d'un « huissier de justice européen ».

The German Government Decides for the Creation of a Liberal Statute for the Judicial Officers

Breaking news on 30th November: in Brussels, the Ministers for justice of the 16 Länder of Germany "think that the function of judicial officer will have to be reorganised according to the "model of the delegation" in order to improve the efficiency of enforcement".

To reorganise the function of judicial officer according to the "model of delegations" means to found a new system based on the principle of a devolution of a part of the public authority, no longer to a civil servant of the State, but to a private liberal professional, in other words to entrust the enforcement of the enforceable titles to "private" judicial officers.

The note published by the Council of Ministers entitled "Organisation of the function of judicial officer: privatisation" followed upon a long commission work aiming at studying the means of managing to modify the German constitution in order to urge the Parliament to adopt a law carrying reform of the occupation of judicial officer.

In the same decision the Ministers for Justice charged two States amongst the 16 which make the German Federation to prepare the introduction of the bills worked out by the Commission.

A report will have to be presented on the projection of the process in 2007.

When considering that only four years ago, the German judicial officers decided at the time of their congress held in Stuttgart (May 15/16, 2002) in favour of the liberal profession, one can only be pleased with the speed at which the situation evolves for our colleagues.

It goes without saying that the imminent entrance of our Gerichtsvollzieher friends in the circle of the liberal professionals will further more reinforce the pre-eminence of the judicial officers in Europe, which start to form, gradually, a true body of professionals with common functions and statutes.

From now on, it becomes increasingly relevant to speak about a "European judicial officer".



L'huissier de justice en Autriche : un exemple à ne pas suivre

Le bureau de l'UIHJ avait demandé à Marc Schmitz, membre du Comité de l'UIHJ, d'organiser une mission d'information en Autriche afin de rencontrer nos confrères et de dresser un état des lieux de la profession d'huissier de justice dans ce pays. Nous vous livrons son compte-rendu.

C'est en date du 10 novembre 2006, que le président honoraire de l'association des huissiers de justice Allemands, Me Eduard Beischall, le président honoraire de la Chambre nationale belge, Me Charles Vanheukelen et moi-même, nous sommes rendus à Vienne pour rencontrer quelques huissiers de justice que nous qualifions plutôt « aux idées libérales » et qui sont plutôt progressistes. Je propose de parcourir très vite les faiblesses du système autrichien et là, je pense, qu'il faut prendre en considération deux volets : d'un côté l'huissier de justice en tant qu'agent d'exécution, et d'un autre côté, la procédure de l'exécution.

Au niveau de l'huissier de justice

Le salaire de l'huissier de justice s'élève, après 30 ans de service, à 1 200 euro net par mois, à majorer des honoraires. Ces honoraires résultent des actes qu'il signifie ou qu'il pose dans le cadre de l'exécution. Cela lui assure encore un revenu supplémentaire de plus ou moins 800 euro net. Donc en résumé, un huissier de justice, après 30 ans de service a un revenu net de 2 000 euro. Alors, il est évident que ceci n'est guère motivant. Un jeune confrère débutant ne touche pas plus que 1 600 à 1 700 euro net par mois.

Il faut savoir qu'il traite environ entre 15 et 20 dossiers par jour, donc une moyenne de plus ou moins 3 000 dossiers d'exécution par an.

Une autre faiblesse de l'huissier de justice autrichien est bien évidemment le fait que l'on ne peut jamais le joindre. Il n'y a aucune obligation légale pour l'huissier de justice d'être joignable, ni pour le créancier, ni pour le débiteur. Il y a des confrères qui sont facilement joignables. En revanche, pour d'autres, être injoignable constitue un moyen d'éviter du travail supplémentaire.

Il faut savoir aussi qu'un créancier ne peut jamais charger un huissier de justice d'une mission, mais doit toujours passer par le tribunal. On estime en outre qu'un contact direct entre le débiteur et l'huissier de justice, en dehors des visites qu'il fait sur place, n'est pas nécessaire.

L'huissier de justice, bien sûr, en étant fonctionnaire, n'est pas responsable pour les actes qu'il accomplit, mais c'est l'Etat qui en est responsable.

Les huissiers de justice n'ont aucune qualification particulière et aucun diplôme n'est requis. Il y a un test d'aptitude qui comporte par exemple une dictée de 10 minutes et quelques tests de logique. Il s'en suit une interview pour voir si le candidat a toutes les aptitudes psychologiques. Ensuite, le candidat débute au sein d'un greffe, un stage d'environ plus ou moins quatre semaines, et après ce court passage dans le greffe, il doit accompagner un huissier de justice pendant environ 3 à 4 mois. Ensuite il peut commencer à travailler seul. Un territoire déterminé lui est attribué.

Il existe cependant des cours de formation, mais ceux-ci ne sont organisés que

par la suite, lorsque, pour des raisons budgétaires, on arrive à réunir 12 ou 15 huissiers de justice. Il se peut très bien qu'un huissier de justice soit déjà en service pendant deux ou trois ans et puis seulement, il peut accéder à ce cours. Celui-ci est de plus ou moins 16 heures par semaine pendant un délai de 3 mois.

Il n'y a, bien évidemment, aucune formation permanente, en cas de modification législative. Il y a cependant la possibilité de suivre une formation spécialisée, mais seulement après six ans de métier. Celui-ci dure environ 3 mois, à concurrence de 8 heures par jour. L'accomplissement de ces cours spécialisés permet d'avoir droit à un salaire plus élevé, 200 euros brut par mois. Cette formation spécialisée n'est pas obligatoire.

Au niveau de la procédure

Au sein du tribunal sont établis des « pools » d'exécutions qui transmettent le dossier d'exécution à l'huissier de justice et qui exercent un contrôle permanent sur celui-ci. L'huissier de justice n'a aucune autonomie et aucun pouvoir de direction de la procédure. C'est la direction de ce pool d'exécution qui détermine toutes les mesures adéquates à prendre.

Alors après que le créancier ait remis un titre exécutoire au tribunal, le tribunal doit encore rendre une ordonnance d'exécution. Celle-ci est signifiée par la voie postale au débiteur. Le débiteur dispose encore d'un délai d'opposition de deux semaines et ce n'est qu'après plus ou moins 5 semaines que l'huissier de justice obtient les pièces pour les exécuter.

Aucun règlement par paiement échelonné n'est possible, sans que l'huissier de justice ne se rende sur place afin de faire une tentative de saisie.

Si le règlement par paiement échelonné est plus long que 4 mois, l'huissier de justice doit obtenir au préalable l'autorisation du directeur du pool.

Sur 3 000 à 3 500 exécutions, il y en a environ 200 qui aboutissent à la saisie. Les 2 800 autres sont des dossiers de déclarations de patrimoine sous serment et classés sans suite. La plupart des huissiers de justice ne sont pas intéressés à négocier un plan d'apurement et de paiement échelonnés avec le débiteur puisqu'il n'y a pas de rétributions supplémentaires, si la créance est réglée sur plusieurs mois.

Une saisie ne coûte que 6 euros, quel que soit le temps que cela prend à l'huissier de justice, et une déclaration de créances sous serment 2 euros. Une signification coûte 1,40 euro. C'est moins cher que la Poste. Une expulsion revient à 30 euros et là aussi, peu importe le temps que cela prend à l'huissier de justice, même s'il doit expulser une entreprise et que cela lui prend 3 jours. Le débiteur ne craint évidemment pas les mesures exécutoires puisque la créance n'est pas augmentée sensiblement.

Alors au cas où l'huissier de justice doit intervenir un samedi ou un dimanche il ne reçoit aucune rétribution supplémentaire pour accomplir son ministère.

Vous allez certes vous poser la question de savoir si c'est tellement important qu'on observe l'évolution de la profession de ce pays qui compte encore moins d'habitants que la Belgique. Je dois malheureusement vous répondre par l'affirmative, puisque le ministère de la Justice autrichien va présenter son système d'exécution dans le cadre de nombreux projets européens dans les pays de l'Est comme « un des systèmes le plus performant et le moins coûteux ».

Dossier à suivre avec attention...

Marc Schmitz, Chargé de mission UIHJ « Autriche »



The Occupation of Judicial Officer in Austria: an Example not to Follow

The board of the UIHJ had required of Marc Schmitz, member of the Committee of the UIHJ, to organise an information mission in Austria in order to meet our fellow-members and to draw up a report on the occupation of judicial officer in this country. Here is his report.

It is on November 10, 2006, that the honorary president of the association of the judicial officers of Germany, Eduard Beischall, the honorary president of the Belgian national Chamber, Charles Vanheukelen and I went to Vienna to meet some judicial officers who are known to have "liberal ideas" and who are rather progressive.

I propose to very quickly evoke the weaknesses of the Austrian system and, in that purpose, I think that it is necessary to take into account two aspects: on one side the judicial officer as an enforcement agent, and on the other side, the enforcement procedure.

On the Level of the Judicial Officer

The wages of the judicial officer amount, after 30 years of service, to 1,200 euro Net, per month, plus fees. These fees result from the documents that he serves or makes within the framework of the execution. That still ensures to him an additional income of more or less 800 euro Net. Thus in short, after 30 years of service, a judicial officer, has a Net income of 2,000 euro. Then, it is obvious that this is hardly a motivation for such work and experience. A young fellow-member beginning does not get more than 1,600 to 1,700 euro Net per month.

It is necessary to know that he treats approximately between 15 and 20 files per day, therefore an average of more or less 3,000 files of execution per year.

Another weakness of the Austrian judicial officer is obviously the fact that it is very difficult to get in contact with him. There is no legal obligation for the judicial officer to be reachable, neither for the creditor, nor for the debtor. There are some who are easily reachable. On the other hand, for some others, being unreachable is a means of avoiding additional work.

It is necessary to realize that a creditor can never charge a judicial officer of a mission, but must always ask the court. Moreover, it is estimated that a direct contact between the debtor and the judicial officer, apart from the visits which he makes on the spot, is not necessary.

The judicial officer, of course, while being a civil servant, is not responsible for the acts which he performs. It is the State which is responsible.

The judicial officers do not have any particular qualification and no diploma is necessary. There is a test of aptitude which comprises for example a 10 minutes dictation and some tests of logic. There is also an interview to check whether the candidate has all the required psychological aptitudes. Then, within a clerk's office the candidate begins a training course of approximately more or less four weeks. After this short passage in the clerk's office, he must accompany a judicial officer during approximately 3 to 4 months. Then he only

can start working. A given territory is allotted to him.

There are however training courses, but those are organised only thereafter, when, for budgetary reasons, one manages to join together 12 or 15 judicial officers. It may very well be that a judicial officer is already in service for two or three years before reaching this course. This course is more or less 16 hours per week during 3 months.

There is, obviously, no continuing education, in the event of legislative modification. There is however the possibility of following a special training, but only after six years of trade. This training lasts approximately 3 months, to the amount of 8 hours per day. The achievement of these specialised courses makes it possible to raise the wages up to around 200 euro per month. This specialised training is not compulsory.

On the Level of the Procedure

"Pools" of enforcement are established within the court. They transmit the file of execution to the judicial officer and exert a permanent control on him. The judicial officer does not have any autonomy and any managerial capacity on the procedure. It is the board of this pool of execution which determines all adequate measurements to take.

After the creditor gave an enforceable title to the court, the court must still issue an enforcement order. This order is served to the debtor by the post. The debtor contest the order for two weeks and it is only after more or less 5 weeks that the judicial officer gets the documents to carry them out.

No payment by instalments is possible, without the judicial officer visiting the debtor in order to make an attempt at seizure.

If the instalments are set for a period of more than 4 months, the judicial officer must obtain as a preliminary the authorisation of the board of the pool.

Of 3,000 to 3,500 executions, there are approximately 200 of them which lead to a seizure. The 2,800 others consist in files of declarations of assets under oath and are classified without continuation. The majority of the judicial officers are not interested in negotiating a plan of discharge and payment by instalments with the debtor since there are no additional remunerations, if the debt is paid over several months.

A seizure costs only 6 euro, whatever time is spend by the judicial officer to perform it, and a declaration of assets under oath is paid 2 euro. A service of document costs 1.40 euro. It is less expensive than the Post office. An eviction amounts to 30 euro and there again, whatever time it takes to the judicial officer, even if the eviction of a company takes 3 days or more. Obviously the debtor does not fear enforcement since the debt is not increased appreciably. Moreover if the judicial officer must intervene on Saturday or Sunday he does not receive any additional remuneration to achieve his work.

You will certainly ask yourself the question whether it is important to observe the evolution of the profession in this country, which counts even less inhabitants than Belgium. I must unfortunately answer you by the affirmative, since the Austrian ministry for Justice will present its system of enforcement within the framework of many European projects in the Eastern European countries as "one of the least expensive and most powerful systems".

To be followed...

Marc Schmitz

Mission UIHJ "Austria" co-ordinator



Conférence internationale de Bakou (Azerbaïdjan) des 29-30 novembre 2006 : une ouverture vers l'Orient

Les 29 et 30 novembre 2006, l'UIHJ a participé à Bakou à la conférence de présentation du rapport final du projet Tacis sur l'aide aux huissiers de justice d'Azerbaïdjan mis en concours par la Commission européenne et gagné par l'UIHJ.



Jacques Isnard & Firrat Mamedov, ministre de la justice d'Azerbaïdjan – Minister for Justice of Azerbaijan

Pendant la conférence – During the conference



Le couronnement de deux années de travail

C'est en 2004, que l'UIHJ avait remporté le « marché d'appui » aux huissiers de justice d'Azerbaïdjan mis en concours par la Commission européenne. Durant deux années, Bernard Menut, directeur du projet et représentant l'UIHJ, et toute une équipe d'experts constituée pour la plupart d'huissiers de justice venant de différents pays a œuvré au projet de modernisation des institutions judiciaires d'Azerbaïdjan.

Les 29 et 30 novembre 2006 à Bakou, le comité de direction et les experts ont présenté leur rapport final sous la forme d'une synthèse des opérations. Cette ultime rencontre, qui marquait en quelque sorte le couronnement des travaux, a revêtu une solennité particulière.

La cérémonie d'ouverture était placée sous l'autorité du ministre de la justice M. Firrat Mamedov qu'accompagnaient M. Vlarjet H. Zahirov, vice ministre de la justice et M. Husseyn Alikhanov, directeur du département des huissiers de justice, outre de nombreuses personnalités parmi lesquelles on remarquait la présence des principaux directeurs du ministère de la justice ainsi que de hauts magistrats. L'Ambassade de France était représentée par M. Sylvain Guiaugue, premier conseiller.

Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, le président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, Paul Rochard, et Abel Pansard, président de l'Ecole nationale de procédure française (ENP), figuraient encore parmi les personnalités du monde professionnel, tandis que le Conseil de l'Europe était représenté par Mme Muriel Decot et l'Union européenne par M. Kaido Sirel. Un très large panel d'huissiers de justice venant de nombreux pays participaient encore à cette manifestation au rang desquels on relevait : Adrian Stoica (Roumanie) ; Mariana Obretexnova (Bulgarie), Levan Andriashvili et David Marghania (Georgie) Irak Yelekeyev, vice président de la Cour suprême du Kazakhstan et Marc Schmitz (Belgique).

La délégation française était constituée d'un collègue d'experts, comprenant, au côté de Bernard Menut, Dominique Mahieux, Françoise Andrieux, Guy Duvelloy et Patrick Safar.

Enfin, nos notions les présences de Marco Corsi (Tacis), Ilham Abbasov (Azerbaïdjan) Lothar Hahn et Jan Anruch (Tacis) et Wolfrang Sporrer (coordinateur).

Jacques Isnard & Firrat Mamedov – Au centre, Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France et Muriel Decot, représentant le Conseil de l'Europe – At the Centre, Paul Rochard, President of the French National Chamber of Judicial Officer and Muriel Decot, representative of the Council of Europe





La route vers les Etats du Caucase

Au-delà des rapports présentés par les différents orateurs, cette conférence internationale a été remarquable par la richesse des communications démontrant l'ampleur considérable du travail accompli par le comité. En outre, les conclusions ont indiscutablement permis d'ouvrir des brèches sur l'avenir.

En effet, la route vers les Etats du Caucase et l'Asie semble désormais ouverte pour l'UIH. L'Azerbaïdjan certes, mais aussi la Georgie et encore le Kazakhstan sont prêts, à des niveaux différents, à se pencher sur les perspectives de création d'un professionnel libéral de l'exécution dans leur pays respectif.

Les observateurs ont d'ailleurs été surpris par la particulière connaissance de l'huissier de justice libéral par certains intervenants, notamment parmi ceux venant d'Azerbaïdjan mais aussi encore par ceux du Kazakhstan où le principe semble même politiquement admis.

Il convient de remarquer que tous ces Etats sont pourvus d'un régime juridique basé sur le code « Napoléon » (code civil) ce qui a pour effet de simplifier la compréhension et de rendre plus aisé la communication. En outre, les experts orientaux sont nombreux à avoir plus ou moins récemment effectué visites, stages ou missions d'études spécialement en France.

Le passage vers l'huissier de justice libéral

Le passage de l'agent d'exécution (fonctionnaire) vers l'huissier de justice (privé ou libéral), chacun en convient à Bakou, paraît inéluctable, mais la question qui se pose est celle de savoir à quel moment. Car il subsiste toujours quelques écueils d'ordre institutionnel d'un part et administratif d'autre part. Quoiqu'il en soit si l'on veut bien considérer que l'huissier de justice, qui est désormais une réalité communautaire (exceptés la Scandinavie, l'Italie, l'Autriche et Malte), doit encore chercher à s'étendre, force est de constater que les perspectives qu'offrent les nouveaux espaces des anciens territoires de l'Union soviétique s'avèrent propices aux actions de prospections.

A cet égard, il est indéniable que l'Azerbaïdjan constitue une plate forme de choix pour promouvoir notre profession vers l'Orient.

La qualité de l'accueil, quasi légendaire chez nos amis azéris, n'est pas usurpée et le projet avancé par M. Mamedov, ministre de la Justice tant pour ce qui concerne la formation, suivie avec l'ENP et le président Pansard, que la mise en œuvre de la profession libérale avec en préalable un séminaire international dans les mois à venir, constitue le témoignage éloquent de la volonté de consolider, davantage encore, les fortes relations nouées à l'occasion de cette conférence internationale.

Les participants – The participants



International Conference in Baku (Azerbaijan) on November 29th-30th, 2006: A Passage to the East

On November 29th and 30th, 2006 in Baku, the UIH took part in the conference presenting the final report of the European Commission Tacis Project on the assistance to the judicial officers of Azerbaijan and won by the UIH.

The Crowning Achievement of Two Years Work

It is in 2004, that the UIH had won the "assistance" tender to the judicial officers of Azerbaijan set by the European Commission. During those two years, Bernard Menut, director of the project, represented the UIH. A team of experts made up from a majority of judicial officers coming from various countries, has worked on the project of modernising the legal institutions of Azerbaijan.

On November 29th and 30th, 2006 in Baku, the Management Committee and the experts presented their final report in the form of a summary of the operations.

This ultimate meeting, which marked to some extent the crowning achievement of the works, took on a particular solemnity.

The opening ceremony was placed under the authority of the Minister for Justice Mr. Firrat Mamedov, who was accompanied by Mr. Vlarjet H. Zahirov, Vice Minister for Justice and Mr. Husseyn Ali Khanov, Director of the Department of the Judicial Officers. Many other personalities attended. One noticed the presence of the principal directors of the Ministry for Justice as well as high-ranking magistrates. Mr. Sylvain Guiaugue, first advisor, represented the Embassy of France.

In attendance was President of the UIH, Jacques Isnard, the President of the National Chamber of the Judicial Officers of France, Paul Rochard, and Abel Pansard, President of the French National School of procedure (ENP). Among the personalities of the professional world, Mrs Muriel Decot, and the European Union by Mr. Kaido Sirel represented the Council of Europe. A very broad panel of judicial officers coming from many countries also took part in this meeting,

La Maiden Tower, symbole de Baku – The Maiden Tower, symbol of Baku





*Firrat Mamedov, ministre de la justice d'Azerbaïdjan
— Minister for Justice of Azerbaijan*



Pendant la conférence — During the conference

such as: Adrian Stoica (Romania); Mariana Obretexnova (Bulgaria), Levan Andriashvili and David Marghania (Georgia) Iraq Yelekeyev, Vice President of the Supreme Court of Kazakhstan and Marc Schmitz (Belgium). The French delegation consisted of a college of experts, including Bernard Menut, Dominique Mahieux, Françoise Andrieux, Guy Duvelleroy and Patrick Safar and lastly was Marco Corsi (Taxis), Ilham Abbasov (Azerbaijan), Lothar Hahn and Jan Anruch (Taxis) and Wolfrang Sporrer (coordinator).

The Road to the Caucasian States

Beyond the reports presented by the various speakers, this international conference was marked by the richness of the communications showing the considerable extent of the work achieved by the committee. Moreover, the conclusions indisputably made it possible to open ways for the future. Indeed, the road to the Caucasian States and Asia seems open from now on to the UIHJ. Azerbaijan, but also Georgia and also Kazakhstan are ready, on different levels, to consider the prospects for the creation of a body of liberal professionals in charge of the enforcement in their respective country. The observers were surprised by the wide knowledge of the liberal judicial officer shown by certain speakers, in particular, those coming from Azerbaijan, but also by those of Kazakhstan where the principle itself seems politically admitted. All these States are equipped with a legal status based on the code "Napoleon" (civil code) which simplifies the understanding of the law and facilitates communication. Moreover, the Eastern experts are numerous who have more or less recently had training courses or study visits abroad, especially in France.

Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ — Secretary of the board of the UIHJ, Firrat Mamedov



The Passage Towards the Liberal Judicial Officer

Everyone in Baku agreed - The passage of the civil servant enforcement agent towards the liberal judicial officer appears inescapable. But the remaining question - that of knowing when. Some problems of institutional and administrative nature always remain.

If one wants to consider that the judicial officer, who is from now on a community reality (apart from Scandinavia, Italy, Austria and Malta) that still seeks to extend.

It is a reality to state that the prospects offered by the new areas of the old territories of the Soviet Union prove favourable with the prospective actions. In this respect, it is undeniable that Azerbaijan constitutes a main platform to promote our profession to the East. The quasi-legendary welcome of our Azeri friends is not usurped and the project proposed by Mr. Mamedov, Minister for Justice, relating to training with the ENP and President Pansard, as well as the implementation of a liberal profession with a pre-requisite of an international seminar in the coming months, constitutes the bursting testimony of the will to consolidate even more the strong relations tied at the time of this international conference.

*Présentation de la plaquette internationale de l'Ecole nationale de procédure de France
— Presentation of the international brochure of the French National School of Procedure*



Une page du site Internet du ministère de la justice d'Azerbaïdjan — A page from the Website of the Ministry of Justice of Azerbaijan



Bulgarie : les huissiers de justice indépendants construisent l'avenir

Le long de la Maritza parfois impétueuse¹ s'étend la 2e ville de Bulgarie, Plovdiv, choisie par la chambre des huissiers de justice privés de Bulgarie pour tenir sa première assemblée générale annuelle à l'hôtel Maritza. 125 huissiers de justice privés s'étaient donnés rendez vous le 27 janvier 2007 pour ce moment important de leur vie corporative.

Le choix des créanciers

Le professionnalisme de cette toute jeune profession privée en Bulgarie (la plupart d'entre eux sont installés depuis 3 à 4 mois) impressionne l'observateur. Le président de la Chambre, Georgi Dichev et les membres de son bureau avaient convié l'UIH² à prendre part à cette manifestation, de même que les représentants du monde économique, la presse nationale, et les autorités judiciaires du pays.

La chambre nationale des huissiers de justice privés de Bulgarie fourmille d'idées pour développer l'activité économique pourtant déjà soutenue — campagne de promotion de la profession — formation professionnelle intensive — signature électronique — développement de nouvelles activités.

La Bulgarie présente la particularité de voir cohabiter des huissiers de justice privés et fonctionnaires, avec les mêmes activités et le même tarif. Seuls le professionnalisme, le service offert, l'efficacité déterminent la clientèle dans son choix de l'huissier de justice chargé d'exécuter la décision de justice. Il semble bien que les créanciers aient déjà fait leur choix, tant les transferts de dossiers sont légions depuis les huissiers de justice fonctionnaires vers les huissiers de justice privés. Lassés par des années d'attentisme, d'inefficacité, les créanciers bulgares se tournent en masse vers les nouveaux huissiers de justice privés pour l'exécution des décisions de justice³.

Avatars

L'activité ne manque donc pas dans un pays qui vient d'intégrer l'Union européenne depuis le 1er janvier 2007 et qui a sans doute quelques difficultés avec la mise en œuvre de toutes les réformes qui en découlent. Cette marche forcée vers l'avenir ne se fait toutefois pas sans quelques avatars pour les huissiers de justice privés. Deux exemples en sont l'illustration.

1 - Le projet d'instauration de la TVA pour les huissiers de justice tend à exonérer les huissiers fonctionnaires d'appliquer cette taxe. Ce traitement différencié a pour effet de créer une distorsion pour les débiteurs qui verront les frais augmenter de 20% s'ils sont poursuivis par un huissier de justice privée,



*Georgi Dichev, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie
— President of the National Chamber of the Judicial Officers of Bulgaria*

alors que les frais resteront étals si les poursuites sont faites par un huissier fonctionnaire.

La Chambre nationale des huissiers de justice privés conteste la constitutionnalité d'un tel texte et une action est en cours, comme l'a souligné Me Georgi Dichev. Pour sa part, Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ, souligna qu'un tel traitement différencié relevait de la violation de l'article 6 § 1 de la convention européenne des droits de l'homme. Depuis l'arrêt Horsnby les huissiers de justice savent que l'exécution est un élément du procès équitable et depuis le plus récent arrêt Pini, ils sont reconnus comme un élément essentiel distinctif d'un Etat de droit. Le débiteur pour sa part a droit à une exécution équitable et l'application de la TVA (telle qu'elle est envisagée actuellement par le gouvernement bulgare pour les huissiers de justice privés) crée une situation inéquitable pour le débiteur⁴.

On peut raisonnablement espérer que le gouvernement bulgare va revoir sa copie afin que l'application de la TVA se fasse à contraintes constantes pour le débiteur.

2 - L'accès à l'information concernant les biens du débiteur rencontre des difficultés inattendues pour les huissiers de justice privés. Même si l'accès est largement ouvert, ils doivent en effet payer pour obtenir certaines informations, alors même que leurs collègues fonctionnaires n'ont pas à payer pour les obtenir. Le devraient-ils, qu'ils ne disposent d'ailleurs pas d'argent et de budget pour le faire. Là encore le traitement inéquitable fait au débiteur (qui en final est celui qui paye les frais) doit prendre fin grâce à l'action des huissiers de justice privés.

1. 2e fleuve de Bulgarie après le Danube.

2. Représentée par Bernard Menut (France) secrétaire du bureau, et Adrian Stoïca (Roumanie), trésorier adjoint.

3. En 3 mois, la profession privée a recouvré 90 millions de levas — 45 millions d'euros immédiatement réinjectés dans l'économie bulgare.

4. Les huissiers de justice privés seraient soumis à la TVA — 20 % - alors que leurs collègues fonctionnaires en seraient exonérés.



Un capital confiance élevé

Dans son rapport moral, le président Georgi Dichev souligna combien l'aide de l'UIH fut précieuse lors de l'élaboration des textes de la profession, spécialement au moment de la rédaction du statut, de la discussion tarifaire ou encore de la formation professionnelle. Les experts de l'UIH⁵ s'étaient rendus en Bulgarie pour soutenir le processus de réforme.

Georgi Dichev dénonça les agressions et intimidations dont certains professionnels privés avaient fait l'objet sans que cela puisse changer la détermination des huissiers de justice privés d'accomplir leur tâche. Il se félicita du soutien reçu de la part des autorités judiciaires à l'occasion de ces regrettables événements.

La volonté affichée de conserver des très hauts standards déontologiques et éthiques permettra de valoriser l'image de l'huissier de justice privé en Bulgarie. La chambre nationale des huissiers de justice privés de Bulgarie a bien compris que l'éthique est aussi nécessaire que l'activité pour la profession. Nul doute que les propos de Georgi Dichev en ce sens seront très appréciés des autorités judiciaires et politiques du pays, mais aussi de l'opinion publique.

Le capital confiance envers les huissiers de justice privé est élevé, et la profession doit faire tout ce qui sera nécessaire pour le maintenir voire l'accroître. L'avenir économique et politique de la profession se joue sur sa capacité à convaincre et à plaire dans un pays qui joue désormais dans la « cour des grands ».⁶



Pendant la conférence – During the Conference

Les participants – Une partie des participants



5. Jos Uitdehaag (Hollande) et Bernard Menut (France), avec Patrick Safar (France).

6. Union européenne composée de 27 partenaires.

Bulgaria: the Independent Judicial Officers Build the Future

Along the sometimes impetuous Maritza river¹ lays the second town of Bulgaria, Plovdiv, which was the choice of the chamber of private judicial officers of Bulgaria to hold its first annual general assembly at the Maritza hotel. 125 private judicial officers convened on January 27, 2007 for this important moment of their corporative life.

The Choice of the Creditors

The professionalism of this very young private profession in Bulgaria (the majority of them are installed since 3 to 4 months) impresses the observer. The president of the Chamber, Georgi Dichev and the members of his board had invited the UIH² to take part in this meeting, as well as the representatives of the economic world, the national press, and the legal authorities of the country.

The national chamber of the private judicial officers of Bulgaria swarms with ideas to develop the however already constant economic activity – promotion campaign of the profession – intensive vocational training – electronic signature – development of new activities.

Bulgaria has the specificity of seeing cohabiting private judicial officers and civil servants, both sharing the same activities and the same tariff. Only professionalism, the service offered, and the effectiveness, determine the customers in his choice of the judicial officer in charge of carrying out the court decision. It seems that the creditors already made their choices, as shows the numerous transfers of files from civil servants judicial officers towards the private judicial officers. Tired by years of wait-and-see policy and inefficiency, the Bulgarian creditors turn in mass to the new private judicial officers to enforce court decisions³.

Misadventures

The activity thus does not miss in a country which has just integrated the European Union since January 1, 2007 and which undoubtedly has some difficulties with the implementation of all the reforms which result from this. However this forced march towards the future is not done without some misadventures for the private judicial officers, as show the two following examples. 1 - The project of introduction of the VAT for the judicial officers tends to exonerate the civil servants judicial officers from it. This differentiated treatment causes to create a distortion for the debtors who will see the expenses increasing by 20% if they are enforced by a private judicial officer, whereas the expenses remain equal if the enforcement is carried out by a civil servant judicial officer.

- 1. 2nd river of Bulgaria after the Danube.
- 2. Represented by Bernard Menut (France), secretary of the board and Adrian Stoica (Romania), assistant Treasurer.
- 3. In 3 months, the private profession recovered 90 million raised - 45 million euros immediately reinvested in the Bulgarian economy.



The national Chamber of private judicial officers disputes the constitutionality of such a text and an action is in hand, as underlined by Georgi Dichev. For his part, Bernard Menut, secretary of the board of UIHJ, stressed that such a different treatment would raise the question of the violation of article 6-1 of the European Convention of Humans Rights. Since the Horsby case the judicial officers know that enforcement of court decision is an element of an equitable lawsuit, and since the more recent Pini case, they are recognised as a distinctive essential element of a State of law. For his part, the debtor is entitled to an equitable enforcement and the application of the VAT (such as it is currently considered by the Bulgarian government for the private judicial officers) creates an inequitable situation for the debtor.

One can reasonably hope that the Bulgarian government will re-examine its project so that the application of the VAT is done with constant constraints for the debtor⁴.

2 - The access to information concerning the assets of the debtor encounters unexpected difficulties for the private judicial officers. Even if the access is largely open, they must indeed pay to obtain certain information, while at the same time their civil servant colleagues do not have to pay to obtain them. If they had to, they wouldn't be in a position to do so, by lack of funds. There again, the inequitable treatment made to the debtor (who finally is the one who pays the expenses) must end thanks to the action of the private judicial officers.

A High Level of Trust

In his moral report, President Georgi Dichev underlined how invaluable was the help of the UIHJ during the drafting of the texts relating to the profession, especially at the moment of the drafting of the statute, the discussion of the tariff discussion or the vocational training. The UIHJ experts⁵ had gone to Bulgaria to support the reform process.

Georgi Dichev denounced the aggressions and intimidations that certain private professionals had been the object of without changing the determination of the private judicial officers to achieve their aims. He was pleased with the received support on behalf of the legal authorities at the time of these regrettable events.

The will to preserve very high ethical standards will make it possible to develop the image of the private judicial officer in Bulgaria. The national chamber of private judicial officers of Bulgaria clearly understood that ethics is as necessary as the activity for the profession. There is no doubt that Georgi Dichev's remarks in this direction will be well appreciated from the legal and political authorities of the country, but also from the public opinion.

The high level of confidence towards the private judicial officers is high, and the profession must do all that will be necessary to maintain it and even to increase it. The economic and political future of the profession is exploited its capacity to convince and like in a country which plays from now on in the "major league"⁶.

4. The private judicial officers would be subjected to the VAT - 20% - whereas their civil servants colleagues would be exonerated from it.

5. Jos Uitdehaag (Holland) and Bernard Menut (France), with Patrick Safar (France).

6. European Union made up of 27 partners.

Participation de l'UIHJ à la 8e réunion plénière de la CEPEJ

L'UIHJ a été invitée à participer des 6 au 8 décembre 2006 au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg à la 8e réunion plénière de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ).

Des résultats concrets

La Commission pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe a été créée en 2002. Elle a pour objet l'amélioration de l'efficacité et du fonctionnement de la justice dans les Etats membres, et le développement de la mise en œuvre des instruments élaborés par le Conseil de l'Europe dans ce but. Pour réaliser ces différentes tâches, la CEPEJ met au point des indicateurs, collecte et analyse des données, définit des mesures et des moyens d'évaluation, rédige des documents (rapports, avis, lignes directrices, plans d'action, etc.), tisse des liens avec les instituts de recherche et les centres de documentation, invite des personnalités qualifiées, des ONG, procède à des auditions, développe des réseaux de professionnels de la justice. Dans le cadre de ses travaux, la CEPEJ a élaboré le texte de la Recommandation (2003)17 du 9 septembre 2003 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice.

La 8e réunion plénière de cette commission était présidée par son président, Eberhard Desch, entouré de Stéphane Leyenberger, secrétaire, Muriel Decot, secrétaire adjointe et Pim Albers, conseiller spécial. Les quarante-six Etats membres du Conseil de l'Europe étaient représentés à l'exception de l'Albanie, du Liechtenstein, de Saint-Marin, de la Serbie et de l'Ukraine. Parmi les Etats observateurs figuraient le Saint-Siège, le Japon et le Monténégro. L'UIHJ, en qualité de membre observateur, était représentée par son 1er secrétaire, Mathieu Chardon. Les autres membres observateurs étaient constitués par des

Le siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg (France) – The Council of Europe in Strasbourg (France)





représentants de conseils de barreaux européens, d'associations et fédérations européennes de juges, de magistrats et de procureurs, le Réseau européen de formation judiciaire, la Cour européenne des droits de l'homme, le Comité européen de coopération juridique, le Comité européen pour les problèmes criminels, et le Comité directeur pour les droits de l'homme.

La séance d'ouverture a débuté par une intervention de Guy de Vel, directeur général des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe, qui a insisté sur l'importance de la CEPEJ et la qualité du travail accompli par cette commission. Puis ce fut le tour de Guy Canivet, premier président de la Cour de cassation française de présenter une allocution pour introduire le thème de : « Pour une architecture pour la formation des magistrats appelés à exercer des fonctions de chefs de grandes juridictions, dans le cadre des activités de coopération bilatérale de la CEPEJ ».

M. Desch a ensuite rappelé que la CEPEJ devait fournir des résultats concrets, lesquels devaient être les points centraux des considérations de la Commission.

Parmi les réunions récentes auxquelles ont participé la CEPEJ, Muriel Decot a donné un bref compte-rendu de la conférence finale qui s'est tenue fin novembre à Baku (Azerbaïdjan) dans le cadre du projet Tacis sur l'exécution des décisions de justice et le statut des agents de l'exécution, et dont l'UIHJ était attributaire. Mme Becot y a présenté la recommandation (2003)17 du 9 septembre 2003. Elle a rappelé la présence d'une cinquantaine d'huissiers de justice à ce séminaire ainsi que des représentants du ministère de la justice d'Azerbaïdjan.

Des développements significatifs dans les Etats membres

Puis les représentants des Etats membres du Conseil de l'Europe ont exposé les développements significatifs récents dans le domaine judiciaire dans leurs pays. Il en ressort que la quasi-totalité des pays du Conseil de l'Europe procèdent actuellement ou ont procédé à des réformes — souvent profondes pour les pays en transition — des institutions judiciaires. Les technologies modernes prennent une place de plus en plus importante dans ces réformes. Il a été évoqué un

programme informatique turc très avancé destiné à gérer de façon informatisée le traitement des dossiers des tribunaux et des archives des juridictions, au moyen d'une liaison satellitaire. Ce système de E-Justice devrait être mis en place en 2007 en Turquie. La Fédération de Russie travaille actuellement sur un projet qui permettrait, en matière criminelle, d'éviter à l'accusé emprisonné de comparaître physiquement à l'audience, grâce à un système de vidéoconférence. Il a également été question de communication électronique au sein des juridictions et de l'éventualité de notifier des documents par cette voie. La publication sur Internet de l'ensemble des décisions rendues par les juridictions ou l'enregistrement des audiences a également été évoquée dans certains pays. Ces propositions, qui sont faites dans un but de transparence, ne manquent pas de poser un certain nombre de questions en matière de respect du droit à la vie privée.

La centralisation et la réduction du nombre de juridictions ou de recours sont également constatées dans un certain nombre d'Etats comme la Suède, la Suisse, l'Espagne, la Finlande, le Danemark, Malte, la Bosnie et Herzégovine...

Pour certains pays d'Europe de l'Est et d'Europe centrale et orientale (Fédération de Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Moldavie...) des réformes structurelles sont en cours et visent à moderniser les institutions judiciaires. Elles permettront également aux professionnels du droit de travailler dans des conditions matérielles plus favorables (réfection et aménagement des locaux et des tribunaux, informatisation...).

Une évaluation des systèmes judiciaires européens

Le rapport 2006 sur les systèmes judiciaires européens (chiffres 2004) a été commenté. Ce rapport très complet dans son champ traite sur plus de 200 pages de l'état des systèmes judiciaires dans les 46 Etats membres du Conseil de l'Europe. Il concerne les points suivants :

- budgets alloués à la justice (tribunaux, ministère public, aide judiciaire) ;
- les usagers des tribunaux ;
- les tribunaux ;
- les juges, Rechtspfleger et personnel des tribunaux ;

Eberard Desch, président de la CEPEJ — President of the CEPEJ





- le procès équitable dans un délai raisonnable ;
- les procureurs ;
- les avocats ;
- l'exécution des décisions judiciaires ;
- les notaires ;
- les mesures alternatives au règlement des litiges ;
- les systèmes judiciaires.

L'excellent impact de ce document a été salué par tous et une revue de presse a été commentée par les participants.

Plusieurs autres rapports préparés par la CEPEJ ont été présentés puis approuvés par l'assemblée. Parmi les travaux, citons ceux relatifs au programme cadre : « Un nouvel objectif pour les systèmes judiciaires européens : le traitement de chaque cas dans un délai optimal et prévisible ». Figurait également le rapport sur « L'évaluation de l'impact des recommandations du Conseil de l'Europe en matière de médiation », actuellement en préparation.

D'excellentes relations entre la CEPEJ et l'UIHJ

Les membres observateurs ont présenté leurs activités en cours intéressant la CEPEJ. Pour le compte de l'UIHJ, Mathieu Chardon a remercié M. Desch pour son invitation. Il a souligné les excellentes relations entre les deux organisations et a rappelé combien les travaux de la CEPEJ pouvaient influencer, directement ou indirectement, sur le développement de la profession d'huissier de justice en Europe et dans le monde. Le 1er secrétaire de l'UIHJ a indiqué combien l'UIHJ approuvait la Recommandation (2003)17 et en assurait la promotion dans tous les pays membres, y compris en dehors de l'Europe, en Asie, en Afrique ou en Amérique. Mathieu Chardon a salué la présence de M. Pim Albers, conseiller spécial de la CEPEJ, lors du congrès international de Washington. Il a ensuite fait une présentation des activités de l'UIHJ et des projets en cours, notamment ceux relatifs à la création d'un code mondial de l'exécution, aux normes mondiales de signification et au récent programme de pluridisciplinarité pour la profession d'huissier de justice développé en 16 points.

Le nouveau site — très complet — de la CEPEJ a été dévoilé. Il est possible d'accéder à ce site en cliquant sur le lien suivant :

http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/cepej/default_fr.asp

La 8e réunion plénière de la CEPEJ était également l'occasion de procéder à l'élection du nouveau président et des membres du bureau. Le nouveau bureau de la CEPEJ est constitué comme suit :

- Fausto de Santis (Italie) : président ;
- John Stacey (Royaume Uni) : vice-président ;
- Elsa Garcia-Matras de Blas (Espagne) et Margus Sarapuu (Estonie), membres.

L'UIHJ salue l'excellent travail accompli par M. Desch et les relations privilégiées entretenues entre les deux organisations. L'UIHJ adresse ses félicitations au nouveau président de Santis et lui assure de sa volonté de poursuivre ses bonnes relations avec la CEPEJ.



Pendant la réunion — During the meeting

Participation of the UIHJ at the 8th Plenary Meeting of the CEPEJ

The UIHJ was invited to take part from 6 to 8 December 8, 2006 at the Council of Europe in Strasbourg in the 8th plenary meeting of the European Commission for the efficiency of justice (CEPEJ).

Concrete Results

The Commission on the efficiency of justice (EPEJ) of the Council of Europe was created in 2002. Its aim is the improvement of the efficiency and functioning of justice in the member States, and the development of the implementation of the instruments adopted by the Council of Europe to this end. In order to carry out these different tasks, the CEPEJ prepares benchmarks, collects and analyses data, defines instruments of measure and means of evaluation, adopts documents (reports, advices, guidelines, action plans, etc), develops contacts with qualified personalities, non-governmental organisations, research institutes and information centres, organises hearings, promotes networks of legal professionals.

Within the framework of its work, the CEPEJ elaborated the text of the Recommendation (2003) 17 of September 9, 2003 of the Committee of the Ministers for the Council of Europe to the Member States on enforcement.

The 8th plenary session of this commission was chaired by its president, Eberhard Desch, assisted by Stephan Leyenberger, secretary, Muriel Decot, assistant secretary and Pim Albers, special adviser. The forty six Member States of the Council of Europe were represented except for Albania, Liechtenstein, San Marino, Serbia and the Ukraine. Among the observant States appeared the Holy See, Japan and Montenegro. The UIHJ, as in observer, was represented by its 1st secretary, Mathieu Chardon. The other observers consisted in representatives of councils of European bars, associations and federations of European judges, magistrates and prosecutors, the European Judicial Training Network, the European Court of Human rights, the European Committee on legal co-operation, the European Committee for criminal problems, and the Steering Committee for Human rights.

The meeting begun with an intervention from Guy de Vel, Director General of Legal Affairs of the Council of Europe, who insisted on the importance of the CEPEJ and the quality of the work achieved by this commission. Then it was the



Le bureau de la CEPEJ – The board of the CEPEJ

turn of Guy Canivet, first president of the French Court de Cassation to present a short speech to introduce the topic of: "An architecture for the training of judges and prosecutors who could exercise the functions of Heads of large courts, within the framework of the bilateral cooperation activities of the CEPEJ".

Mr. Desch then pointed out that the CEPEJ was to provide concrete results, which were to be the central points of the considerations of the Commission. Among the recent meetings in which the CEPEJ took part, Muriel Decot gave a short report of the final conference which was held at the end of November in Baku (Azerbaijan) within the framework of the Tacis project on the execution of court decisions and the statute of enforcement agents, of which assigned to the UIHJ. Mrs Decot presented there the recommendation Rec(2003)17 of September 9, 2003. She mentioned the presence of about fifty judicial officers to this seminar as well as representatives of the ministry of justice of Azerbaijan.

Significant Developments in the Member States

Then the representatives of the Member States of the Council of Europe exposed the recent significant developments in the legal field in their countries. This reveals that the near total of the countries of the Council of Europe are currently – or have been – in the process of reforms of their legal institutions – often deep for the countries in transition. Modern technologies take an increasingly important place in these reforms. It was evoked a very advanced Turkish data-processing program intended to manage in a computerized way the treatment of the files of the courts and files of the jurisdictions, by means of a satellite connection. This system of E-Justice should be set up in 2007 in Turkey. The Russian Federation currently works on a project which would allow, in criminal matter, to avoid the imprisoned defendant to appear physically at the court hearing, thanks to a system of videoconference. It was also question of electronic communication within the jurisdictions and the possibility to notify documents by this way. The publication on the Internet of the whole of the decisions rendered by the jurisdictions or the recording of the court hearings was also evoked in certain countries. These proposals, which are made with an aim of transparency, do not fail to pose a certain number of questions as regards respect of right to privacy.

The centralization and the reduction of the number of jurisdictions or recourses are also noted in a certain number of States like Sweden, Switzerland, Spain, Finland, Denmark, Malta, Bosnia and Herzegovina, etc.).

For certain countries of Eastern Europe and Central and Eastern Europe (such as Russian Federation, Georgia, Armenia, Azerbaijan or Moldova) structural reforms are in hand aiming at modernizing the legal institutions. They will also allow for the law professionals to work under more favourable material conditions (mending of the court buildings, installation of offices, computerization, etc.).

An Evaluation of the European Legal Systems

The 2006 report on European judicial systems (figures 2004) was commented on. This very extensive report deals on over 200 pages of the state of the

judicial systems in the 46 Member States of the Council of Europe. It concerns the following points:

- budgets allocated to justice (courts, public ministry, legal aid)
- court users
- courts
- judges, Rechtspfleger and personnel of the courts
- fair trial within a reasonable time
- prosecutors
- lawyers
- execution of the court orders
- notaries
- alternative dispute resolution
- legal systems

The excellent impact of this document was greeted by all and a press review was commented on by the participants.

Several other reports prepared by the CEPEJ were presented then approved by the assembly. Amongst the works, let us quote those relating to the programme: "A new objective for the European legal systems: the processing of each case within an optimal and foreseeable timeframe". The report was also reproduced on "the evaluation of the impact of the recommendations of the Council of Europe on mediation", currently in preparation.

Excellent Relations Between the CEPEJ and the UIHJ

The observant members presented their activities in progress interesting the CEPEJ. On behalf of the UIHJ, Mathieu Chardon thanked Mr. Desch for his invitation. He underlined the excellent relations between the two organizations and recalled how much work CEPEJ could influence, directly or indirectly, on the development of the occupation of judicial officers in Europe and in the world. The 1st secretary of the UIHJ indicated how much the UIHJ approved the Recommendation (2003) 17 and ensured its promotion in all the Member States ensured, including – apart from Europe – Asia, Africa or America. Mathieu Chardon greeted the presence of Mr. Pim Albers, special adviser of the CEPEJ, at the time of the international congress of Washington. He then made a presentation of the activities of the UIHJ and of the projects in progress, in particular those relating to the creation of a worldwide code of enforcement, to the world standards of service of documents and the recent programme of the multi-field judicial officer developed in 16 points.

The new – very complete – web site of the CEPEJ was revealed. It is possible to reach this site through the following link:

http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/cepej/default_EN.asp?

The 8th plenary session of the CEPEJ was also the occasion to proceed to the election of the new president and the members of the office. The new office of the CEPEJ is made up as follows:

- Fausto de Santis (Italy): president
- John Stacey (United Kingdom): vice-president
- Elsa Garcia-Matras de Blas (Spain) and Margus Sarapuu (Estonia), members

The UIHJ greets the excellent work achieved by Mr. Desch and the privileged relations maintained between the two organizations. The UIHJ addresses its congratulations to new president de Santis and ensures him of its will to continue its relations with the CEPEJ.



Entrevue

M. Fausto de Santis, vous venez d'être élu président de la CEPEJ pour les années 2007 et 2008. Nous vous félicitons pour cette nomination et vous souhaitons un fructueux mandat. Quelles sont vos impressions ?

Je voudrais tout d'abord rendre hommage à l'impressionnant travail accompli par mon prédécesseur, Eberhard Desch. M. Desch a eu la très délicate mission de donner vie à la CEPEJ et de légitimer son existence, ce qu'il a réussi au-delà de toutes les espérances. Les réactions suscitées par nos travaux ont montré que la CEPEJ est maintenant reconnue comme un moteur indispensable du Conseil de l'Europe.

Concernant ma nomination, je suis personnellement très reconnaissant de la confiance qui m'a été accordée. Pour cela, le nouveau bureau de la CEPEJ que je préside à compter du 1er janvier 2007 va s'attacher à poursuivre les actions entreprises par le précédent bureau. Et pour avoir travaillé à la CEPEJ depuis sa création en 2002, je sais que chacun est très motivé pour développer et renforcer encore davantage notre commission.

Quels sont vos objectifs pour les prochaines années ?

En créant la CEPEJ sous l'impulsion des ministres européens, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a voulu une structure capable de proposer des solutions concrètes pour améliorer l'équité, la qualité et l'efficacité de la justice en Europe, pour renforcer la confiance des justiciables dans leur système national et limiter les recours devant la Cour de Strasbourg, motivés par les dysfonctionnements de la justice, contrairement à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le rapport sur les « systèmes judiciaires européens – Edition 2006 » a été présenté récemment par M. Desch à l'occasion des travaux de la 974e réunion des représentants des ministres. Il a été considéré comme la première et fondamentale étape du processus qui a pour but d'améliorer les systèmes judiciaires.

Tous ceux qui travaillent dans le domaine des statistiques savent bien que la qualité des données est très importante pour toute analyse et évaluation. Le groupe de travail chargé de l'évaluation (GT-EVAL) veut toujours améliorer la qualité des réponses en réalisant des lignes directrices pour obtenir des données homogènes et communes surtout dans les secteurs les plus importants du système judiciaire dans le cadre d'une harmonisation de ceux qui produisent les statistiques nationales.

Parmi nos ambitions dans ce domaine, nous voulons atteindre les objectifs suivants :

- réaliser un bref résumé des affaires de chaque pays au regard de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ;
- déterminer les secteurs critiques dans le domaine de la justice de chaque Etat où il serait important d'allouer des ressources économiques ;
- réunir les Etats par groupes homogènes et réaliser des indicateurs communs de performance ;
- analyser la politique criminelle et le rôle des procureurs ;
- analyser en détail les réponses qui nous ont été faites sur divers points.

Par ailleurs, le GT-EVAL propose d'ouvrir sa base de données et la recherche à des équipes de chercheurs qui souhaiteraient approfondir l'exploitation des résultats du rapport. Il est également proposé que son travail s'harmonise avec les travaux des autres instances du Conseil de l'Europe (Conseil consultatif des juges européens, Conseil consultatif des procureurs européens, Réseau de Lisbonne pour harmoniser la formation des juges et des procureurs).

Je ne vous ai donné qu'un aperçu, au travers de l'exemple de ce groupe de travail, de ce que nous voulons réaliser pour les prochaines années.

Comment la profession d'huissier de justice peut-elle s'inscrire dans les travaux de la CEPEJ ?

On connaît le rôle très important de l'huissier de justice dans l'efficacité de la justice et la poly-fonctionnalité de sa mission et de ses activités. L'huissier de justice est un rouage essentiel de l'administration de la justice. La CEPEJ est en étroite relation avec l'UJH, comme en témoigne sa participation régulière à vos travaux, les dernières en date étant votre colloque international à Washington en mai 2006 et le séminaire de clôture du projet Tacis sur l'efficacité de la Justice à Baku, en Azerbaïdjan, fin novembre 2006. Nous apprécions beaucoup vos actions en faveur du développement de la profession d'huissier de justice. Votre projet – très ambitieux – de mettre en place un code mondial de l'exécution est très intéressant et nous ne manquerons pas de suivre l'avancement de vos travaux. Pour toutes ces raisons, nous appelons de nos vœux une collaboration plus étroite encore entre la CEPEJ et l'UJH.

Merci M. le président et bon vent pour votre mandat !

Merci à vous.

Interview

Mr. Fausto de Santis, you have just been elected president of the CEPEJ for the years 2007 and 2008. We congratulate you for this nomination and wish you all the best for your mandate. What are your impressions?

First of all, I would like to pay homage to the impressive work achieved by my predecessor, Eberhard Desch. Mr. Desch had the very delicate mission of giving life to the CEPEJ and of legitimating his existence, which he made a success beyond all hopes. The positive reactions to our work showed that the CEPEJ is now recognised like an essential body of the Council of Europe.

Concerning my nomination, I am personally very grateful of the confidence which was granted to me. For that, the new board of the CEPEJ which I chair as from 1st January, 2007 will attempt to continue the actions undertaken by the preceding bureau. And to have worked with the CEPEJ since its creation in 2002, I know that each one is very inclined to develop and reinforce even more our commission.

Which are your objectives for the next years?

By creating the CEPEJ under the impulse of the European ministers, the Committee of the Ministers of the Council of Europe wanted a structure able to propose concrete solutions to improve equity, the quality and the efficiency of justice in Europe, to reinforce the confidence of citizens in their national system and to limit the recourse to the Court of Strasbourg, motivated by the dysfunctions of justice and which are in contradiction with article 6 of the European Convention on human rights. The report on the "European legal systems - Edition 2006" was recently presented by Mr. Desch during the 974th meeting of the representatives of the ministers. It was regarded as the first and fundamental stage of the process for the improvement of the legal systems. All those who work in the field of the statistics know well that the quality of the data is very important for any analysis and evaluation. The working group in charge of evaluation (GT-EVAL) wants to improve the quality of the answers by setting out objectives to obtain homogeneous and common data in the most important sectors of the legal system within the framework of a harmonization of those who produce the national statistics.

Among our ambitions in this field, we want to achieve the following goals:

- to carry out a summary of the cases of each country as regards article 6 of the European Convention on human rights;
- to determine the critical sectors in the field of justice of each States where it would be important to allocate economic resources;
- to join together the States by homogeneous groups and to produce common indicators of performance;
- to analyse the criminal policy and the role of the prosecutors;
- to analyse in detail the answers which were made to us on various points.

In addition, the GT-EVAL proposes to open its data base and research to teams of researchers who would wish to look further into the analysis of the results of the report. It is also proposed to harmonise its work with that of the other authorities of the Council of Europe (the advisory Council of the European judges, advisory Council of the European prosecutors, the Lisbon network to harmonise the training of the judges and the prosecutors).

I only gave you one outline of what we want to carry out for the next years through the example of this working group,

How the occupation of judicial officers can fall under the work of the CEPEJ?

One knows the very important role of judicial officers in the effectiveness of justice and the poly-functionality of his mission and his activities. The judicial officer is an essential wheel of the administration of justice. The CEPEJ is in close relation with the UIHJ, as shows its regular participation in your work, the last one being your international conference in Washington in May 2006 and the closing seminar of the Tacis project on the efficiency of Justice in Baku, in Azerbaijan, at the end of November 2006. We really appreciate your actions in favour of the development of the occupation of judicial officers. Your - very ambitious - project to set up a world code of enforcement is very interesting and we will not fail to follow the advance of your work. For all these reasons, we always wish for a closer cooperation between the CEPEJ and the UIHJ.

Thank you Mr. President and all the best for your mandate!

Thank you.



Fausto de Santis, nouveau président de la CEPEJ

Fausto de Santis, New President of the CEPEJ



La consécration de l'huissier de justice libéral européen garant de l'Etat de droit

Les 8 et 9 mars 2007 à Zagreb (Croatie), l'UIHJ, en coopération avec l'ambassade de France en Croatie, le ministère de la justice de Croatie et la Faculté de droit de Zagreb a organisé un colloque international sur le thème « Quel huissier de justice pour l'Europe ? » en présence de Mme Ana Lovrin, ministre de la justice de Croatie.



De G. à D. : François Saint-Paul, ambassadeur de France en Croatie, Ana Lovrin, ministre de la justice de Croatie, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Branko Hrvatin, président de la Cour suprême de Croatie — From L. to R. : François Saint-Paul, French Ambassador in Croatia, Ana Lovrin, Minister for Justice of Croatia, Jacques Isnard, President of the UIHJ, Branko Hrvatin, President of the Supreme Court of Croatia

Douze Etats européens et vingt-six intervenants

Ce colloque a été organisé dans le contexte de la future adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Les autorités croates se sont en effet engagées dans la voie de réformes importantes de leur système judiciaire et de l'exécution des décisions de justice. Vers quel système va se tourner la Croatie pour être en conformité avec les exigences de l'Union européenne en matière d'exécution des décisions de justice ? C'est pour donner des éléments de réponse que vingt-six interventions présentées par des représentants de onze Etats de l'Union européenne (France, Belgique, Pays-Bas, Hongrie, Roumanie, Autriche, Allemagne, Croatie, Espagne, Slovaquie, République tchèque) et la Macédoine se sont succédées à la tribune pendant deux journées d'une intensité rare où il n'a été question que de l'huissier de justice européen et de son avenir.

C'est à l'occasion d'une mission d'information organisée en juillet 2006 par l'UIHJ à Zagreb, avec l'aide de l'ambassade de France en Croatie, qu'a germé l'idée d'organiser ce grand colloque de droit international dans la zone de l'Europe du Sud-Est. En effet, les pays de cette zone ne sont membres

ni de l'Union européenne ni de l'UIHJ. L'heure était donc venue de présenter notre organisation et de proposer notre assistance, à commencer par la Croatie.

L'aide et le soutien de son excellence, François Saint-Paul, ambassadeur de France en Croatie, ont été déterminants dans l'organisation et la mise en place du colloque.

Une centaine de personnes, magistrats, représentants du ministère de la justice de Croatie, représentants d'ambassade, représentants de la Commission européenne, huissiers de justice, avocats, professeurs de droits et étudiants, se sont retrouvés pendant deux jours pour apprendre et échanger, à l'hôtel Palace, au centre de Zagreb, à quelques mètres de l'Ambassade de France. Les langues de travail étaient le français, le croate, l'anglais et l'allemand.

Œuvrer dans la bonne direction

Dans son allocution d'ouverture, M. Branko Hrvatin, président de la Cour suprême de Croatie, a fait part de sa récente visite à la Chambre nationale des huissiers de justice de France. Il a souligné l'efficacité des huissiers de justice français et a loué

le système de formation à la française ainsi que la motivation des formateurs de l'Ecole nationale de procédure, pour la plupart eux-mêmes huissiers de justice. M. Hrvatin a salué l'appui des autorités croates dans l'organisation du colloque, signe d'une « détermination pour œuvrer d'une façon concrète dans la bonne direction ».

Dans un discours engagé, Jacques Isnard, a d'abord présenté l'UIHJ dont il est le président, forte de ses 63 pays membres et de ses 11 pays correspondants. Le but de l'UIHJ est de représenter, défendre et promouvoir la profession d'huissiers de justice et de développer la science juridique, particulièrement dans le droit judiciaire et le droit de l'exécution. Le président Isnard a tenu à adresser ses remerciements au ministère de la justice croate et à son ministre de la justice, Ana Lovrin, pour le soutien et les marques d'encouragements qu'il a bien voulu lui manifester, notamment en acceptant d'apporter son patronage aux travaux. Jacques Isnard a également remercié M. l'ambassadeur François Saint-Paul, pour son concours et son aide, et en exprimant toute sa reconnaissance à Mlle Caroline Socié, attachée de coopération européenne et administrative à l'ambassade de France en Croatie, qui s'est fortement investie dans les démarches collectives. Il a également souligné que la présence de M. Hrvatin, président de la Cour suprême, honorait les travaux du colloque, « témoignage du lien qui unit ceux dont la mission est de dire le droit avec ceux dont la tâche est d'assurer l'effectivité de l'exécution des décisions de justice ». Enfin, Jacques Isnard a remercié l'ensemble des intervenants et des participants ainsi que le recteur Serge Guinchard qui a accepté de rehausser du prestige de sa haute autorité scientifique le rapport de clôture.

Le président a souligné l'engagement de l'UIHJ depuis le début des années 90 pour favoriser l'éclosion d'une profession d'huissier de justice à forme indépendante et libérale.

« Nous connaissons des Etats qui, avant l'adoption dans leurs pays du système libéral de l'huissier de justice, accumulaient plus d'un million de dossiers d'exécution et plusieurs années de retard dans l'exécution des jugements » se souvient-il. Et de poursuivre : « Pour les Etats-membres, a priori, hostiles au statut de l'huissier de justice, le dilemme se présentait sous deux formes :

- soit continuer à grever le budget de l'Etat avec le maintien d'agents d'exécution fonctionnaires,
- soit promouvoir la profession libérale et indépendante qui permettrait de réduire les coûts pour



Ana Lovrin, Jacques Isnard

Branko Hrvatinić, président de
la Cour suprême de Croatie
— President of the Supreme
Court of Croatia



l'Etat et de décharger le juge — dont la fonction est de dire le droit — du fardeau de l'exécution, tout en favorisant le développement d'une profession plus adaptée aux techniques modernes de l'informatique qui, de surcroît, privilégiait l'emploi et l'efficacité avec, en outre, la possibilité de percevoir des droits et des taxes au bénéfice du Trésor ».

Aujourd'hui, l'Europe ne comporte pas à proprement parler de corps structurés de professionnels du droit, mais compte désormais, dans bientôt 21 des 27 Etats-membres, des huissiers de justice à statut indépendant. Seuls l'Autriche, le Danemark, Chypre, la Finlande, l'Italie et la Suède restent, pour l'avenir, composés d'agents d'exécution de l'Etat. S'appuyant sur les critères développés par la Recommandation Rec(2003)17 du Conseil de l'Europe en matière d'exécution des décisions de justice, le président Isnard a présenté les cinq critères de l'huissier de justice européen pour l'UIH :

- libéral,
- juriste de haut niveau (master en droit),
- doté d'une expérience professionnelle matérialisée par un stage approprié,
- astreint à une formation permanente,
- soumis à un régime disciplinaire, à des règles de déontologie et rattaché obligatoirement à un ordre national.

Enfin, s'adressant à Mme Lovrin, ministre de la justice, le président de l'UIH a conclu : « *S'il advenait que le gouvernement croate décide d'adopter comme formule celle de l'huissier de justice libéral et indépendant, et cela j'en formule le vœu, alors trouverez-vous en l'UIH un interlocuteur prêt, comme notre organisation a toujours su le faire, à aider nos futurs confrères croates à devenir les égaux des autres huissiers de justice européens* ».

Son excellence François Saint-Paul, ambassadeur de France en Croatie, a souligné que l'exécution efficace des décisions de justice est essentielle

pour l'Europe. Elle constitue le corollaire d'une justice efficace qui doit répondre à l'attente des citoyens. M. Saint-Paul a ensuite rappelé que la réduction du backlog en matière d'exécution des décisions de justice est une question essentielle de l'adhésion à l'Union européenne. « *La profession d'huissier de justice est largement répandue, y compris pour les pays hors des frontières de l'UE. Il ne s'agit pas de vendre des modèles mais de montrer l'intérêt que présente une profession au travers d'exemples concrets pour que chaque pays puisse choisir son modèle. Vous aurez l'occasion d'échanger avec des pays de 10 Etats de l'UE* » a conclu l'ambassadeur.

Mme Ana Lovrin, ministre de la justice de Croatie, a déclaré qu'elle était persuadée que le colloque apporterait des réponses. « *La satisfaction du créancier est importante car il est le dernier maillon de la chaîne. Il faut tenir compte des spécificités économiques et sociales des pays de l'Union européenne* » a-t-elle indiqué. Tout en soulignant les progrès accomplis pour réduire le stock de décisions de justice inexécutées, la ministre de la justice a reconnu qu'en « *suivant l'expérience des pays européens, la Croatie a l'attention de modifier la profession d'huissier de justice en Croatie* ». A cet égard, Mme Lovrin a remercié l'ambassadeur de France d'avoir fait venir à Zagreb les représentants des pays de l'Union européenne. Elle a également remercié l'UIH pour ses propositions de collaboration ainsi que la Chambre nationale des huissiers de justice de France de l'aide proposée.

Une diversité de statuts pour l'émergence de standards communs

En introduction au colloque, Mathieu Chardon (France), premier secrétaire de l'UIH et expert au Conseil de l'Europe, a évoqué la nécessité d'un huissier de justice européen. Dans un exposé en deux parties, Mathieu Chardon a voulu démontrer

que l'huissier de justice européen constituait un nécessité tant d'un point de vue socio-économique que d'un point de vue juridique. Constatant à cet égard l'émergence d'un corps d'huissier de justice à caractère libéral et l'harmonisation de la profession en Europe, le premier secrétaire de l'UIH a conclu que ce sont ces deux aspects qui permettront d'assurer la pérennité de la profession sur un plan européen, pour le bénéfice des citoyens de l'Union européenne et du service public de la justice.

Une table ronde placée sous la modération de Francis Guépin (France), membre du bureau de l'UIH avait pour tâche de traiter de la diversité des statuts de la profession pour l'émergence de standards communs.

Marc Schmitz (Belgique), membre questeur du Comité de l'UIH, a présenté la profession d'huissier de justice en Belgique. Officier public et ministériel, l'huissier de justice belge est titulaire de sa charge et exerce sous une forme libérale. Il existe 520 huissiers de justice pour environ 10 millions d'habitants. L'huissier de justice ne peut exercer son activité que dans l'arrondissement judiciaire dans lequel il a été nommé et ne peut exercer une autre profession.

Marc Schmitz a indiqué que l'huissier de justice fournit « *un éventail de prestations* » parmi lesquelles la rédaction et la signification des actes, la saisie conservatoires des biens, l'exécution des décisions de justice, la vente publique des biens mobiliers, la répartition des fonds saisis, les constats, le recouvrement de créances, la médiation en matière de dettes.

Malgré son indépendance, l'huissier de justice est soumis à des règles de déontologie et d'éthique. Le contrôle disciplinaire relatif à l'huissier de justice est établi au sein des 27 chambres d'arrondissements. Au niveau civil, la Chambre nationale des huissiers de justice a souscrite différentes assurances collectives pour l'ensemble des huissiers de justice.



C'est ainsi qu'il existe non seulement une assurance responsabilité professionnelle qui couvre l'huissier de justice malveillant en cas de faute, mais également une assurance « indécatesse » qui protège tout tiers contre le détournement de fonds qu'un huissier de justice pourra faire. Il s'agit ici d'une certaine garantie et qualité fournie par la profession de l'huissier de justice aux tiers. Et notre confrère de terminer : « *Le meilleur jugement rendu par le meilleur juge est sans valeur s'il ne peut pas être exécuté de façon efficace* ».

Puis ce fut le tour de Jos Uitdehaag (Pays-Bas), membre questeur du Comité de l'UIHJ et expert au Conseil de l'Europe, de présenter l'activité des huissiers de justice dans son pays. A l'instar de la Belgique, les Gerechtsdeurwaarder néerlandais sont des professionnels libéraux. Mais à la différence de la Belgique, la compétence territoriale est nationale et la publicité est permise. De nombreux huissiers de justice se sont regroupés sous forme de réseaux et la taille des offices est très importante, certaines d'entre eux comprenant une dizaine d'huissiers de justice et près de trois cents employés. L'une des activités principales est le recouvrement de créances, les huissiers de justice néerlandais occupant environ 60 % de ce marché. Mais à côté de cette activité, ils exécutent les décisions de justice, signifient les actes et peuvent représenter les parties devant les juridictions.

Françoise Andrieux (France) a présenté l'huissier de justice français. A l'instar de ses confrères belges et néerlandais à qui il a servi de modèle, l'huissier de justice français est un professionnel libéral et indépendant, strictement contrôlé. Il existe en France environ 3300 huissiers de justice, dont 600 femmes, pour environ 62 millions d'habitants. Les huissiers de justice recouvrent chaque année environ 43 milliards d'euros et signifient environ 13 millions d'actes. Comme ses homologues belges et néerlandais, il est soumis à un tarif. Il exerce certaines de ses activités sous une forme mono-

Jacques Isnard, Branko Hrvatinić



polistique (signification, exécution) et certaines autres sous une forme concurrentielle (constat, recouvrement de créances, ventes aux enchères mobilières, conseils...). Françoise Andrieux a rappelé que la profession est auto régulée, notamment par le biais d'une assurance collective pour garantir le justiciable contre l'indécatesse, l'erreur, la faute ou la négligence.

Adrian Stoica (Roumanie), trésorier adjoint de l'UIHJ, a pris la parole pour présenter l'huissier de justice en Roumanie. Il a indiqué que, dans le cadre de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne le 1er janvier 2007, les autorités roumaines ont essayé de trouver une efficacité dans tous les domaines pour s'adapter aux standards européens. A cet effet, le législateur roumain s'est largement inspiré des modèles français et belge pour l'exécution des décisions de justice. Il existe en Roumanie 520 huissiers de justice avec un statut privé organisés aux niveaux régional et national. La compétence ratione materie concerne le recouvrement amiable de créances, la signification des actes, les constats, les saisies bancaires, l'exécution forcée mobilière et immobilière directe et indirecte. Le trésorier adjoint de l'UIHJ a indiqué qu'en 2001, l'huissier de justice roumain a recouvré le statut privé et indépendant qu'il connaissait avant 1947.

La situation en Espagne a été décrite par Lorenzo Christian Ruiz Martinez, vice-président du Conseil

général des Procuradores. La profession est actuellement très différente des autres pays européens. Pour 44 millions d'habitants, l'Espagne comprend 9500 Procuradores, dont 65 % sont des femmes. Leur principale activité est la représentation des parties et la postulation. « *Quel est le lien avec l'UIHJ ?* » se demande M. Ruiz Martinez. « *La totalité des procédures espagnoles sont dirigées par l'avocat mais nous dépendons des fonctionnaires judiciaires pour que les affaires se fassent, surtout les actes de notification et de signification. Cela donne beaucoup de retard. 70 % des notifications ne sont pas faites par les fonctionnaires. Cela parce que l'on utilise la poste. Les fonctionnaires de justice ne sont pas capables ni ont les moyens nécessaires pour faire toutes les notifications et significations* » regrette notre confrère. Dans l'actualité, une réforme des procédures civiles est en cours et l'intervention des Procuradores y est beaucoup plus présente. L'exécution se fait au travers le juge. Le système oblige à déposer une requête où le Procurador a une grande intervention, surtout avec la communication et les actes de procédure. Il intervient également dans les saisies bancaires, des salaires, le dépôt de biens saisis et les ventes aux enchères. « *Nous attendons que cette loi soit votée* » a conclu le vice-président du Conseil des Procuradores d'Espagne.

Une partie du public – A part of the public



Le 2e atelier – The second workshop





François Saint-Paul, ambassadeur de France en Croatie
- French Ambassador in Croatia



Roger Dujardin, vice-président de l'UIH — Vice-President of the UIHJ



Serge Guinchard, professeur de droit à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2, France) — Professor at Law at the University of Pantheon-Assas (Paris 2 — France)

Les huissiers de justice français treize fois plus efficaces que les Gerichtsvollzieher autrichiens ?

Bernard Menut, secrétaire de l'UIHJ et expert à l'Union européenne a ensuite dressé un tour d'horizon de la formation de l'huissier de justice en Europe. En particulier, il a mis l'accent sur l'Ecole nationale de procédure de France (ENP), créée en 1960 par la profession d'huissier de justice. Après avoir indiqué quels étaient les objectifs de la formation professionnelle, le secrétaire de l'UIHJ a présenté de façon précise et vivante l'organigramme de l'ENP et de ses particularités. Il a ensuite décrit les différentes formations proposées par l'ENP, tout en insistant sur l'importance de la formation pour les huissiers de justice et leur collaborateurs, tant initiale que continue. Il a terminé son intervention en présentant les systèmes de formation en vigueur en Belgique, aux Pays-Bas et en Pologne.

L'atelier suivant devait traiter de l'évolution de la profession d'huissier de justice en Europe. L'atelier était placé sous la modération de Marc Schmitz (Belgique), questeur du Comité de l'UIHJ.

Anton Lojowski (Autriche), Gerichtsvollzieher, a présenté la situation professionnelle en Autriche. Il existe 350 huissiers de justice (Gerichtsvollzieher) en Autriche. Ils sont placés sous la surveillance et la gestion d'un Deskpool constitué de juristes et de commissaires régionaux. Compte tenu du volume des affaires, il est pratiquement impossible de respecter les exigences en matière de traitement des dossiers, c'est-à-dire accomplir les premières démarches dans le délai de quatre semaines suivant la réception de la demande. Les premiers contacts avec le débiteur demandent en effet entre deux et trois mois. En 2005, 320 millions d'euros ont été recouverts par les Gerichtsvollzieher, dont 104 millions concernant le ressort de la juridiction

suprême de Vienne. Notre confrère a constaté que ce chiffre était très faible en considération des sommes pouvant être recouvrées par les huissiers de justice privés. Si l'on compare les chiffres à population égale, les huissiers de justice autrichiens recouvrent environ 13 fois moins que les huissiers de justice français !

Hans Eckhart Gallo (Allemagne), président de la Chambre fédérale des Gerichtsvollzieher d'Allemagne a fait le point sur l'évolution de la profession dans ce pays. Globalement confrontés aux mêmes problèmes qu'en Autriche, les Gerichtsvollzieher ont pris leur destin en mains, soutenus par l'UIHJ, et ont engagé une vaste réforme de la profession pour aboutir à une revalorisation de la profession grâce à la mise en place d'un système libéral privé et indépendant. A l'heure du colloque, le projet de loi devait passer devant le Bundesrat où il a été adopté. Il semblerait même que le processus de mise en place de l'huissier de justice libéral en Allemagne soit plus rapide que ce qui avait été initialement prévu.

Après ces nouvelles réjouissantes, Juraj Podkonicky (République tchèque), président de la Chambre nationale des huissiers de justice de la République tchèque, a présenté sa profession et ses récentes évolutions. Les huissiers de justice tchèques ont adopté un statut libéral depuis 2001, basé sur le modèle français. Ils sont nommés par le ministère de la justice. En plus des activités habituellement exercées par les huissiers de justice libéraux (exécution, signification, recouvrement de créances, constats, conseils juridiques, etc.) ils peuvent procéder à la vente aux enchères publiques des immeubles et dresser des actes de vente de biens meubles corporels et incorporels. Quant aux résultats, laissons parler les chiffres. Il a été réalisé en 2006 soixante-dix fois plus d'exécutions qu'en 2001, année de la

mise en place de la nouvelle profession !

Ces résultats spectaculaires sont également constatés en Hongrie, comme nous l'a expliqué Levente Zoltan, secrétaire général de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie. A l'instar de la Roumanie, la profession d'huissier de justice indépendant et libéral n'est pas une création récente. Ce n'est qu'en 1955 que la profession avait été fonctionnarisée. Devant l'inefficacité du système et en prévision de l'entrée de la Hongrie dans l'Union européenne, ce pays a été le premier des dix pays qui ont rejoint l'UE en 2004 à avoir changé le statut des agents chargés de l'exécution des décisions de justice. C'est en 1995 que les huissiers de justice hongrois ont ainsi commencé leurs activités en qualité d'huissiers de justice libéraux. « Après la libéralisation de la profession d'huissier de justice, le nombre des dossiers a augmenté à une façon inimaginable. Le nouveau système a donné autant de travail aux huissiers de justice que l'ancien en a assuré en six ans. La nouvelle organisation a permis une croissance de l'efficacité qui est passée de 20 à 70 % en cinq ans » a précisé Levente Zoltan. Concernant la formation, le secrétaire général de la chambre hongroise a indiqué qu'au niveau national, le mouvement directeur principal actuel est le développement du système de formation pour assurer aux huissiers de justice une formation continue. Enfin, les participants ont pu écouter un court exposé sur la profession d'huissier de justice en Macédoine. Goran Toshevski, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Macédoine, a indiqué qu'il existe actuellement 49 huissiers de justice dans ce pays qui compte quelques 2 millions d'habitants. Les réformes entreprises il y a quelques années ont porté leurs fruits puisque la profession a acquis depuis neuf mois un statut libéral. « La réforme de la justice s'est



imposée à cause de la lenteur dans l'exécution. Il était indispensable de procéder aux réformes, y compris d'amender la loi sur les huissiers de justice. Le résultat est une résolution rapide des dossiers et je peux dire que jusqu'à présent le taux d'efficacité est proche de celui des autres Etats où ce système a été mis en place » a déclaré M. Toshevski. Selon ses dires, les procédures duraient plus de dix ans. Maintenant, les dossiers qui ont été envoyés pour exécution ont été traités dans l'ordre et rapidement. Un dossier est traité en trois à quatre mois. « Les résultats de la réforme et l'émergence des huissiers de justice privés sont évidents » estime-t-il.

Mettre en relief le modèle libéral

L'atelier suivant était placé sous la modération de Mathieu Chardon. Tatjana Krivec (Slovénie), présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie, a évoqué la situation dans son pays et les difficultés auxquelles sont confrontés les professionnels de l'exécution. Les huissiers de justice exercent en Slovénie sous une forme indépendante depuis 2000. Cependant, à l'inverse des autres pays où la profession libérale a été mise en place, les huissiers de justice ont une compétence très limitée : saisie et vente des biens meubles et saisie des immeubles qui ne figurent pas sur les registres immobiliers, reprise d'enfants et expulsions. Les autres procédures sont réalisées par le juge : saisies bancaires, saisies des rémunérations, saisie et ventes des immeubles. Les huissiers de justice ne peuvent pas effectuer des constats ou des ventes aux enchères volontaires, ni mettre en place des échéanciers de paiement ou donner des conseils juridiques. Un colloque organisé par l'UIH doit se tenir les 12 et 13 avril 2007 à Ljubljana pour tenter de sensibiliser les autorités sur l'intérêt pour le pays de confier aux huissiers de justice des missions plus étendues et sur le rôle de l'huissier de justice sur un plan européen.

Concernant la Croatie, le professeur Alan Uzelac, professeur de droit à l'Université de Zagreb et membre de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) a présenté le régime de l'exécution et l'administrateur de la profession dans ce pays.

Le professeur Uzelac a indiqué que le Progress Report de la CEPEJ pour 2006 considère que le retard dans l'exécution des décisions de justice constituait le problème principal pour 93 % des juridictions croates. « La Croatie doit considérer de retirer l'exécution des décisions de justice des mains



Jos Uitdehaag, 1er questeur du Comité de l'UIH – First Quaestor of the committee of the UIH

des juridictions pour les confier à un corps spécialisé investi d'une parcelle de l'autorité publique » peut-on lire dans ce rapport. Puis Alan Uzelac a décrit les trois grands systèmes de fonctionnement de l'exécution forcée dans les pays européens : système administratif, système d'huissiers de justice et système juridictionnel. Il a ensuite présenté les avantages et les inconvénients de chaque système. Concernant la formation, il considère que « la condition préliminaire est que l'huissier de justice ait la même formation que les juges et les notaires ». Et le professeur Uzelac de poursuivre : « Il ne suffit pas que le candidat ait accompli ses études juridiques. Il faut une plus value en tenant compte de notre tradition. Il faudrait confier à ce professionnel la compétence d'entreprendre certaines actions sans le contrôle du juge. A cet égard, ce qui s'est passé en Slovénie est plutôt négatif ». Et de conclure : « C'est peut être le moment de mettre en relief le modèle dont a parlé ».

A sa suite, Jos Uitdehaag a dressé un état général de la profession d'huissier de justice dans l'Europe du Sud Est. Au travers des actions de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe, notre confrère a évoqué successivement la situation en Albanie, en Croatie, en Macédoine, en Bulgarie, en Bosnie & Herzégovine, en Serbie et au Monténégro. Jos Uitdehaag a constaté que parmi les pays de la zone non membre de l'Union européenne, seule la Macédoine avait créé la profession d'huissier de justice libéral.

Un juge de l'exécution multiple

Puis, dans l'atelier suivant, placé sous la modération de Francis Guépin, il a été question du rôle du juge de l'exécution dans différents pays européens. En France, Françoise Andrieux a expliqué que le juge de l'exécution dispose de pouvoirs complets



Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIH – Member of the board of the UIH

basés sur quatre principaux chefs :

- les difficultés d'exécution ;
- les autorisations et contentieux des mesures conservatoires ;
- les demandes en réparation des dommages consécutifs à l'exécution ou l'inexécution ;
- le contentieux du surendettement.

A sa suite, Roger Dujardin (Belgique), vice-président de l'UIH, a évoqué le juge des saisies en Belgique. « Dans un Etat de droit démocratique, on ressent l'exécution forcée des décisions judiciaires définitives et autres titres exécutoires, comme une atteinte à la vie privée et comme une intervention dans la sphère juridique du débiteur concerné. Cette exécution sous contrainte, qui ressortit du pouvoir exécutif, doit se faire sous le contrôle du pouvoir judiciaire. C'est la raison pour laquelle cette tâche de contrôle est confiée à un juge spécialisé, à savoir le juge des saisies » a-t-il déclaré. Le vice-président de l'UIH a ensuite donné des détails sur la compétence générale et spéciale de ce magistrat. Il connaît par exemple de toutes les demandes qui ont trait aux saisies conservatoires, aux voies d'exécution, au règlement collectif des dettes et aux interventions du Service des créances alimentaires. Il est également compétent en matière de mesures de réparation en matière d'urbanisme, de pollution de la mer ou encore de saisie dans les eaux territoriales et dans la Zone économique exclusive. En outre, le juge des saisies a un droit de contrôle sur le déroulement des procédures de saisie conservatoire ou de saisie-exécution et sur les officiers publics instrumentant, à savoir les huissiers de justice.

Lorenzo Christian Ruiz Martinez a poursuivi ce tour d'horizon avec le juge des procédures en Espagne. Celui-ci a une compétence beaucoup plus étendue que ses homologues français ou belges puisque



Une partie du public — A part of the public

c'est lui qui dirige, décide et contrôle tout ce qui concerne l'exécution des décisions de justice. Il est le pivot central de l'exécution des décisions de justice, ce qui conduit malheureusement à une complexité et une lourdeur qui rendent inefficace le système.

Pour finir, Stephan Mross (Allemagne), Gerichtsvollzieher, ancien Rechtspfleger, a évoqué le rôle du Rechtspfleger en Allemagne. Ces agents disposent d'un certain pouvoir juridictionnel. Il est compétent pour autoriser les saisies conservatoires. Il surveille les démarches de l'huissier de justice mais uniquement à la demande d'une partie.

L'huissier de justice, élément essentiel de l'Etat de droit

Le dernier atelier, placé sous la modération de Marc Schmitz, comprenait en premier lieu l'intervention de Mme Slavica Garac (Croatie), juge à la cour régionale de Zagreb, a présenté les réformes du système de l'exécution en Croatie et les modifications législatives de 2005 sur la loi sur l'exécution. « Nous souhaitons que les huissiers de justice aient un statut au sein de l'exécutif et soient séparés du pouvoir judiciaire » a indiqué Mme Garac. « L'un des problèmes les plus importants, a-t-elle indiqué, est le retard dans l'exécution des décisions de justice. Cela est dû au fait que l'affaire est considérée comme terminée, non pas avec le jugement, mais uniquement une fois l'exécution terminée. Avec la mise en place d'un système d'exécution forcée, avec un huissier de justice agréé qui serait séparé du pouvoir judiciaire, cela contribuerait d'augmenter l'efficacité ».

Bernard Menut a ensuite expliqué en quoi l'huissier de justice est un élément essentiel de l'Etat de droit. Maniant les concepts avec l'aisance qu'on lui sait, le secrétaire de l'UIHJ a développé les thèmes de l'importance de la justice comme élément essentiel de l'Etat de droit, et de l'exécution des décisions de justice comme élément du procès équitable. Tirant ses arguments des attentes du Conseil de l'Europe et des critères d'exigence de l'Union européenne, il a conclu son intervention en démontrant



Christian Lorenzo Ruiz Martinez, Procurador (Espagne) — Spain)

que l'huissier de justice est un élément essentiel de l'Etat de droit, d'une part en contribuant à la bonne administration de la justice et d'autre par la reconnaissance de la protection des huissiers de justice consacrée dans des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, tel l'arrêt Pini c/ Roumanie du 22 juin 2004. « L'évolution n'est pas pour autant achevée, car l'exécution d'une décision de justice est illusoire si l'agent en charge de cette exécution ne dispose pas des moyens appropriés pour mener les investigations nécessaires à l'efficacité de son action. En outre, l'agent d'exécution doit disposer des outils de procédure qui permettent une action efficace et rapide dans le respect de la dignité du débiteur-défendeur » a conclu Bernard Menut.

En clôture des interventions, Roger Dujardin a ensuite présenté les perspectives d'avenir pour la profession. Le vice-président de l'UIHJ a appelé ses confrères à faire preuve de « corporatisme positif », pour leur permettre « d'aborder de manière équilibrée et en tant que groupement professionnel uni les défis de notre société moderne ». Le droit tel qu'il est formulé dans une loi ou une norme, tel qu'il est mis en œuvre par les juristes praticiens et tel qu'il est appliqué par un juge, doit, en partant de l'idée fondamentale d'apprécier équitablement les intérêts de toutes les parties en présence, toujours être ramené à sa raison essentielle d'existence : celle de servir, d'être un moyen utile de régler et d'organiser la coexistence des hommes et des femmes. C'est de manière impartiale que l'huissier de justice veillera à ce que les titres exécutoires reçoivent l'exécution qu'ils méritent, de manière correcte et nuancée, en tenant compte de l'intérêt du créancier et de la situation du débiteur, comme par exemple de sa dignité humaine et du respect de sa vie privée. De nombreuses nouvelles missions et perspectives ne peuvent se défendre pour l'huissier



Françoise Andrieux, expert de l'Ecole nationale de procédure française — Expert of the French National School of Procedure

de justice du 21^e siècle, que dans la mesure où ces professionnels constituent un corps d'élite de haut niveau qui respecte une éthique professionnelle et une déontologie strictes. Alors, « Pour qui voit l'avenir clair et avec ouverture, les perspectives d'avenir sont très favorables » a terminé Roger Dujardin.

L'huissier de justice libéral, garant de l'Etat de droit

C'est à Serge Guinchard, professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2), ancien recteur des académies de la Guadeloupe et de Rennes, directeur honoraire de l'Institut d'études judiciaires « Pierre Raynaud », doyen honoraire de la Faculté de droit de Lyon, que revient l'honneur et le privilège de conclure le colloque de Zagreb en livrant son point de vue sur le thème de ces deux journées de travaux et ses conclusions sur les interventions qui se sont enchaînées à un rythme endiablé. Après avoir remercié les hautes autorités de leur présence et de leur soutien et avoir salué l'UIHJ pour avoir eu l'idée de ce colloque et l'ensemble des intervenants pour leurs contributions, le professeur Guinchard a fait part de son plaisir d'être à Zagreb. « Je ne suis pas venu à Zagreb contraint et forcé, mais avec le réel plaisir intellectuel de découvrir, d'apprendre et de vous faire part de mes conclusions et de quelques certitudes » a-t-il indiqué. Sur le choix d'un professeur d'université pour assurer un rapport de synthèse, le doyen Guinchard a précisé qu'il était un gage d'impartialité, « votre garantie à vous autorités professionnelles, qui aurez à choisir un mode d'exercice de la profession d'agent d'exécution des décisions de justice et autres titres exécutoires, que le choix est éclairé et conforme aux standards européens ». Car, pour le professeur Guinchard, le bon agent d'exécution pour l'Europe ne peut être qu'un huissier de justice — l'euro-huissier — qui, tout à la fois, est le garant de l'Etat de droit et offre



Hans Echart Gallo, président de l'Association des huissiers de justice d'Allemagne — President of the National Association of the Judicial Officers of Germany



Levente Zoltan, secrétaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie — Secretary of the National Chamber of the Judicial Officers of Hungary



Tatjana Krivec, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie — President of the National Chamber of Judicial Officers of Slovenia

des prestations de qualité par la garantie de sa compétence et de son indépendance. « Les huissiers de justice sont les garants de l'effectivité des droits des citoyens. Ce sont eux qui, au-delà des garanties formelles reconnues par l'Etat aux citoyens, rendent réels, effectifs, les droits de ces mêmes citoyens » a-t-il analysé. Il ne suffit pas, pour qu'un Etat de droit existe, que les droits des citoyens soient garantis formellement par la Constitution, par les textes de lois. Encore faut-il que l'Etat fasse tout ce qui est son pouvoir pour assurer cette effectivité. Aussi dans la réalisation de cette effectivité, les huissiers de justice ont un rôle essentiel à jouer. Ils offrent en effet une double garantie : la garantie d'un professionnel libéral dans la délivrance d'une information sécurisée, et la garantie d'un professionnel libéral dans l'exécution effective de la décision du juge. Pour le professeur Guinchard, « seul un professionnel libéral, notamment parce qu'il est rémunéré directement par l'une des parties et non par l'Etat, peut garantir l'exécution effective de la décision du juge ». Il a un rôle essentiel à jouer pour assurer l'effectivité de cette exécution. C'est lui qui constitue l'interface entre le citoyen et le juge. Sans lui, l'effectivité de la justice ne peut pas être assurée et cela quel que soit le niveau de développement économique atteint dans nos Etats respectifs. « Voilà pourquoi les huissiers de justice sont indispensables

à l'édification d'un Etat de droit » a démontré le professeur Guinchard au terme de la première partie de son intervention. Mais les huissiers de justice doivent offrir aux citoyens des prestations de qualité, grâce à leur compétence et à leur indépendance. La compétence des huissiers de justice se décline sur trois niveaux : dans le recrutement et la formation initiale, dans la formation permanente et dans la sanction de cette compétence par la mise en œuvre de la responsabilité de l'huissier de justice. Pour ce qui concerne la garantie d'indépendance, « L'indépendance de l'huissier de justice libéral, c'est d'abord une indépendance à l'égard de tous les pouvoirs, y compris le pouvoir judiciaire » a estimé le recteur Guinchard. Et d'approuver le président de l'UIH lorsqu'il déclare que « le juge doit être libéré des contraintes de l'exécution et son rôle circonscrit à l'examen des requêtes qui lui sont présentées et à rendre les ordonnances. Il doit aussi trancher les difficultés qui lui sont soumises. Quant à la conduite des opérations de l'exécution, elle doit être laissée à l'appréciation des parties qui doivent pouvoir opter pour la mesure qui leur semble la plus appropriée sans devoir en référer à aucune juridiction ». Enfin, l'indépendance de l'huissier de justice libéral doit aussi s'apprécier par rapport aux parties : il doit leur offrir des garanties. Celles-ci se traduisent d'une part par des exigences déontolo-

giques et d'autre part par une garantie collective d'indépendance mise en place par les chambres d'huissiers de justice, « à la fois le glaive et le bouclier des huissiers de justice ». En conclusion, pour le professeur Guinchard, les huissiers de justice sont les garants de l'Etat de droit. « Il n'y a pas de recettes miracles, de solutions prêtes à être importées. Il n'y a que des solutions que chaque pays doit bâtir, lui-même, en s'instruisant des exemples des autres mais en conservant ses racines. Il n'y a qu'un principe qui s'impose : la Justice est une valeur universelle, commune à la communauté des Etats et les huissiers de justice sont au service de leurs concitoyens, de cette Justice. C'est cela l'euro-huissier » a-t-il conclu.

Il restait au président Isnard de remercier le professeur Guinchard pour ce véritable manifeste en faveur de l'huissier de justice libéral et de remercier également le ministère de la justice de Croatie pour son soutien ainsi que le professeur Uzelac et l'ensemble des participants, et tout particulièrement l'ambassade de France en Croatie et son ambassadeur, François Saint-Paul. En clôture de ce colloque historique, le président Isnard a assuré une nouvelle fois le soutien de l'UIH aux autorités croates pour les réformes entreprises dans le domaine de l'exécution des décisions de justice en vue de son accession à l'Union européenne et dans la mise en place d'un professionnel répondant aux exigences de l'huissier de justice européen.



Le 3e atelier
The 3rd Workshop

Des étudiants de l'Université de Zagreb — Students of the University of Zagreb



Recognition of Liberal European Judicial Officers as Guarantors of the State of Law

On 8 and 9 March 2007 in Zagreb (Croatia), the UIHJ, in co-operation with the French Embassy in Croatia, the ministry of justice of Croatia and the Faculty of Law of Zagreb organised an international conference on the topic "which judicial officer for Europe?" in the presence of Mrs Anna Lovrin, Minister for justice of Croatia.



Ana Lovrin, ministre de la justice de Croatie – Minister for Justice of Croatia



Jacques Isnard

Twelve European States and Twenty Six Speakers

This conference was organised in the context of the future joining of Croatia to the European Union. The Croatian authorities indeed decided on important reforms of their legal system and in the field of the enforcement of court decisions. Towards which system will Croatia turn to comply with the requirements of the European Union as regards enforcement of court decisions? To help finding an answer to that question, twenty-six speeches presented by the representatives of eleven States of the European Union (France, Belgium, Netherlands, Hungary, Romania, Austria, Germany, Croatia, Spain, Slovenia, Czech Republic) and Macedonia were heard during two days of a rare intensity where it was only question of the European judicial officer and his future.

It is at the time of an information mission organised in July 2006 by the UIHJ in Zagreb, with the assistance of the French Embassy in Croatia, that rose the idea of organising this vast conference of international law in the South-east of Europe.

Indeed, the countries of this zone are neither member of the European Union nor of the UIHJ. It was time for the UIHJ to present our organisation

and to propose our assistance in the region, starting with Croatia.

The assistance and the support of his Excellency, François Saint-Paul, French Ambassador in Croatia, were vital in the organisation and the planning of the conference.

A hundred people, magistrates, representatives of the ministry of justice of Croatia, representatives of Embassies, European Commission representatives, judicial officers, lawyers, professors of Law and students, convened during two days to learn and to exchange, at the Palace hotel, in the centre of Zagreb, just a few yards away from the French Embassy. The working languages were French, Croatian, English and German.

Working in the Right Direction

In his short opening speech, Mr. Branko Hravtin, president of the Supreme Court of Croatia, recalled his recent visit to the French National Chamber of the judicial officers. He underlined the effectiveness of the French judicial officers and praised the French training system as well as the motivation of the trainers of the French National School of procedure, for the majority themselves judicial officers. Mr. Hravtin greeted the support of the Croatian authori-

ties in the organisation of the conference, sign of a "determination to work in a concrete way in the right direction".

In an engaged speech, Jacques Isnard, initially presented the UIHJ of which he is the president, strong of his 63 Member States and his 11 corresponding countries. The goal of the UIHJ is to represent, defend and promote the occupation of judicial officers and to develop legal aspects, particularly in the judicial law and the law of enforcement. President Isnard made a point of addressing his thanks to the Croatian ministry of justice and to its Minister for justice, Anna Lovrin, for the support and the marks of encouragements which were expressed to him, in particular while agreeing to ensure its patronage to the conference. Jacques Isnard also thanked Mr. François Saint-Paul, for his support and assistance, and by expressing all his recognition to Caroline Socié, in charge of the European and administrative co-operation at the French Embassy in Croatia, who strongly invested herself in the overall organisation. He also stressed that the presence of Mr. Hravtin, president of the Supreme Court, honoured the works of the conference, "testimony of the bond which links those whose mission is to say the law with those whose task is to ensure the effectiveness of the execution of court decisions". Lastly, Jacques Isnard thanked all the speakers and the participants as well as the rector Serge Guinchard (France) who agreed to increase the prestige of the conference with his highly respected scientific authority. The president underlined the commitment of the UIHJ since the beginning of the Nineties to support the blossoming of an occupation of an independent and liberal judicial officer.

"We know States which, before the adoption in their countries of the liberal system of the judicial officer, accumulated more than one million enforcement files and several years of delay in the execution of judgements" he remembers. And to add: "For the Member States, supposedly hostile towards the statute of the judicial officer, they were faced with the following dilemma:

- Either to continue to burden the State budget with the maintenance of civil enforcement agents;
- Or to promote the liberal and independent profession which makes it possible to reduce the costs for the State and to discharge the judge – whose function is to say the Law – of the burden of enforcement, while supporting the development of a more adapted profession to the modern techniques of data processing which, in addition,



Slavia Garac, juge at la cour régionale de Zagreb — Judge at the Regional Court of Zagreb

Le 1er atelier
The first workshop



privilege employment and the effectiveness with, moreover, the possibility of charging fees and taxes for the benefit of the Tax office”.

Strictly speaking, Europe does not comprise today a structured body of Law professionals. Nevertheless there will be soon independent judicial officers in 21 of the 27 Member States. Only Austria, Denmark, Cyprus, Finland, Italy and Sweden remain, for the future, composed of State employed enforcement agents. Being based on the criteria developed by the Recommendation Rec(2003) 17 of the Council of Europe on enforcement, President Isnard presented the five criteria of the European judicial officers for the UIHJ:

- Liberal,
- High level lawyer (master in Law),
- Equipped with a professional experience materialised by an adapted training course,
- Compelled to a permanent training,
- Subjected to disciplinary measures, ethical rules and attached to a national order.

Lastly, addressing to Mrs. Lovrin, Minister for justice, the president of the UIHJ concluded: *“If it occurred that the Croatian government decided to adopt as a model that of the liberal and independent judicial officer, which I hope with all my heart, then you will find in the UIHJ a reliable interlocutor, ready, as our organisation has always shown in the past, to help our future Croatian fellow-members to become equal to the other European judicial officers”.*

His Excellency François Saint-Paul, French Ambassador of France in Croatia, stressed that the effective enforcement of court decisions is essential for Europe. It constitutes the corollary of an effective justice which must meet the expectancies of the citizens. Mr. Saint-Paul then pointed out that the reduction of the backlog as regards enforcement of court decisions is an issue relating to the joining of the European Union. *“The occupation of judicial officer is largely known, including for the*

countries outside the EU. It is not a question of selling models but to show interest in a profession through concrete examples so that each country can make its own choice. You will have the occasion to exchange with countries of 10 States of the EU” concluded the ambassador.

Mrs Anna Lovrin, Minister for justice of Croatia, declared that she was persuaded that the conference would bring answers. *“The satisfaction of the creditor is important because it is the last link of the chain. It is necessary to consider the economic and social specificities of the European Union countries”* she indicated. While underlining the progress achieved to reduce the backlog of court decisions, the Minister for justice recognised that in *“following the experiment of the European countries, Croatia intends to modify the occupation of judicial officer in Croatia”.* In this respect, Mrs Lovrin thanked the French ambassador for having in Zagreb the representatives of many European Union countries. She also thanked the UIHJ for its proposals of collaboration as well as the National Chamber of the judicial officers of France for its suggested assistance.

A Diversity of Statutes for the Emergence of Common Standards

In introduction to the conference, Mathieu Chardon (France), first secretary of the UIHJ and expert

for the Council of Europe, evoked the need for a European judicial officer. In the two parts of his speech, Mathieu Chardon wanted to show that the European judicial officer constituted a need both from a social and economical point of view and from a legal point of view. Noting in this respect the emergence of a body of liberal judicial officer and the harmonization of the profession in Europe, the first secretary of the UIHJ concluded that these are the two aspects which will make possible to ensure the future of the profession at a European level, for the benefit of the citizens of the European Union and the public service of justice.

A round table chaired by Francis Guépin (France), member of the board of the UIHJ, had the task to treat the diversity of statutes of the profession for the emergence of common standards.

Marc Schmitz (Belgium), member quaestor of the Committee of the UIHJ, presented the occupation of judicial officer in Belgium. Public and ministerial officer, the Belgian judicial officer is titular of his office and exerts in a liberal form. There are 520 judicial officers for approximately 10 million inhabitants. The judicial officer can carry out his activity only in the legal district in which he is appointed and cannot have another occupation.

Une partie du public — A part of the public





Marc Schmitz indicated that the judicial officer provides a "range of services" including the drafting and the service of documents, the garnishment of goods, the enforcement of court decisions, the public sale of movable goods, the distribution of the seized funds, statement of facts, the collecting of debts, or the mediation as regards debts.

In spite of his independence, the judicial officer is subject to ethical rules. A disciplinary control relating to the judicial officer is established within the 27 districts Chambers. At a civil level, the National Chamber of the judicial officers subscribed various collective insurances for the whole of the judicial officers.

Thus not only is there a professional insurance to cover the malevolent judicial officer in the event of a fault, but there is also an insurance covering his "indelicacy". This protects any third party against



Alan Uzelac, professeur de droit à L'université de Zagreb, membre de la CEPEJ (Conseil de l'Europe) — Professor at Law at the University of Zagreb, Member of the CEPEJ (Council of Europe)

the profession is auto controlled, in particular by the means of a collective insurance to guaranty the citizens against indelicacy, error, fault or negligence. Adrian Stoica (Romania), assistant treasurer of the UIHJ, introduced the judicial officer in Romania. He indicated that, within the framework of the accession of Romania to the European Union on January 1, 2007, the Romanian authorities tried to find efficiency in all areas to comply with the European standards. For this purpose, the Romanian legislator largely took as a starting point the French and Belgian models for the execution of the court decisions. There are in Romania 520 judicial officers with a private statute organised on the regional and national levels. The *rationae materie* competence relates to debt collecting, the service of the documents, reports, seizures of bank

the misappropriation of funds that a judicial officer could make. In other words, there is a true guaranty and quality provided by the profession to the public. And our fellow-member to finish: "The best judgement given by the best judge is without value if it cannot be carried out in an effective way".

Then it was the turn of Jos Uitdehaag (Netherlands), member quaestor of the Committee of the UIHJ and expert for the Council of Europe, to present the activity of the judicial officers in his country. Following the Belgium example, the Dutch *Gerechtsdeurwaarder* are liberal professionals. But contrary to the Belgium, the *ratione loci* jurisdiction is national. Publicity is allowed. Many judicial officers work through networks and the size of the offices is often important, some of them including ten judicial officers with up to three hundred employees. One of the main activities is the collecting of debts. The judicial officers Dutch occupy approximately 60% of



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ — Secretary of the board of the UIHJ

accounts, the direct and indirect distraint of movable and immovable goods. The assistant treasurer of the UIHJ indicated that in 2001, the Romanian judicial officer recovered the private and independent statute which he had before 1947.

The situation in Spain was described by Lorenzo Christian Ruiz Martinez, vice-president of the general Council of Procuradores. The profession is currently very different from the other European countries. For 44 million inhabitants, Spain includes 9500 Procuradores, of which 65% are women. Their principal activity is the representation of the parties and the postulation. "What is the link with the UIHJ?" wondered Mr. Ruiz Martinez. "The totality of the Spanish procedures is directed by lawyers but we depend on the legal civil servants in order to deal with the cases, especially as regards

this market. But beside this activity, they carry out court decisions, serve documents and can represent the parties before the jurisdictions.

Francoise Andrieux (France) introduced the French judicial officer. Like his Belgian and Dutch fellow-members — France served as a model for them —, the French judicial officer is a strictly controlled liberal and independent professional. There are in France approximately 3300 judicial officers, including 600 women, for approximately 62 million inhabitants. The judicial officers collect each year approximately 43 billion euros and serve approximately 13 million documents. Like his Belgian and Dutch counterparts, he is subjected to a tariff. He exerts some of his activities in a monopolistic form (service of documents, enforcement) and some others in a competing form (statement of facts, debt collecting, auction sales of movable goods, legal advice...). Francoise Andrieux recalled that



Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ — Member of the board of the UIHJ

the service of documents. That causes many delays. 70% of the notifications are not made by the civil servants. That is because the service by post is used. The civil servants are not able nor have the means necessary to make all the notifications" regrets our fellow-member. In the topicality, a reform of the civil procedures is in hand where the intervention of Procuradores is much more present. The execution is made through the judge. The system obliges to lodge a request where the role of the Procurador is essential, especially with the communication and the procedural documents. He also intervenes in the banking seizures, in the attachment of earnings, the deposit of seized goods and the auction sales. "We are waiting for this law to be voted" concluded the vice-president from the Council of Procuradores of Spain.



Are the French Judicial Officers Thirteen Times More Efficient than the Austrian Gerichtsvollzieher?

Bernard Menut, secretary of the UIHJ and expert at the European Union then drew up a review of the training of the judicial officer in Europe. In particular, he presented the French National School of procedure (ENP), created in 1960 by the profession of judicial officers. After having presented the objectives of the vocational training, the secretary of the UIHJ described in a precise and lively way the organization chart of the ENP and its characteristics. He then described the various training programs suggested by the ENP, while insisting on the importance of the training for the judicial officers and their collaborators, being both prior and ongoing. He finished his intervention by presenting the training systems in force in Belgium, in the Netherlands and in Poland.



Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ – First Secretary of the UIHJ

The next workshop was dealing with the evolution of the occupation of judicial officer in Europe. The workshop was chaired by Marc Schmitz. Anton Lojowski (Austria), Gerichtsvollzieher, presented the professional situation in Austria. There are 350 judicial officers (Gerichtsvollzieher) in Austria. They are placed under the monitoring and the management of a Deskpool made up of regional lawyers and commissioners. Taking into account the volume of the cases, it is practically impossible to respect the requirements as regards the treatment of the files, i.e. to achieve the first steps within four week following the reception of the request. The first contacts with the debtor require indeed between two to three months. In 2005, 320 million euros were collected by Gerichtsvollzieher, including 104 million concerning the jurisdiction of the Supreme jurisdiction of Vienna. Our fellow-member noted that this figure was very weak in



Marc Schmitz, questeur du Comité de l'UIHJ – Quaestor of the Committee of the UIHJ

consideration of the monies being recovered by private judicial officers. If one compares the figures with equal population, the Austrian judicial officers collect approximately 13 times less than the French judicial officers!

Hans Eckhart Gallo (Germany), President of the Federal Chamber of Gerichtsvollzieher of Germany gave a progress report on the evolution of the profession in his country. Broadly confronted with the same problems than Austria, the Gerichtsvollzieher however took their destiny in their own hands, with the support of the UIHJ, and engaged in a vast reform of the profession to lead to its revalorization due to the installation of a private and independent liberal system. At the time of the conference, the bill was to pass in front of the Bundesrat where it was adopted. It would even seem that the process of installation of the liberal judicial officer



Anton Lojowski, huissier de justice (Autriche), Judicial Officer (Austria)

in Germany is faster than what had been initially envisaged.

After this comforting news, Juraj Podkonicky (Czech Republic), President of the National Chamber of the judicial officers of the Czech Republic, presented his profession and its recent evolutions. The Czech judicial officers adopted a liberal statute in 2001, based on the French model. They are appointed by the ministry of justice. In addition to the activities usually carried out by the liberal judicial officers (enforcement, service of documents, debt collecting, statement of facts, legal advice, etc.) they can also proceed with the public auction sale of immovable and prepare sales contracts regarding tangible and intangible movable property. As for the results, figures speak for themselves. In 2006, seventy times more enforcement were carried out

than in 2001, year of the installation of the new profession!

These spectacular results are also noted in Hungary, as it was explained to us by Levente Zoltan, General Secretary of the National Chamber of the judicial officers of Hungary. As in Romania, the occupation of an independent and liberal judicial officer is not a recent creation. It is only in 1955 that the profession had been occupied by civil servants. In front of the inefficiency of the system and in preparation for the entry of Hungary in the European Union, this country was the first of the 10 countries which joined the EU in 2004 to have changed the statute of their enforcement agents. In 1995 the Hungarian judicial officers thus began their activities in the capacity of liberal judicial officers. "After the liberalization of the occupation of judicial officer,

the number of the enforcement cases increased in an unimaginable way. The new system gave as much work to the judicial officers than the old one ensured in six years. The new organisation allowed a growth of the effectiveness which passed from 20 to 70% in five years" specified Levente Zoltan. Concerning training, the General Secretary of the Hungarian Chamber indicated that at a national level, the current principal direction is the development of the system of training to ensure the judicial officers an ongoing training.

Lastly, the participants could listen to a short presentation on the occupation of judicial officer in Macedonia. Goran Toshevski, President of the National Chamber of the judicial officers of Macedonia, indicated that there are currently 49



*Une partie du public
A part of the public*

*Juraj Podkonicky, président de la
Chambre nationale des huissiers
de justice de la République
tchèque — President of the
National Chamber of the Judicial
Officers of the Czech Republic*



judicial officers in this country which counts around 2 million inhabitants. The reforms undertaken a few years ago were successful since the profession has acquired nine months ago a liberal statute. *“The justice reform was essential because of slowness in the execution. It was essential to proceed to the reforms, including amending the law on the judicial officers. The result is a fast resolution of the enforcement cases and I can say that until now the rate of effectiveness is close to that of the other States which have a similar system”* declared Mr. Toshevski. According to him the procedures before the reform lasted more than ten years. . . Now, the cases which are sent for enforcement are treated in order and quickly. A case is treated into three to four months. *“The results of the reform and the emergence of the private judicial officers are obvious”* he estimated.

To Highlight the Liberal Model

The following workshop was chaired by Mathieu Chardon. Tatjana Krivec (Slovenia), president of the National Chamber of the judicial officers of Slovenia, evoked the situation in her country and the difficulties with which the enforcement agents are confronted. The judicial officers exert in Slovenia in an independent form since 2000. However, contrary to the other countries where the liberal profession was installed, the Slovenian judicial officers have a very competence restricted to the seizure and sale of movable property and the seizures of unregistered immovable, the retrieval of children and evictions. The other procedures are carried out by the judges: seizures on bank accounts, attachments or earnings, seizure and sales of immovable. The judicial officers cannot carry out statements of facts or voluntary auction sales, nor can they accept instalments or give legal advice. A conference organised by the UIHJ will be held on April 12, and 13 2007 in Ljubljana (Slovenia) to try to sensitise the authorities on the importance for

the country to entrust to the judicial officers more extended missions and on the role of the judicial officer on a European level.

Concerning Croatia, Alan Uzelac, professor at Law at the University of Zagreb and Member of the European Commission for the efficiency of justice (CEPEJ) introduced the mode of the execution and the administration of the profession in his country. Professor Uzelac indicated that the Progress report of the CEPEJ for 2006 considers that execution and enforcement cases are the main problem in 93% of the courts in Croatia. *“Croatia needs to consider taking the enforcement process out of the hands of the courts, for instance through the use of special enforcement officers vested with public powers.”* one can read in this report. Then Alan Uzelac described the three main enforcement systems in the European countries: the administrative system, the judicial oriented system and the court oriented system of enforcement. He then described the advantages and the disadvantages of each system. Regarding training, he considered that *“the preliminary condition is that the judicial officer has the same training as that of the judges and the notaries”*. And professor Uzelac to continue: *“It is not enough that the candidate achieves his legal studies. An added value is required as well as taking into account our tradition. It would be necessary to entrust this professional with certain actions without the control of the judge. In this respect, what occurred in Slovenia is rather negative”*. And to conclude: *“It might be the moment to highlight the model which we mentioned”*.

Following this presentation, Jos Uitdehaag drew up a general state of the occupation of judicial officer in the South East region of Europe. Through the actions of the European Commission and the Council of Europe, our fellow-member evoked successively the situation in Albania, Croatia, Macedonia, Bulgaria, Bosnia & Herzegovina, Serbia and Montenegro. Jos Uitdehaag noted that, among

the countries of the zone which are not members of the European Union, only Macedonia had created the occupation of liberal judicial officer.

A Multiple Enforcement Judge

Then, in the next workshop, chaired by Francis Guépin, the role of the enforcement judge in various European countries was evoked. In France, Françoise Andrieux explained that the enforcement judge has complete capacities based on four principal domains:

- difficulties during enforcement;
- authorisations and dispute over interim measures;
- demands for compensation for the consecutive damages due to the enforcement or lack of enforcement;
- dispute in cases of insolvency.

After this presentation, Roger Dujardin (Belgium), Vice-President of the UIHJ, evoked the enforcement judge in Belgium. *“In a democratic State of Law, one may consider the enforcement of court decisions as an intrusion in the private life and an intervention in the legal sphere of the concerned debtor. This execution under constraint, which arose from the executive power, must be done under the control of the judicial power. This is why this task of control is entrusted to a specialised judge, namely the enforcement judge”* he mentioned. The vice-president of the UIHJ then gave details on the general and special competence of this magistrate. For instance he deals with all the requests relating to the garnishments orders, with the enforcement procedures, the collective payment of debts and the interventions in case of alimonies. He is also qualified as regards measures in cases of town planning, sea pollution or seizures in territorial waters or in the exclusive economic Zone. Moreover, the enforcement judge has a right of control on the course of the procedures of garnishment or distress and on the public officers, namely the judicial officers.



Dragutin Sapirov, chef des huissiers de justice de la région de Zagreb, Chief Judicial Officer of the Zagreb region



Goran Toshevski, président de la Chambre nationale des huissiers de justice (ARYM) – President of the National Chamber of Judicial Officers (FYROM)



Stephen Mross, huissier de justice (Allemagne) – Judicial Officer (Germany)

Lorenzo Christian Ruiz Martinez continued this review with the judge of the procedures in Spain. This professional has a much wider scope than his French or Belgian counterparts since it is him who directs, decides and controls all that relates to the execution of the court decisions. He is the central point of the enforcement procedures. Unfortunately that leads to a complexity and a heaviness which makes the system inefficient.

At last, Stephan Mross (Germany), Gerichtsvollzieher, former Rechtspfleger, evoked the role of Rechtspfleger in Germany. These agents have some jurisdictional capacity. They are qualified to authorise garnishment orders. They supervise the steps of the judicial officer but only on request of a party.

The Judicial Officer, Essential Element of the State of law

The last workshop, chaired by Marc Schmitz, included the intervention of Mrs. Slavica Garac (Croatia), Judge at the regional court of Zagreb, who presented the reforms of the system of the execution in Croatia and the 2005 legislative modifications on the law on enforcement. *"We wish that the judicial officers have a statute within the executive and are separated from the judicial power"* indicated Judge Garac. *"One of the most important problems, she indicated, is the delay in the enforcement of the court decisions. That is due to the fact that the case is regarded as finished, not when the judgement is given, but only once the execution is finished. The installation of a system of distraint, with a judicial officer who would be separated from the judicial power, would contribute to increase the efficiency of the system"*.

Bernard Menut then explained in what way the judicial officer is an essential element of the State

of Law. Handling the concepts with ease, the secretary of the UIHJ developed the topics of the importance of justice as an essential element of the State of Law, and the execution of court decisions as an element of the equitable lawsuit. Drawing his arguments from the expectations of the Council of Europe and the criteria required by the European Union, he concluded his speech by showing that the judicial officer is an essential element of the State of Law, on the one hand while contributing to the good administration of justice and on the other hand by the recognition of the protection of the judicial officers mentioned in various decisions of the European Court of the human right, such as the Pini C Romania case of June 22, 2004. *"The evolution is therefore not completed, because the enforcement of a court decision is illusory if the agent in charge of enforcement does not have the suitable means to carry out the necessary investigations to the effectiveness of its action. Moreover, the enforcement agent must have the procedural tools which allow an effective and fast action in respect of the dignity of the debtor-defendant"* Bernard Menut concluded.

In the last intervention, Roger Dujardin then presented the future prospects for the profession. The vice-president of the UIHJ invited his fellow-members to show *"positive corporatism"*, to allow them *"to approach in a balanced way and as a united professional body the challenges of our modern society"*. The law formulated in a bill or in a norm, as it is implemented by the practitioners and as it is implemented by a judge, must, on the basis of the fundamental idea to equitably appreciate the interests of all the involved parties, always be brought back to its essential reason of being: that to be useful, to be a useful means to regulate and organise the coexistence of the men and women.

It is in an impartial way that the judicial officer will make sure that the enforceable titles receive the execution which they deserve, in a correct and moderate way, by taking into account the interest of the creditor and the situation of the debtor, such as for example his human dignity and the respect of his privacy. Many new missions and prospects cannot be denied for the judicial officer of the 21st Century, only insofar as these professionals constitute a high level body which respects professional ethics and a strict deontology. Then, *"For who sees the future as clear and opened, the future prospects are very favourable"* concluded Roger Dujardin.

The Liberal Judicial Officer, Guarantor of the State of Law

It was finally up to Serge Guinchard, professor at the University of Pantheon-Assas (Paris 2), former rector of the Academies of the Guadeloupe and Rennes, honorary director of the Institute of legal studies *"Pierre Raynaud"*, honorary Dean of the Faculty of Law of Lyon, to have the honour and the privilege to conclude the Zagreb conference by sharing his point of view on the topic of these two days and his conclusions on the interventions which followed at such a fast pace. After having thanked the high authorities for their presence and their support and to have greeted the UIHJ to have had the idea of this conference and the whole of the speakers for their contributions, Professor Guinchard said to be very pleased to be in Zagreb. *"I was not forced to come to Zagreb. I came here with a real intellectual pleasure to discover, to learn and to share with you my conclusions and some certitude"* he indicated. On the choice of a professor of university to present a summary report, Dean Guinchard specified that it was a pledge of impartiality, *"your guaranty to you, professional authorities which will have to choose a*



Une partie du public – A part of the public



Le 5e atelier – The 5th Workshop

mode of exercise for the profession of enforcement agent, that the choice is right and in conformity with the European standards". Indeed, for Mr Guinchard, the good enforcement agent for Europe can only be a judicial officer – the euro-judicial officer – who, all at the same time, is the guarantor of the State of law and offers services of quality by the guaranty of his competence and his independence. "The judicial officers are the guarantors of the efficiency of the civil rights. It is them who, beyond the formal guaranties recognised by the State to the citizens, make real and effective, the rights of these same citizens" he analysed. However, it is not sufficient that a State of law exists and that the civil rights are formally guaranteed by the Constitution or by the bills. Still it is necessary that the State does all that is in its capacity to ensure this efficiency. Also, in the realisation of this efficiency, the judicial officers have an essential role to play. Indeed they offer a double guaranty: the guaranty of a liberal professional in the delivery of safe legal information, and the guaranty of a liberal professional in the effective enforcement of the decision of the judge. For Professor Guinchard, "only a liberal professional, in particular because he is remunerated directly by the parties and not by the State, can

guaranty the effective enforcement of court decisions". He has an essential role to play to ensure the efficiency of this enforcement. It is him who constitutes the interface between the citizen and the judge. Without him, the efficiency of justice cannot be assured, whatever the economic level of development reached in our respective States. "For this reason the judicial officers are essential to the construction of a State of law" showed Professor Guinchard at the end of the first part of his intervention. But the judicial officers must offer the citizens services of quality, thanks to their competence and to their independence. The competence of the judicial officers appears on three levels: in the recruitment and in the initial training, in the ongoing training, and in the sanction of this competence by the implementation of the liability for the judicial officer. Concerning the guaranty of independence, "the independence of the liberal judicial officer is initially with regards to all powers, including the judicial power" he estimated. He also approved the president of the UIH when he declared that "the judge must be released from the constraints of the execution and his role circumscribed to the examination of the requests which are presented to him and to give provisions. He must also solve the

difficulties which are lodged before him. As for the control of the operations of enforcement, it must be left to the appreciation of the parties who must be able to choose the measurement which seems to them most suitable without having to refer to any jurisdiction".

Lastly, the independence of the liberal judicial officer must be also appreciated as regards the parties: it must give those guaranties. It results on the one hand in ethical requirements and on the other hand by a collective guaranty of independence installed by the Chambers of judicial officers, "at the same times the sword and the shield of the judicial officers". In conclusion, for Professor Guinchard, the judicial officers are the guarantors of the State of law. "There are no miraculous formulae, no solutions ready to be imported. There are only solutions which each country must find for itself, while informing themselves of the examples of the others but by preserving its roots. There is only one principle which is essential: Justice is a universal value, commune to the community of the States and to the judicial officers who are at the service of their fellow-citizens, of this Justice. This is what the euro-judicial officer is about" he concluded.



François Saint-Paul,
Ana Lovrin

It remained to President Isnard to thank Professor Guinchard for this genuine proclamation in favour of the liberal judicial officer and also to thank the ministry of justice of Croatia for its support as well as Professor Uzelac and the whole of the participants, and particularly the French Embassy and its ambassador, François Saint-Paul. At the end of this historical conference, President Isnard ensured once again the Croatian authorities with the full support of the UIH for the reforms undertaken in the field of enforcement as regards joining the European Union and in the installation of a professional body to meet the requirements of the European judicial officer.



La signification des actes au cœur du colloque des Procuradores à Séville (Espagne)

A l'occasion du colloque national des Procuradores qui s'est tenu à Séville les 2 et 3 février 2007, et à laquelle une forte délégation de l'UIHJ a participé, la signification des actes a été reconnue comme un élément essentiel de l'exécution des décisions de justice.

Une manifestation hautement européenne

Deux journées de pluie à Séville. Impensable ! C'est par ce temps exceptionnellement mauvais que s'est tenu le colloque national des 9800 Procuradores espagnols à Séville les 2 et 3 février 2007. L'UIHJ était venue en force puisqu'elle était représentée par son président, Jacques Isnard, son vice-président, Roger Dujardin, son secrétaire de bureau, Bernard Menut, un membre du bureau, Francis Guépin, son premier secrétaire, Mathieu Chardon. La délégation était renforcée par une hispanophone de renom en la personne de Dominique Aribaut-Abadie, membre de la délégation française, venue remplacer Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ, empêché.

Si le temps n'était pas au rendez-vous, en revanche, la légendaire chaleur de nos confrères et consœurs a largement contribué à faire de cette manifestation importante un moment de convivialité et de confraternité, malgré un contexte pressenti d'attente de réformes.

Le thème du colloque, « *L'intervention des professionnels libéraux dans l'exécution des décisions de justice* », était en effet d'une brûlante actualité.

Les Procuradores étaient représentés par Juan Carlos Estevez Fernandez-Novoa, président du Conseil général des Procuradores, Lorenzo Christian Ruiz Martinez, vice-président du Conseil général des Procuradores, Marcelo Lozano Sanchez, doyen du Collège des Procuradores de Séville, Javier Carlos Sanchez Garcia, président du collège des Procuradores de Coruna, Juan Manuel Gago Rodriguez, président du Collège des Procuradores de Zamora, José Eduardo Sanchez Romero, président du Collège des Procuradores d'Andalousie et Silvia Garcia Vigne, Procurador à Barcelone.

Lozenzo Christian Ruiz Martinez, vice-président du Conseil général des Procuradores – Vice-President of the General Council of Procuradores



Silvia Garcia Vigne, Procurador auprès des juridictions de Barcelone – Procurador at the Jurisdictions of Barcelona



Jacques Isnard, Juan Carlos Estevez Fernandez-Novoa, président du Conseil général des Procuradores – President of the General Council of Procuradores

Les autorités étaient représentées par Maria José Lopez Gonzalez, responsable du service de la Justice de l'Administration publique d'Andalousie, Ricardo Bodas Martin, directeur général des relations avec l'administration de la justice et Carlos Rios Izquierdo, membre du Conseil général du pouvoir judiciaire. Deux délégations étrangères avaient également fait le déplacement. Il s'agissait d'Antonio Gomes Da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal, et de Juras Kovacs et Zoltan Levante, respectivement vice-président et secrétaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie. Enfin, last but not least, M. Javier Borrego Borrego, juge à la Cour européenne des droits de l'homme, avait répondu favorablement à l'invitation qui lui avait été faite par ses amis Procuradores et a honoré de sa présence cette manifestation hautement européenne.

Renforcer la sécurité juridique en Europe

Pendant la cérémonie d'ouverture, Ricardo Bodas Martin, directeur général des relations avec l'administration de la justice, a indiqué que ce congrès allait contribuer positivement à l'œuvre de justice. « *Aucune compétence ne doit tourner le dos aux professionnels qui innovent et contribuent à améliorer le service public de la justice* » a déclaré M. Bodas Martin. Et d'ajouter : « *Nous sommes à une étape importante et nous sommes disposés à accepter tout ce qui va améliorer le service public de la Justice. Le ministère de la Justice va étudier toutes les initiatives que vous allez promouvoir* ».

Pour sa part, Carlos Rios Izquierdo, membre du Conseil général du pouvoir judiciaire, s'est souvenu de sa première rencontre avec les Procuradores,



Antonio Reinoso y Reino, presidente de la Sala de la Social del TSJ de Andalucía



Ricardo Bodas Martín, directeur général des relations avec l'administration de la Justice — General Director of the relations with the Administration of Justice



Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ — Vice-President of the UIHJ

en novembre 2001, suivie des journées d'Avila en 2002 et du congrès de Majorque, en 2004. M. Rios Izquierdo a indiqué qu'il était important que les Procuradores aient conscience qu'il faille tendre vers l'harmonisation des systèmes juridiques dans l'Union européenne.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ a rappelé les quinze années pendant lesquelles l'UIHJ et les Procuradores n'ont cessé de se rencontrer et d'échanger. Reconnaissant les travaux accomplis mais regrettant les processus de réformes éternellement en cours, le président Isnard a indiqué que « l'on ne peut plus continuer à faire une Europe avec seulement dix-neuf pays où les huissiers de justice existent », tout en rappelant que l'Espagne n'en fait pas partie. « Il faut une profession spécialiste de l'exécution. Nous ne ferons pas l'espace judiciaire européen sans l'Espagne. L'Espagne doit créer cette profession, libérale, autonome, responsable, apte à assurer sa formation. Il existe des Procuradores. Ils ont vocation à développer ces activités et à devenir des agents chargés de procéder à l'exécution des décisions de justice. Sans cela, on ne développera pas l'économie, on ne développera pas les instruments et on ne développera pas les investissements. Il faut renforcer l'esprit de sécurité juridique en Europe. C'est de cela dont il sera question pendant ces deux journées » a conclu Jacques Isnard devant un auditoire convaincu par la justesse de ses propos.

Intervenant à son tour, Juan Carlos Estevez Fernandez-Novoa, président du Conseil général des Procuradores, a enchaîné en indiquant que les Procuradores veulent montrer que « le recouvrement, la signification et l'exercice de la profession en Europe grâce à des professionnels donnent une impulsion à l'économie ». En remerciant les autorités pour leur réceptivité et pour avoir traduit dans les lois les souhaits des Procuradores, le président a annoncé qu'avec les actes de signification effectués par les Procuradores, le service public allait être fortement dynamisé.

Puis ce fut le tour de María José Lopez Gonzalez, responsable du service de la Justice de l'Administration publique d'Andalousie, d'intervenir. Mme Lopez Gonzalez a rappelé combien la profession lui était proche par ses précédentes fonctions et que les Procuradores étaient des professionnels hautement qualifiés. « Vous êtes une aide indispensable pour la garantie dans les procédures par votre présence. Vous avez aussi un horizon, un but, celui de l'Union européenne. Vous allez contribuer à cette homologation des procédures dans ces pays où il y a une réglementation semblable aux nôtres » a-t-elle déclaré.

La cérémonie d'ouverture s'est achevée par l'intervention remarquable de

Javier Borrego Borrego, juge à la Cour européenne des droits de l'homme. M. Borrego Borrego a souligné l'engorgement chronique de la Cour, avec aujourd'hui 90 000 demandes par an. Huit-cents millions d'individus peuvent s'adresser à cette juridiction. Le magistrat de la Cour de Strasbourg a fait état de plusieurs décisions importantes espagnoles qui ont eu des conséquences dans la jurisprudence liée au procès équitable prévu à l'article 6.1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Concernant le sujet du colloque, M. Borrego Borrego a considéré qu'il est « magnifique de rassembler des collectifs de divers pays autour de l'idée d'un professionnel libéral de l'exécution ». « Les Etats ne peuvent ni retarder l'exécution ni l'esquiver. La prééminence du droit et du procès équitable s'oppose à toute ingérence dans l'administration de la justice. Cela est net et clair aux yeux de la Cour. Cette prééminence du droit s'applique pour les grandes questions mais aussi dans l'exécution quotidienne » a-t-il déclaré.

Un château de sable sous une averse belge

La première table ronde concernait la signification des actes. Elle était placée sous la modération de Francis Guépin, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France et membre du bureau de l'UIHJ. Répondant aux réflexions de M. Borrego Borrego sur l'influence de la Cour EDH, Francis Guépin a indiqué que la juridiction de la Grande Europe fait toujours trembler les Etats membres et a parfois pour conséquence, comme cela a été le cas en France avec la Cour de cassation, de modifier les règles de certaines institutions.

Quatre brillantes interventions se sont succédées jusqu'à une heure avancée de la journée.

En premier lieu, Juan Manuel Gago Rodriguez, président du Collège des Procuradores de Zamora, a rappelé que les Procuradores, dans le cadre de l'administration de la justice, pouvaient effectuer des significations par tous les moyens admis par la loi. Il a dressé un tableau très complet des différents modes et conditions de signification des actes de procédure.

A sa suite, Javier Carlos Sanchez Garcia, président du collège des Procuradores de Coruna, a évoqué la nature juridique de la fonction de Procurador, à la fois privée et publique, en collaboration avec les parties. Il a fait état d'un rapport sur la signification des actes par la profession. Ce rapport démontre l'efficacité des actes de signification, qui constituent un facteur pour réduire les délais dans



Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ – 1st secretary of the UIHJ



Francis Guépin, member du bureau de l'UIHJ – Member of the board of the UIHJ



Javier Carlos Sanchez Garcia, doyen du Collège des Procuradores de Coruna - Dean of the College of Procuradores of Coruna

l'exécution. Plus de 21 millions d'actes ont ainsi été signifiés en 2005 par les 67 collèges de Procuradores espagnols, chiffre en constante augmentation. Des problèmes demeurent pourtant. La loi prévoit que si le destinataire est absent à son domicile, le Procurador doit revenir avec deux témoins majeurs pour valider la signification. Pour résoudre ces problèmes, « *Nous devons adopter des mesures pour éliminer les obstacles dans le cadre de la communication des actes. Nous avons besoin d'une capacité d'identification propre* » a déclaré M. Sanchez Garcia.

Ce fut ensuite au Français Bernard Menut, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France et secrétaire du bureau de l'UIHJ, de présenter un exposé sur « *La construction prétorienne du droit de l'exécution* ». A partir des racines d'un droit européen de l'exécution et de la Convention européenne des droits de l'homme, le secrétaire de l'UIHJ a développé le concept de droit de l'exécution en Europe. Dans un premier temps, notre confrère a défini la conformité du droit de l'exécution par rapport aux principes du procès équitable. En cela, la sécurité juridique, l'efficacité et l'exécution effective sont des facteurs essentiels. Dans un deuxième temps, Bernard Menut a confronté la conformité du droit de l'exécution aux principes de délai raisonnable, en regrettant notamment l'absence de recours internes. Enfin, le secrétaire de l'UIHJ a évoqué le droit de l'exécution à l'aune des principes de l'égalité des armes, en arguant notamment le caractère d'insécurité de la notification postale par rapport à la signification par huissier de justice.

La première journée du colloque s'est achevée par l'exposé magistral de notre confrère belge Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ, sur le thème : « *Textes communautaires : socle d'un droit autonome de l'exécution* ». Roger Dujardin a présenté tout d'abord des observations pratiques sur le règlement (CE) du Conseil n° 1348/2000 du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les Etats membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale. Puis, notre confrère a présenté le règlement (CE) du Conseil n° 44/2001 du 22 décembre 2000 relatif à la compétence, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions de justice en matière civile et commerciale, en le comparant à la convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. Enfin, poursuivant son tour d'horizon de la législation européenne à l'usage des huissiers de justice, le vice-président de l'UIHJ s'est concentré sur l'article 17 du règlement (CE) du Conseil et du Parlement n° 805/2004 du 21 avril 2004 instituant un titre exécutoire européen pour les créances incon-

testées. Roger Dujardin s'est montré très critique vis-à-vis de cet instrument, le qualifiant de « *château de sable sous une averse belge* ».

La garantie des règles déontologiques

Le lendemain avait lieu la seconde table ronde, sur le thème du « *recouvrement et de l'exécution* », Elle était placée sous la modération experte de Marcelo Lozano Sanchez, doyen du collège des Procuradores de Séville.

Jacques Isnard a présenté un exposé sur l'organisation de l'espace de sécurité et de justice communautaire. Le président de l'UIHJ a indiqué que les raisons pour lesquelles l'UIHJ veut promouvoir la profession d'huissier de justice en Europe s'articulent autour de trois impératifs nécessitant :

1. La mise en œuvre d'un régime juridique de droit judiciaire en Europe
2. Le renforcement de la sécurité juridique
3. La prise en compte de contingences économiques

Jacques Isnard a indiqué que le droit judiciaire en Europe se développe sous l'action conjuguée des textes communautaires, des travaux du Conseil de l'Europe et de l'œuvre des juridictions européennes (Cour européenne des droits de l'homme et Cour de justice des Communautés européennes). La sécurité juridique est renforcée d'une part par l'amélioration des droits de la défense et d'autre part par le recours à la signification des actes par huissier de justice. « *Tout aurait été plus simple, déplore le président Isnard, si l'on avait institué une méthode unique d'introduction de l'instance telle la signification par un huissier de justice ou un agent qualifié. Ainsi aurait-on préservé, par l'effet de la remise physique de l'acte, la sécurité juridique en garantissant les droits de la défense et en privilégiant, de surcroît, une double information. On aurait pu, en effet, informer le défendeur en lui fournissant les indications sur le procès qui le concerne et encore instruire le juge des conditions de remise* ». Enfin, le président de l'UIHJ a évoqué le programme mis en place par le congrès de Washington sur la pluridisciplinarité de l'huissier de justice sur un plan mondial.

Puis il revint à Dominique Aribaut-Abadie, membre de la délégation française de l'UIHJ, la lourde tâche de remplacer Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ, empêché, pour parler du recouvrement de créances, tâche dont notre consœur s'est acquittée avec brio et dans un espagnol parfait. Tout en constatant que les Procuradores ne s'occupaient pas du recouvrement de créances, Dominique Aribaut-Abadie a invité nos confrères à s'engager dans cette voie. « *La rapidité*



Une partie du public — A part of the public



Juan Manuel Gago Rodriguez, doyen du Collège des Procuradores de Zamora — Dean of the College of Procuradores of Zamora

des échanges économiques internationaux a besoin d'un service rapide et réactif de recouvrement pour protéger le crédit. Nous pouvons leur offrir le service de recouvrement amiable » a-t-elle indiqué en insistant sur le fait que les huissiers de justice sont les mieux placés pour effectuer à la fois le recouvrement amiable et le recouvrement judiciaire. Notre consœur française a précisé également que « la responsabilité des professionnels huissiers de justice permet d'offrir la garantie de travailler selon des règles déontologiques ». Après un examen pratique des méthodes de recouvrement, Dominique Aribaut-Abadie a conclu en indiquant que les huissiers de justice et les Procuradores sont les professionnels appropriés pour garantir les intérêts des créanciers et des débiteurs

Une grande capacité d'adaptation

Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ, a ensuite présenté un exposé sur l'avenir de l'huissier de justice européen. Dans un premier temps, le 1er secrétaire a évoqué le passé divergent des huissiers de justice en Europe — avec le clivage Est/Ouest — pour constater que le destin de ces professionnels convergeait naturellement vers une harmonisation au niveau européen, aidé en cela notamment par les actions de l'UIHJ. Dans un second temps, Mathieu Chardon a évoqué les perspectives d'avenir pour une profession d'huissier de justice harmonisée en Europe et, au-delà, dans le monde. « *Gageons que la profession d'huissier de justice harmonisée sur un plan européen, utopie d'hier, sera demain une réalité, pour un meilleur service public de la justice au profit de tous les citoyens* » a conclu notre confrère sur un ton très positif.

Silvia Garcia Vigne, Procurador à Barcelone, a ensuite évoqué le recouvrement amiable du point de vue des Procuradores. S'appuyant sur le constat selon lequel les Procuradores ont « *une grande capacité d'adaptation* », notre consœur a remarqué que les petites entreprises ne disposent pas de structure pour effectuer le recouvrement de leurs créances. Elles confient celui-ci à des agences spécialisées qui « *créent une pression contre les débiteurs* ». « *Il y a à chaque fois de plus en plus d'agences de recouvrement peu éthiques avec des tarifs prohibitifs* » a-t-elle déploré. Elle a proposé que les Procuradores, professionnels d'expérience qualifiés, responsables, et disposant d'une rémunération tarifée, puissent s'occuper du recouvrement de créances, qui pourrait alors « *devenir un aspect important de nos activités* ».

Pour venir en écho à l'intervention de Mme Garcia Vigne, Lorenzo Christian Ruiz Martinez, vice-président du Conseil général des Procuradores d'Espagne, a évoqué les exemples des sociétés privées de recouvrement, telles les « *Cobrador*

del Frac », qui harcèlent littéralement les débiteurs en exerçant sur eux une pression insupportable. L'un des services — dégradants — offerts par ces sociétés est de faire suivre le débiteur par une personne déguisée en toréador, en moine, en clown, etc., afin de jeter l'opprobre sur lui. Notre confrère a précisé que si ces pratiques existent, c'est en raison d'un manque d'efficacité du système de l'exécution. « *L'exécution est constituée d'une quantité colossale de démarches auprès du juge* » a constaté notre confrère. La première solution du retard très important pris dans l'exécution des décisions de justice consisterait à confier au Procurador la signification des actes dans le cadre de l'exécution. « *Si le juge ou le greffier autorisent le Procurador à accomplir toutes les démarches de l'exécution, il suffira d'une seule décision pour qu'il puisse se charger de l'ensemble des démarches* » a indiqué le vice-président du Conseil général des Procuradores d'Espagne. Cela doit s'envisager par la capacité de certification des Procuradores dans le cadre des significations.

À l'issue de ces deux journées très denses et prometteuses, le président Isnard a félicité les Procuradores des actions qu'ils menaient dans le cadre de l'exécution des décisions de justice et de la signification des actes, leur a souhaité le succès qu'ils méritent et leur a rappelé le soutien sans faille de l'UIHJ à leur noble et juste cause.

C'est au rythme du tango et du paso-doble, après un superbe dîner de clôture, que le séminaire s'est achevé... à l'heure espagnole !

Les jardins du palais de l'Alcazar — The gardens of the Alcazar Palace





Service of Documents in the Heart of the Procuradores Conference in Seville (Spain)

At the time of the national conference of Procuradores which was held in Seville on February the 2, and 3, 2007, and in which a strong delegation of the UIHJ took part, the service of documents was recognized as an essential element of the enforcement of court decisions.

A Highly European Seminar

Two days of rain in Seville. Unthinkable! It is under this exceptionally bad weather that the national conference of the 9800 Spanish Procuradores was held in Seville on February the 2, and 3, 2007. The UIHJ was strongly represented by its president, Jacques Isnard, its vice-president, Roger Dujardin, its board secretary, Bernard Menut, a board member, Francis Guépin, and its first secretary, Mathieu Chardon. The delegation was reinforced by the Spanish-speaking Dominique Aribaut-Abadie, member of the French delegation, replacing Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ, prevented.

If the weather was bad, on the other hand, the legendary warmth of our Spanish colleagues largely contributed to make this important event a moment of friendship and confraternity, in spite of a difficult context of waiting for reforms.

The theme of the conference, *"the intervention of the liberal professionals in the enforcement of court decisions"*, was indeed of an extreme topicality.

The Procuradores were represented by Juan Carlos Estevez Fernandez-Novoa, President of the General Council of the Procuradores of Spain, Lorenzo Christian Ruiz Martinez, Vice-President of the General Council, Marcelo Lozano Sanchez, senior of the College of Procuradores of Seville, Javier Carlos Sanchez Garcia, President of the College of Procuradores of Coruna, Juan Manuel Gago Rodriguez, President of the College of Procuradores of Zamora, Jose Eduardo Sanchez Romero, President of the College of Procuradores of Andalusia and Silvia Garcia Vigne, Procurador in Barcelona.

The authorities were represented by Maria Jose Lopez Gonzalez, in charge of the service of Justice of the Public administration of Andalusia, Ricardo Bodas Martin, General Manager of the relationships with the Administration of justice and Carlos Rios Izquierdo, member of the General Council of the Judicial Power.

Two foreign delegations also attended the seminar: Antonio Gomes Da Cunha, President of the Chamber of Solicitadores of Portugal, and Juras Kovacs and Zoltan Levante, respectively Vice-President and secretary of the National Chamber of the judicial officers of Hungary.

Last but not least, Mr. Javier Borrego Borrego, judge at the European Court of human rights, had answered favourably to the invitation which had been made to him by his Procuradores friends and honoured this highly European demonstration with his presence



Jacques Isnard



Juan Carlos Estevez Fernandez-Novoa, président du Conseil général des Procuradores - President of the General Council of Procuradores

Reinforcing Legal Safety in Europe

During the opening ceremony, Ricardo Bodas Martin, General Manager of the relationships with the Administration of justice, indicated that this congress was going to contribute positively to the work of justice. *"No competence must turn its back to the professionals who innovate and contribute to improve the public service of justice"* declared Mr. Bodas Martin. And to add: *"We are at an important stage and we are willing to accept all that will improve the public service of Justice. The ministry for Justice will study all the initiatives which you will promote"*.

For his part, Carlos Rios Izquierdo, member of the General Council of the Judicial Power, remembered his first meeting with the Procuradores, in November 2001, followed by the meeting in Avila in 2002 and the congress of Mallorca in 2004. Mr Rios Izquierdo indicated that it was important that the Procuradores are aware of the necessity to tend towards the harmonization of the legal systems in the European Union.

Jacques Isnard, President of the UIHJ, recalled the fifteen years during which the UIHJ and the Procuradores did not cease to meet and to exchange. Recognizing the accomplished work but regretting the processes of reforms eternally in progress, President Isnard declared that *"one cannot continue any more to create Europe with only nineteen countries where judicial officers exist"*, while recalling that Spain is not part of these nineteen countries. *"One needs a profession specialized in enforcement. We will not create the European area of justice without Spain. Spain must create this liberal, autonomous and responsible profession, and must stand ready to ensure its training. The Procuradores exist. They have vocation to develop these activities and to become the agents in charge of carrying out the enforcement of court decisions. Without that, one will not develop the economy, one will not develop the instruments and one will not develop the investments. It is necessary to reinforce the legal spirit of security in Europe. This is what you will be talking about during these two days"* concluded Jacques Isnard in front of an audience convinced by the accuracy of his remarks.



Maria José Lopez Gonzalez, responsable du service de la Justice de l'Administration publique d'Andalousie — Head of the Justice Service at the Public Administration of Andalusia



Carlos Rios Izquierdo, membre du Conseil général du pouvoir judiciaire — Member of the General Council of the Judiciary



Marcello Lozano Sanchez, doyen du Collège des Procuradores de Séville — Dean of the College of Procuradores of Sevilla

Speaker in his turn, Juan Carlos Estevez Fernandez-Novoa, President of the General Council of the Spanish Procuradores, indicated that the Procuradores want to show that *“debt collection, service of documents and the exercise of the profession in Europe by professionals give an impulse to the economy”*. By thanking the authorities for their receptivity and for having translated in the laws the wishes of Procuradores, the President announced that with the service of documents carried out by Procuradores, the public service of justice was going to be strongly instigated.

Then it was the turn of Maria Jose Lopez Gonzalez, in charge of the service of Justice at the Public administration of Andalusia, to intervene. Mrs Lopez Gonzalez recalled how much the profession was close to her by her preceding functions and that the Procuradores were highly qualified professionals. *“By your presence you are an essential help for the guarantee in the procedures. You also have a horizon, a goal, that of the European Union. You will contribute to this homologation of the procedures in these countries where there is a regulation similar to ours”* she declared.

The opening ceremony was completed by the remarkable intervention of Javier Borrego Borrego, Judge at the European Court of Human rights. Mr. Borrego Borrego underlined the chronic backlog of the Court, with today 90 000 requests per annum. Eight hundred million individuals can address to this jurisdiction. The magistrate of the Court of Strasbourg gave a report on several Spanish important decisions which had consequences in the jurisprudence relating to the equitable lawsuit envisaged in article 6.1 of the European Convention on human rights. Concerning the subject of the conference, Mr. Borrego Borrego considered that it is *“splendid to gather collectives of various countries around the idea of a liberal professional of the execution”*. *“The States can neither delay the execution nor to dodge it. The rule of law and the equitable lawsuit is opposed to any interference in the administration of justice. That is unquestionable and clear in the eyes of the Court. This rule of law applies in all important matters but also in the daily implementation”* he declared.

A Sand Castle Under a Belgian Downpour

The first round table related to the service of documents. It was placed under the chair of Francis Guépin, former president of the National Chamber of the judicial officers of France and member of the board of the UIHJ. Answering the reflections of Mr. Borrego Borrego on the influence of the European Court of Human Rights, Francis Guépin indicated that the jurisdiction of the wider Europe

still influences the Member States and has sometimes as a consequence — as it was the case in France with the Court of Cassation — to modify the rules of some institutions.

Four brilliant interventions followed one after the other until a late hour of the day.

Initially, Manuel Juan Gago Rodriguez, President of the College of Procuradores of Zamora, pointed out that the Procuradores, within the framework of the administration of justice, could carry out service of documents by all the means admitted by the law. He drew a very complete picture of the various modes and conditions of service of legal documents.

Following this thorough presentation, Javier Carlos Sanchez Garcia, President of the College of Procuradores of Coruna, evoked the legal nature of the function of Procurador, both private and public, in collaboration with the parties. He mentioned a report on the service of documents by the profession. This report shows the effectiveness of the service of documents, which constitutes a factor to reduce the delays in the enforcement process. More than 21 million documents were thus served in 2005 by the 67 Spanish colleges of Procuradores, this amount being on a constant increase. Problems however remain. The law provides for that if the recipient is not met at his residence, the Procurador must come back with two witnesses to validate the service. To solve these problems, *“We must adopt measures to eliminate the obstacles within the framework of the service of documents. We need a full capacity of identification”* declared Mr. Sanchez Garcia.

It was then to the Frenchman Bernard Menut, former president of the national Chamber of the judicial officers of France and secretary of the board of the UIHJ, to give a presentation on *“the Praetorian construction of the law of enforcement”*. From the roots of a European law of enforcement and the European Convention of the Human rights, the secretary of the UIHJ developed the concept of the law of enforcement in Europe. Initially, our colleague defined the conformity of the law of enforcement compared to the principles of the equitable lawsuit. In that respect, legal security, effectiveness and effective enforcement are essential factors. Then Bernard Menut confronted the conformity of the law of enforcement with the principles of a reasonable time, thus regretting the absence of recourse in internal law. Lastly, the secretary of the UIHJ evoked the law of enforcement compared with the principles of equality of weapons, in particular asserting the character of insecurity of the postal notification compared to the service of documents by judicial officers.



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ – Secretary of the board of the UIHJ



Dominique Aribaut-Abadie, member de l'UIHJ – Member of the UIHJ



Javier Borrego Borrego, juge à la Cour européenne des droits de l'homme - Judge at the European Court of Human Rights

The first day of the conference was completed by the authoritative review of our Belgian fellow-member Roger Dujardin, Vice-President of the UIHJ, on the topic: *“Community Texts: the base of an autonomous law of enforcement”*. Roger Dujardin first of all presented practical observations on the (EC) Council Regulation n° 1348/2000 of 29 May 2000 on the service of documents in the Member States in civil and commercial matters. Then he presented the (EC) Council Regulation n° 44/2001 of 22 December 2000 relating to the competence, the recognition and the execution of court decisions in civil and commercial matters, by comparing it with the 27 September 1968 Brussels convention. Lastly, continuing his review on the European legislation to the use of the judicial officers, the Vice-President of the UIHJ concentrated on article 17 of (EC) Council and Parliament Regulation n° 805/2004 of 21 April 2004 creating a European payment order for uncontested claims. Roger Dujardin was very critical towards this instrument, describing it as a *“sand castle under a Belgian downpour”*.

Guarantee of Ethical Rules

The second round table took place on the following day, on the topic of *“debt collection and enforcement”*. It was placed under the expert chair of Marcelo Lozano Sanchez, senior of the College of Procuradores of Seville. Jacques Isnard gave a presentation on the organization of the Community area of security and justice. The President of the UIHJ indicated that the reasons for which the UIHJ wants to promote the occupation of judicial officer in Europe articulate around three pre requisites:

1. The implementation of a legal framework of the judicial law in Europe
2. The reinforcement of legal security
3. The taking into account of economic contingencies

Jacques Isnard indicated that the judicial law in Europe develops under the combined action of the Community texts, the work of the Council of Europe and that of the European jurisdictions (European Court of Human Rights and the Court of Justice of the European Communities). Legal security is reinforced on the one hand by the improvement of the rights of the defendants and on the other hand

by the use of the service of documents by judicial officers. *“All would have been simpler, deploras President Isnard, if one had instituted a single method of introducing the lawsuit such as with the service of document by a judicial officer or a qualified agent. Thus by the effect of the physical handing-over of the document, the legal security would have been preserved, guaranteeing the rights of the defendant while privileging, in addition, a double information. One could, indeed, have informed the defendant by providing him with indications on the lawsuit and have informed the judge of the conditions of the handing-over”*. Lastly, the President of the UIHJ evoked the program set up by the UIHJ Washington Congress on the multidisciplinary judicial officer world-wide.

Then Dominique Aribaut-Abadie, member of the French delegation of the UIHJ, had the heavy task to replace Leo Netten, 1st Vice-President of the UIHJ, prevented, to speak about the collection of debts. She made a brilliant demonstration, in a perfect Spanish. While noting that the Procuradores did not deal with the collection of debts, Dominique Aribaut-Abadie invited our fellow-members to invest this market. *“The speed of the international economic exchanges needs a fast and reactive service of collection of debts to protect credit. We can offer them the amicable service of collection of debts”* she indicated while insisting on the fact that the judicial officers are the best professionals to carry out at the same time amicable and judicial collection of debts. Our French colleague also specified that *“the responsibility for the professional*

Cérémonie d'ouverture du colloque – During the opening ceremony of the seminar





judicial officers makes it possible to guarantee to work according to ethical rules". After a practical examination of the methods of debt collecting, Dominique Aribaut-Abadie concluded by indicating that the judicial officers and the Procuradores are the suitable professionals to guarantee the interest of both creditors and debtors.

A Great Capacity of Adaptation

Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ, then gave a presentation on the future of the European judicial officer. Initially, the 1st secretary evoked the divergent past of the judicial officers in Europe – with the East/Western cleavage – to note that the destiny of these professionals converged naturally towards a harmonization at a European level, helped in that in particular by the actions of the UIHJ. In the second time, Mathieu Chardon evoked the future prospects for an occupation of a harmonized judicial officer in Europe and, beyond, in the world. "Let us bet that the occupation of a harmonized judicial officer on a European plan, yesterday's utopia, will be a reality tomorrow, for a better public service of justice to the profit of all the citizens" our fellow-member concluded on a very positive tone.

Silvia Garcia Vine, Procurador in Barcelona, then evoked the amicable debt collection from the Procuradores' point of view. From the statement according to which Procuradores have "a great capacity of adaptation", our colleague noticed that the small companies do not have the proper structure to carry out the collection of their debts. They entrust this to specialized agencies which "create a pressure against the debtors". "There are each time more and more debt collection agencies which have no ethical rules and which charge prohibitive tariffs" she regretted. She proposed that the Procuradores, experienced, responsible and qualified professionals, with a tariff, deal with the collection of debts, which could then "become an important aspect of our activities".

To echo to the intervention of Mrs Garcia Vine, Lorenzo Christian Ruiz Martinez, Vice-President of the General Council of the Procuradores of Spain, evoked the examples of the private debt collecting companies, such the "Cobrador del Frac", which literally badger the debtors by exerting on them an unbearable pressure. One of the – degrading – services offered by these companies is to have the debtor followed by a person disguised as a treader, a monk, a clown, etc, in order to shame him. Our fellow-member specified that if these practices exist, it is because of a lack of an effective system of enforcement in Spain. "The execution consists in a colossal quantity of processes near the judge" noted our colleague. The first solution of the very important backlog in the enforcement of court decisions would consist in entrusting the Procuradores with the service of documents within the framework of enforcement. "If the judge or his clerk authorizes



José Eduardo Sanchez Romero, président du Conseil des Procuradores d'Andalousie – President of the Council of Procuradores of Andalusia



Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal – President of the Chamber of Solicitadores of Portugal

the Procurador to achieve all the steps of the enforcement, one decision will be enough to take care of the whole of the process" indicated the Vice-President of the General Council of the Procuradores of Spain. It must then be envisaged to give to the Procuradores the full capacity of certification within the framework of the service of documents.

After these two very dense and promising days, President Isnard congratulated the Procuradores on the actions which they carried out within the framework of the enforcement of court decisions and the service of documents, wished them the success that they deserve and ensured them of the full support of the UIHJ to their noble and just cause.

Finally, after a superb dinner, it is under the rhythms of tango and paso doble that the seminar was completed... in a Spanish way!

La Place d'Espagne – The Spain Plaza





Visite du président de la Cour suprême de Croatie à la Chambre nationale des huissiers de justice de France

Le 31 janvier 2007, M. Branko Hrvatin, président de la Cour suprême de Croatie a rencontré à Paris, au siège de la Chambre nationale des huissiers de justice, Paul Rochard, son président, ainsi que les membres du bureau, et Jacques Isnard, président de l'UIHJ.

M. Hrvatin, de passage à Paris à l'occasion des cérémonies du bicentenaire du Code de commerce français, a souhaité rencontrer les représentants de la Chambre nationale des huissiers de justice de France. La Croatie, dans le cadre de sa future adhésion à l'Union européenne, a engagé des réformes de ses institutions judiciaires, notamment du système de l'exécution des décisions de justice, lesquelles souffrent notamment d'un retard important.

C'est avec tous les honneurs dus à son rang que la Chambre nationale des huissiers de justice a reçu le président de la Cour suprême. Une équipe composée de cinq huissiers de justice, tous spécialisés dans la formation, dont Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ, Anne Kérisit et Rose-Marie Bruno, membres de l'UIHJ, est venue présenter les différents aspects de la profession en France : organisation, statut, activités, formation, accès à la profession, discipline et déontologie... Le président de la Cour suprême, qui connaissait manifestement très bien la question, a manifesté son intérêt pour le modèle d'huissier de justice français et a posé plusieurs questions sur la formation et sur l'Ecole nationale de procédure française.

M. Hrvatin a également visité les locaux de la Chambre nationale, depuis l'amphithéâtre du rez-de-chaussée jusqu'au 4e étage de la prestigieuse maison des huissiers de justice du monde, comme l'aime à le souligner Paul Rochard, président, lorsqu'il accueille les délégations de l'UIHJ lors des conseils permanents de l'UIHJ parisiens qui s'y tiennent.

Le président Rochard a indiqué à M. Hrvatin que la Chambre nationale française se tenait à la disposition des autorités croates pour accueillir une délégation croate en France.

Mathieu Chardon & Branko Hrvatin



De G. à D. : Alain Bighelli, secrétaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ), Jean-François Richard, trésorier adjoint de la CNHJ, Paul Rochard, président de la CNHJ, Branko Hrvatin, président de la Cour suprême de Croatie, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Guy Chezeaubernard, vice-président de la CNHJ, Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ – From L. to R.: Alain Bighelli, Secretary of the French National Chamber of Judicial Officers (CNHJ), Jean-François Richard, Vice-Treasurer of the CNHJ, Paul Rochard, President of the CNHJ, Branko Hrvatin, President of the Supreme Court of Croatia, Jacques Isnard, President of UIHJ, Guy Chezeaubernard, Vice-President of the CNHJ, Mathieu Chardon, 1st secretary of UIHJ

Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, s'était également joint à la réunion et a pu évoquer avec le président de la Cour suprême divers aspects du prochain colloque international organisé par l'UIHJ, le ministère de la Justice de Croatie et la Faculté de droit de Zagreb, sous le patronage de Mme Ana Lovrin, ministre de la justice de Croatie et de M. François Saint-Paul, ambassadeur de France en Croatie. A la fin de cette réunion très cordiale, le président Hrvatin a invité ses hôtes à se rendre à Zagreb. Rendez-vous est donc pris début mars pour ce colloque international de droit comparé dont l'ampleur, sans précédent avec 25 intervenants venants de 12 pays, sera magnifiée par le cadre merveilleux de la capitale croate.

Branko Hrvatin





Visit of the President of the Supreme Court of Croatia to the National Chamber of the Judicial Officers of France

January 31, 2007, Mr. Branko Hrvatin, president of the Supreme Court of Croatia, met in Paris with the president of the national Chamber of judicial officers Paul Rochard, as well as the members of his board, and Jacques Isnard, president of the UIHJ.

Mr. Hrvatin, on his way to the bicentenary of the French Code of commerce, wished to meet the representatives of the national Chamber of the judicial officers of justice of France. Croatia, within the framework of its future adhesion to the European Union, engaged in the reforms of its legal institutions, in particular the system of the enforcement of court decisions, which suffers in particular from an important backlog.

It is with all the honours due to his rank that the national Chamber of the judicial officers received the president of the Supreme Court. A team made up of five judicial officers, all specialised in training, amongst whom Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ, Anne Kérisit and Rose-Marie Bruno, members of the UIHJ, came to present the various aspects of the profession in France: organisation, status, activities, training, access to the profession, discipline and ethics, ... The president of the Supreme Court, who obviously knew the question very well, expressed his interest for the model of French judicial officer and asked several questions about the training and the French national School of procedure.

Mr. Hrvatin also visited the buildings of the national Chamber, from the amphitheatre on the ground floor to the 4th floor of the prestigious house of the judicial officers of the world, as President Paul Rochard likes to underline, when he welcomes the delegations of the UIHJ at the UIHJ permanent councils which are held in this Parisian building.

President Rochard indicated to Mr. Hrvatin that the French national Chamber was standing ready to meet a Croatian delegation in France.

The president of the UIHJ, Jacques Isnard, had also joined the meeting. He could evoke with the president of the Supreme Court various aspects of the next international conference organised by the UIHJ, the ministry of Justice of Croatia and the Faculty of Law of Zagreb, under the patronage of Mrs Anna Lovrin, Minister for justice of Croatia and Mr. François Saint-Paul, ambassador of France in Croatia. At the end of this very pleasant meeting, president Hrvatin invited his hosts to go to Zagreb. Appointment is thus taken at the beginning of March for this international conference of comparative law whose impact, without precedent with 25 speakers coming from 12 countries, will be magnified by the wonderful framework of the Croatian capital.



Branko Hrvatin & Jacques Isnard



Paul Rochard & Branko Hrvatin

Rose-Marie Bruno, Pimonrat Vattanahattai, Anne Kérisit, Emmanuelle Denoyelle, Xavier Dorinet





Mission ministérielle polonaise à Paris

Une délégation de haut niveau du Ministère de la justice de Pologne a été accueillie à Paris, les 25 et 26 avril 2007 par l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice de France pour une mission d'études portant sur l'organisation fonctionnelle de la profession et sur le régime des procédures d'exécution en France.



Jacques Isnard et les membres de la délégations polonaise – Jacques Isnard with the representatives of the delegations

Aspects techniques et pédagogiques

Cette mission était composée de M. Andrzej Kryze, vice ministre de la Justice, M. Karal Dalek, directeur du Département de l'Organisation judiciaire, Tomasz Jasklowski, directeur-adjoint du Département de l'Organisation judiciaire et Urszula Wieczorek, chef de division des notaires et des huissiers au ministère de la justice

La délégation polonaise s'est particulièrement intéressée au fonctionnement de la Caisse de garantie, à l'École nationale de procédure (ENP) et à la visite d'un office parisien.

Les deux mécanismes, responsabilité civile et responsabilité professionnelle, présentés par le président (Me Guy Duvelloy) et la directrice de la caisse (Marion Thibaud) ont particulièrement séduit les interlocuteurs polonais qui n'ont pas caché l'intérêt qu'ils portaient à ce service qui pourrait être transposé en Pologne.

L'ENP, avec son président, Abel Pansard, et sa directrice, Sophie Gaublomme, a été très présente et placée au cœur des discussions portant sur les nombreuses questions relatives à la formation.

Les aspects techniques, mais aussi le domaine pédagogique, adossé d'une part à la formation du personnel, des stagiaires, voire des huissiers de justice et d'autre part à celle des formateurs, ont capté toute l'attention des experts. Enfin, la visite de l'office de Me Patrice Nocquet à Paris a été qualifiée de « très enrichissante » en termes d'enseignements notamment au travers des illustrations pratiques et des démonstrations techniques apportées par Me Nocquet.

La délégation polonaise – The Polish Delegation



Une forte proximité entre les statuts français et polonais

La Pologne est le pays qui rassemble, après la France, le plus grand nombre d'huissiers de justice en Europe (640).

La profession a été créée en 1994 et son statut rénové en 1997. Le gouvernement a entrepris une grande réforme de son système judiciaire qui vise, entre autres, les professions du droit et plus particulièrement les huissiers de justice dont les effectifs, la compétence (projet d'extension de compétence nationale), la discipline, le tarif, les conditions d'accès et la formation, sont au centre des mutations.

La loi de réformes a été votée par les députés. Elle est aujourd'hui en cours d'examen au Sénat et les autorités polonaises souhaiteraient vivement étudier le système français, avant de se déterminer sur un certains nombres de points parmi ceux figurant dans le projet.

Le programme de la mission ministérielle a donc été conçu pour permettre d'aborder un très vaste ensemble englobant :

- la compétence territoriale
- la concurrence et le nombre d'huissiers de justice
- la discipline, la déontologie, le contrôle des offices
- les conditions d'accès à la profession et la nomination des huissiers de justice
- les activités, les tarifs et les modes de rémunérations, etc.

L'étude comparative a révélé une forte proximité entre les statuts français et polonais, ce dernier, il convient de préciser, ayant lors de sa conception dans le début des années quatre-vingt-dix été fortement inspiré du système en vigueur en France et en Belgique.

A cet égard, le président Jacques Isnard devait rappeler qu'à partir de 1992, sous l'autorité du président Baudouin Gielen, un groupe de travail de l'UIHJ avait été mis en place, lequel a fortement contribué, avec les autorités polonaises et les pionniers de la profession libérale en Pologne – parmi lesquels figurait l'ancien président Dariusz Potkanski – à l'élaboration du statut polonais.

Il faut rendre hommage à tous ceux qui ont animé, durant les deux jours, les débats : les présidents



Guy Chezeaubernard, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ), Paul Rochard, président de la CNHJ, Jacques Isnard, Guy Duvelleroy & Marion Thibaud, président et directrice de la Caisse de garantie de la CNHJ – Guy Chezeaubernard, Vice-President of the French National Chamber of Judicial Officers (CNHJ), Paul Rochard, président de la CNHJ, Jacques Isnard, Guy Duvelleroy & Marion Thibaud, President and Director of the Warranty Fund of the CNHJ

Jacques Bertaux et Francis Guépin, Thierry Guinot, Françoise Andrieux, René Duperray, Patrick Safar et Guy Bricard, sur les sujets aussi variés que ceux qui ont été abordés dans le cadre du programme, ainsi que sur le grand débat autour de l'insolvabilité et du rôle néfaste des sociétés de recouvrement de dettes.

Le rôle des huissiers de justice polonais dans l'Union européenne

A l'issue des travaux, M. Krize devait annoncer la volonté du gouvernement de son pays de promouvoir quatre mesures :

- la création d'une école de formation des huissiers de justice
- l'instauration d'une caisse de garantie
- l'institutionnalisation du recouvrement amiable au profit des huissiers de justice
- la prohibition des sociétés de recouvrement.

La mise en œuvre d'un tel programme nécessitant une étude davantage approfondie, il a, semble-t-il, été souhaité qu'un groupe d'experts poursuivent les travaux engagés par cette première mission exploratrice.

Me Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France ne devait pas manquer dans son allocution de clôture d'affirmer

la nécessité de promouvoir de telles rencontres, conformes aux souhaits des huissiers de justice français et qui étaient de nature à favoriser le dialogue entre tous les huissiers de justice européens et leurs autorités de tutelles.

La Chambre française, devait encore préciser le président Paul Rochard « *est toujours là pour ouvrir ses portes aux délégations étrangères, nos locaux étant la maison de tous les huissiers de justice* ».

Enfin, Jacques Isnard, en rappelant les liens solides qui unissent l'UIHJ à la Pologne depuis le début des années 1990, a insisté sur l'importance du rôle des huissiers de justice polonais dans l'UE, ceux-ci représentant la deuxième puissance après la France. Le président de l'Union internationale a appelé le ministre, M. Kryze, à appuyer les actions de l'UIHJ en faveur de la mise en place d'un huissier de justice européen et à soutenir aussi dans ses démarches en faveur d'une pluridisciplinarisation des fonctions d'huissier de justice, particulièrement dans le recouvrement des créances avec, pour corollaire, l'éradication des officines de recouvrements. Tout ceci, devait conclure le président Isnard, doit être « *mené en étroite coopération avec nos confrères polonais qui porteront certainement une oreille très attentive aux résultats de ces rencontres* ». La Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne organisera, à cet effet, son prochain congrès à Varsovie les 13 et 14 juin prochain.

Abel-Didier Pansard & Sophie Gaublomme, président et directrice de l'École nationale de procédure française – President and Director of the French National School of Procedure



Françoise Andrieux, Jacques Isnard, Thierry Guinot, Jacques Bertaux



Mission of the Polish Ministry of Justice in Paris

A high level delegation of the Ministry of Justice of Poland was greeted in Paris, April the 25, and 26 2007 by the UIHJ and the National Chamber of the judicial officers of France for a study visit relating to the functional organization of the profession and the enforcement procedures made in France.

Technical and Pedagogical Aspects

The mission consisted of Mr. Andrzej Kryze, Deputy Minister for Justice, Mr. Karal Dalek, director of the Department of the Legal Organization, Tomasz Jasklowski, assistant director of the Department of the Legal Organization and Mrs Urszula Wieczorek, head of division of the notaries and the judicial officers at the Ministry of Justice of Poland.

The Polish delegation showed a particular interest in the functioning of the Guarantee Fund, the National School of procedure (ENP) and in the visit of a Parisian Judicial officer's office.

The two mechanisms, civil liability and professional liability, presented by the president of the Guarantee Fund (Guy Duvelleroy) and its director (Marion Thibaud) particularly allured the Polish interlocutors who did not hide their interest in this service which could be transposed to Poland.

The ENP, with its president, Abel Pansard, and its director, Sophie Gaublonne, was at the centre of the discussions relating to the many questions relating to training.

The technical aspects, as well as the pedagogical field relating on the one hand to the training of staff, trainees, and even judicial officers, and on the other hand of the trainers, managed to catch all the attention of the experts.

Lastly, the visit of the office of our fellow member Patrice Nocquet in Paris was described as "very enriching" in terms of knowledge in particular through the practical illustrations and the technical demonstrations developed by Mr Nocquet.

A Strong Proximity Between the French and Polish Statutes

Poland is the country which gathers, after France, the largest number of judicial officers in Europe (640).

The profession was created in 1994 and its statute was renovated in 1997. The government undertook a great reform of the legal system which concerns, inter alia, the professions of the law and more particularly the judicial officers whose manpower, competence (project of extension to a national competence), discipline, tariff, access to the profession and training, are at the center of the reform.

The bill of reforms was voted by the deputies. It is today under examination at the Senate and the Polish authorities would sincerely hope to study the French system, before being determined on certain numbers of points among those appearing in the project.



Andrzej Kryze, vice-ministre de la justice de Pologne – Vice-Minister of Justice of Poland

The program of the ministerial mission was thus conceived to make it possible to approach a large series of topics such as:

- Competence *ratione loci*
- Competition and the number of judicial officers
- Discipline, ethics, control of offices
- Conditions of access to the profession, and the appointment of the judicial officers
- Activities, tariffs and modes of remunerations, etc.

The comparative study revealed a strong proximity between the French and Polish statutes, this last, it is appropriate to specify, having at the time of its creation in the beginning of the Nineties been strongly inspired by the system in force in France and Belgium.

In this respect, President Jacques Isnard was to point out that since 1992, under the authority of President Baudouin Gielen, a working group of the UIHJ had been set up, and had strongly contributed, with the Polish authorities and the pioneers of the liberal profession in Poland – among whom appeared former President Dariusz Potkanski – to the development of the Polish status. It is necessary to pay homage to all those who animated the debates during the two days: presidents Jacques Bertaux and Francis Guépin, Thierry Guinot, Françoise Andrieux, René Duperray, Patrick Safar and Guy Bricard, on the subjects as varied as those which were approached within the framework of the program, like on the great debate around insolvency or the harmful role of the debt collecting agencies.



Urszula Wieczorek, chef de division des notaires et des huissiers au ministère de la justice – Head of the division of notaries and judicial officers at the Ministry of Justice of Poland



Karal Dalek - Tomasz Jasklowski, membres de la délégation polonaise — Members of the Polish Delegation

The Role of the Polish Judicial Officers in the European Union

At the end of the visit, Mr. Krize was to announce the will of the government of his country to promote four measures:

- The creation of a training school of the judicial officers
- The introduction of a Guarantee Fund
- The institutionalization of amicable debt collecting to the profit of the judicial officers
- The prohibition of the debt collecting agencies.

The implementation of such a program requiring a more deepened study, it seems it was wished that a group of experts continue the work started by this first exploring mission. In his ending short speech, Paul Rochard, President of the French National Chamber of Judicial Officers asserted the need for promoting such meetings, in conformity with the wishes of the French judicial officers, strongly in favor of supporting the dialog between all the European judicial officers and their official authorities.

The French Chamber, added President Paul Rochard, *"is always there to open its doors to the foreign delegations, our buildings being the house of all the judicial officers"*.

Lastly, Jacques Isnard, by pointing out the solid bonds which link the UIH in Poland since the beginning of the nineties, insisted on the importance of the role of the Polish judicial officers in the EU, those representing the second power after France. The president of the international Union called the Minister, Mr. Kryze, to support the actions of the UIH in favor of the installation of a European judicial officer and also to support his steps in favor of the promotion of a multi-field judicial officer, particularly in the amicable and judicial recovery of debts with, for corollary, the eradication of the debt collecting agencies. All this, was to conclude president Isnard, must *"be carried out in close cooperation with our Polish fellow-members who will have a very attentive ear to the results of this visit"*.

To this end, the National Chamber of the judicial officers of Poland will organize its next congress in Warsaw the 13 and next 14 June.

Francis Guépin, Guy Bricard, Patrick Safar, Françoise Andrieux



Visite d'une délégation roumaine en France des 20 au 22 mars 2007

L'UIH a entrepris depuis le début des années 1990 une vaste action visant à créer une profession d'huissiers de justice « européenne » inspirée du système en vigueur en France et au Benelux.

Promouvoir les règles visant à harmoniser les procédures d'exécution

Depuis lors, tous les Etats d'Europe centrale, orientale ainsi que les Etats baltes ont adopté, sans restriction, ce modèle français, si bien que notre profession s'est harmonisée suivant les règles qui gouvernement le statut applicable en France.

L'UIH aspire désormais à promouvoir des règles qui favoriseraient une harmonisation des procédures d'exécution (l'exécution ne relève pas du domaine communautaire) avec pour ambition celle de susciter un mouvement en faveur de l'éclosion d'un droit européen de l'exécution.

Dans ce cadre, une délégation a été reçue en France composée de Mme le directeur des professions au ministère de la justice, de trois professeurs de droit (dont le doyen de la faculté de droit de Bucarest), de deux députés et de deux huissiers de justice.

Un intérêt manifeste pour le système français

La délégation a été reçue le 20 mars 2007 à la Chambre nationale des huissiers de justice de France. Le président Isnard s'est également rendu à Paris pour saluer et rencontrer la délégation. Après une visite des locaux, la Caisse de garantie et de l'Ecole nationale

de procédure a été présentée par Marion Thibaut et par Abel-Didier Pansard, respectivement directrice et président. Dans l'après-midi, la délégation s'est rendue à Versailles pour visiter l'office de notre confrère Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ.

Le 21 mars, au cours d'une réunion de travail au siège de la CNHJ, Serge Guinchard, professeur à l'Université Panthéon-Assas, et Françoise Andrieux et Patrick Safar, huissiers de justice, ont présenté les procédures civiles d'exécution. Les débats tournèrent autour de la législation française, de l'exécution sur les biens incorporels, de la saisie attribution et de l'expulsion. L'après-midi fut consacrée au rôle du juge, de l'huissier de justice et de l'Etat dans l'exécution.

Au cours de la matinée du 22 mars, Thierry Guinot et Patrice Nocquet, huissiers de justice à Paris, évoquèrent la question du statut de l'huissier de justice, sa qualité d'officier public et ministériel, et ses activités monopolistiques et concurrentielles. Les débats furent ensuite consacrés aux relations entre la CNHJ et le ministère de la Justice.

La délégation a manifesté son intérêt pour le système en vigueur en France par le nombre de questions posées et par sa grande connaissance de la législation française.



Visit of a Rumanian Delegation in France from 20 to March 22, 2007

Since the beginning of 1990 the UIHJ undertook a vast action aiming at creating an occupation of "European" judicial officers inspired by the system in force in France and in the Benelux countries.

To Promote the Rules Aiming at Harmonizing the Enforcement Procedures

Since then, all the Central and Eastern Europe States, as well as the Baltic States adopted, without restriction, this French model, so that our profession harmonized itself according to the rules which control the applicable statute in France.

From now on the UIHJ wishes to promote rules in support of a harmonization of enforcement procedures (enforcement does not concern the Community field) in particular by creating a movement in favor of the blossoming of a European right of enforcement.

Within this framework, a delegation consisting of the director of the professions at the ministry for justice, of three professors at Law (amongst whom the Dean of the Faculty of Law of Bucharest), two deputies and two judicial officers was greeted in France.

A Specific Interest for the French System

The delegation was received on March 20, 2007 at the national Chamber of the judicial officers of France. President Isnard also went to Paris to greet and meet the delegation. After a visit of the premises, the Guarantee Fund and the National School of Procedure were presented by Marion Thibaut

and Abel-Didier Pansard, respectively director and president. In the afternoon, the delegation went to Versailles to visit the office of our fellow-member Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ.

On March 21, during a working session at the head office of the CNHJ, Serge Guinard, professor at the Pantheon-Assas University, with Françoise Andrieux and Patrick Safar, judicial officers, presented the civil enforcement procedures. The debates concerned French legislation, the enforcement on intangible goods, the seizure of bank accounts and eviction. The afternoon was devoted to the role of the judge, the judicial officer and the State during enforcement.

In the morning of March 22, Thierry Guinot and Patrice Nocquet, judicial officers in Paris, mentioned the question of the statute of the judicial officer, his quality as a public and ministerial officer, and his monopolistic and non monopolistic activities. The debates were then relating to the relations between the CNHJ and the ministry for Justice.

The delegation expressed its interest for the system in force in France by the number of questions asked and its great knowledge of the French legislation.



Jacques Isnard avec Adela Mitrea, directrice des professions judiciaires au ministère de la justice de Roumanie — Jacques Isnard with Adela Mitrea, Director of the Judicial Professions at the Ministry of Justice of Romania

Italie : un nouvel espoir ?

Le 5 janvier 2007, une délégation d'huissiers de justice italiens s'est rendue à Paris pour une réunion d'information avec le président de l'UIHJ.

Des avancées

Nous étions sans nouvelles de nos amis italiens depuis près de deux ans. A l'occasion de la nouvelle année, il était salutaire de renouer les contacts avec les Ufficiali Giudiziari de ce grand pays.

A la demande du président Isnard, une délégation d'huissiers de justice italiens s'est rendue au siège de l'UIHJ pour une réunion d'information sur la situation en Italie. La délégation se composait de quatre confrères italiens : Arcangelo d'Aurora, huissier de justice à Cesena, Andrea Mascioli, huissier de justice à Tivoli, Irene Maialetti, huissier de justice à Tivoli et Adele Carrera, huissier de justice à Rome, dans le cadre des travaux menés par le Comité de l'UIHJ. L'UIHJ était représentée par son président, Jacques Isnard, assisté de son secrétaire général, René Duperray, de son premier secrétaire, Mathieu Chardon, et de l'une de ses membres française, Rose-Marie Bruno.

La délégation italienne avec les représentants de l'UIHJ — The Italian Delegation with the representatives of UIHJ





Arcangelo d'Aurora et Andrea Mascioli ont dressé un tableau de la situation de nos confrères en Italie. Globalement celle-ci s'est améliorée par rapport à l'an passé. Une convention a été conclue avec la poste italienne pour les notifications des actes. Le président du Conseil a indiqué dans son discours du 28 décembre 2006 qu'il entendait réformer la justice. Les professions libérales et les ordres professionnels seraient inclus dans les travaux. Déjà, une réforme du Code de procédure civile est entrée en vigueur et a conféré de nouvelles prérogatives aux huissiers de justice, synthétisées dans le nouvel article 492 du Code de procédure civile. Cet article permet à nos confrères :

- un accès aux registres de l'état civil pour la recherche du patrimoine du débiteur ;
- l'évaluation pécuniaire des biens saisis et l'opportunité de procéder à des saisies en vue du recouvrement de la créance, avec possibilité en cas d'insuffisance de biens saisis de demander au débiteur d'établir une déclaration de patrimoine, sanctionnée pénalement en cas de refus ;
- de procéder à des enquêtes sur les écritures comptables passées par les débiteurs ;
- d'être désignés en qualité d'experts pour l'examen des écritures comptables et en cas de liquidation des biens des débiteurs.

M. d'Aurora est d'ailleurs l'auteur d'un important ouvrage de commentaires sur cette réforme (voir le site : <http://www.auge.it/>).

Des réformes et des opposants

Dans le cadre des réformes envisagées, il est également fait mention d'une proposition visant à instaurer un système d'huissiers de justice libéraux. On sait que nos confrères italiens, à l'instar des Autrichiens, sont les plus mal lotis dans l'Union européenne. La plupart des Etats ont mis en place un système d'huissiers de justice de libéraux. Ce projet, s'il venait à prospérer, permettrait à nos confrères d'exercer, comme leurs homologues français, belges, néerlandais, polonais, hongrois, roumains, etc., dans des conditions leur assurant une efficacité optimale de leur travail. Il serait question de créer un système où

cohabiteraient huissiers de justice fonctionnaires et libéraux. C'est d'ailleurs ce système qui a été mis en place en Bulgarie depuis maintenant près d'un an. Les citoyens bulgares ont rapidement choisis. Ils confient massivement les dossiers d'exécution aux huissiers de justice libéraux, faisant la preuve éclatante de la supériorité naturelle de ce système.

Malheureusement, les réticences sont encore nombreuses. Devant les problèmes économiques que connaît l'Italie, certains avocats préfèrent la sécurité de l'emploi à la précarité de cette profession (l'Italie compte environ 170 000 avocats) et postulent pour devenir huissiers de justice. Les opposants à la libéralisation de la profession (dont des syndicats et des huissiers de justice eux-mêmes) craignent que, devenu libéral, l'huissier de justice n'ait pas suffisamment d'activités pour lui garantir une sécurité économique.

Un nouvel espoir

Les membres de la délégation ont également indiqué qu'ils étaient de fervents partisans de la profession d'huissier de justice à statut libéral pour leur pays et oeuvraient dans ce sens, notamment au moyen de contacts pris avec des représentants du Gouvernement.

Le président Isnard s'est déclaré très intéressé par les déclarations des membres de la délégation italienne. Il leur a souhaité bonne chance en les assurant du soutien de l'UIHJ dans leurs travaux pour la promotion de l'huissier de justice libéral en Italie.

« L'Italie est un grand pays et elle est membre fondateur de l'UIHJ, a indiqué Jacques Isnard. Il y a quelques mois, j'avais dressé un historique des relations entre l'UIHJ et l'Italie. Je ne peux que déplorer cette situation bloquée car ce sont finalement les citoyens italiens et les opérateurs économiques qui en pâtissent les premiers. Nous sommes intervenus à de très nombreuses reprises pour essayer de faire avancer les choses, sans aucun succès. Je suis très heureux de cette nouvelle prise de contact et des avancées que vous m'avez présentées. Elles constituent sans doute un nouvel espoir pour la profession en Italie. »

Italy: a New Hope?

On January 5, 2007, a delegation of Italian judicial officers went to Paris for a meeting with the president of the UIHJ.

Projections

We were without news of our Italian friends since nearly two years. At the time of the new Year, it was salutary to renew the contacts with Ufficiali Giudiziari of this vast country.

At the request of president Isnard, a delegation of Italian judicial officers went to the head office of the UIHJ for a meeting on the situation in Italy. The delegation was composed of four Italian fellow-members: Arcangelo d'Aurora, judicial officer in Cesena, Andrea Mascioli, judicial officer in Tivoli, Irene Maialetti, judicial officer in Tivoli and Adele

Carrera, judicial officer in Rome, within the framework of the work undertaken by the Committee of the UIHJ. The UIHJ was represented by its president, Jacques Isnard, assisted by his secretary-general, Rene Duperray, of its first secretary, Mathieu Chardon, and of the one of its members, Rose-Marie Bruno.

Arcangelo d'Aurora and Andrea Mascioli drew up a report of the situation of our fellow-members in Italy. Broadly the situation has improved compared to the last year. A convention was concluded with the Italian post office for the notifications of documents. The president of the Council indicated in his speech of December 28, 2006 that he intended to reform justice. The liberal professions and the professional orders would be included in the works. Already, a reform of the Code of civil procedure came into effect and conferred new prerogatives to the judicial officers, synthesised in the new article

492 of the Code of civil procedure. This article allows our fellow-members:

- an access to the registers of the marital status for the research of assets of the debtor;
 - the pecuniary evaluation of the seized goods and advisability of carrying out seizures for the recovery of debt, with the possibility in the event of insufficiency of goods seized to ask the debtor to draw up a declaration of assets, with penal sanctions in the event of refusal;
 - to proceed to investigations into the accountancy of debtors;
 - to be appointed in the capacity as experts for the examination of accountancy of debtors and in the event of liquidation of the goods of the debtors.
- Besides, Mr. d'Aurora is the author of an important work of comments on this reform (see the site: <http://www.auge.it/>).



Reforms and Opponents

Within the framework of the considered reforms, it is also mentioned a proposal aiming at founding a system of liberal judicial officers. It is known that our Italian fellow-members, like the Austrians, are in the least favourable position within the European Union. The majority of the States set up a system of liberals judicial officers. This project, if it had suddenly thrived, would make it possible for our fellow-members to exert, like their French, Belgian, Dutch, Polish, Hungarian, Rumanian, etc., counterparts under conditions ensuring to them an optimal effectiveness of their work. There are talks of creating a system where judicial officers both civil servants and liberals would cohabit. It is besides this system which was set up in Bulgaria for nearly one year now. The Bulgarian citizens quickly chose. They massively entrust the files of execution to the liberal judicial officers, being the bright proof of the natural superiority of this system.

Unfortunately, the reserves are still numerous. In front of the economic problems that Italy knows, certain lawyers prefer the job security to the precariousness of this profession (Italy counts approximately 170,000 lawyers) and postulate to become judicial officers. The opponents to the liberalization of the profession (amongst who are trade unions and judicial officers themselves) fear that, once liberal, the judicial officer will not have sufficient activities to guaranty their economic security.

A New Hope

The members of the delegation also indicated that they were enthusiastic partisans of the occupation of judicial officer with a liberal statute for their country and worked in this direction, in particular by means of contacts made with representatives of the Government.

President Isnard declared very interested by the declarations of the members of the Italian delegation. He wished them good luck by ensuring them of the support of the UIHJ in their work for the promotion of the liberal judicial officer in Italy.

"Italy is a large country and it is a founder member of the UIHJ, indicated Jacques Isnard. A few months ago, I had drawn up a history of the relations between the UIHJ and Italy. I can only deplore this blocked situation because finally it is the Italian citizens and the economic operators who first suffer from it. We intervened in many ways to try to make things change, without any success. I am very happy of this new projection and of the contacts that you presented to me. They undoubtedly constitute a new hope for the profession in Italy".

De G. à D. : Arcangelo d'Aurora, président de l'Association des Ufficiali Giudiziari européens, Andrea Mascioli, Irene Maialetti, Adele Carrera, membres de l'Association — From L. to R.: Arcangelo d'Aurora, President of the Association of European Ufficiali Giudiziari, Andrea Mascioli, Irene Maialetti, Adele Carrera, Members of the Association



Jacques Isnard, Rose-Marie Bruno

Les huissiers de justice lettons face aux enjeux européens

Une délégation de l'UIHJ a participé les 4 et 5 octobre 2006 à Riga à un séminaire international organisé par le Conseil national des huissiers de justice de Lettonie sur le thème du rôle des huissiers de justice dans un Etat démocratique

Une situation jugée sérieuse

Ce séminaire intervient à un moment particulièrement important pour les huissiers de justice lettons. Des élections approchent et, à cette occasion, certains politiciens n'hésitent pas à mettre en cause le système de l'exécution forcée en Lettonie. Pourtant, en rejoignant l'Union européenne, la Lettonie s'est dotée d'un corps d'huissiers de justice libéraux, à l'instar de la grande majorité des pays de l'UE. Afin d'y voir plus clair et d'engager un débat avec les autorités, Andris Spore, président du Conseil national des huissiers de justice de Lettonie, qui juge les critiques infondées, a décidé d'organiser ce séminaire international afin de traiter de l'actualité à l'aune des différents modèles d'huissiers de justice en Europe.

Jugeant la situation sérieuse, le bureau de l'UIHJ avait décidé d'envoyer ses plus hautes instances en la personne de son président, Jacques Isnard, de son 1er vice-président, Leo Netten, et de l'un de ces vice-présidents, Roger Dujardin. La délégation était complétée par le 1er secrétaire de l'UIHJ, Mathieu Chardon, et par Nicola Hesslén, secrétaire permanente pour les pays scandinaves.

Le séminaire était précédé d'une réunion au ministère de la Justice où la délégation de l'UIHJ a pu rencontrer les autorités lettones et notamment Kaspars Berkis, secrétaire d'Etat à la Justice.

Des normes professionnelles pour les huissiers de justice

Le jour du séminaire, une centaine de participants étaient présents, pour la plupart des huissiers de justice lettons, venus massivement. Des représentants des délégations d'huissiers de justice des pays voi-



Jacques Isnard, président de l'UIH – President of the UIH



Aleksis Loskutova, chef du Bureau de la prévention et de la lutte contre la corruption - Head of the Bureau for the prevention and fight against corruption



Kaspars Berkis, secrétaire d'Etat à la Justice de Lettonie – State Secretary for Justice of Latvia

sins, Elin Vilipus (Estonie) et Gintaras Matkevicius (Lituanie), mais également de Pologne (Michal Redelbach), de Hongrie et du Kazakhstan avaient également fait le déplacement pour apporter leur soutien et leur expérience à leurs confrères lettons. Dans son discours, Jacques Isnard, président de l'UIH, a d'abord résumé l'histoire de notre organisation depuis sa création, en 1952 et son objectif de mettre en relation les huissiers de justice du monde entier. Dans ce contexte, il a rappelé que la Lettonie avait été contactée dès 1996. Puis le président de l'UIH a indiqué quelles sont les normes professionnelles pour les huissiers de justice dont l'UIH fait la promotion :

- hautes connaissances juridiques ;
- expérience suffisante d'exercice de la profession obtenue après une période de stage comprise entre un et deux ans, outre un examen professionnel national ;
- application d'un régime disciplinaire rigoureux, l'huissier de justice étant responsable de ses actes ;
- formation permanente ;
- exercice de l'activité sous la forme libérale.

Jacques Isnard a souligné l'importance de la profession. « L'huissier de justice est un puissant contributeur, d'abord dans la lutte contre certains fléaux à caractère mafieux, ensuite comme réel facteur de sécurité juridique et enfin comme point d'impact économique. »

En écho à ces propos, Kaspars Berkis, secrétaire d'Etat à la Justice de Lettonie, a indiqué que le rôle de l'huissier de justice est très important au niveau national et international. « La mise en oeuvre de l'exécution de la décision dépend de la professionnalité de l'huissier de justice » a-t-il déclaré.

Juris Stukans, vice-président du tribunal de district

de Riga, a précisé que l'un des problèmes récurrent est celui lié au manque d'information des citoyens sur le rôle des huissiers de justice. « Lorsque je reçois des plaintes qui sont liées à différents litiges, je dois au préalable expliquer le système de fonctionnement de l'huissier de justice dans le cadre du tribunal régional » a expliqué M. Stukans. Par ailleurs, les juridictions doivent contrôler les offices d'huissiers de justice tous les ans, y compris la comptabilité, ce qui n'est pas le rôle des magistrats, et ce qui n'est pas efficace, a-t-il estimé.

Des règles éthiques strictes

M. Aleksis Loskutova, chef du Bureau de la prévention et de la lutte contre la corruption, a indiqué que son bureau enquête sur les délits de corruption en matière de l'administration de l'Etat et du gouvernement. « Le travail des huissiers de justice est très important et indispensable dans le cadre de notre travail. C'est vous qui nous aidez à recouvrer les sommes dues, notamment par les partis politiques. Pour cela je veux vous remercier pour votre travail » a déclaré M. Loskutova qui a également confirmé que les justiciables ne comprennent pas le travail des huissiers de justice : « Il convient d'informer la population des risques qu'ils encourent s'ils ne payent pas leurs dettes à temps ».

Mathieu Chardon a développé le thème des avantages et des inconvénients d'une profession d'huissier de justice à caractère libéral. Le 1er secrétaire de l'UIH a rappelé que 16 des 25 Etats de l'UE ont adopté un modèle libéral. L'Allemagne devrait adopter ce modèle prochainement tandis que les huissiers de justice autrichiens et italiens, fonctionnaires, sont très insatisfaits de leur sort. Aux termes d'une présentation claire et concise, Mathieu Chardon a relevé que les désavantages

d'un exercice libéral étaient liés à une nécessaire adaptation des mentalités, tant des huissiers de justice que des autorités et des citoyens. Mais une fois cette adaptation réalisée, les avantages d'un professionnel libéral sur un modèle libéral sont incontestables : efficacité, réactivité, service, professionnalisme, créations d'emploi, coût nul pour le budget de l'Etat, etc.

Leo Netten, 1er vice-président de l'UIH, a traité du thème de l'importance de l'indépendance des huissiers de justice pour une meilleure efficacité de la justice. Leo Netten a évoqué le fameux arrêt Hornsby c/ Grèce de la Cour européenne des droits de l'homme de 1997. Cet arrêt fondamental a en effet établi que l'exécution des décisions de justice dans un délai raisonnable fait partie intégrante du droit au procès équitable consacré par l'article 6.1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Puis le 1er vice-président de l'UIH a présenté la Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice. Il a indiqué combien cette recommandation était importante et combien celle-ci répondait aux vœux que l'UIH formule depuis de nombreuses années. « L'huissier de justice libéral est impartial et indépendant et répond parfaitement aux critères de la Recommandation 17 dès lors qu'il est soumis à des règles éthiques très strictes », a-t-il conclu.

Puis, Nicola Hesselén, secrétaire permanente de l'UIH pour les pays scandinaves, a décrit la situation des huissiers de justice fonctionnaires en Suède, Norvège et Finlande. Mme Hesselén a insisté sur le fait que les huissiers de justice dans cette zone sont des fonctionnaires de haut niveau, bien rémunérés, disposant d'un personnel compétent, et ont accès à



Une partie des participants – A part of the public



De G. à D. – From L. to R. : Mathieu Chardon, Jacques Isnard, Roger Dujardin, Andris Spore, Nicola Hesslèn, Kaspars Berkis

de nombreux fichiers et registres leur permettant de localiser le patrimoine des débiteurs. Pour autant, a déclaré la secrétaire permanente de l'UIH, dans les pays qui disposent d'un système libéral, « l'exécution est plus efficace, moins chère et beaucoup plus rapide selon les calculs qui sont faits ».

Un manuel pour la profession

Vita Jonase, huissier de justice dans le district de Riga, a indiqué dans son intervention sur « le développement de la profession d'huissier de justice en Lettonie et ses perspectives » que le Conseil national des huissiers de justice lettons travaillait actuellement à l'élaboration d'un manuel concernant les fonctions d'huissier de justice en Lettonie. Ce manuel regrouperait l'ensemble des documents concernant la profession. « Pour rendre la profession plus prestigieuse nous allons mettre en place un examen professionnel » a-t-il annoncé. Il a également évoqué le problème des dossiers de recouvrement confiés par l'Etat et pour lesquels l'huissier de justice intervenait en réalité sans lui facturer de frais, tant les démarches pour obtenir un remboursement de ceux-ci étaient contraignantes et décourageantes. M. Jonase a indiqué que l'accès aux renseignements était coûteux, très long et complexe. « Ce système devrait être simplifié et nous devrions avoir un accès gratuit à l'information, notamment en créant des registres spéciaux », a estimé notre confrère.

Roger Dujardin, vice-président de l'UIH, a exposé les particularités du système des huissiers de justice en Belgique. Dans ce pays, ces professionnels libéraux disposent de diverses activités monopolistiques comme la signification des actes de procédures et l'exécution des décisions de justice. Ils peuvent également exercer d'autres activités comme le

recouvrement de créances, les constats, les ventes aux enchères, ou être nommés séquestres judiciaires. « En étant des professionnels ayant un haut standard de compétences, de formation, d'éthique et offrant un service de qualité, nous pérennisons la profession en étant un élément essentiel de la machine judiciaire. Il est clair que l'huissier de justice indépendant est une garantie contre la corruption et est un élément de sécurité et de stabilité juridique de tout Etat de droit » a sagement conclu notre confrère.

En étroit contact avec l'UIHJ

A l'aide d'un visuel, notre consoeur Elin Vilippus (Estonie) a dressé un tableau dynamique de la situation des 49 huissiers de justice estoniens. Il ressort de cet exposé que les huissiers de justice libéraux estoniens ont parfaitement maîtrisé le processus d'intégration à l'UE.

Gintaras Matkevicius, huissier de justice à Vilnius (Lituanie), a présenté un exposé très complet de la situation de cette profession dans son pays. Les huissiers de justice exercent sous une forme libérale depuis maintenant quatre ans et ce passage est un succès. « En nous conformant aux principes édictés par l'UE et en étant en permanence en contact étroit avec l'UIHJ, nous avons eu la possibilité de nous familiariser avec l'expérience internationale et de mettre cette expérience à profit lorsque nous avons créé la profession indépendante dans notre pays » a montré M. Matkevicius.

Pour finir ce tour d'horizon, Michal Redelbach, vice président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, a présenté la situation des huissiers de justice dans son pays, libéraux depuis la loi du 27 août 1997. L'huissier de justice doit avoir suivi une formation universitaire et passer un

examen professionnel. Il exerce dans le cadre d'un ressort territorial. M. Redelbach a pourtant indiqué que des critiques sont régulièrement adressées aux huissiers de justice polonais, concernant le coût de ses prestations et une efficacité jugée insuffisante. « Mais l'efficacité de l'exécution dépend essentiellement du patrimoine du débiteur et des garanties que le créancier a prises. Peu de créanciers prennent l'initiative de garantir leurs créances et les débiteurs n'hésitent pas à cacher leurs biens » a déploré notre confrère.

Une profession harmonisée en Europe

Les débats se sont achevés par une discussion sous la forme de questions et réponses. Interrogé sur la possibilité pour la Lettonie de revenir à un système d'huissier de justice fonctionnaire, Kaspars Berkis, secrétaire d'Etat à la justice qui a suivi avec beaucoup d'attention l'intégralité des débats, a exprimé sa position de façon très claire : « Nous ne pouvons



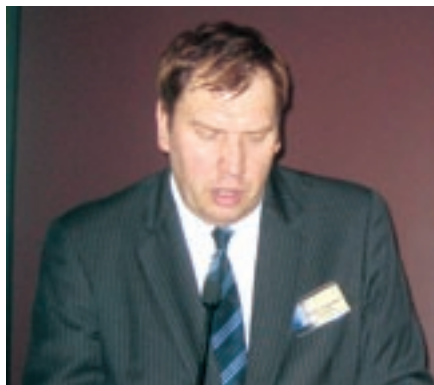
Nicola Hesslèn – Secrétaire permanente de l'UIHJ pour les pays scandinaves – Permanent Secretary of UIHJ for Scandinavian countries



pas revenir en arrière. Personne n'a jamais essayé de réformer un système qui fonctionne. L'important est de résoudre les problèmes. De là découle notre coopération au niveau international » a-t-il dit.

Le président Isnard s'est déclaré ravi de la tournure du colloque et de la façon dont les choses ont été présentées. « L'UIH déploie des efforts gigantesques pour arriver à une profession d'huissier de justice harmonisée en Europe. S'il faut trois secondes pour le dire, il faudra quarante ans pour le faire. L'idée de créer une profession à une même échelle a été une opération particulièrement difficile. En 1990, les difficultés étaient énormes. Lorsque nous frappions à la porte des ministères, on nous regardait comme des extraterrestres. Notre principe est, dès lors que la profession libérale est créée, de faire en sorte que l'un des Etats ne se ravisse et ne revienne à un système fonctionnaire. Nous étions très inquiets. Ces deux journées nous ont pleinement rassuré. Vous avez pu voir environ 10 pays. Vous avez pu échanger, écouter. Maintenant, vous devez mieux faire connaître votre profession auprès des médias, des magistrats, des entreprises et des citoyens » a conclu le président de l'UIH.

Et le président Spore de clore ce séminaire très positif et dont chacun s'est plu à souligner la parfaite organisation : « Il faut nous former et augmenter notre qualification. Nous devons coopérer avec l'UIH et également de façon régionale avec les autres pays baltes. Il y aura peut-être une uniformisation de la profession. Merci aux intervenants et aux rapporteurs pour nous ouvrir les yeux sur les diverses activités. Vive la profession d'huissier de justice indépendant ! »



Michał Redelbach, membre du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne – Member of the board of the National Chamber of the Judicial Officers of Poland

The Latvian Judicial Officers Facing European Stakes

A delegation of the UIH took part in Riga on October 4 and 5 2006 in an international seminar organised by the National Council of the judicial officers of Latvia on the topic of the role of the judicial officers in a democratic State.

A Serious Situation

This seminar intervenes at one particularly important time for the Latvian judicial officers. Elections approach and, on this occasion, certain politicians do not hesitate to blame the enforcement system in Latvia. However, by joining the European Union, Latvia chose a body of liberal judicial officers, following the example of the large majority of the countries of the EU. In order to see more clearly and to engage a debate with the authorities, Andris Spore, president of the National Council of the judicial officers of Latvia, who judges the criticisms unfounded, decided to organise this international seminar in order to treat topicality in comparison of the various models of judicial officers in Europe.

Considering this situation as serious, the board of the UIH had decided to send its higher authorities in the persons of its president, Jacques Isnard, of its 1st vice-president, Leo Netten, and of one of its vice-presidents, Roger Dujardin. The delegation was supplemented by the 1st secretary of the UIH, Mathieu Chardon, and by Nicola Hesslén, permanent secretary for the Scandinavian countries.

The seminar was preceded by a meeting at the ministry of Justice where the UIH delegation could meet with the representative of the Latvian authorities and Mr Kaspars Berkis, State Secretary for Justice.



Elin Vilippus, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie – President of the National Chamber of Judicial Officers of Estonia

Professional Standards of the Judicial Officers

On the day of the seminar, a hundred participants were present, for the majority of Latvian judicial officers, who came massively. Representatives of the delegations of judicial officers of the neighbouring countries, Elin Vilippus (Estonia) and Gintaras Matkevicius (Lithuania), and of Poland (Michał Redelbach), Hungary and Kazakhstan had also convened to bring their support and their experiment to their Latvian fellow-members.

In his speech, Jacques Isnard, president of the UIH, initially summarised the history of our organisation since its creation, in 1952 and its objective to connect the judicial officers of the whole world. In this context, he recalled that Latvia had been contacted in 1996. Then the president of the UIH indicated what are the professional standards for the judicial officers that UIH promotes:

- high legal knowledge
- sufficient experiment of exercise of the profession obtained after a training course followed for one or two years, in addition to a national professional examination
- application of a rigorous disciplinary measure, the judicial officer being fully responsible for its actions
- permanent training
- exercise of the activity in the liberal form.



Andris Spore, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lettonie – President of the National Chamber of Judicial Officers of Latvia



Juris Stukans, vice-président du tribunal de district de Riga
— Vice-President of the District Court of Riga

Jacques Isnard stressed the importance of the profession. *"The judicial officer is a powerful contributor, initially in the fight against certain plagues in mafia matters, then as a real legal factor of security and finally as an economic point of impact."*

Echoing on these subjects, Kaspars Berkis, State Secretary for Justice of Latvia, indicated that the role of the judicial officer is very important at both national and international levels. *"The implementation of the execution of the decision depends on the professionalism of the judicial officer"* he declared. Juris Stukans, vice-president of the district court of Riga, specified that one of the recurring problems is that related to the lack of information of the citizens on the role of the judicial officers. *"When I receive complaints which are related to various litigations, I must as a preliminary explain the system of operation of the judicial officer within the framework of the regional court"* explained Mr. Stukans. In addition, the jurisdictions must control the offices of judicial officers every year, including accountancy, which is not the role of the magistrates, and which is not effective, he estimated.



Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ — Vice-President of UIHJ



Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — First Vice-President of UIHJ

Strict Ethical Rules

Mr. Aleksejs Loskutova, chief of the Office of the prevention and fight against corruption, indicated that his office inquires into the offences of corruption as regards the administration of the State and the government. *"The work of the judicial officers is very important and essential within the framework of our work. It is you who help us to recover the debt, in particular owed by the political parties. For that I want to thank you for your work"* declared Mr. Loskutova who also confirmed that the citizens do not understand the work of the judicial officers: *"It is advisable to inform the population of their risks if they do not pay their debts in due time"*.

Mathieu Chardon developed the topic of the advantages and the disadvantages of an occupation of judicial officer in liberal matter. The 1st secretary of the UIHJ pointed out that 16 of the 25 States of the EU adopted a liberal model. Germany should adopt this model soon while the Austrian and Italian judicial officers, civil servants, are very dissatisfied of their fate. Under the terms of a clear and concise presentation, Mathieu Chardon noted that the disadvantages of a liberal exercise were related to a necessary adaptation of mentalities, as well of the judicial officers as of the authorities and citizens. But once this adaptation is carried out, the advantages of a liberal professional on a liberal model are undeniable: effectiveness, reactivity, service, professionalism, creations of job, no cost for the State budget, etc.

Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ, treated the topic of the importance of the independence of the judicial officers for a better effectiveness of justice. Leo Netten evoked the famous Hornsby V. Greece case of the European Court of human rights of 1997. This fundamental case indeed established that the enforcement of the decisions



of court within a reasonable time is an integral part of the right to a fair trial devoted by article 6.1 of European Convention of the human rights. Then the 1st vice-president of the UIHJ presented Rec(2003) 17 of September 9, 2003 of the Committee of the Ministers of the Council of Europe to the Member States on enforcement. He indicated how much this recommendation was important and how much it matches the wishes that the UIHJ has been formulating for many years. *"The liberal judicial officer is impartial and independent and answers perfectly the criteria of Recommendation 17 since he is submitted to very strict ethical rules"*, he concluded. Then, Nicola Hesselén, permanent secretary of the UIHJ for the Scandinavian countries, described the situation of the civil servant judicial officers in Sweden, Norway and Finland. Mrs Hesselén insisted on the fact that the judicial officers in this zone are high level, well remunerated civil servants, assisted by a qualified staff, and having access to many files and registers allowing them to locate the assets of the debtors. However, the permanent secretary of the UIHJ declared, concerning the countries which have a liberal system, *"the execution is more effective, less expensive and much faster according to the calculations which are made"*.

A Manual for the Profession

Vita Jonase, judicial officer in the district of Riga, indicated in his intervention on *"the development of the occupation of judicial officer in Latvia and his prospects"* that the National Council of the Latvian judicial officers currently worked to the development of a handbook concerning the functions of judicial officers in Latvia. This handbook would gather the whole of the documents concerning the profession. *"To make the profession more prestig-*



Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ – 1st Secretary of UIHJ

ious we will set up a professional examination” he announced. He also mentioned the problem of the enforcement cases entrusted by the State and for which the judicial officers intervened actually without invoicing their expenses, so much the steps to obtain a refunding of those were constraining and disheartening. Mr. Jonase indicated that the access to the information was expensive, very long and complex. “This system should be simplified and we should have a free access to information, in particular by creating special register”, estimated our fellow-member.

Roger Dujardin, vice-president of the UIHJ, exposed the characteristics of the system of the judicial officers in Belgium. In this country, these liberal professionals have various monopolistic activities like the service of the legal documents and the enforcement of court decisions. They can also carry out other activities such as the debt collecting, statement of facts, auction sales, or be appointed as legal sequestrators. “While being professionals having a high standard of competences, training, ethics and offering a service of quality, we will ensure the future of the profession while being an essential element of the legal machine. It is clear that the independent judicial officer is a guaranty against corruption and is an element of the legal security and stability of any State of law” expertly concluded our fellow-member.

Close Contact with UIHJ

Using a visual presentation, our colleague Elin Vilippus (Estonia) drew a dynamic picture of the situation of the 49 Estonian judicial officers. It comes out from her talk that the Estonian liberal judicial officers had a perfect command of the process of integration in the EU.

Gintaras Matkevicius, judicial officer in Vilnius (Lithuania), gave a very complete presentation of the situation of his profession in his country. The



Gintaras Matkevicius, huissier de justice (Lituanie) – Judicial Officer (Lithuania)

judicial officers have exerted in a liberal form for now four years and this passage is a success. “By conforming to the principles enacted by the EU and while being permanently in close contact with the UIHJ, we had the opportunity to get acquainted with the international experience and to apply it when creating the national Lithuanian module of the bailiff – the independent professional – profession” explained Mr. Matkevicius.

To finish this review, Michal Redelbach, vice president of the national Chamber of the judicial officers of Poland, presented the situation of the judicial officers in his country, liberals since the law of August 27, 1997. The judicial officer must have followed a university degree and passed a professional examination. He exerts within the framework of a territory. Mr. Redelbach however indicated that criticisms are regularly addressed to the Polish judicial officers, concerning the cost of his services and an effectiveness which is considered as insufficient. “The effectiveness of execution mostly depends on the state of debtor’s properties as well as on the securing claims by the creditor. It is worth to say that creditors seldom use their right to secure claims before or during the litigation. Consequently the debtors may sell or hide their properties” deplored our fellow-member.

A Harmonised Profession in Europe

The debates were completed by a discussion in the form of questions and answers. Asked on the possibility for Latvia of returning to a civil servant system, Kaspars Kerkis, State Secretary of State for justice, who followed with much attention all the debates, expressed his position in a very clear way: “We cannot go back. Nobody tries to reform a system which functions. The important thing is to solve the problems. From there our co-operation at the international level rises” he said.

President Isnard declared himself happy with the



Réunion au ministère de la justice de Lettonie – Meeting at the Ministry of Justice

issue of the conference and in the way the things were presented. “The UIHJ makes gigantic efforts to achieve a harmonised occupation of judicial officer in Europe. If it takes three seconds to say this, it will take forty years to do it. The idea to create a profession on the same scale was a particularly difficult operation. In 1990, the difficulties were enormous. When we were knocking on the door of the ministries, everyone was looking at us as if we were coming from Mars! Our principle is, since the liberal profession is created, to make sure that the States do not return to a civil servant system. We were very anxious. These two days fully reassured us. You could see approximately 10 countries. You could exchange, and listen. Now, you must work to make your profession better known in the eyes of the medias, the magistrates, the companies and the citizens” the president of the UIHJ concluded.

It was up to Andris Spore to close this very positive seminar, of which each one underlined the perfect organisation: “It is necessary for to train and to increase our qualification. We must cooperate with the UIHJ and also in a regional way with the other Baltic States. There will perhaps be a standardisation of the profession. My deepest gratitude goes to the speakers and the reporters who opened our eyes on the various activities. Long live the independent judicial officers!”

Rue de Riga – Old Riga





Deux experts de l'UIHJ participent à un programme CARDS à Skopje

Les 21 et 22 février 2007, deux experts de l'UIHJ sont intervenus à la demande du Conseil de l'Europe à Skopje (Arym) dans le cadre d'un programme régional CARDS financé par la Communauté européenne.

La promotion dans les Balkans d'un système judiciaire efficace

L'objectif poursuivi par l'Union européenne, en étroite coopération avec le conseil de l'Europe, est de promouvoir dans les Balkans un système judiciaire sûr et efficace. L'exécution des décisions de justice est de ce point de vue un des éléments clés de l'efficacité d'un système judiciaire.

La présence des deux experts de l'UIHJ (Bernard Menut, secrétaire et Jos Uitdehaag, 1er questeur du comité) était un gage de professionnalisme et de réussite de ces journées. Les deux experts se sont attachés à présenter d'une part les recommandations du Conseil de l'Europe en matière d'exécution des décisions de justice et d'autre part de définir le profil de l'huissier de justice européen.

Les représentants d'Albanie, de Bosnie & Herzégovine, de Croatie, de l'ex République yougoslave de Macédoine, de Serbie et du Monténégro ont pu échanger avec les experts sur les mérites comparés des différents statuts d'agents d'exécution. En effet, seule l'ex République yougoslave de Macédoine a opté pour un système d'agent d'exécution indépendant. Il est apparu nettement que ce pays était leader dans la région en matière d'évolution de son système d'exécution. Les autres pays présentent des niveaux très différents d'avancement pour une évolution du statut de leurs agents d'exécution.

Améliorer la formation des agents d'exécution

Les experts ont pu constater que certains pays avaient toutefois la volonté d'avancer rapidement en vue de parvenir à une réelle efficacité de leur système d'exécution des décisions de justice. Il en est ainsi de la situation de l'Albanie qui a fait un travail important en ce sens.

Le thème de la formation des agents d'exécution, tant initiale que continue, fut également considéré par les pays participants comme un point clé, chacun s'accordant sur le besoin de réévaluer le niveau dans son propre pays. A cette occasion les experts ont pu présenter les solutions pour améliorer la formation des professionnels de l'exécution.

Les mécanismes de contrôle de l'activité des agents d'exécution ont été présentés par les experts permettant de regagner la confiance de l'opinion publique à l'égard des professionnels. L'éthique de ces derniers, et la définition de règles éthiques claires, apparaît comme une nécessité pour le futur proche.

Les travaux se sont achevés sur l'élaboration et l'adoption de recommandations.



Pendant le séminaire – During the seminar



Les trois experts – The three experts: Violeta Belagan, Jos Uitdehaag, Bernard Menut

Two UIHJ Experts Take Part in a CARDS Program in Skopje

On February 21 and 22 2007, two UIHJ experts intervened at the request of the Council of Europe in Skopje (Fyrom) within the framework of a regional CARDS program financed by the European Community.

Promotion in the Balkans of an Effective Legal System

The aim in view by the European Union, in close cooperation with the Council of Europe, is to promote in the Balkans a safe and effective legal system legal. The enforcement of court decision is from this point of view one of the key elements of the effectiveness of a legal system.

The presence of the two UIHJ experts (Bernard Menut, secretary, and Jos Uitdehaag, 1st Quaestor of the Committee) were a pledge of professionalism and success of the event. The two experts endeavored to present on the one hand the recommendations of the Council of Europe as regards enforcement and on the other hand to define the profile of the European judicial officer.

The representatives of Albania, of Bosnia & Herzegovine, of Croatia, of the



Former Yugoslavian Republic of Macedonia (FYROM), Serbia and Montenegro could exchange with the experts on the compared merits of the various statutes of enforcement agents. Indeed, only FYROM chose a system of independent enforcement agent. It appeared clearly that this country was a leader in the area as regards evolution of its system of enforcement. The other countries present different stages for the evolution of the statute of their enforcement agents.

To Improve the Training of the Enforcement Agents

The experts could note that certain countries had however the will to quickly advance in order to reach a real effectiveness of their system of enforcement of court decisions. It is the case with Albania which did an important work in this direction.

The topic of the training of enforcement agents, both former and on going, was also considered by the participating countries a key point, each one agreeing on the need to re-evaluate the level in its own country. At this occasion the experts could present solutions to improve the training of the professionals of enforcement.

The control mechanisms of the activity of the enforcement agents were presented by the experts making it possible to regain the confidence of the public with regard to the professionals. The ethics of the latter, and the definition of clear ethical rules, seems a need for the immediate future.

Work was completed with the development and the adoption of recommendations.



Leo Mullender, chef du projet regional Cards – Head of the Cards regional programme



Violeta Belegante, expert roumain – Romanian expert

Visite à Skopje : l'accueil chaleureux de futures membres de l'UIHJ

Depuis déjà plusieurs années, il existe une coopération étroite entre l'ex-République yougoslave de Macédoine (ARYM) et l'UIHJ. Jos Uitdehaag, 1er questeur du Comité de l'UIHJ, a participé aux réformes dans l'ARYM au travers du projet de l'USAID de programme de réforme commerciale.



Mihajlo Manevski, ministre de la justice, Jos Uitdehaag, 1er questeur du Comité de l'UIHJ – Mihajlo Manevski, Minister for Justice, Jos Uitdehaag, First Quaestor of the Committee of UIHJ

Une future adhésion à l'UIHJ

Ce programme a aussi donné lieu à une nouvelle loi sur l'exécution forcée. Cette loi dispose notamment que nos confrères deviendront des professionnels libéraux. A ce jour, cette situation est unique dans la région de l'ouest des Balkans. L'année dernière, les premiers candidats ont été nommés par le ministère de la justice.

Dès le début, nos confrères ont exprimé le vœu de devenir membre de l'UIHJ. En 2007, cela deviendra une réalité.

Des 21 au 23 février 2007, une conférence régionale s'est tenue à Skopje sur les « standards communs concernant la profession d'huissier de justice dans les Etats membres de l'Union européenne ». L'UIHJ était représentée par son secrétaire, Bernard Menut, et par le 1er questeur de son Comité, Jos Uitdehaag, qui a assuré la modération de la table ronde.

Les deux représentants de l'UIHJ ont profité de l'occasion pour rendre visite à la Chambre nationale des huissiers de justice et de tenir informés nos confrères sur leur future adhésion à notre organisation.



Goran Toshevski, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de l'ARYM – President of the National Chamber of the Judicial Officers of FYROM



Skopje Visit: a Warm Welcome from Future UIHJ Members

Visite dans un office d'huissier de justice à Skopje – Visit at a Judicial Officer's Office in Skopje



600 000 dossiers

La coopération étroite s'est poursuivie la semaine suivante. Jos Uitdehaag s'est à nouveau rendu dans l'ARYM. Les 1er et 2 mars 2007 les confrères nouvellement élus étaient réunis pour suivre une formation. Celle-ci était axée sur les expériences pratiques des huissiers de justice macédoniens nommés l'année dernière, mais également sur le management d'un office.

Ces notions seront nécessaires. Avant le changement de régime, les tribunaux avaient la charge de l'exécution des décisions de justice. Selon la loi en vigueur depuis l'année dernière, d'ici la fin de l'année les dossiers encore entre les mains des juridictions devront être clos. Ainsi, nos confrères ne seront pas au chômage technique ! Environ 600 000 dossiers seront distribués entre les 60 à 70 huissiers de justice...

Réception à la Chambre nationale des huissiers de justice – Meeting at the National Chamber of Judicial Officers



For some years already there is a close cooperation between UIHJ and our colleagues from the Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM). Jos Uitdehaag, 1st quaestor of the UIHJ Committee, has been involved in the reforms in FYROM through the USAID project CLRP (Commercial Law Reform Program).

Future Members of the UIHJ

The reform also resulted in a new law on enforcement. A new law where the colleagues will become private judicial officers. So far this is rather unique in the Western Balkan countries. Last year the first colleagues were appointed by the Minister of Justice.

Already from the beginning they expressed their intention to become part of UIHJ. In 2007 they will be!

From February 21 until 23 Skopje a regional roundtable on "Common standards among the judicial officer systems in the EU Member States" was held. UIHJ was also represented: by her secretary Bernard Menut and Jos Uitdehaag, 1st quaestor of the UIHJ Committee, who also chaired the round table discussions.

Both UIHJ representatives took advantage of that opportunity also to pay a visit to the National Chamber and to inform our future UIHJ friends on their membership.

600,000 Cases

The close cooperation continued the week after. Jos Uitdehaag went back to FYROM and on March 1st and March 2nd the recently appointed colleagues were trained. Training focused on the practical experiences from the Macedonian colleagues that were appointed last year, but also on important items such as basic management skills.

They will need those management skills. Before the changes in the system the courts were responsible for the enforcement. According to the new law on enforcement that went into force last year, by the end of this year all enforcement cases that are still in court will be ceased. So our colleagues do not have to be afraid that they are without a job: about 600,000 (!) cases have to be distributed among 60-70 enforcement agents...

Visites d'une délégation bulgare aux Pays-Bas

Des 5 au 9 février 2007, une délégation bulgare composée d'huissiers de justice et d'experts du ministère de la justice de Bulgarie et de la Direction des affaires juridiques s'est rendue aux Pays-Bas.

Une visite médiatisée

La délégation a été reçue par l'Organisation néerlandaise des huissiers de justice en coopération avec l'UIHJ et le Bureau néerlandais de contrôle des finances.

Une équipe de télévision et de journalistes de la télévision bulgare a filmé l'ensemble de la visite. Un reportage sur cette visite sera prochainement diffusé sur les chaînes de télévision bulgares.

Depuis 2004, il existe une étroite coopération entre l'UIHJ, la Chambre néerlandaise des huissiers de justice et les autorités bulgares. Cette année là, avec l'aide de l'USAID, une visite a été organisée pour un groupe restreint de professionnels (tous membres du Parlement bulgare) aux Pays-Bas et en Pologne. Son objet était l'étude de leurs systèmes d'exécution. Sur la base de cette expérience, le groupe de travail a ensuite préparé un projet de réformes de la loi relative à l'exécution. Ce projet a abouti à l'entrée en vigueur de la loi sur les huissiers de justice libéraux le 1er septembre 2005.

Cette loi prévoit que le contrôle et la surveillance de la profession relevait de la compétence du ministère de la justice et de la Chambre des huissiers de justice.

Grâce au projet USAID intitulé « *Programme de réforme des lois commerciales* », l'UIHJ, la Chambre nationale des huissiers de justice du Pays-Bas et les confrères bulgares, ont travaillé sur la concrétisation des réformes en soutenant la Chambre et les services du ministère de la justice. Les points essentiels touchaient à la surveillance, aux mécanismes de contrôle et aux mesures disciplinaires.

Dans le courant du printemps 2006, plusieurs séminaires ont été organisés autour des thèmes de « *la surveillance et du contrôle de la profession d'huissier de justice* » (10 au 12 mai à Hissarya, Bulgarie), et du « *contrôle professionnel et comptable* » (8 au 10 juin à Borovets, Bulgarie). Les huissiers de justice néerlandais, dont Jos Uitdehag, 1er questeur du Comité de l'UIHJ, ont présenté les meilleurs pratiques européennes relatives à un contrôle de la profession aux représentants du ministère de la justice et de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie.

Nouvelles technologies

Nos confrères bulgares ont maintenant adopté les principes et les éléments d'un contrôle de la profession, de standards éthiques et de déontologie. Le bureau de la Chambre a aussi établi des règles de conduite internes. Ces règles ont été adoptées lors de l'Assemblée générale de la Chambre qui s'est tenue le 9 septembre 2006.

Une grande attention a été portée aux contrôles de comptabilité, notamment les contrôles préventifs. La chambre bulgare a développé un plan d'action pour la mise en place et le contrôle de la surveillance de la profession.



Visite à l'office de John Wisseborn Harder – Visit at the office of John Wisseborn Harder

En tout état de cause, les discussions ont porté sur d'autres sujets. La surveillance professionnelle a fait l'objet de débats, essentiellement pour deux raisons : aboutir à un contrôle adapté de la profession et obtenir la confiance des justiciables. Les travaux ont également traité ces thèmes.

Les interventions et les visites ont concerné plusieurs sujets : les bases pratiques de la mise en place des contrôles des offices d'huissiers de justice, incluant l'organisation, la pratique et la méthodologie du Bureau de contrôle néerlandais, l'apport pratique des nouvelles technologies en matière de traitement de données et d'analyse financières relatives aux offices d'huissiers de justice, ou l'appréciation et l'évaluation des nouveaux standards de qualité proposés par nos confrères néerlandais.

Les participants et nos confrères ont engagé un processus pour une application pratique de la surveillance touchant à la comptabilité et ont dévoilé leur stratégie dans le domaine de la qualité des services.

Cette visite a indéniablement connu un grand succès. L'ensemble des participants se sont déclarés satisfaits. Il semble acquis que la coopération étroite entre l'UIHJ, la Chambre nationale néerlandaise et la Chambre bulgare va se poursuivre à l'avenir.

Visite à l'office Maas Delta (Rotterdam) – Visit to Maas Delta (Rotterdam)





Bulgarian Study Visit to the Netherlands

On February 5th - February 9th 2007 a training group consisting of Bulgarian colleagues, Experts from the Bulgarian Ministry of Justice, Judicial Affairs Directorate and the Inspectorate visited the Netherlands.

A Broadcasted Visit

The group was hosted by the Dutch National organization of enforcement agents in cooperation with UIHJ and the Dutch Bureau for Financial Supervision.

A camera team and journalist of Bulgarian national television have been filming the complete study visit. Later this year one or two programs will be broadcasted on Bulgarian national television.

From 2004 there is already a close cooperation between UIHJ, the Dutch Chamber of enforcement agents and the Bulgarian authorities. That year, through USAID, a study tour was organized for a key group of professionals (all members of the Bulgarian Parliament) to the Netherlands and Poland to study their respective enforcement systems. Based on these experiences the group started drafting a reform of legislation on enforcement. As a result, a new Law on Private Enforcement Agents entered in to force on September 1st, 2005, creating a private enforcement profession.

According to the law control and supervision responsibilities were delegated to the Ministry of Justice and the Chamber of Private Enforcement Agents.

Through the USAID project called "Commercial Law Reform Program" (CLRP) UIHJ and the Dutch national Chamber together with our Bulgarian colleagues started working on the implementation of the reform by giving assistance to both the Chamber and the Inspectorate of the Ministry of Justice. Main focus was the monitoring and control mechanisms and disciplinary proceedings.

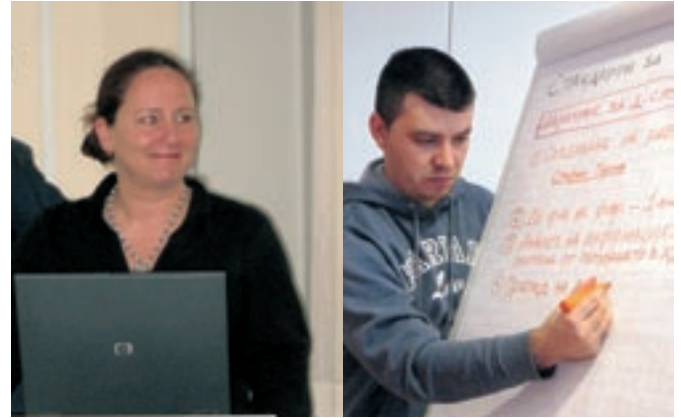
In the spring of 2006 several seminars were organized entitled "Monitoring and Control of Private Enforcement Agents Profession" (10-12 May in Hissarya, Bulgaria) and "Effective Professional and Financial Supervision" (8-10 June in Borovets, Bulgaria). Dutch enforcement agents (including Jos Uitdehaag, 1st quaestor of the Committee) led presentations and discussions on best European practices for exercising oversight on the profession to representatives of the Ministry of Justice and the Bulgarian Chamber.

New technologies

Our Bulgarian colleagues now have adopted basic principles and elements of the monitoring and control systems, ethical standards and disciplinary responsibility. The Council of the Chamber also developed Professional Conduct Rules. Those rules were officially adopted at the General Assembly of the Chamber, which took place on September 9th 2006.

A lot of attention also was given to financial supervision, including preventive supervision. The Bulgarian Chamber has developed an Action Plan for implementation of control and supervision, over the profession.

However discussions were not just related to the financial supervision. Also professional supervision has been discussed for two reasons: to establish sufficient control over the new profession and gain public trust. The study visit related to these subject too.



Karen Weisfelt, Huissier de justice (Pays-Bas) – Judicial Officer (The Netherlands)

*Présentation sur la formation
Presentation on training*

All presentations and visits focused on several items: learn first-hand about practical implementation of the Dutch practices in supervision, monitoring and control. This included organization, practice and methodology of the Dutch Financial Supervision Bureau experience, the observation in practice of the Dutch IT system for receiving and processing financial reports and analysis and the assessment of the financial status and operations of the private enforcement agents, the review and analyze of the newly developed Quality of Service Standards of the Dutch Chamber of Private Enforcement Agents.

The participants together with their colleagues have now started to plan and carry out practical application of surveillance regarding the financial status and operations of private enforcement agents and design and strategize toward adoption of Quality of Service Standards.

The study visit appeared to be very successful. All participants were very satisfied. So it is only natural that also in future the close cooperation between UIHJ, the Dutch national chamber and the Bulgarian national chamber will continue.

Visite à l'office Koos van Meggelen Zutphen – Visit to the Koos van Meggelen Zutphen office





Réception au ministère de la justice de Pologne à Varsovie le 24 janvier 2007

L'heure est décisive pour la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne (CNHJP) qui est reçue par M. Andrzej Kryze, sous secrétaire d'Etat à la justice.

Un ordre du jour important

Il a neigé une grande partie de la nuit et Varsovie s'éveille toute couverte d'une parure d'hermine ce 27 janvier. Pour la circonstance, le président de la CNHJP, Gabriel Pietrasik, le vice président, Michal Redelbach, et le secrétaire général sont accompagnés du président de l'UIHJ, Jacques Isnard.

A l'ordre du jour les importantes questions qui tenaient l'esprit de nos confrères polonais et plus particulièrement :

- la compétence nationale des huissiers de justice ;
- l'augmentation substantielle du corps des huissiers de justice ;
- la surveillance de la discipline par les présidents de cours ;
- la suppression, en matière tarifaire, du principe « *no cure no pay* » ainsi que le système de rémunérations forfaitaires, et le pouvoir discrétionnaire laissé aux juges en matière de fixation des tarifs ;
- la responsabilité collective des huissiers de justice ;
- la formation...

Ainsi que divers autres thèmes s'articulant autour de l'efficacité de l'exécution des décisions de justice, du dialogue entre la CNHJP et le ministère de la justice, etc.

Le sous secrétaire d'Etat était accompagné de six parmi ses collaborateurs les plus proches, la plupart étant en charge de suivre les textes parlementaires en voie de discussion et s'appliquant à la modification du statut des huissiers de justice. Il est à observer que cette rencontre était la première réalisée entre les autorités ainsi constituées et les huissiers de justice. Sans doute cela devait-il justifier les deux heures d'entretien et les prometteurs échanges de vue laissant augurer pour l'avenir un plus large dialogue entre les huissiers de justice et leur pouvoir de tutelle.



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of UIHJ

Réception au ministère de la justice – Meeting at the Ministry of Justice



Réception à la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne à Varsovie – Meeting at the National Chamber of Judicial Officers of Poland, in Warsaw

L'Europe au cœur des discussions

L'Europe, l'espace de justice et de sécurité et les instruments communautaires furent aussi au cœur des discussions qui mirent en exergue la nécessité de pourvoir à l'harmonisation de la profession d'huissier de justice dans l'espace européen.

Par ailleurs, la place de la CNHJP devait encore être largement évoquée au sein de l'Union européenne.

A cet égard, le sous secrétaire d'Etat devait affirmer que les huissiers de justice polonais devaient s'efforcer de jouer un rôle actif au sein de l'UIHJ.

Enfin, le projet d'inviter une délégation du ministère de la justice à Paris, au siège de la chambre nationale française, notamment en vue d'étudier le fonctionnement de la Caisse de garantie des huissiers de justice français ainsi que le système de formation a été longuement évoqué avec des perspectives positives à court terme.

Il reste que le statut des huissiers de justice polonais, qui fait l'objet d'un examen au parlement, est susceptible d'être modifié et que les réformes projetées sont de nature à laisser planer quelques inquiétudes auprès du président Pietrasik et de nos confrères. Mais la teneur des propos des hautes autorités de direction nous ont semblé empreintes d'un certain optimisme pour l'avenir.





Meeting with the Ministry of Justice of Poland in Warsaw on January 24, 2007

The hour is decisive for the National Chamber of the Judicial Officers of Poland (NCJOP) which is received by Mr. Andrzej Kryze, Vice-State Secretary of justice.

An Important Agenda

It snowed most of the night and Warsaw wakes up covered with an ornament of ermine this 27 January. For the circumstance, the president of the NCJOP, Gabriel Pietrasik, the Vice President, Michal Redelbach, and the general-secretary are accompanied by the president of the UIHJ, Jacques Isnard.

On the agenda are the important questions which are on the mind of our Polish fellow-members and more particularly:

- the national competence of the judicial officers;
- substantial increase in the body of the judicial officers;
- monitoring of the discipline by the presidents of course;
- suppression of the "No Cure No pay" principle in the tariff as well as the system of contractual remunerations, and the discretionary capacity left to the judges as regards fixing the tariffs;
- the collective liability for the judicial officers;
- training...

As well as various other topics articulated around the effectiveness of the execution of the court decisions, the dialogue between the NCJOP and the ministry of justice, etc.

Participation de l'UIHJ aux journées d'étude 2007 de la Chambre des Solicitadores portugais

La Chambre nationale des Solicitadores portugais a invité des représentants de l'UIHJ à participer aux deux journées d'étude organisées les 23 et 24 février 2007 à l'université catholique de Lisbonne.



The Vice-State Secretary was accompanied by six of his closest collaborators, the majority being in charge of following the parliamentary texts in the process of discussion relating to the modification of the statute of the judicial officers. It is to be observed that this meeting was the first carried out between the authorities thus made up and the judicial officers. No doubt that was to justify the two hours of the meeting and the promising exchanges of views letting forecast for the future a broader dialogue between the judicial officers and their tutorship.

Europe in the Middle of the Discussions

Europe as well as the area of justice and security, and the common instruments were also in the middle of the discussions which emphasized on the need for providing for the harmonization of the occupation of judicial officer in the European area.

In addition, the place of the NCJOP was still to be largely evoked within the European Union.

In this respect, Vice-State Secretary was to affirm that the Polish judicial officers were to endeavour to play an active part within the UIHJ.

Lastly, the project to invite a delegation of the Ministry of justice in Paris, to the headquarters of the French national Chamber, in particular in order to study the functioning of the Guaranty system of the French judicial officers as well as the system of training was lengthily evoked with positive prospects in the short run.

It remains that the status of the Polish judicial officers, which is the subject of an examination at the Parliament, is likely to be amended and that the projected reforms are to worry President Pietrasik as well as our fellow-members. But to us, the content of the remarks of the high authorities seemed to leave some space for optimism for the future.

Un programme attractif

Lors de la séance d'ouverture sous la haute présidence du ministre de la Justice portugais M. Alberto Costa, Jacques Isnard, le président de l'UIHJ, s'est réjoui du programme attractif et significatif d'une ouverture vers l'Europe préparé par les Solicitadores portugais.

Il les interpella sur leur statut qui ne fait pas d'eux des officiers publics et ministériels et attira leur attention sur leur position face à la directive 2006/123/CE relative aux libertés d'établissement des prestataires de service et libre circulation des services dans le marché intérieur, adoptée par le Parlement Européen et le Conseil le 12 novembre 2006, dite directive « services ».

Il s'appuya ensuite sur la recommandation Rec2003(17) du 9 septembre 2003 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice. Cette recommandation s'attache aux structures des huissiers de justice et prévoit que chaque Etat doit délimiter les relations huissiers de justice/juge pour insister sur le fait que, lorsque, comme au Portugal, les activités d'exécution sont dirigées et contrôlées par le juge, la lenteur, source d'inefficacité, se profile et nuit à la bonne exécution des jugements.



Huit ateliers

Durant ces deux riches et denses journées, huit ateliers se succédèrent. Lors de la première journée, quatre thèmes furent abordés :

- le nouveau régime du bail urbain ;
- les procédures de saisies ;
- l'exécution forcée au Portugal, en Europe et sur d'autres continents ;
- la coopération judiciaire internationale en matière civile et commerciale.

Lors de ces deux derniers thèmes, Françoise Andrieux (France), expert UIHJ, exposa le statut de profession libérale des agents d'exécution. Adrian Stoica (Roumanie), membre du bureau de l'UIHJ, développa les principales caractéristiques du système roumain. Roland de Meerleer (Belgique), membre du bureau de l'UIHJ, traita des principales caractéristiques du système belge. Eduardo Paiva, juge portugais, évoqua les principales caractéristiques du système portugais. Mayela Celis, représentant le bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé, fit une présentation de cette organisation et de la convention de La Haye du 15 novembre 1965 en matière de signification des actes à l'étranger en matière civile et commerciale, assistée par Laurence Thébaud, juriste, expert de cette. Puis, Roger Dujardin (Belgique), vice-président de l'UIHJ, aborda les actes communautaires qui contribuent à l'espace de liberté, de sécurité et de justice dans les perspectives d'un droit européen de l'exécution. Maria Joao Henriques, juriste au sein du ministère de la Justice du Portugal, présenta l'exécution au Portugal des décisions des tribunaux étrangers.

La deuxième journée fut consacrée au droit interne au travers de l'accès aux bases de données et des garanties du citoyen, des rapports sociétés/justice, puis de la simplification des procédures administratives, et enfin des nouvelles fonctions des Solicitadores.

Le président de la Chambre nationale des Solicitadores, Antonio Gomes da Cunha, conclut la séance de clôture des travaux aux côtés de Juan Carlos Estevez, président du conseil général des Procuradores espagnols, de Jacques Isnard, président de l'UIHJ et de Joao Tiago da Silveira, secrétaire d'Etat à la Justice du Portugal.



De G. à D. Maria Fernanda Santos, présidente de la région sud des Solicitadores, Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores, Alberto Costa, ministre de la Justice, Jacques Isnard, Paulo Texeira — From L. to R. : Maria Fernanda Santos, President of the Solicitadores of South of Portugal, Antonio Gomes da Cunha, President of the Chamber of Solicitadores, Alberto Costa, Minister for Justice, Jacques Isnard, Paulo Texeira



Une partie des intervenants — Some of the lecturers



Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ — Vice-President of UIHJ

Participation of the UIHJ in the 2007 Study Meeting of the Chamber of Portuguese Solicitadores

The national Chamber of Portuguese Solicitadores invited the representatives of the UIHJ to take part in the two days study meeting organized on February 23, and 24 2007 at the catholic university of Lisbon.

An Attractive Program

At the time of opening of the meeting under the high presidency of the Minister for Justice of Portugal, Mr. Alberto Costa, Jacques Isnard, President of the UIHJ, was delighted by the attractive and appropriate program of an opening towards Europe prepared by the Portuguese Solicitadores.

He challenged them on their statute which does not make them public and ministerial officers and drew their attention to their position as regards the Directive 2006/123/CE relating to the freedom of establishment of services in the internal market, adopted by the European Parliament and the Council on November 12, 2006, referred to as the "Services directive".

He then insisted on the recommendation Rec(2003)17 of September 9, 2003 of the Committee of the Ministers of the Council of Europe to the Member States as regards enforcement. This recommendation sticks to the structures of the judicial officers and provides that each State must delimit the relations between judicial officers and judges to insist on the fact that, when, as to Portugal, the activities of enforcement are directed and controlled by the judge, slowness, which causes inefficiency, appears and harms the good execution of the judgments.



De G. à D. From L. to R. : Alberto Costa, ministre de la Justice, - Minister for Justice, Jacques Isnard, Paulo Teixeira



Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIHJ
— Member of the board of the UIHJ



Maria Fernanda Santos, présidente de
la région sud des Solicitadores — Maria
Fernanda Santos, President of the
Solicitadores of South of Portugal

Eight Workshops

During these two rich and dense days, eight workshops followed one another. At the time of the first day, four topics were approached:

- The new mode of urban leases;
- Procedures of attachment;
- Dstraint in Portugal, in Europe and on other continents;
- International legal co-operation in civil and commercial matters.

At the time of these last two topics, Francoise Andrieux (France), UIHJ expert, exposed the statute of liberal profession of enforcement agents. Adrian Stoica (Romania), member of the board of the UIHJ, developed the principal characteristics of the Rumanian system. Roland de Meerleer (Belgium), member of the board of the UIHJ, treated the principal characteristics of the Belgian system. Eduardo Paiva, a Portuguese judge, evoked the principal characteristics of the Portuguese system. Mayela Celis, representing the permanent office of The Hague Conference on private international law, made a presentation of this organization and of The Hague convention of November 15, 1965 as regards service of documents abroad in civil and commercial matters. She was assisted by Laurence Thébaud, lawyer, expert on this convention. Then, Roger Dujardin (Belgium), vice-president of the UIHJ, approached the Community acts which contribute to the area of freedom, security and justice from the point of view of the European law of enforcement. Maria Joao Henriques, lawyer at the ministry for the Justice of Portugal, presented the enforcement of decisions of foreign courts in Portugal.

The second day dealt with the national legislation relating to access to information and to and guarantee of the citizens, to the relation between society and justice, then with the simplification of the administrative procedures, and finally with the new functions of Solicitadores.

Antonio Gomes da Cunha, President of the National Chamber of Solicitadores, concluded the last working session with Juan Carlos Estevez, President of the General Council of the Spanish Procuradores, Jacques Isnard, president of the UIHJ and Joao Tiago da Silveira, State Secretary for Justice of Portugal.

5e anniversaire de la Chambre nationale tchèque des huissiers de justice

À Prague le 26 octobre 2006, la Chambre nationale tchèque des huissiers de justice a organisé à l'occasion du 5e anniversaire de sa création une conférence internationale sur « l'exécution des décisions de justice - expérience pratique et future en Europe centrale et de l'Est ». Cette conférence s'est déroulée sous les auspices du président du Sénat du Parlement de la République tchèque, Přemysl Sobotka.

De hauts représentants

Les intervenants de la conférence ont dressé un tableau de la situation actuelle et des futurs développements pour ce qui concerne l'exécution des décisions de justice dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, de l'harmonisation possible des procédures et des questions relatives au titre exécutoire européen et de leurs effets en matière d'exécution.

La conférence a été suivie par un certain nombre de personnalités, parmi lesquelles, les hauts représentants de l'Union internationale des huissiers de justice, en la personne de son président, Jacques Isnard, et de son deuxième vice-président, Roger Dujardin, le président de la Chambre des députés du Parlement de la République tchèque Miloslav Vlček, le ministre de la justice de la République tchèque Jiří Pospíšil, le président de la chambre nationale hongroise des huissiers de justice, Miklós Krejniker, le président de la chambre nationale roumaine des huissiers de justice, Ducu Mihai, le vice-président de la chambre nationale slovaque des huissiers de justice, Jozef Horváth, le vice-président de la chambre nationale polonaise des huissiers de justice, Michal Redelbach, un représentant de la chambre nationale bulgare des huissiers de justice, Slavi Serbezov, plusieurs députés, sénateurs, représentants des chambres professionnelles des avocats de la République tchèque, des représentants de la Cour suprême de la République tchèque, des magistrats d'autres juridictions, et de nombreux huissiers de justice.

Jacques Isnard, Jioo Pospisil, ministre de la justice — Minister for Justice





La pratique des voies d'exécution dans les pays

Les représentants de l'UIHJ ainsi que les représentants des chambres des huissiers de justice des pays d'Europe centrale et de l'Est ont informé les participants de la conférence de la pratique en matière d'exécution dans les différents pays dans la région. Le deuxième vice-président de l'UIHJ, Roger Dujardin, a prononcé un discours traitant de la question du titre exécutoire européen et de son application pratique en Belgique. Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, a abordé la question de l'exécution des décisions de cour et de la place de la profession des huissiers de justice en Europe.

Le président de la chambre nationale hongroise des huissiers de justice, Miklós Krejniker, a parlé de la situation actuelle de l'exécution des décisions de justice en Hongrie, ses développements, résultats et perspectives d'avenir. Il a évoqué dix ans d'expérience des huissiers de justice hongrois et des problèmes auxquels ils sont confrontés ans leur travail. Le président de la Chambre nationale roumaine des huissiers de justice, Ducu Mihai, a pareillement évalué cinq ans d'expérience de la profession du huissier de justice en Roumanie et a également parlé de la coopération établie entre la chambre roumaine et l'UIHJ et les futures perspectives de la profession en Roumanie.

Le vice-président de la chambre nationale slovaque, Jozef Horváth, a décrit le développement de l'exécution des décisions de justice en Slovaquie, depuis dix ans jusqu'à l'abandon il y a un an du double système de l'exécution. Il a également mentionné les perspectives de la profession des huissiers de justice en Slovaquie et de la formation. La formation des huissiers de justice polonais était également le sujet du discours prononcé par le vice-président de la Chambre nationale polonaise des huissiers de justice, Michal Redelbach, qui a également informé l'assistance des problèmes actuels liés à l'exécution des décisions de justice en Pologne et de l'étroite coopération entre la chambre polonaise et l'UIHJ.

Cinq années d'existence

La session du matin a été conclue par le président de la Chambre nationale des huissiers de justice de la République tchèque, Juraj Podkonický, qui a évalué les cinq années d'existence de la profession dans la République tchèque et a abordé les questions d'actualité, notamment celle du paiement des coûts de la procédure en cas d'insolvabilité du débiteur, ou du privilège des frais d'exécution en cas de vente d'un immeuble sur adjudication, et des futurs objectifs de la chambre tchèque des huissiers de justice.

La session d'après-midi a été complètement consacrée à la discussion des issues pratiques spécifiques. Les participants étrangers ont exprimé leur conviction que la coopération des chambres professionnelles de cette région continuera avec et sous les auspices de l'UIHJ.

Le jour suivant, pendant la matinée, les participants étrangers, le ministre de la justice, Jiří Pospíšil, et les représentants des chambres professionnelles des avocats et de la Cour suprême de la République tchèque, ont également suivi la cérémonie officielle de l'assemblée générale annuelle de la Chambre nationale tchèque des huissiers de justice. Cette assemblée générale a tiré le bilan de cinq années d'existence et a décrit ses futurs objectifs.

La médaille d'argent d'Antonin Randa pour le président de l'UIHJ

En liaison avec les célébrations du 5e anniversaire de la chambre tchèque et de la visite de M. le président Isnard et du vice-président M. Dujardin à Prague, un certain nombre d'autres événements et réunions avec les représentants des autorités juridiques et publiques se sont tenus :

- Réception de la délégation de l'UIHJ et des représentants de la Chambre nationales des huissiers de justice de la République tchèque par la vice présidente de la Cour constitutionnelle ;
- Réception de la délégation de l'UIHJ et des représentants de la Chambre nationales des huissiers de justice de la République tchèque par le ministre de la justice du CR ;
- Conférence de presse avec la participation des représentants de l'UIHJ et du président de la chambre nationale des huissiers de justice de la république tchèque ;
- Réception de la délégation de l'UIHJ et des représentants de la Chambre nationales des huissiers de justice de la République tchèque par le Comité des affaires juridiques et constitutionnelles de la Chambre des députés du Parlement de la République tchèque ;
- Interview avec M. le président Isnard à la télévision tchèque ;
- Petit déjeuner de travail pour fixer la date de la conférence internationale avec la participation du président de la Chambre des députés du Parlement de la République tchèque, des invités étrangers, et des membres du bureau de la chambre nationale des huissiers de justice de la république tchèque.

À l'occasion du 5e anniversaire de la création de la chambre nationale des huissiers de justice de la République Tchèque, les représentants de l'UIHJ, les invités étrangers, les hauts représentants des autorités, ainsi que tous les huissiers de justice présents reçurent la médaille et le certificat commémorant l'événement.

Le 24 octobre 2006, Jacques Isnard, à l'instigation de la Chambre nationale tchèque des huissiers de justice et de l'Association nationale des avocats tchèques, a reçu la médaille d'argent d'Antonín Randa pour ses efforts dans l'introduction et la promotion de la profession d'huissier de justice dans la République Tchèque en 2001 et pour ses efforts dans le développement des sciences et de la pratique juridiques et la coopération internationale entre les juristes.

L'UIHJ adresse ses vives félicitations à l'heureux récipiendaire pour cette distinction qui l'honore ainsi que l'ensemble de la profession au travers le monde.

Une partie du public – A part of the public





Jacques Isnard, président de l'UIHJ, pendant le séminaire international de Prague — President of the UIHJ, during the Prague international seminar



Juraj Podkonický, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de la République tchèque — President of the National Chamber of the Judicial Officers of the Czech Republic

5th Anniversary of the Judicial Officers' Chamber of the Czech Republic

In Prague on 26 October 2006, the Judicial Officers Chamber of the Czech Republic organised on the occasion of the fifth anniversary of its establishment the international conference "Court enforcement – Practical experience and future in the region of Central and Eastern Europe". The conference was held under the auspices of the President of the Senate of the Parliament of the Czech Republic Přemysl Sobotka.

Top Representatives

The conference participants addressed the current situation as well as future development of the issue of court executions in the countries of Central and Eastern Europe, possible harmonisation of procedures, and practical issues of the European execution title and their effects on the execution practice.

The conference was attended by a number of prominent figures including, without limitation, the top representatives of the UIHJ – the President Jacques Isnard and the second vice President Roger Dujardin, the chairperson of the Chamber of Deputies of the Parliament of the Czech Republic Miloslav Vlček, the Minister of Justice of the Czech Republic Jiří Pospíšil, the President of the Hungarian Chamber of Judicial Officers Miklós Krejniker, the President of the Romanian Chamber of Judicial Officers Mihai Ducu, the Vice President of the Slovakian Chamber of Judicial Officers Jozef Horváth, the Vice President of the Polish Chamber of Judicial Officers Michal Redelbach, a representative of the Bulgarian Chamber of Judicial Officers Slavi Serbezov, deputies, senators, representatives of the professional chambers of lawyers active in the Czech Republic, representatives of the Supreme Court of the Czech Republic, judges of other courts, and judicial officers.

Enforcement Practices in Individual Countries

The representatives of the UIHJ as well as the representatives of the chambers of judicial officers of the countries of Central and Eastern Europe informed the conference participants about the execution practice in individual countries in the region. The Second Vice President of the UIHJ Roger Dujardin made a speech dealing with the issue of the European execution title and its practical

application in Belgium. The President of the UIHJ Mr. Jacques Isnard addressed the issue of the enforcement of court decisions as well as the general position of the profession of judicial officers in Europe.

The President of the Hungarian Chamber of Judicial Officers Miklós Krejniker delivered a speech about the current situation of executions in Hungary, their development, results, and the outlook for the future. He spoke about ten years of experience of Hungarian judicial officers as well as the problems they face in their work. The President of the Romanian Chamber of Judicial Officers Ducu Mihai similarly evaluated five years of experience with the profession of judicial officer in Romania and also spoke about cooperation established between the Romanian chamber and the UIHJ and the future prospects of the profession in Romania.

The Vice President of the Slovakian Chamber of Judicial Officers Jozef Horváth delivered a speech describing especially the development of court executions in Slovakia from their beginning ten years ago to the abandoning of the two-track enforcement of decisions realised last year. He also mentioned the prospects of the profession of judicial officers in Slovakia and their education. The education of Polish judicial officers was the topic of the speech given by the Vice President of the Polish Chamber of Judicial Officers Michal Redelbach who also addressed the topical problems of court executions in Poland and intensive cooperation of the Polish chamber with the UIHJ.

Five Years of Existence

The morning session of the conference devoted to the current situation of court executions in the countries of Central and Eastern Europe was concluded by the President of the Judicial Officers Chamber of the Czech Republic Juraj Podkonický who assessed five years of the existence of the profession of judicial officers in the Czech Republic and addressed the topical issues, especially the issue of the payment of costs of executions if the obligated person is a pauper, inclusion of judicial officers' claims for compensation of costs in the case of the sale of a real estate into the first or third group, and future objectives of the Czech Chamber of Judicial Officers.

The afternoon session of the International Conference was completely devoted to the discussion of specific practical issues. The foreign participants expressed their belief that the cooperation of professional chambers of this region will continue especially through and under the auspices of the UIHJ.

On the following day, 27 October 2006, the foreign participants of the conference, the Minister of Justice Jiří Pospíšil, and the representatives of the professional chambers of lawyers and the Supreme Court of the Czech Republic also participated in the morning official session of the ceremonial annual assembly



Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ – Vice-President of the UIHJ



of the Judicial Officers Chamber of the Czech Republic. The assembly especially evaluated five years of the existence of the Chamber of Judicial Officers of the Czech Republic and outlined its future prospects.

Silver Medal of Antonin Randa for the President of UIHJ

In connection with the celebrations of the 5th anniversary of the existence of the Judicial Officers Chamber of the Czech Republic and visit of Mr. President Isnard and Vice President Mr. Dujardin to Prague, a number of other events and meetings with the representatives of the judicial power and the legislative and executive power authorities took place:

- The reception of the delegation of the UIHJ along with the representatives of the Judicial Officers Chamber of the CR by the Vice Chairwoman of the Constitutional Court
- The reception of the delegation of the UIHJ along with the representatives of the Judicial Officers Chamber of the CR by the Minister of Justice of the CR
- The press conference with the participation of the representatives of the UIHJ and the President of the Judicial Officers Chamber of the CR
- The reception of the delegation of the UIHJ along with the representatives of the Judicial Officers Chamber of the CR by the Committee on Legal and Constitutional Affairs of the Chamber of Deputies of the Parliament of the Czech Republic
- The interview with Mr. President Isnard on the Czech Television
- The working breakfast on the date of the international conference with the participation of the Chairperson of the Chamber of Deputies of the Parliament of the Czech Republic, foreign guests, and members of the Presidium of the Judicial Officers Chamber of the CR.

On the occasion of the 5th anniversary of the existence of the Judicial Officers Chamber of the Czech Republic, the representatives of the UIHJ, foreign guests, eminent figures of the legislative, judicial, and executive powers, as well as all judicial executors in the Czech Republic were presented with the commemorative medal and certificate of the Judicial Officers Chamber of the Czech Republic.

On 24 October 2006, the President of the UIHJ Mr. Isnard was presented, at the instigation of the Judicial Officers Chamber of the Czech Republic and by the Association of Czech Lawyers, with the silver medal of Antonin Randa for his efforts in the introduction and practical implementation of the institution of judicial officer in the Czech Republic in 2001 and for his efforts in the development of juridical sciences and practice and the international cooperation of lawyers. The UIHJ warmly congratulates the happy recipient for this distinction that both honour him and the entire profession throughout the world.

Une partie du public – A part of the public





La formation célébrée lors du séminaire internationale de Sinaia (Roumanie) les 15 et 16 février 2007

L'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie, créée voilà cinq ans seulement, a propulsé la profession, dans ce pays, vers les sommets structurels en créant dès 2005 un centre de formation.

Un centre autonome de formation à Sinaia

La deuxième promotion issue du centre de formation achevait son cycle à l'occasion du séminaire de Sinaia des 15 et 16 février 2007.

Le président Mihai Ducu, toujours à la pointe de l'évolution, et les membres de son bureau, avec le concours du secrétariat du Centre de formation, avaient décidé de marquer l'évènement en organisant un grand forum international avec la participation des deux écoles nationales de procédure de France et de Tunisie, toutes membres du Conseil international de la formation des huissiers de justice.

Le thème de ces journées, « *la nécessité des centres de formation professionnelle et le titre exécutoire européen* », marquait parfaitement la ligne directrice de cette manifestation qui consistait à confronter les modes de formation au plan international et l'ouverture de nos confrères roumains vers l'espace européen.

En ouverture du séminaire le président Ducu Mihai devait rappeler la volonté de l'Union roumaine de promouvoir une profession d'huissier de justice compétente et d'un haut niveau de formation. Il devait indiquer que la prochaine étape visait à la construction et à l'aménagement d'un centre autonome à Sinaia.

Au discours du président devaient succéder les allocutions de Madame Adela Deruela Vintila, directeur des professions (notaires, huissiers, traducteurs, experts) au ministère de la justice et de Me Jacques Isnard, président de l'UIHJ.

*Pendant la cérémonie d'ouverture
During the opening ceremony*



Ducu Mihai, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie – President of the National Chamber of the Judicial Officers of Romania



Une partie du public – A part of the public

Mme Vintila devait dire tout son attachement à la profession d'huissier de justice et à la profession libérale pour laquelle elle demeurait une fervente partisane. Elle précisait encore qu'elle attachait une grande importance à la formation professionnelle et complimentait le président Mihai pour son initiative dans ce domaine tout en se félicitant de pouvoir participer à ce séminaire à caractère international.

Une grande école

Ensuite, ce fut le tour des représentants des centres de formation de prendre la parole, avec, en premier lieu, Me Abel Pansard, président de l'École nationale de procédure (Paris) qui devait dresser un tableau très précis de l'organisation de la formation en France.

Ainsi l'ENP compte-t-elle 200 collaborateurs, soit 120 conférenciers et 80 correcteurs pour un millier d'étudiants.

L'ENP poursuit 3 objectifs :

- formation des huissiers de justice ;
- formation des stagiaires ;
- formation des collaborateurs.

L'ENP, c'est aussi près de 10 000 corrections de devoirs par an, 1 600 supports de cours. L'École est dirigé par un conseil de direction paritaire de 9 membres, c'est-à-dire composé pour moitié d'huissiers de justice et pour autre moitié de salariés des offices d'huissiers de justice.





Eugen Huruba, directeur du Centre de formation des huissiers de justice de Roumanie — Director of the Training center of the Judicial Officers of Romania



Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ — Member of the board of UIHJ



Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIHJ — Member of the board of UIHJ

L'ENP comprend encore :

- un conseil scientifique composé de magistrats, professeurs de faculté, anciens présidents de la CNHJ, anciens présidents de l'ENP. Ce conseil a pour objet d'assurer le relais entre l'ENP et les universités ;
- une commission pédagogique qui est chargée de s'occuper des cours, des sujets et de former une veille juridique.

L'ENP fonctionne essentiellement au moyen de cours par correspondance et par des conférences. Elle délivre 3 sortes de diplômes suivant le niveau de connaissance du candidat.

« La profession en France a pu évoluer rapidement, particulièrement depuis ces 25 dernières années, grâce à l'Ecole nationale de procédure », devait conclure le président Pansard.

Une aubaine pour les huissiers de justice

Après le président Pansard, ce fut au tour de M. Eugen Huruba, directeur du centre de formation des huissiers de justice de Roumanie de présenter la formation des huissiers de justice de son pays.

Ce centre a vu le jour voilà deux ans environ. Son objectif est tourné vers la préparation de la formation des huissiers de justice. Les premiers pas sont encourageants avec la présentation aujourd'hui de la 2e promotion qui comporte 60 huissiers de justice.

Selon M. Huruba, il reste de nombreux points à améliorer notamment avec les médias pour développer l'image car — devait-il dire — « nous sommes contestés ». La formation est un moyen de remédier à cette situation devait préciser le directeur.

Une partie du public — A part of the public



Le centre académique organise des cours de perfectionnement, y compris avec une ouverture internationale, en vue de favoriser la coopération avec les experts étrangers.

Le concept pédagogique vise à améliorer les qualités professionnelles des huissiers de justice en assurant une bonne préparation aux activités et en veillant tout particulièrement à affiner les compétences en matière d'exécution.

- Actualiser les connaissances générales,
- favoriser la publication d'un code de déontologie,
- développer les séminaires, colloques et conférences,
- promouvoir l'information en améliorant la communication entre les médias et les justiciables,
- assurer une formation de haut niveau en matière d'exécution forcée,
- veiller à apporter des connaissances appropriées aux huissiers stagiaires.

Voilà en quelques mots le programme du centre de formation qui est une aubaine pour les huissiers de justice car, selon les commentaires apportés par Madame Vintila, directeur des professions au ministère de la justice, « les huissiers de justice constituent la seule profession libérale qui dispose d'un centre de formation ».

Les incertitudes de la remise postale

Le 3e intervenant, Bernard Menut (France), secrétaire de l'UIHJ devait traiter du thème de « la signification par huissier de justice et la notification postale ».

Dans son introduction, Bernard Menut devait rappeler l'arrêt de la CEDH (Pini/Roumanie) qui consacre le rôle de l'huissier de justice. En effet, selon la Cour, « l'huissier de justice est un élément essentiel de l'Etat de droit ».

Sur le fond, cet arrêt comporte un sens profond en ce qu'il invite les Etats à tout mettre en œuvre pour favoriser l'exécution des décisions de justice.

Le cœur de l'intervention de Me Menut s'articulait autour de la notion d'information (judiciaire) en développant deux cas de figure : la notification par lettre et la signification par huissier de justice.

L'intervenant démontrait, avec son brio habituel, la supériorité de la signification sur la notification en insistant sur la sécurité juridique que conférait la remise physique d'un acte par un officier judiciaire. Il soulignait le caractère doublement informatif de la signification d'une part à l'égard du défendeur et d'autre part au bénéfice du juge qui pouvait de façon formelle connaître les conditions de remise de l'acte.



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ – Secretary of the board of the UIHJ



Abel-Didier Pansard, président de l'Ecole nationale de procédure de France – President of the French National School of Procedure of France



Adela Deruela Vintila, directeur des professions (notaires, huissiers, traducteurs, experts) au ministère de la justice – Director of the Legal Professions (notaries, judicial officers, Translators, experts) at the Ministry of Justice

Il démontait point par point le mécanisme des lettres en dénonçant toutes les incertitudes que laissait subsister la remise postale. Il est temps devait-il conclure d'écartier définitivement la notification postale du système judiciaire. S'agissant des frais élevés qu'engendrerait la signification, Bernard Menut en refusait l'affirmation « fallacieuse » selon lui, notamment si l'on compare le coût d'une signification à bien des égards sans rapport avec le montant d'une lettre si l'auteur compte des frais postaux et des coûts de revient des différents agents publics intervenant à chacune des étapes.

En conclusion, le secrétaire de l'UIHJ devait s'insurger sur l'attitude des détracteurs de la signification : « on tend à démontrer que la lettre est une solution de facilité qui n'est ni bonne, ni équitable, ni économiquement pertinente sans compter l'incertitude juridique, il convient dès lors de la remplacer sans restriction par la signification faite par un professionnel ».

Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of the UIHJ



Training Celebrated During the International Seminar of Sinaia (Romania) on February 15, and 16 2007

The National Union of the judicial officers of Romania, created only five years ago, propels the profession, in this country, towards a level of excellence with the creation in 2005 of a training centre.

An Autonomous Training Centre in Sinaia

The second promotion resulting from the training centre completed its cycle at the time of the seminar of Sinaia on February the 15, and 16 2007.

President Mihai Ducu, always at the head of the evolution, and the members of his board, with the assistance of the secretariat of the Training centre, had decided to mark the event by organising a large international forum with the participation of the two national schools of procedure of France and Tunisia, all members of the International Council of the training of judicial officers.

The topic of these days, "the need for centres of vocational training and the European Order for Payment", marked perfectly the hot line of this demonstration which consisted in confronting the training modes at the international level and the opening of our Rumanian fellow-members towards a European area.

In the opening of the seminar president Ducu Mihai was to recall the will of the Rumanian Union to promote an occupation of highly qualified and trained judicial officer. He was to indicate that the next stage aimed at the making and the adjustment of an autonomous centre in Sinaia.

To the speech of the president succeeded the short speeches of Mrs Adela Deruela Vintila, director of the professions (notaries, judicial officers, translators, experts) at the ministry for justice and Jacques Isnard, president of the UIHJ.



Mrs. Vintila was to say all her attachment to the occupation of judicial officer and the liberal profession for which she remained enthusiastic a partisan. Furthermore, she specified that she attached a great importance to the vocational training and complimented president Mihai for his initiative in this field while being pleased to be able to take part in this international seminar.

A Large School

Then, it was the turn of the representatives of the training centres to speak, with, initially, Mr Abel Pansard, president of the National School of procedure (Paris) who was to draw a very precise picture of the organisation of training in France.

Thus the ENP counts 200 collaborators, that is to say 120 lecturers and 80 correctors for a thousand of students.

The ENP pursues 3 goals:

- Training of the judicial officers;
- Training of the trainees;
- Training of the collaborators.

The ENP, it is also nearly 10.000 corrections of essays per year, 1.600 written documents. The School is directed by an equal board of management of 9 members, i.e. composed for half of judicial officers and another half of employees of judicial officers.

The ENP still includes:

- a scientific council composed by judges, professors at Law, former presidents of the French national chamber of judicial officers, former presidents of the ENP. This council has the aim of ensuring the relay between the ENP and the universities;
- a teaching commission which is charged to deal with the courses, of the subjects and to form a legal watch.

The ENP functions primarily by means of course by correspondence and conferences. It delivers three kinds of diplomas according to the level of knowledge of the candidate.

"The profession in France has been able to evolve quickly, particularly for these 25 last years, thanks to the National School of procedure", was to conclude president Pansard.

Une partie du public – A part of the public



Une partie du public – A part of the public

A Windfall for the Judicial Officers

After president Pansard, it was with the turn of Mr. Eugen Huruba, director of the Training centre of the judicial officers of Romania to present the training of the judicial officers of his country.

This centre was created here approximately two years ago. Its objective is turned towards the preparation of the training of the judicial officers. The first steps are encouraging today with the presentation of the 2nd promotion which comprises 60 judicial officers.

According to Mr. Huruba, there remain many points to be improved in particular with the media to develop the image as – was he to say – *"we are disputed"*. The training is a means of rectifying this situation was to specify the director. The academic centre organises advanced courses, including with an international opening, in order to support the co-operation with foreign experts. The teaching concept aims at improving professional qualities of the judicial officers by ensuring a good preparation to the activities while particularly taking care to refine competences as regards enforcement.

- To bring up to date general knowledge,
- To support the publication of a code of ethics,
- To develop seminars and conferences,
- To promote information by improving the communication between the Medias and the citizens,
- To ensure a high level formation as regards restraint,
- To take care to bring knowledge appropriate to the training judicial officers.

In short, this is the program of the training centre which is a windfall for the judicial officers because, according to the comments brought by Mrs Vintila, director of the professions at the ministry for justice, *"the judicial officers constitute the only liberal profession which has a training centre"*.

Uncertainties of the Postal Handing-Over

The 3rd speaker, Bernard Menut (France), secretary of the UIHJ was to treat topic of *"the significance per judicial officer and the postal notification"*.

In his introduction, Bernard Menut was to recall the ECHR case (Pini/Romania) which devotes the role of the judicial officer. Indeed, according to the Court, *"the judicial officer is an essential element of the State of law"*.



Le logo de l'UNEJ – The UNEJ logo

Overall, this decision is a major direction in that it invites the States to take measures to insure the enforcement of the court decisions.

The heart of the intervention of Mr Menut was articulated around the concept of (legal) information by developing two possibilities: the notification by letter and the personal service by judicial officer.

The speaker showed, with his usual brio, the superiority of the service on the notification while insisting on the legal safety which the physical handing-over of a document by a legal officer conferred. He underlined the double informative nature of the personal service on the one hand with regard to the defendant and on the other hand for the benefit of the judge who can in a formal way know the conditions of the handing-over of the document.

Point by point he dismantled the mechanism of the notification by post by denouncing all its uncertainties. It is time, he concluded, to definitively draw aside the postal notification of the legal system.

Being the high expenses that the personal service would generate, Bernard Menut challenged its "fallacious" assertion. According to him, the cost of a personal service is cheaper, in many regards, to the one of a letter when considering the postal expenses and the costs of the various persons intervening in each stage.

In conclusion, the secretary of the UIHJ was to criticize the attitude of the detractors of the personal service: "one tends to show that the letter is the easy solution. This is neither good, neither equitable, nor economically relevant without considering the legal uncertainty. It is consequently advisable to replace it without restriction by the personal service made by a professional".

1. Rappelons que la Russie comprend des régions, des territoires et des républiques, dénommés « sujets ».

Nouvelle participation de l'UIHJ à un séminaire du Conseil de l'Europe en Russie

Dans le cadre du programme joint entre le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et la Fédération de Russie pour le renforcement de l'Etat de droit, l'UIHJ a participé à un séminaire sur la mise en oeuvre des procédures d'exécution à Irkoutsk (Sibérie) des 25 au 27 septembre 2006.

Un renforcement de la coopération internationale

Ce séminaire s'est tenu à 60 Kms d'Irkoutsk, dans la ville de Listvyanka, au bord du féérique et gigantesque lac Baikal, long de près de 700 Kms sur une largeur allant de 20 à 80 Kms, à peine à six heures d'avion de Moscou, un saut de puce pour la Russie !

La manifestation était co-organisée par l'Académie de droit de la Fédération de Russie (ADFR) du ministère de la Justice de la Fédération de Russie, dont le siège est situé à Moscou mais qui possède des antennes dans toutes les régions de la Fédération de Russie (voir sur notre site l'article de décembre 2005). Rappelons que l'ADFR enseigne chaque année à environ 15 000 employés du ministère de la Justice, principalement des huissiers de justice et des employés des juridictions. C'est dire l'importance de cette vénérable institution qui a soufflé ses trente-cinq bougies l'année dernière.

La mission du Conseil de l'Europe était dirigée par Veronika Kotek, administratrice au Conseil de l'Europe, Direction générale 1, affaires juridiques. Les experts du Conseil de l'Europe étaient Mathieu Chardon, huissier de justice à Versailles (France), 1er secrétaire de l'UIHJ, Elisabeth Donovan, avocat à Dublin (Irlande) et Patrick Berglund, conseiller juridique au ministère des Finances de Suède. Environ une cinquantaine d'huissiers de justice ont participé à ce séminaire, pour la plupart des représentants des bureaux d'huissiers de justice de différents sujets¹ de la Fédération de Russie et des membres de l'ADFR.

De G. à D. – From L. to R. : Sergey Sazanov, Veronika Kotek, Igor Svecharovsky, Mathieu Chardon, Elisabeth Donovan, Patrick Berglund





Veronika Kotek, administratrice, Conseil de l'Europe
— Administrator, Council of Europe



Mathieu Chardon, premier secrétaire de l'UIH — First secretary of UIHJ



Elisabeth Donovan, avocate à Dublin (Irlande) — Barrister in Dublin (Ireland)

Dans son discours d'introduction, Igor Zvecharovsky, recteur de l'ADFR, a souhaité la bienvenue à tous et a rappelé les actions menées par l'Académie au cours des précédentes années, notamment les différents séminaires organisés avec l'assistance du Conseil de l'Europe et de ses experts. M. Zvecharovsky a souligné les progrès réalisés par cette collaboration et a souhaité la continuation du programme pour l'avenir.

M. Sergey Sazanov, premier vice-président du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie, huissier de justice en chef de la Fédération de Russie, a indiqué dans son discours que la coopération internationale devait être de plus en plus présente. « *Tout le monde sait que les législations sont différentes, a précisé M. Sazanov, et que l'échange des expériences et des connaissances est fondamental. Le fait que dans certains pays la profession d'huissier de justice est libérale et que dans d'autres elle est exercée par des fonctionnaires n'est nullement un obstacle à la coopération.* »

« *Notre législation doit être conforme aux standards européens, notamment aux exigences de la Convention européenne des sauvegarde des droits de l'homme* », a conclu M. Sazanov.

De nombreux changements en peu de temps

En écho aux propos de l'huissier de justice en chef de la Fédération de Russie, Veronika Kotek a rappelé le rôle du Conseil de l'Europe dans l'amélioration des législations nationales. Le Conseil de l'Europe, dont les valeurs ne sont contestées par personne, peut évaluer les législations afin de permettre aux Etats de se conformer aux standards européens. Mme Kotek a indiqué que certains pays ont bénéficié de beaucoup de temps pour se conformer à ces standards, à l'inverse d'autres pays, comme la Fédération de Russie, qui ont pourtant accompli de très nombreux changements en peu de temps. C'est l'un des challenges du Conseil de l'Europe d'aider ces pays à aller dans ce sens, a-t-elle judicieusement indiqué. Mme Kotek a souligné que la profession d'huissier de justice est aussi importante que celle d'avocat ou de juge : une décision de justice doit pouvoir être exécutée dans un délai raisonnable. C'est l'un des fondements de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Enfin, l'administratrice du Conseil de l'Europe a rappelé l'importance de la recommandation Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice.

Des problèmes liés à l'exécution des décisions de justice en Russie

Puis les différents thèmes furent développés par les participants. Ces thèmes touchaient à divers problèmes très précis liés à l'exécution des décisions de justice dans la Fédération de Russie. Onze thèmes furent traités. Par exemple, comment régler les problèmes liés à l'exécution sur les immeubles dont la propriété a été transférée avant l'enregistrement sur les fichiers nationaux ? Ce thème a été traité par Igor Mikhalev, responsable de la Direction de la coopération internationale et de la protection judiciaire.

Alexandre Gerasimov, chef du Département des voies d'exécution de l'ADFR, a présenté les problèmes de responsabilité dans le cas de l'impossibilité de l'exécution des décisions de justice ordonnant à des justiciables de faire ou de s'abstenir de faire quelque chose. L'un des sujets importants est celui de la responsabilité dans le cas de défaut d'exécution par les banques ou les tiers détenteurs de fonds des ordres d'exécution, notamment en matière de saisie des avoirs bancaires ou de sommes d'argent entre les mains de tiers. Les divers aspects de ces problèmes furent savamment exposés par Mme Yulia Krohina, vice-recteur de l'ADFR pour les travaux scientifiques.

Boris Rossinsky, chef du Département du droit administratif de l'ADFR, a traité de la responsabilité en cas de défaillance de la part de justiciables de coopérer à l'exécution des décisions de justice.

Un pas de plus vers les standards européens

Les experts du Conseil de l'Europe présentèrent également les divers thèmes, sous l'angle des lois nationales, permettant ainsi de longs et fructueux échanges avec leurs homologues russes.

Patrick Berglund fit un brillant exposé sur les problèmes pratiques rencontrés à l'occasion de l'exécution sur les biens du débiteur en présentant notamment quelles solutions pouvaient être envisagées. Mathieu Chardon évoqua point par point les problèmes rencontrés pendant l'exécution et concernant notamment les violations de la législation liée à l'exécution des décisions de justice. Elisabeth Donovan développa de façon particulièrement claire les moyens d'assurer aux justiciables (créanciers, débiteurs, tiers) la défense de leurs droits au cours de la procédure d'exécution.

L'ensemble des interventions fera l'objet d'une publication de la part du Conseil de l'Europe.

A la fin de débats passionnants, où nos confrères russes ont manifesté tout leur intérêt pour les législations française, irlandaise et suédoise, Veronika Kotek a adressé ses remerciements à l'ensemble des participants, aux experts du



Patrick Berglund, conseiller juridique au ministère des Finances de Suède- Legal Advisor at the Tax office of Sweden

Conseil de l'Europe ainsi qu'à l'ADFR. Le parfait déroulement de ce séminaire, a-t-elle indiqué, aura permis au Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie de faire un pas de plus vers la mise en place de mesures permettant une harmonisation de la législation de ce grand pays avec les standards européens défendus par le Conseil de l'Europe... Et naturellement par l'UIHJ !



Sergey Sazanov, vice-directeur du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie, huissier de justice en chef de la Fédération de Russie – Deputy Director of the Federal Service of Judicial Officers of the Russian Federation, Chief judicial officer of the Russian Federation



Lac Baikal – The Lake Baikal

New Participation of the UIHJ in a Seminar of the Council of Europe in Russia

Within the framework of the joint program between the Council of Europe, the European Commission and the Russian Federation for the reinforcement of the state of law, the UIHJ took part in a seminar on the implementation of enforcement procedures in Irkutsk (Siberia) from 25 to September 27, 2006.

A Reinforcement of the International Co-Operation

This seminar was held 60 Km from Irkutsk, in the town of Listvyanka, at the edge of fairy-like and gigantic Lake Baikal, which length is almost 700 Km over a width expanding from 20 to 80 Km, hardly at six hours of plane from Moscow, a small step for Russia!

The seminar was co-organized by the Russian Legal Academy of the ministry of Justice of the Russian Federation (RLA), whose head office is located in Moscow but which has antennas in all the areas of Russia (see our article on our website - December 2005). Let us recall that the RLA teaches each year to approximately 15,000 employees of the ministry of Justice, consisting mainly of judicial officers and employees of the jurisdictions. It is to say the importance of this institution which blew its thirty-five candles last year.

The mission of the Council of Europe was led by Veronika Kotek, administrator at the Division for the judiciary and Legal Programmes of the Council of Europe, Directorate-General 1, Legal Affairs. The experts of the Council of Europe were Mathieu Chardon, judicial officer in Versailles (France), 1st secretary of the UIHJ, Elisabeth Donovan, lawyer in Dublin (Ireland) and Patrick Berglund, legal adviser at the Swedish Tax Agency.

Approximately fifty judicial officers took part in this seminar, for the majority representatives of the offices of judicial officers of various subjects¹ of the Russian Federation and of the members of the RLA.

In his opening speech, Igor Zvecharovsky, vice-rector of the RLA, welcomed all the participants and pointed out the actions carried out by the Academy during the preceding years, in particular the various seminars organized with the assistance of the Council of Europe and its experts. Mr. Zvecharovsky underlined the progress made by this collaboration and wished the continuation of the program in the future.

Mr. Sergey Sazanov, first Deputy Director of the Russian Federal Service of the judicial officers, Chief judicial officer of the Russian Federation, indicated in his speech that the international co-operation was

to be presently increased. *"Everyone knows that the legislations are different, Mr. Sazanov specified, and that the exchange of experience and knowledge is*

1. The Subjects of the Russian Federation are the regions, the territories and the Republics



Igor Zvecharovsky, recteur de l'Académie de droit russe du ministère de la Justice de la Fédération de Russie — Rector of the Russian Legal Academy of the Russian Federation



Yulia Krohina, vice-recteur de l'Académie de droit russe pour els travaux scientifiques — Vice-rector of the Russian Legal Academy for scientific works



Alexander Gerasimov, chef du département des voies d'exécution de l'Académie de droit russe — Head of the enforcement department of the Russian Legal Academy

fundamental. The fact that in certain countries the occupation of judicial officer is liberal and that in others it is exerted by civil servants is by no means an obstacle to the co-operation."

"Our legislation must be in conformity with the European standards, in particular with the requirements of the European Convention on human rights", said Mr. Sazanov.

Many Changes in Little Time

In echo with the remarks of the Chief judicial officer of the Russian Federation, Veronika Kotek recalled the role of the Council of Europe in the improvement of the national legislations. The Council of Europe, which values are undisputed, can assess the legislations in order to make it possible for the States to conform to the European standards. Mrs. Kotek indicated that certain countries benefited from much time to conform to these standards, contrary to other countries, like the Russian Federation, which however achieved very many changes in little time. It is one of the challenges of the Council of Europe to help these countries to go in this direction, she judiciously indicated. Mrs. Kotek stressed that the occupation of judicial officer is as important as that of a lawyer or a

Lac Baikal — The Lake Baikal



judge: a court decision must be able to be enforced within a reasonable time. It is one of the bases of article 6 of the European Convention on human rights. Lastly, the administrator of the Council of Europe recalled the importance of the recommendation Rec(2003)17 of 9 September 2003 of the Ministers of the Council of Europe to the Member States on enforcement.

Problems Relating to the Enforcement of Court Decisions in Russia

Then the various topics were developed by the participants. These topics touched with various very specific problems relating to the enforcement of court decisions in the Russian Federation. Eleven themes were exposed. For example, how to regulate the problems concerning enforcement into the immovable property which was transferred to the customer before the state registration for passing of title? This theme was dealt with by Igor Mikhalev, person in charge for the Management of the international co-operation and legal protection. Alexander Gerasimov, Head of the Enforcement Department of the RLA, dealt with the problems of responsibility in cases of failure of an enforcement decision ordering the debtor to perform or to refrain from performing certain acts. One of the important subjects is that of the responsibility in cases of failure of an enforcement decision by a bank or another credit institution. The various aspects of these problems were learnedly reported on by Mrs. Yulia Krohina, Vice-rector for scientific work of the RLA.

Boris Rossinsky, head of the Administrative Department of the RLA, treated the issue of the responsibility in cases of failure to adhere to legal norms for judicial officers and in cases of violation of enforcement legislation of the Russian Federation.

Another Step Towards European Standards

The experts of the Council of Europe also presented various topics, under the angle of the national laws, thus allowing long and profitable exchanges with their Russian counterparts.

Patrick Berglund made a brilliant presentation on the practical problems encountered in the enforce-



La « Maison de l'Europe » à Irkoutsk — The « House of Europe » in Irkutsk

ment into the debtor's property while presenting in particular conceivable solutions concerning the issue of the rights of a third party. Mathieu Chardon mentioned point by point the problems encountered during the enforcement and in particular relating to the violations of the legislation relating to the enforcement of court decisions. Elisabeth Donovan developed in a particularly clear way the ways of ensuring the rights of the restitutioner, the debtor and other persons involved in enforcement actions.

The whole of the interventions will be the subject of a publication on the part of the Council of Europe.

At the end of enthralling debates, where our Russian fellow-members expressed all their interest for the French, Irish and Swedish legislations, Veronika Kotek addressed hers thanks to the whole of the participants, the Council of Europe experts and the Russian Law Academy. The perfect unfolding of this seminar, she indicated, will have allowed the Federal Service of judicial officers of the Russian Federation to take a further step towards the installation of measures allowing a harmonization of the legislation of this large country with the European standards promoted by the Council of Europe... And naturally by the UIHJ!

Rajko Kotnik, secrétaire d'Etat à la Justice de Slovénie, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Tatjana Krivec, présidente de la Chambre des huissiers de justice de Slovénie — Rajko Kotnik, State Secretary for Justice of Slovenia, Jacques Isnard, President of the UIHJ, Tatjana Krivec, President of the National Chamber of Judicial Officers of Slovenia



Vers une harmonisation de la profession d'huissier de justice dans l'Union européenne

A l'occasion du colloque international qui s'est tenu à Ljubljana le 12 avril 2007, l'UIHJ a rappelé l'importance de l'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures d'exécution dans l'Union européenne.

Un contexte difficile

Alertée sur la situation préoccupante de la profession d'huissier de justice en Slovénie par Tatjana Krivec, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie, l'UIHJ s'était rendue à Ljubljana les 30 août au 1er septembre 2006 afin de rencontrer les autorités.

C'est à la suite de ces rencontres qu'il a été décidé d'organiser un colloque international à Ljubljana ayant pour thème : « *L'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures d'exécution dans l'Union européenne* ».

Ce colloque a permis d'entendre des représentants de la profession venus d'Autriche, d'Allemagne, des Pays-Bas, de France, de Belgique, de Roumanie, du Portugal et de Slovénie et de dialoguer avec eux.

La quasi-totalité des 41 huissiers de justice étaient présents ainsi que M. Rajko Kotnik, secrétaire d'Etat à la Justice de Slovénie et des représentants des autorités.

Après quelques mots d'introduction prononcés par Tatjana Krivec, qui a souhaité la bienvenue à tous les participants ainsi qu'à la délégation de l'UIHJ menée par son président, Jacques Isnard, et aux intervenants venus de sept pays, Rajko Kotnik, secrétaire d'Etat à la Justice a, à son tour souhaité la bienvenue à tous au nom du ministère de la Justice et en son nom personnel. M. Kotnik a rappelé que « *la procédure d'exécution est une partie importante de l'organisation de la justice* » et que « *l'une des parties intégrantes de cette procédure d'exécution sont les huissiers de justice* ». Il a évoqué brièvement l'histoire de la profession d'huissier de justice en Slovénie pour aboutir à la réforme de 1998 et la création d'un corps d'huissiers de justice libéral en 2002 caractérisé

par le fait que les membres de cette profession n'exercent qu'une partie des voies d'exécution, essentiellement les saisies mobilières corporelles. L'un des problèmes, déplore M. Kotnik, est le retard dans le traitement des dossiers pendants devant les tribunaux, l'exécution des décisions de justice faisant partie du processus judiciaire. Un projet de loi, dite loi Lukenda, devrait, selon M. Kotnik, donner des effets à l'horizon 2010, en simplifiant des tâches du juge et en l'exonérant d'une partie de son travail, grâce notamment à une automatisation de certaines procédures, à l'instar de l'Autriche et de l'Allemagne.



Rajko Kotnik



Anton Lojowski, huissier de justice (Autriche) – Judicial Officer (Austria)



Carsten Beischall, huissier de justice (Allemagne) – Judicial Officer (Germany)

Trois professions

Prenant la parole à son tour, Jacques Isnard s'est lancé dans un plébiscite pour l'harmonisation de la profession d'huissier de justice dans l'Union européenne. S'adressant aux confrères slovènes et aux représentants des autorités, « L'Union européenne est une réalité. Vous êtes membres de l'UE. Il y a des règles qui s'imposent. L'UE doit se faire sur la base de la liberté, de la sécurité et de la justice. Tous les pays devront respecter les normes. Tous les systèmes européens sont articulés autour de trois piliers, de trois professions du droit : avocat, juge, huissier de justice. Le juge ne doit être là que pour trancher les litiges. Nous voulons permettre et faciliter la mise en place d'une profession d'huissier de justice harmonisée. Les pays qui veulent transgresser cette règle élémentaire du triple pilier font fausse route. Ce pilier existe et il est irréversible. Les trois professions doivent avoir la même connaissance de base. L'erreur est d'imaginer que la Slovénie va pouvoir mettre en place un système basé sur un déséquilibre. La création de l'espace de liberté, de sécurité et de justice a eu pour conséquence de provoquer la mise en place d'une juste exécution des décisions et une juste confiance entre les pays. Si les pays ne disposent pas des mêmes professions, la chaîne est rompue. Il est indispensable que s'instaurent des standards communs pour que les professions soient conçues sur le même modèle, qui est celui d'une profession à statut libéral et indépendante avec un haut niveau de formation juridique ».

Un guichet unique

Puis ce fut le tour d'Anton Lojowski, Gerichtsvollzieher en Autriche, d'évoquer le système des voies d'exécution dans son pays. Notre confrère s'est montré particulièrement critique vis-à-vis du système en vigueur en son pays, estimant que la profession d'huissier de justice, qui ne fait pas l'objet du même développement que dans la plupart des autres pays de l'Union européenne, souffre d'un manque d'efficacité important.

Mathieu Chardon, huissier de justice à Versailles et premier secrétaire de l'UIHJ, a présenté le système en vigueur en France. La clé de l'efficacité, a résumé notre confrère, réside dans le fait que c'est l'huissier de justice, professionnel indépendant exerçant sous une forme libérale mais strictement contrôlée, qui intervient dans l'ensemble des mesures d'exécution prévues par les textes. Il s'agit en quelque sorte d'un guichet unique. Pour permettre cela, l'huissier de justice français doit avoir de hautes compétences juridiques, comme le juge, le notaire ou l'avocat, et suivre une formation poussée. Par ailleurs, la mission

de l'huissier de justice français ne se limite pas à la seule exécution, qui ne représente qu'une partie de ses activités. Il signifie les actes de procédures, élément essentiel de sécurisation des échanges à caractère juridique. Il dresse des constats, indispensables dans la recherche matérielle de la preuve. Il réalise des ventes aux enchères publiques volontaires ou judiciaires. Il procède au recouvrement amiable ou judiciaire de créances. Il donne des conseils juridiques et peut également exercer d'autres activités.

Adrian Stoica, huissier de justice à Constanza (Roumanie) et membre du bureau de l'UIHJ, a rappelé les changements opérés dans son pays et la réforme du statut de la profession, réalisée avant l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Les huissiers de justice ont en effet adopté avec succès un modèle basé sur le système français. Grâce à cela, les problèmes auxquels étaient confrontée la Roumanie liés au système fonctionnaire (manque de moyens, faible niveau de compétence, retard et inefficacité dans l'exécution) sont maintenant résolus.

Des solutions en Allemagne et au Portugal

Carsten Beischall, Gerichtsvollzieher en Allemagne, a informé les participants du colloque et les représentants du ministère de la justice de Slovénie de l'évolution de la profession dans son pays. Il a expliqué les raisons qui ont poussé les autorités à mettre à plat la profession et à envisager l'adoption d'un statut basé sur le modèle aujourd'hui en vigueur dans l'Union européenne : manque de moyens de l'Etat, inefficacité, inadaptation et lenteur du système en place. Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du

Une partie du public – A part of the public





José Vieira da Silva, président de la Chambre des Solicitadores de l'exécution du Portugal – President of the Chamber of Enforcement Solicitadores of Portugal

Portugal, et José Vieira da Silva, président de la Chambre des Solicitadores de l'exécution du Portugal, ont expliqué tour à tour l'exemple particulier du Portugal. Devant l'inefficacité du système en place relatif à l'exécution des décisions de justice, les Solicitadores, juristes indépendants et libéraux chargés entre autre de l'instruction des dossiers devant les juridictions, ont obtenu la création d'une branche spéciale de Solicitadores chargés des procédures d'exécution. Créé voici quelques années, les Solicitadores da Execução ont permis de régler les problèmes qui rongeaient le service public de la justice et relatifs à l'exécution des décisions de justice. Le retard a été rapidement rattrapé et l'exécution des décisions de justice est aujourd'hui réalisée de façon efficace et satisfaisante.

Efficacité aux Pays-Bas et en Belgique

Jos Uitdehaag, huissier de justice (Pays-Bas) et membre questeur du Comité de l'UIHJ, a décrit en détail la profession de Gerechtsdeurwaarder en Hollande et son modèle basé sur la libre concurrence permettant notamment de prendre une grande partie du marché du recouvrement amiable et judiciaire de créances. Le système néerlandais de l'exécution se caractérise aujourd'hui par une très grande organisation et une efficacité reconnue des offices d'huissiers de justice qui se regroupent souvent sous la forme de réseaux comprenant plusieurs offices et plusieurs centaines d'employés. Les huissiers de justice néerlandais sont très compétitifs et offrent des services auxquels les grands donneurs d'ordre sont très sensibles. Ils sont à la fois juristes de haut niveau et chefs d'entreprise travaillant souvent sous les normes ISO.

Adrian Stoica, Jos Uitdehaag, Mathieu Chardon, Anton Lojowski, Tatjana Krivec



Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ – 1st Secretary of the UIHJ

Marc Schmitz, huissier de justice à Saint-Vith (Belgique) et membre questeur du Comité de l'UIHJ, a évoqué, avec Carsten Beischall et José Gomes da Cunha, le rôle du juge et de l'huissier de justice dans leurs pays. Ils ont ainsi indiqué que, dans le cadre d'une procédure d'exécution, c'est l'huissier de justice qui a la charge des procédures. Le juge ne doit intervenir que pour délivrer certaines autorisations ou pour régler les problèmes pouvant survenir dans le cadre de la procédure.

L'inéluctable mise en place d'une profession harmonisée dans l'Union européenne

Enfin, Mathieu Chardon a développé le processus de standardisation en Europe des procédures d'exécution et du statut de l'huissier de justice. Partant de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement du bloc soviétique en passant par le sommet européen de Tampere en octobre 1999, la création de l'espace de liberté, de sécurité et de justice et la reconnaissance mutuelle des décisions de justice, notre confrère a démontré l'inéluctable mise en place d'une profession d'huissier de justice harmonisée dans l'Union européenne. Il a également indiqué les contours de cet huissier de justice harmonisé en évoquant le projet de multidisciplinarité de l'UIHJ dévoilé lors du Conseil permanent de l'UIHJ à Paris en novembre 2006, en conformité avec les vœux de la Recommandation Rec(2003)17 du Comité des ministres aux Etats membres du Conseil de l'Europe en matière d'exécution des décisions de justice, adoptée le 9 septembre 2003. Et le premier secrétaire de l'UIHJ de clore sa présentation : « *Quant aux craintes que d'aucuns pourraient nourrir sur la légitimité de l'huissier de justice à caractère libéral, je conclurai mon intervention en soumettant à votre analyse les propos du recteur Serge Guinchard, éminent professeur de droit français, spécialiste des procédures civiles et des voies d'exécution, qui a brillamment démontré à l'occasion du colloque international qui s'est tenu à Zagreb les 8 et 9 mars 2007 que l'huissier de justice à caractère libéral est bel et bien un garant de l'Etat de droit.* »

En clôture de ce colloque, le président Isnard a à nouveau rappelé que l'Europe judiciaire était en marche et que les pays membres de l'Union européenne devaient accepter leurs responsabilités liées à l'adhésion, notamment en participant à l'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures civiles d'exécution, également soutenue et appelée de ses vœux par l'UIHJ.





Towards a Harmonization of the Occupation of Judicial Officer in the European Union

At the time of the international conference which was held in Ljubljana on April 12, 2007, the UIHJ recalled the importance of the harmonization of the occupation of judicial officer and the procedures of execution in the European Union.

A Difficult Context

Alerted on the alarming situation of the occupation of judicial officer in Slovenia by Tatjana Krivec, president of the National Chamber of the judicial officers of Slovenia, the UIHJ had on gone to Ljubljana on August 30 to September 1, 2006 in order to meet the authorities.

After these meetings it was decided to organize an international conference in Ljubljana having for topic: "Harmonization of the occupation of judicial officer and the procedures of execution in the European Union". This conference made it possible to hear representatives of the profession from Austria, Germany, the Netherlands, France, Belgium, Romania, Portugal and Slovenia and to discuss with them.

The near total of the 41 judicial officers were present, as well as Mr. Rajko Kotnik, State Secretary for Justice of Slovenia and some representatives of the authorities.

After some words of introduction pronounced by Tatjana Krivec, who welcomed all the participants and the delegation of the UIHJ lead by its president, Jacques Isnard, and the speakers from seven countries, Rajko Kotnik, State Secretary for Justice has, in his turn welcomed all in the name of the ministry of Justice and on its personal behalf. Mr. Kotnik pointed out that "the procedure of enforcement is of great importance in the organization of justice" and that "one of the integral parts of this procedure of enforcement is the judicial officer". He briefly evoked the history of the occupation of judicial officer in Slovenia leading to the reform of 1998 and the creation of a liberal body of judicial officers in 2002 characterized by the fact that the members of this profession exert only part of the enforcement procedures, primarily the attachment of tangible movable property. One of the problems, deplors Mr. Kotnik, is the delay in the treatment of the cases in front of the courts, the execution of the decisions of court belonging to the jurisdictional process. According to Mr. Kotnik, a bill, known as the Lukenda bill, would have effects by 2010, by simplifying the work of the judge and by exonerating him from part of it, notably with automation of certain procedures, following the example of Austria and Germany.



Jacques Isnard

Three Professions

Speaking in his turn, Jacques Isnard launched out in a plebiscite for the harmonization of the occupation of judicial officer in the European Union. Addressing to the Slovenian fellow-members and to the representatives of the authorities, "The European Union is a reality. You are members of the EU. There are rules which are essential. The EU must be based on the principles of freedom, security and justice. All the countries will have to respect these standards. All the European systems are articulated around three pillars, of three law professions: lawyer, judge, judicial officer. The judge should only judge litigations. We want to allow and facilitate the installation of a harmonized occupation of judicial officer. The countries which want to transgress this elementary rule of triple pillar are in the wrong. This pillar exists and is irreversible. The three professions must share the same basic knowledge. It is a mistake to imagine that Slovenia will be able to set up a system based on an imbalance. The creation of the area of freedom, security and justice had the consequence to install a fair system of enforcement in the countries and a fair trust between the countries. If the countries do not have the same professions, the chain is broken. It is essential to establish common standards so that the professions are based on the same model, which is that of a profession with a liberal and independent status with a high level of legal training".

Une partie du public – A part of the public





Tatjana Krivec



Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal – President of the Chamber of Solicitadores of Portugal



Jos Uitdehaag, premier questeur du Comité de l'UIHJ – First Quaestor of the Committee of UIHJ

A Single Dispenser

Then it was the turn of Anton Lojowski, Gerichtsvollzieher in Austria, to evoke the enforcement system in his country. Our fellow-member proved particularly critical with respect to the system in force in Austria, estimating that the occupation of judicial officer, which is not the subject of the same development as in the majority of the other European Union countries, suffers from an important lack of effectiveness.

Mathieu Chardon, judicial officer in Versailles and first secretary of the UIHJ, presented the system in force in France. The key of the effectiveness, summarized our fellow-member, resides in the fact that it is the judicial officer, who is an independent professional exerting in a liberal but strictly controlled form, who intervenes in the whole of the enforcement procedures envisaged by the law. He acts, to some extent, as a single dispenser. To allow this the French judicial officer must have high legal competences, as the judge, the notary or the lawyer, and follow a thorough training. In addition, the mission of the French judicial officer is not limited to the sole enforcement, which represents only part of its activities. He serves the procedural documents, which is an essential element of security of the exchanges in legal matter. He draws up reports, which is essential to the material finding of evidence. He carries out voluntary or legal public auction sales. He carries out the amicable or legal debt collecting. He gives legal advice and can also carries out other activities.

Adrian Stoica, judicial officer in Constanza (Romania) and member of the board of the UIHJ, pointed out the changes operated in his country and the reform of the statute of the profession, carried out before the entry of Romania in the European Union. The judicial officers indeed adopted successfully a model based on the French system. Thanks to that, the problems with which were confronted Romania relating to the civil servant system (lack of means, low qualification level, delay and inefficiency in the execution) are now solved.

Solutions in Germany and in Portugal

Carsten Beischall, Gerichtsvollzieher in Germany, informed the participants of the conference and the representatives of the ministry of justice of Slovenia of the evolution of the profession in his country. He explained the reasons which pushed the authorities to reconsider the profession and to consider the adoption of a status based on the model now in force in the European Union: lack of budget from the State, inefficiency, maladjustment and slowness of the system in place.

Antonio Gomes da Cunha, president of the Chamber of Solicitadores of Portugal, and Jose Vieira da Silva, president of the Chamber of Solicitadores of execution of Portugal, explained in turn the particular example of Portugal. Faced with the inefficiency of the system relating to the execution of court decisions, the Solicitadores, independent and liberals lawyers in charge amongst

Marc Schmitz, questeur du Comité de l'UIHJ – Quaestor of the Committee of UIHJ

Zoran Kuret, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovénie – Vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Slovenia





other things of the instruction of the cases in front of the jurisdictions, obtained the creation of a special branch of Solicitadores in charge of the procedures of execution. Created a few years ago, the Solicitadores da Execucao made it possible to regulate the problems which corroded the public service of justice relating to the execution of court decisions. The backlog was quickly solved and the enforcement of court decisions is carried out today in an effective and satisfactory way.

Effectiveness in the Netherlands and in Belgium

Jos Uitdehaag, judicial officer (Netherlands) and member quaestor of the Committee of the UIHJ, described in detail the profession of Gerechtsdeurwaarder in Holland and its model based on the free competition, in particular allowing control over the market of the amicable and judicial debt collection. The Dutch system of the execution is characterized today by a well developed organization and a recognized effectiveness of the offices of judicial officers who are often grouped in the form of networks including several offices and several hundreds of employees. The Dutch judicial officers are very competitive and offer services to which the big clients are very sensitive. They are at the same time high level lawyers and businessmen often working under ISO standards.

Marc Schmitz, judicial officer in Saint-Vith (Belgium) and member quaestor of the Committee of the UIHJ, evoked, with Carsten Beischall and Jose Gomes da Cunha, the role of the judge and the judicial officer in their countries. They thus indicated that, within the framework of a procedure of execution, it is the judicial officer who is responsible with all enforcement procedures. The judge should only intervene to deliver certain authorizations or to regulate the problems being able to occur within the framework of the procedure.

The Inescapable Installation of a Harmonized Profession in the European Union

Lastly, Mathieu Chardon developed the process of standardization in Europe of the procedures of execution and the statute of the judicial officer. On the basis of the fall of the Berlin Wall and the collapse of the Soviet block while considering the European Summit of Tampere in October 1999, the creation of the area of freedom, security and justice and the mutual recognition of the court decisions, our fellow-member showed the inescapable installation of a harmonized occupation of judicial officer in the European Union. He also drew the contours of this harmonized judicial officer by evoking the UIHJ project of a multi-field judicial officer revealed at the time of the permanent Council of the UIHJ in Paris in November 2006, in conformity with the wishes of the Recommendation Rec(2003)17 of the Committee of the ministers to the Member States of the Council of Europe on enforcement, adopted on September 9, 2003. And the first secretary of the UIHJ to close his presentation: *“As for the fear that some could nourish on the legitimacy of the liberal judicial officer, I will conclude my intervention by subjecting to your analysis the remarks from the rector Serge Guinchard, eminent French professor at law, specialist in the civil and enforcement procedures, who brilliantly showed at the time of the international conference which was held in Zagreb (March 8 and 9, 2007) that the liberal judicial officer is indeed guaranteeing the State of Law”.*

At the end of this conference, president Isnard again recalled that legal Europe was moving and that the Member States of the European Union were to accept their responsibilities related to their adhesion, in particular in taking part in the harmonization of the occupation of judicial officer and the civil enforcement procedures, also supported and promoted by the UIHJ.

Les représentants du ministère de la Justice de Slovénie – The representatives of the Ministry of Justice of Slovenia





L'UIHJ au premier congrès des huissiers de justice du Kazakhstan

Le premier congrès ouvert par le premier ministre du Kazakhstan, Karim Massimov, a rassemblé près de 300 personnes dans les spacieux bâtiments de la Cour suprême du Kazakhstan à Astana le 6 juin 2007. Il a été immédiatement suivi d'une conférence internationale organisée le 7 juin 2007 dans les mêmes locaux. C'est une preuve éclatante du dynamisme de nos collègues du Kazakhstan et de leur volonté sans faille d'avancer vers la profession indépendante d'agent d'exécution.

Une manifestation parfaitement organisée

La délégation de l'UIHJ était dirigée par Jacques Isnard et composée de Leo Netten, premier vice-président et de son secrétaire, Bernard Menut. L'intérêt de nos hôtes s'est aussi porté sur la formation des huissiers de justice et ils avaient souhaité la participation de l'Ecole nationale de procédure française représentée par Abel Didier Pansard et Patrick Safar.

Les huissiers de justice de nombreux pays participaient à ce premier congrès. Des délégations de Biélorussie, de Lettonie, d'Allemagne, du Tadjikistan, de France, de Hollande et encore de la Fédération de Russie. Cette participation extraordinairement riche rehaussait cette manifestation d'un prestige tout particulier, et les locaux majestueux de la Cour suprême donnaient encore plus d'éclat à cette manifestation parfaitement organisée par M. Irak Yelekeev, vice-président du Comité de l'Administration judiciaire à la Cour suprême.

Les contributions furent d'une très grande richesse et les questions furent nourries, dénotant une grande soif de connaissance de la part des huissiers de justice Kazakhs.

Une alternative pertinente

Pour M. Bakhytzhon Abdarimov, président du Comité de l'Administration judiciaire à la Cour suprême du Kazakhstan, l'institution de l'huissier de justice privée est jugée comme une alternative pertinente à la situation actuelle d'Etat. Il faut que le citoyen puisse choisir entre l'huissier de justice privé et l'huissier



Jacques Isnard et Irak Yelekeev, vice président du Comité de l'Administration judiciaire à la Cour suprême – Vice-President of the Committee of the Judicial Administration at the Supreme Court

de justice fonctionnaire. Et le Kazakhstan veut s'orienter sur une évolution importante de la situation actuelle de la législation afin d'améliorer la situation matérielle des huissiers de justice et accroître leurs capacités d'intervention en leur permettant notamment un accès plus large aux informations patrimoniales du débiteur.

M. Adilzhan Bayzhanov, officier judiciaire de la cour de Kostanay, a souligné la situation matérielle peu reluisante des huissiers de justice au Kazakhstan et a appelé de ses vœux une revalorisation de cette situation. Il a dénoncé le poids de la bureaucratie dans le système actuel. Dans une analyse technique fouillée, il a montré combien le coût d'un fonctionnaire est important. Un fonctionnaire d'Etat coûte 2 Millions de Tenge par an (1€ = 1,65 tenge), de sorte que l'Etat a engagé un processus de rationalisation qui conduit à « licencier » des fonctionnaires d'Etat. Un concept de compétition doit être intégré dans le secteur de la justice et de l'exécution. Il faut des huissiers privés avec une certaine concurrence entre eux. Il y a 1 700 huissiers de justice actuellement et il y a 244 postes qui ne sont pas pourvus (14 %). On note une forte rotation des huissiers de justice (20 %) supérieure à la moyenne nationale qui manifestement souligne un « mal être » dans la fonction.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, présenta l'action de l'UIHJ dans le monde. Il rappela combien notre organisation est attachée à la promotion du statut de l'huissier de justice privé, qui permet à ce dernier d'être autonome financièrement. Il rassura l'auditoire sur la crainte de l'inconnu qui peut légitimement



Jacques Isnard

Les délégations devant la Cour suprême du Kazakhstan – The delegations in front of the Supreme Court of Kazakhstan





Vladimir Yarkov, titulaire de la Chaire de procédure civile de l'Université d'Oural - Holder of the Chair of civil procedure at the University of Ural



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ - Secretary of the board of UIHJ



Serguey Sazanov, 1er vice-directeur du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie - 1st Vice-Director of the Federal Service of Judicial Officers of the Russian Federation

tenailler les huissiers de justice fonctionnaires du Kazakhstan. Le président de l'UIHJ souligna combien le statut privé est un puissant stimulant pour l'efficacité de son action et pour l'amélioration de sa situation matérielle. Le système privé allège le budget de l'Etat tout en procurant des ressources à ce dernier sous forme de taxes et d'impôts. Le modèle libéral indépendant que propose l'UIHJ paraît parfaitement adapté pour les changements souhaités par le Kazakhstan et notamment au développement économique ou à la sécurité juridique. Le président Isnard conclut en insistant sur le besoin impérieux d'un haut niveau de formation pour l'huissier de justice du Kazakhstan.

M. Han Sung Cha, vice ministre de l'administration de la justice de la République de Corée du Sud, présenta le système judiciaire coréen ainsi que le système de formation pour les agents de justice. A cette occasion l'UIHJ a pu renouer des contacts avec la Corée du Sud. Les agents d'exécution signifient les documents judiciaires, mais ne sont pas des officiers judiciaires. Ils sont sous la supervision du tribunal. Actuellement en Corée, il y a plus de 300 agents d'exécution qui peuvent obtenir l'assistance de la police pour exécuter les décisions de justice lorsque c'est nécessaire.

Régression des perceptions négatives

M. Serguey Sazanov, premier vice directeur du service des huissiers de la Fédération de Russie, indiqua que la taille de la Fédération de Russie explique le nombre important de professionnels de l'exécution. 59 200 personnes sont engagées dans le processus d'exécution des décisions de justice dans la Fédération de Russie. La moitié seulement est huissier de justice et le reste du personnel est de nature administrative. L'activité des huissiers de justice est en croissance et, pour répondre à la surcharge de travail, un important processus d'informatisation a été engagé dans 12 régions. Une importante campagne de promotion de la profession a été effectuée auprès des citoyens de la Fédération, et grâce à cela, le nombre de perceptions négatives de la profession auprès de la population a régressé.

M. Meirkan Turgayev, chef du Département des enquêtes du ministère des affaires intérieures Kazakh, souligna une des particularités du système d'exécution actuel au Kazakhstan. En effet le refus d'exécuter une décision de justice de la part d'un débiteur est susceptible de poursuites pénales qui sont diligentées par le procureur. Mais le débiteur en est exonéré s'il est réellement insolvable. Ce soutien « pénal » à l'exécution des décisions de justice semble pourtant difficile

à évaluer, et une meilleure coopération est souhaitable entre les différents acteurs de l'exécution des décisions de justice ainsi que les tribunaux.

M. Heinz Juergen Nagel, chef du Département de contrôle des activités des agents d'exécution du tribunal de Brême (Allemagne), présenta le système d'exécution en Allemagne qui est pour l'instant entièrement dévolu à des agents fonctionnaires d'un niveau juridique « moyen ». Malgré son statut de fonctionnaire, l'huissier allemand peut embaucher des personnes pour l'aider dans sa tâche, mais il doit prendre lui-même en charge les salaires. L'huissier de justice allemand perçoit un salaire entre 2 100 euro jusqu'à 2 800 euro. Chaque action est tarifée et l'Etat verse une allocation spéciale pour la couverture des dépenses de fonctionnement du bureau. Une allocation d'incitation est reversée à l'huissier de justice allemand s'il atteint ses objectifs. Le président du tribunal assure un contrôle sur l'huissier de justice mais il n'a pas le droit de lui donner des instructions. La déclaration sous serment (déclaration de patrimoine) de la part du débiteur est enregistrée au tribunal, et tout créancier peut prendre connaissance de cette liste de débiteur. M. Nagel considère que cette déclaration de patrimoine est un système très incitatif pour obliger le débiteur à payer. Selon lui la privatisation doit conduire à des économies importantes pour le budget de l'Etat (40 000 euro par an sont reversés par l'Etat aux huissiers de justice allemands au titre du fonctionnement de son bureau). Parallèlement la suppression d'une telle indemnité devrait accroître les frais à la charge du débiteur.

Une cérémonie de remise de diplômes aux plus méritants des huissiers de justice clôtura ce premier congrès, selon un cérémonial alliant dignité et gravité, mais aussi affection.

Vue du public - A part of the public





Patrick Safar, trésorier de l'ENP – Treasurer of the ENP



Heinz Juergen Nagel, chef du Département de contrôle des activités des agents d'exécution du tribunal de Brême (Allemagne) - Head of the Control Department of the Activities of Enforcement Agents of Bremen (Germany)



Bakhytzhon Abdarimov, président du Comité de l'Administration judiciaire à la Cour suprême du Kazakhstan – President of the Committee of the Judicial Administration at the Supreme Court

Le besoin d'un système efficace et rapide

Au cours de la seconde journée, Jacques Isnard fit une présentation détaillée de l'UIHJ, de son histoire et de ses objectifs. Eu égard aux nombreux pays présents dans cette conférence internationale, il s'est agit d'une promotion importante pour notre organisation et ses actions. Le président a insisté sur le rôle majeur que pourra jouer le Kazakhstan dans le proche avenir pour la promotion des idées de l'UIHJ.

Han Sung Cha présenta la situation en Corée du Sud et spécialement la saisie des biens dans le système judiciaire sud coréen. Le régime d'exécution tient compte de la nature des biens qui sont saisis. Ainsi un régime spécifique existe pour les immeubles, les bateaux ou encore les avions. Les huissiers de justice dépendent de l'Etat mais sont considérés comme indépendants. Ils sont affectés à un tribunal et leur nombre dépend de l'importance du tribunal. Ils signifient les actes et assurent les exécutions selon les obligations de la loi. Ils bénéficient d'une haute reconnaissance de la part des autorités judiciaires. Durant leurs actions ils peuvent se faire assister par d'autres spécialistes comme un serrurier.

Wolfram Eberhard, juge du tribunal de Berlin, insista sur le besoin pour un Etat d'avoir un système d'exécution efficace et rapide pour l'exécution des décisions de justice. Il considère que l'exécution privée des décisions de justice doit être égale pour tous les citoyens, qu'ils s'adressent à un huissier de justice privé ou public. Il plaida pourtant pour une concurrence entre les huissiers de justice afin de rendre un meilleur service aux citoyens. La formation de l'agent d'exécution est prise en compte dans la loi. Elle doit être la plus précise possible afin qu'il puisse répondre aux différents besoins qu'il rencontrera.

Bernard Menut, secrétaire de l'Union internationale des huissiers de justice fit une présentation synthétique des recommandations du conseil de l'Europe (Rec 16 et 17/2003) qui tracent les concepts d'une exécution équitable des décisions de justice et autres titres exécutoires. Il s'agit là d'un socle minimal des normes juridiques concernant les structures en charge de l'exécution des décisions de justice dans les pays membres du conseil de l'Europe. Bien entendu, les pays peuvent avoir des législations plus avancées. Le Kazakhstan n'est pour l'instant pas membre du Conseil de l'Europe mais son désir est grand d'intégrer cet organisme international, auprès duquel l'UIHJ collabore étroitement avec notamment la CEPEJ (commission pour l'efficacité de la justice).

M. Gunters Hmelevskis, président des huissiers de justice de Lettonie, fit une

présentation de la situation judiciaire dans son pays et notamment de celle des huissiers de justice. Il fit référence à l'évolution depuis la chute de l'Union soviétique. En sa qualité d'huissier de justice il fit référence à sa propre expérience. Comme ancien huissier de justice fonctionnaire il a connu des salaires très insuffisants et un manque de formation. Désormais huissier de justice privé, il expliqua combien l'évolution a représenté un progrès pour lui et pour la justice lettone. Indépendant, l'huissier de justice lettone exerce son activité dans une compétence territoriale définie (137 territoires). Actuellement il y a 100 huissiers de justice et il s'exerce une réelle concurrence entre les huissiers de justice. L'huissier de justice a pour fonction essentielle d'exécuter les décisions de justice mais aussi la signification et les constats. Les informations concernant la situation du débiteur sont accessibles à l'huissier de justice. Les exigences éthiques de l'huissier de justice sont élevées et la formation initiale tient une place importante. Après son cursus universitaire, l'huissier de justice doit se former sur le plan pratique. La discipline tient un rôle important pour réguler l'activité des huissiers de justice. La responsabilité de l'huissier de justice est couverte par une assurance payée par l'huissier de justice. Le collègue lettone fit donc un brillant plaidoyer pour le système privé et l'intérêt pour les collègues Kazakhs de changer de système et de mettre en place rapidement le système privé qui a fait l'objet d'une loi au Kazakhstan. Pour lui, l'huissier de justice privé est le meilleur rempart pour la corruption.

Rendre les huissiers de justice plus indépendants

Le professeur Vladimir Yarkov, titulaire de la Chaire de procédure civile de l'Université d'Oural, présenta les différents systèmes d'exécution préférant qualifier le système privé, comme étant le système non budgétaire. Son analyse fut conceptuelle et sa présentation des trois modèles fut remarquable – système budgétaire, système non budgétaire et système mixte.

M. Makhmadisso Saidov, juge à la Cour suprême de la République du Tadjikistan, relata les perspectives de développement de la loi sur l'exécution dans son pays. En effet une profonde réflexion est en cours pour faire évoluer la loi dans un sens plus efficace. Les agents d'exécution sont en charge de l'exécution des décisions de justice. Le projet de loi en cours propose d'élargir les fonctions des huissiers de justice en élargissant leurs compétences et en les rendant plus indépendants. La qualification et la formation continue sont des thèmes majeurs pour l'amélioration de l'efficacité des huissiers de justice.

M. Alexandre Orlov, chef des huissiers de la cour commerciale de la République de Biélorussie, évoqua le service des huissiers crée en 1998 auprès de la Cour commerciale. 81 huissiers de justice assurent l'exécution de ses décisions (il y aurait environ 300 huissiers en tout en Biélorussie). L'huissier de justice doit avoir une formation juridique ou économique supérieure et une expérience pratique dans les tribunaux. L'accès aux informations patrimoniales se fait dans un délai fixé par la loi et l'huissier de justice a accès à une base de données contenant tous les comptes bancaires des citoyens. Il semble toutefois qu'ils n'aient pas accès à la banque de données des véhicules. Des moyens de transport sont mis à disposition des huissiers de justice pour assurer leurs missions. La formation continue des huissiers est prévue par les textes. Les frais des huissiers de justice sont forfaitisés à hauteur de 5 % et les fonds sont reversés au service central afin d'assurer les salaires mais également améliorer les conditions matérielles.

Le besoin d'une formation de très haut niveau pour les huissiers de justice et leurs employés

Abel Didier Pansard, président de l'Ecole nationale de procédure française, présenta l'Ecole de procédure et son histoire. Il insista sur les chiffres des formateurs et sur l'activité de l'école. Il détailla les processus de formation qui aboutissent à valoriser les étudiants qui suivent les formations. La formation des formateurs aux nouvelles techniques pédagogiques attira l'intérêt des participants. Il confirma le besoin d'une formation de très haut niveau pour les huissiers de justice et leurs employés.

Leo Netten, premier vice président de l'UIHJ, présenta la situation du recouvrement de créances par les huissiers de justice en Hollande. Insistant sur le professionnalisme des huissiers de justice hollandais, il mentionna que le recouvrement de créances, et notamment par voie amiable, devait être considéré comme un facteur de développement et de diversification. Les chiffres fournis sur cette activité par Me Netten eurent le don de faire rêver les participants, lesquels sont actuellement des agents de l'Etat. Le souhait des huissiers de justice du Kazakhstan de créer une profession très active et d'accroître leur efficacité ainsi que leur situation matérielle, les conduisit à considérer très positivement l'expérience hollandaise du recouvrement des créances. Leo Netten insista enfin sur le fait que, grâce à sa déontologie, à son éthique, l'huissier de justice hollandais apportait toutes les garanties nécessaires pour la protection à la fois du débiteur mais aussi du demandeur.

Patrick Safar, trésorier de l'ENPEPP, huissier de justice, fit une analyse très détaillée des statuts des huissiers de justice en Europe et notamment la dualité des statuts libéral et fonctionnaire en Europe. Il insista sur la performance et l'efficacité des professionnels à statut libéral par rapport aux agents d'Etat. En qualité d'expert ayant participé aux travaux préparatoires de la nouvelle loi des huissiers de justice du Kazakhstan, il revint sur le chemin parcouru

First Congress of the Judicial Officers of Kazakhstan

The Prime Minister for Kazakhstan, Karim Massimov, opened this first Congress. Nearly 300 people gathered in the large buildings of the Supreme Court of Kazakhstan in Astana on June 6, 2007. It was immediately followed by an international conference on June 7, 2007 in the same buildings. This is proof of the dynamism of our Kazakhstan colleagues and shows their strong will to implement a profession of independent enforcement agents.

A Perfectly Organized Event

The delegation of the UIHJ was lead by Jacques Isnard and consisted of Leo Netten, First Vice-President and of its Secretary, Bernard Menut. Our hosts also showed interest in the training of Judicial Officers. They had called for the participation of the French National School of Procedure, represented by Abel Didier Pansard and Patrick Safar.

The Judicial Officers of many countries took part in this first congress. There were Delegations of Belarus, Latvia, Germany, Tajikistan, France, Netherlands and the Russian Federation. This extraordinarily rich participation gave an aura of prestige to the whole meeting. The magnificent buildings of the Supreme Court added a special touch to this perfectly organized Congress, thanks to Mr. Iraq Yelekeev, Vice-President of the Committee of Legal Administration at the Supreme Court.

The contributions were of very great importance and the questions were numerous, indicating a great interest for knowledge from the Kazakh Judicial Officers.

A Relevant Alternative

For Mr. Bakhytzhhan Abdarimov, President of the Committee of Legal Administration at the Supreme Court of Kazakhstan, the institution of the private Judicial Officer is considered as a relevant alternative to the current State situation. It is necessary that the citizen can choose between the private and the civil servant Judicial Officer. Kazakhstan wants to be directed towards an

Vue du public – A part of the public



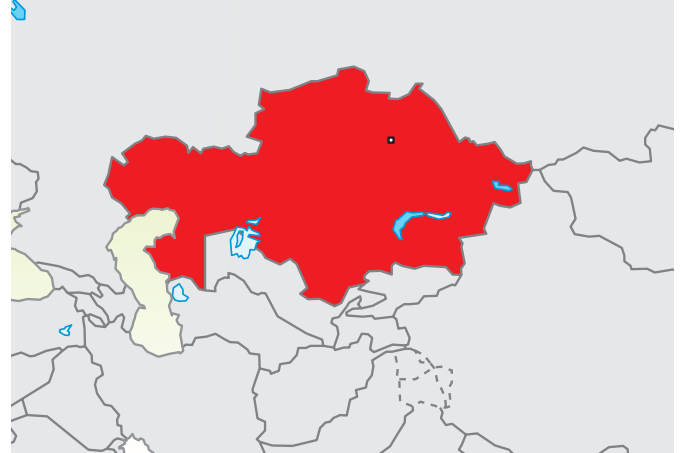


important evolution of the current situation of the legislation in order to improve the material situation of the Judicial Officers and to increase their capacities of intervention, in particular by allowing them a broader access to patrimonial information on the debtor.

Mr. Adilzhan Bayzhanov, Judicial Officer at the Court of Kostanay, underlined the poor material situation of Judicial Officers in Kazakhstan and called for a revalorization of this situation. He denounced the weight of the bureaucracy in the current system. In an excavated technical analysis, he showed how costly a civil servant is. A State civil servant costs 2 Million Tenge per annum (1 € = 1.65 tenge), so that the State engaged a process of rationalization which results in "getting rid of" State civil servants. A competitive concept must be integrated in the sector of justice and enforcement. One needs Judicial Officers with a certain competition between them. There are currently 1,700 Judicial Officers and 244 positions are covered (14 %). One notes a strong rotation of the Judicial Officers (20 %) higher than the national figure, which obviously underlines an "abnormal situation" of the function.

Jacques Isnard, President of the UIHJ, presented the actions of the UIHJ in the world. He recalled how much our organization is devoted to the promotion of the statute of the private Judicial Officer, which financially makes it possible for him to be autonomous. He reassured the audience on the fear of the unknown, which can legitimately torment the civil servant Judicial Officers of Kazakhstan. The president of the UIHJ underlined how much the private statute is a powerful stimulus for the effectiveness of his actions and the improvement of his material situation. The private system reduces the State budget while bringing resources in the form of taxes. The independent liberal model that the UIHJ proposes appears perfectly adapted to the changes wished for by Kazakhstan, and in particular, with the economic development of legal security. President Isnard concluded insisting on the imperative need for a high training level for the Judicial Officer of Kazakhstan.

Mr. Han Sung Cha, Vice-Minister for the Administration of the Justice of the Republic of South Korea, presented the Korean legal system, as well as the training system for the agents of justice. At this occasion, the UIHJ renewed its contacts with South Korea. Enforcement Agents serve legal documents, but they are not Judicial Officers as such - they are under the supervision of the Court. Currently in Korea, there are more than 300 Enforcement Agents who can obtain the assistance of the police force to carry out the decisions of court whenever necessary.



Regression of Negative Perceptions

Mr. Serguey Sazanov, First Vice-Director of the Judicial Officers' Service of the Russian Federation, indicated that size of the Russian Federation explains the significant number of professionals of the execution. There are 59,200 people committed to the process of execution of court decisions in the Russian Federation. Only half of them are Judicial Officers while the remainder of the personnel is of administrative nature. The activity of the Judicial Officers is rising. To meet the extra work, an important process of computerization was engaged in twelve areas. An important promotion campaign of the profession was carried out for the attention of the citizens of the Federation. Thanks to that campaign, the number of negative perceptions of the profession regressed in the minds of the population.

Irak Yelekeev

Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ – 1st Vice-President of UIHJ

Han Sung Cha, vice ministre de la justice de Corée du Sud – Han Sung Cha, Vice-Minister for Justice of South-Korea





Abel-Didier Pansard, président de l'École nationale de procédure de France — President of the French National School of Procedure of France



Gunters Hmelevskis, Président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lettonie — President of the National Chamber of Judicial Officers of Latvia



Wolfram Eberhard, juge au tribunal de Berlin — Judge at the Court of Berlin

Mr. Meirkan Turgayev, Chief of the Department of Investigations of the Ministry of the Kazakh Internal Affairs, underlined one of the characteristics of the current enforcement system in Kazakhstan. Indeed the refusal to obey a court decision on behalf of a debtor is a criminal offense, which is carried out by the Public Prosecutor. But the debtor is exonerated from it if he is actually insolvent. This “criminal” support for the execution of court decisions seems however difficult to evaluate, and a better co-operation is desirable between the various actors of the enforcement of court decisions as well as with the courts.

Mr. Heinz Juergen Nagel, Head of the Control Department of the Activities of Enforcement Agents of Bremen (Germany), presented the German enforcement system, which is for the moment entirely implemented by civil servant agents with an “average” legal level. In spite of its Staff Regulations on civil servants, the German Judicial Officer can employ staff to help him in his task, but he must pay their wages himself. The German Judicial Officer receives wages between 2,100 Euro up to 2,800 Euro. Each action is priced, and the State gives a special allowance to cover the administrative expenditures of the office. An incentive allowance is transferred to the German Judicial Officer if he achieves his goals. The President of the Court maintains a control on the Judicial Officer, but he does not have the right to give him instructions. The declaration, under oath (declaration of inheritance), on behalf of the debtor is recorded with the Court, and any creditor can take note of this list of debtors. Mr. Nagel considers that this declaration of inheritance is a very inciting system to oblige the debtor to pay. According to him privatization must lead to important savings for the State budget (40,000 Euro per annum are transferred by the State to the German Judicial Officers for the functioning of their offices). In parallel, the suppression of such an allowance should increase the costs for the debtors.

A ceremony awarding diplomas to the more deserving Judicial Officers closed this First Congress, with a ceremony combining dignity and seriousness, but also fondness.

The Need for an Effective and Fast System

During the second day, Jacques Isnard made a detailed presentation of the UIHJ, its history and its objectives. With regards to the many countries present at this international conference, he made an important promotion for our organization and its actions. The president insisted on the major part that Kazakhstan would be able to play in the immediate future for the promotion of the ideas of the UIHJ.

Han Sung Cha presented the situation in South Korea and in particular the seizure of the goods in the South Korean legal system. The mode of execution takes into account the nature of the goods which are seized. Thus a specific mode exists for immovable, boats or planes. The Judicial Officers depend on the State, but are regarded as independent. They are assigned to a court and their number depends on the importance of the court. They serve documents and ensure the executions according to the requirements of the law. They profit from a high recognition on behalf of the legal authorities. During their actions other specialists like locksmiths can assist them.

Wolfram Eberhard, Judge at the Berlin Court, insisted on the need for a State to have an effective and fast enforcement system for court decisions. He considers that the private execution of the court decisions must be fair to all citizens, whether they are given to a private or public Judicial Officer. He, however, pled for a competition between Judicial Officers in order to render a better service to the citizens. The training of the enforcement agent is taken into account in the law. It must be as precise as possible so that it can meet its various needs.

Bernard Menut, Secretary of the International Union of the Judicial Officers, made a summary presentation of the recommendations of the Council of Europe (Rec 16 and 17/2003), which traces the concepts of an equitable enforcement of court decisions and other enforceable titles. It insists in minimum legal standards concerning the structures in charge of the enforcement of court decisions in the Member States of the Council of Europe. Of course, the countries can have more advanced legislations. Kazakhstan is not, for the moment, a member of the Council of Europe, but it desires to integrate this international organization where the UIHJ collaborates narrowly, in particular with the CEPEJ (European Commission on Efficiency of Justice).

Mr. Gunters Hmelevskis, President of the Judicial Officers of Latvia, made a presentation of the legal situation in his country, and in particular, that of the Judicial Officers. He referred to the evolution since the fall of the Soviet Union. In his capacity as a Judicial Officer he referred to his own experience. As a former civil servant Judicial Officer, he experienced very insufficient wages and a lack of training. Being now a private Judicial Officer, he explained how much the evolution represented a progress for him and for Latvian justice. The Independent Latvian Judicial Officer carries out his activity in definite territorial boundaries. (137 territories). There are currently 100 Judicial Officers and a real competition is exerted between the Judicial Officers. The Judicial Officer has the essential function to carry out the court decisions, but also the service



of documents and statement of facts. Information concerning the situation of the debtor is accessible to the Judicial Officer. The ethical requirements of the Judicial Officer are high and the initial training holds an important place. After his university degree, the Judicial Officer must be trained on a practical level. The discipline holds an important role in controlling the activity of the Judicial Officers. The liability for the Judicial Officer is covered by an insurance paid by the Judicial Officer. The Latvian colleague thus made a brilliant plea for the private system and the importance for the Kazakh colleagues to change the system and to quickly set up the private system, which was the subject of a law in Kazakhstan. For him, the private Judicial Officer is the best way to fight corruption.

Making the Judicial Officers More Independent

Professor Vladimir Yarkov, holder of the Chair of Civil Procedure at the University of Ural, presented the various systems of execution. While preferring to qualify the private system as being a “*non budgetary*” system, his analysis was conceptual and his presentation of the three models was remarkable — budgetary system, non-budgetary system and mixed system.

Mr. Makhmadisso Saidov, Judge at the Supreme Court of the Republic of Tajikistan, reported the development of the prospects of the law on execution in his country. Indeed a deep reflection is at hand to make the law evolve in a more effective direction. The Enforcement Agents are in charge of the enforcement of court decisions. The bill in progress proposes to widen the functions of the Judicial Officers by widening their competence, while making them more independent. The qualification and the permanent training are major topics for the improvement of the efficiency of the Judicial Officers.

Mr. Alexandre Orlov, Chief of the Judicial Officers of the Commercial court of the Republic of Belarus, evoked the service of the Judicial Officers created in 1998 at the Commercial Court. Eighty-One (81) Judicial Officers ensure the enforcement of its decisions (there would be approximately 300 Judicial Officers in all of Belarus). The Judicial Officer must have a high legal or economic training and a practical experience in the courts. The access to patrimonial information is done within a time allowed by the law and the Judicial Officer has access to a database containing all the bank accounts of the citizens. It seems however, that they do not have access to the database of the motor vehicles. Means of transport are placed at the disposal of the Judicial Officers to ensure their missions. The ongoing training of Judicial Officers is provided for law, and the expenses of the Judicial Officers, set to a total value of 5%, are transferred at the Central Service in order to ensure the wages but also to improve the material conditions.

High-Level Training for the Judicial Officers and Their Employees

Abel Didier Pansard, President of the French National School of Procedure, presented the School of Procedure and its history. He reported on the number of trainers and the activities of the school. He detailed the training processes, which lead to promote the students who follow the training

courses. The training of trainers to the new teaching techniques attracted the interest of the participants. He confirmed the need for a very high level training for the Judicial Officers and their employees.

Leo Netten, First Vice President of the UIHJ, presented the situation of the covering of debts by the Dutch Judicial Officers. Insisting on the professionalism of the Dutch Judicial Officers, he mentioned that debt collecting, and in particular by amicable means, was to be regarded as a factor of development and diversification. The figures provided on this activity by Mr. Netten had the effect to arouse the participants’ imagination (they are currently government officials). The wish of the Judicial Officers of Kazakhstan to create a very active profession and to increase their effectiveness, like their material situation, led them to very positively consider the Dutch experiment of the recovery of debts. Leo Netten finally insisted on the fact that, due to his ethics, the Dutch Judicial Officer brought all the necessary guarantees for the protection of both the debtor and the creditor.

Patrick Safar, treasurer of the ENPEPP Judicial Officer, made a very detailed analysis of the statutes of the Judicial Officers in Europe and in particular the duality of the liberal and civil servant statutes in Europe. He insisted on the performance and the efficiency of the professionals with a liberal statute compared to the government officials. In his capacity as an expert having taken part in the preliminary works of the new law of the Judicial Officers of Kazakhstan, he recalled the change within the last two years, and considers the process in Kazakhstan appears to be irreversible.

Vue du public — A part of the public





Une délégation de l'UIHJ participe à un séminaire à Mendoza (Argentine) sur les procédures d'exécution

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, et Dominique Aribaut-Abadie, membre de l'UIHJ, se sont rendus en Argentine, dans la province de Mendoza, les 18 et 19 octobre 2006, suite à une invitation du pouvoir judiciaire, afin de participer à une conférence dont l'objectif tendait à trouver des solutions pour accélérer la procédure d'exécution.



Jacques Isnard, président de l'UIHJ — President of UIHJ

Aida Kemelmajer de Carlucci



Déléguer l'exécution

Ce séminaire était organisé par des organes judiciaires argentins, notamment, la Cour suprême, l'Association des magistrats, le barreau des avocats et la Chambre des notaires.

Ce thème a fait l'objet de trois interventions : Mme Aida Kemelmajer de Carlucci, juge à la Cour suprême, Alfredo Vicente Segura, administrateur général du pouvoir judiciaire, et Dominique Aribaut-Abadie, membre de l'UIHJ.

Mme Kemelmajer de Carlucci, après avoir remercié l'assemblée d'être venue en si grand nombre, s'est réjouie de l'intérêt porté au thème choisi. Elle a rapidement cerné le point faisant débat : « *Nous arrivons rapidement au jugement mais le problème reste son exécution* ». La juge à la Cour suprême a ensuite proposé une des solutions qui pourrait être la délégation de la puissance publique à une personne extérieure au palais de justice.

Elle s'est livrée à un examen de la Constitution pour vérifier s'il n'existait aucune incompatibilité à admettre cette délégation de l'exécution du Juge à une personne externe au tribunal.

Elle a ensuite présenté les différents cas particuliers dans lesquels le droit Argentin admet déjà cette délégation d'exécution à une personne autre que le juge (notamment en matière de recouvrement d'impôts).

Elle a terminé en insistant sur le grand nombre de dossiers (succession et exécution) qui occupent les magistrats argentins et entraînent des délais importants.

En guise de conclusion, elle a cité une phrase du président Roosevelt : « *Il faut faire quelque chose* ».

La multiplicité des fonctions du juge

M. Alfredo Vicente Segura, administrateur du pouvoir judiciaire, a réalisé une étude statistique qui a démontré la complexité de la mission des juges, complexité toujours liée à l'ampleur des affaires dont ils ont à connaître et au travail qu'elles nécessitent en amont et en aval.

Pour la délégation de l'UIHJ, rompue au système français, la multiplication autant que la diversité des fonctions du juge ont pu paraître surprenantes.

Dominique Aribaut-Abadie a insisté sur l'incongruité du système. En effet les juges argentins, accaparés par des tâches qu'ils n'auraient normalement pas à accomplir — citons à cet égard la résolution des problèmes se posant après le jugement — ne sont plus en mesure de remplir leur première mission : dire le droit et trancher les litiges.

Suite à cela, elle a présenté le modèle de l'huissier de justice français, modèle qui semble s'inscrire dans la logique de solution que Mme Kemelmajer de Carlucci souhaiterait adapter, à savoir la délégation à un juriste indépendant et qualifié de la puissance publique en matière d'exécution.

A l'issue de cette intervention, de nombreuses questions relatives à la mise en pratique de ce système ont été posées, notamment sur le recouvrement des pensions alimentaires, des chèques impayés, le recours à la force publique.

Dans sa conclusion, Mme Kemelmajer de Carlucci, avec le brio qui la caractérise, a insisté sur la nécessité de poursuivre cette réflexion dans un futur proche afin de faire évoluer rapidement le système argentin vers la création d'un corps d'huissiers de justice indépendant.



Aida Kemelmajer de Carlucci, juge à la Cour suprême de Mendoza — Judge At the Supreme Court of Mendoza



Dominique Aribaut-Abadie, membre de l'UIHJ — Member of the UIHJ



Aida Kemelmajer de Carlucci & Dominique Aribaut-Abadie

A Delegation of the UIHJ Takes Part in a Seminar in Mendoza (Argentina) on Enforcement

Jacques Isnard, president of the UIHJ, and Dominique Aribaut-Abadie, member of the UIHJ, went to Argentina, in the province of Mendoza, on October 18 and 19 2006, following an invitation of the judicial power, in order to take part in a conference whose objective tended to find solutions to accelerate the enforcement procedure.

To Delegate Enforcement

This seminar was organised by the Argentinean legal bodies, in particular, the Supreme Court, the Association of the magistrates, the bar of lawyers and the Chamber of the notaries.

This topic was the subject of three interventions: Mrs Aida Kemelelmajer de Carlucci, judge at the Supreme Court, Alfredo Vicente Segura, general administrator of the judicial power, and Dominique Aribaut-Abadie, member of the UIHJ.

Mrs Kemelelmajer de Carlucci, after having thanked the assembly for having come in so great number, was delighted by the interest shown to the selected topic. She quickly determined the central point of the debate: *"We arrive quickly at the judgement but the problem remains its enforcement"*. The judge at the Supreme Court then proposed one of the solutions which could be the delegation of the public power to a person external to the law courts.

She devoted herself to an examination of the Constitution to check if there was not any incompatibility to admit this delegation of the enforcement of the Judge to an external person to the court.

She then presented the various particular cases in which the Argentinean law already admits this delegation of enforcement to a person other than the judge (in particular as regards tax collection).

She finished while insisting on the great number of files (inheritance and enforcement) which occupy the Argentinean magistrates and is time consuming.

As a conclusion, she quoted a sentence of President Roosevelt: *"Something should be done"*.

Multiplicity of the Functions of the Judge

Mr. Alfredo Vicente Segura, administrator of the judicial power, made a statistical study which showed the complexity of the mission of the judges, complexity always related on the extent of the businesses of which they have to know and to the work which they require upstream and downstream.

For the delegation of the UIHJ, accustomed to the French system, the multiplication, as well as the diversity of the functions of the judge, could appear surprising.

Dominique Aribaut-Abadie insisted on the incongruity of the system. Indeed the Argentinean judges, monopolised by tasks which they would not normally have to achieve — let us quote in this respect the resolution of the problems arising after the judgement — are not able any more to fulfil their first mission: to say the law and to solve the litigations.

Following that, she presented the French model of judicial officers which seems to fall under the logic of the solution that Mrs Kemelelmajer de Carlucci would wish to adapt, namely the delegation to an independent and qualified lawyer of the public power as regards enforcement.

At the end of her intervention, many questions relating to the practical application of this system were put, in particular about the covering of the alimony, unpaid cheques, and recourse to the police force.

In her conclusions, Mrs Kemelelmajer de Carlucci, with the brilliance which characterises her, insisted on the need for continuing this reflection in an immediate future in order to quickly allow the Argentinean system to evolve towards the creation of an independent body of judicial officers.

Une partie du public — A part of the public





Jumelage Québec – France pendant le Conseil permanent de l'UIHJ à Paris

C'est à l'issue du conseil permanent de l'UIHJ à Paris le 24 novembre 2006 qu'a eu lieu la cérémonie officialisant le jumelage entre la Chambre des huissiers de justice du Québec et la chambre régionale des huissiers de justice de la cour d'appel de Poitiers (France).

Un jumelage attendu

Notre confrère André Mathieu, connu de nous tous, est à l'origine de l'initiative pour en avoir jadis occasionnellement discuté avec le président Isnard ainsi qu'avec certains confrères français lors de ses nombreux déplacements en France. L'idée refit encore surface particulièrement lors d'un récent voyage au Québec de notre ancien confrère Pierre-Yves Moutout actuellement aux Éditions juridiques et techniques qui en discuta aussi avec notre collègue québécois en préparant et suggérant un projet spécifique à cette fin.

Ce projet fût soumis dans un premier temps à son ordre professionnel pour discussion entre les membres du bureau québécois. Dans l'intervalle, c'est entre les bureaux pléniers des deux dernières années à l'UIHJ, à Paris même, que notre confrère Mathieu en fit l'approche avec Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ. Me Menut, à son tour le présenta à la chambre régionale des huissiers de justice de la cour d'appel de Poitiers pour en connaître sa faisabilité avec la confrérie charentaise. Il faut également savoir que l'ancêtre du confrère Mathieu, Jean Mathieu, est aussi originaire des Charentes étant venu en Nouvelle France (Québec) en 1659 pour aider au peuplement du Canada d'alors. Nous comprenons dès maintenant les liens très particuliers et affectifs que notre confrère du Québec a conservé pour cette partie de la France d'où sont originaires d'ailleurs plusieurs Québécois issus de milliers de familles souches de l'arrière pays charentais.

Finalement, les membres du bureau de la Chambre des huissiers de justice du Québec en acceptèrent le principe peu avant le dernier congrès international qui s'est tenu l'an dernier à Washington. C'est durant ce congrès que les pourparlers continuèrent entre André Mathieu, des membres de la direction québécoise alors présents, les confrères Dubé et Aidans d'une part, et, d'autre part, de l'un

de ses éminents membres, Bernard Menut, représentant la chambre régionale des huissiers de justice de la cour d'appel de Poitiers. Ainsi, fût mis en exergue les principaux et derniers jalons permettant la signature de cette historique convention bipartite ainsi scellée et signée à Paris.

Le protocole

Lors de cette signature, Guy Bricard, président de la chambre régionale des huissiers de justice de la cour d'appel de Poitiers, précisa d'entrée de jeu notamment les liens historiques tout particuliers qui unissent les deux organismes. Ce que le préambule de cette convention spécifie aussi très particulièrement. En effet, les liens historiques et indéfectibles établis entre la France et le Québec depuis Cartier et Champlain sont évidents. Tous ces événements sont non seulement une vérité de l'histoire mais aussi parce que ces liens ont toujours été au sein de l'UIHJ, précise-t-on d'ailleurs au document : ... été « *tissés serrés* » suite à des visites constantes et répétées par ses représentants regroupés tout particulièrement au sein de l'UIHJ... Et, cela remonte à plus d'un demi-siècle !

Une convention... mais pourquoi ?

Ce protocole permettra précisément, de part et d'autre, de consolider, renforcer et concrétiser les rapports confraternels et d'enrichir leurs acquis par des échanges sur les plans professionnels et culturels. Il est notamment prévu de promouvoir la formation par la mise en œuvre de stages ouverts aux huissiers de justice ou aux aspirants huissiers et même également, au personnel des études, de part et d'autre ;

De favoriser tout échange de documents et d'ouvrages à caractère juridique et professionnel ;

D'organiser des colloques, séminaires, conférences ou toutes études de droit comparé, notamment avec la participation de l'UIHJ.

Finalement, une cellule de veille mixte sur cette convention est aussi prévue pour formuler des suggestions de manière à en améliorer la substance sera établie dès l'an prochain et destinée à assurer l'exécution de cette dernière.



Twinning Convention Between Quebec and France

During the last permanent council of the UIHJ in November 2006 in Paris, took place the official ceremony on the twinning convention between the Chamber of the judicial officers of Quebec and the Regional Chamber of the judicial officers near the Court of Appeal of Poitiers (France).

An Awaited Twinning

Our fellow-member André Mathieu, known from all of us, is at the origin of the initiative. Formerly, he occasionally discussed it with president Isnard along with some french colleagues in between several trips that he had done in France. The idea still remade surface particularly when former fellow-member Pierre-Yves Moutout now acting currently with the Éditions Juridiques et Techniques came in a recent business trip in Quebec and discussed the subject with him by preparing and suggesting a project for this specific purpose.

This so called project was first submitted initially to its professional Order for discussion between the members of the board of directors of the Quebec Order. In the meantime, it is during and in-between the two last years inside the plenary board of officers within the UIHJ meeting in Paris, that our colleague Mathieu made its approach with his counterpart colleague of the Union, president Bernard Menut. Therefore, Mr Menut, presented it at the Regional office meeting in Poitiers to know from the charentaise brotherhood Chamber, its feasibility. It is also important to know that the ancestor of our colleague André Mathieu known as Jean Mathieu is also originating from the Charentes having come in New France (Quebec) in 1659 to help Canada to be peopled. We now understand particularly the main reason why our fellow-member of Quebec André Mathieu emotionally preserved and deserved for the Charentes and from where originated thousand of families and inhabitants from this part of France.

Subsequently, the members of the board of the Quebec Chamber accepted the principle of the idea few days before the last International congress which was held last year in Washington. It is during this congress that the talks continued

between them and the participation at that time with the colleagues Dubé and Aidans, and, on the other hand, with Mr Menut representing the Regional Chamber of Poitiers. In Washington, was then put forward the main last stakes allowing the signature of this historical convention thus sealed and signed in Paris.

The Convention

At the time of this signature, Guy Bricard, president of the Regional Chamber of Judicial Officers of near the Court of Appeal of Poitiers, particularly specified what the preamble of this convention mentioned in particular. Indeed, he pointed out the historical and indefectible links established between France and Quebec happened since the discovery of Jacques Cartier and the first establishment in Quebec by Samuel de Champlain which are not only an historical truth but also because they always were, within the UIHJ, also clearly specifies in the document: . . . That those several visits and meetings were constant and repeated, then, always "woven tight" and followed by its representatives gathered within the international Union. All that, since more than one half-century!

Why a Convention?

Finally, this protocol will provide, on both sides, to consolidate, reinforce and concretize the confraternal reports/ratios and to enrich their assets by exchanges especially on a professional and cultural levels. It is, in particular, envisaged to promote the education level by settling some training courses open not only for the practicing judicial officers but also to the trainees and even perhaps open to the personal of some firms, on both sides; to also support any exchange of documents and legal works in several professional matters; to organize some conferences, seminars, colloquiums and studies on compared rights, in particular, even with the participation of the UIHJ.

Finally, a mixed cell on this convention will be established as of the next year and designed to formulate suggestions in order to improve the substance of it and will be intended to ensure the execution of the latter.

Paul E. Linteau est décédé à Montréal le 22 janvier 2007, à l'âge de 90 ans.

Après dix années passées au Service des incendies de Montréal, il s'est illustré comme figure de proue de la profession d'huissier de justice au Québec. Il fut l'un des fondateurs de la Chambre des huissiers de justice du Québec, assumant pendant de nombreuses années les rôles de secrétaire et trésorier bénévole.

Il fut également actif au sein de l'UIHJ. Il aura été l'un des maîtres d'œuvre de l'encadrement de la profession d'huissier de justice au Québec.

L'UIHJ présente ses condoléances attristées à sa famille, parents et amis.

In memoriam



Paul E. Linteau died in Montreal on January 22, 2007, at the age of 90.

After ten years spent at the Service of the fire brigade of Montreal, he became a leading figure of the occupation of judicial officer in Quebec. He was one of the founders of the Chamber of Judicial Officers of Quebec, assuming during many years the benevolent roles of secretary and treasurer.

He was also active within the UIHJ. He was one of the project leaders of the framing of the occupation of Judicial Officers in Quebec.

The UIHJ would like to express its sincere condolences to his family, parents and friends.



Est-il possible de mettre en exécution aux Etats Unis des jugements étrangers ?

Il arrive souvent que l'on reçoive des questions sur l'exécution des jugements et des arrêts dans les autres pays et, de plus en plus, concernant l'exécution des jugements aux Etats Unis. Dans cet article je traiterai de la possibilité de faire reconnaître et de rendre exécutoire une créance européenne aux Etats Unis et leurs 50 Etats fédérés.

En principe, sur le plan du droit civil, un créancier ne peut pas mettre en exécution un titre exécutoire interne dans un autre pays sans se référer à une convention ou un traité international sur la reconnaissance et sur l'exécution. En revanche, s'il existe un tel accord, le titre exécutoire sera normalement reconnu sans un nouvel examen sur le fond. Un examen seulement formel par un procédé d'exequatur aura lieu à la place, sauf s'il s'agit d'un titre exécutoire européen, le TEE (règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées). Dans ce dernier cas l'abolition de l'exequatur est acquise.

Mais à défaut d'un accord international ou d'une réglementation du droit communautaire et quand l'Etat étranger ne reconnaît pas le titre exécutoire étranger il faut trouver une autre solution. Le créancier est dans ce dernier cas obligé de recommencer la procédure dans l'Etat en question pour y obtenir un titre exécutoire, chose qui normalement est coûteuse et longue. Toutefois, l'ancienne décision rendue dans l'Etat d'origine peut, dans certains cas, servir de moyen de preuve dans la procédure nouvelle.

A l'extérieur de l'Europe et surtout aux Etats Unis il n'existe presque pas d'accords sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

En avril 2006 au 19e congrès de Washington de l'Union internationale des huissiers de justice, l'avocat Stephen L. Bluestone, Bluestone Law International, Washington D.C., spécialiste du droit international, a fait une intervention sur la reconnaissance et l'exécution des titres étrangers aux Etats Unis et leurs Etats fédérés. Son intervention comprenait de nombreuses nouveautés pour les participants du congrès. C'est la raison pour laquelle j'aimerais transmettre le teneur principale de son message.

Aux Etats-Unis, il n'existe pas de législation fédérale sur la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères comme cela est considéré comme une affaire étatique fédérée. La législation peut ainsi différer dans les 50 Etats fédérés. Il n'existe aucun d'accord bilatéral ou multilatéral entre les Etats Unis et un autre Etat sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. Néanmoins, il y a 40 ans, une organisation du nom "the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws" a proposé aux

fins d'adaptation dans tous les Etats Unis une loi cadre sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (Uniform Foreign Money-Judgments Recognition Act). Les lois uniformes (uniform act) ne sont pas de droit fédéral. Elles ne sont non plus applicables automatiquement dans tous les Etats fédéraux mais beaucoup de ces lois uniformes feront ultérieurement partie du droit fédéral dans la plupart des Etats. Aujourd'hui, 30 Etats ont adopté cette loi cadre. Toutefois, les Etats qui ne l'ont pas adopté ont des systèmes semblables pour reconnaître et faire exécuter un jugement étranger de la même façon, comme un jugement local.

La loi ne stipule rien sur la procédure pour ce qui concerne la demande de reconnaissance et d'exécution du jugement étranger mais prescrit qu'un jugement étranger doit être reconnu et mis en exécution de la même façon qu'un jugement d'origine d'un autre Etat. Toutefois, pour pouvoir l'appliquer, il faut remplir certaines exigences. Premièrement la loi s'applique seulement vis-à-vis un « Etat étranger » qui normalement inclut tous les membres de l'UIHJ. Deuxièmement, le jugement doit concerner une somme d'argent. Malgré cela les jugements de sommes d'argent concernant les taxes, les amendes et les autres pénalités ainsi que les pensions alimentaires sont exclues. Troisièmement, il doit s'agir d'un jugement d'un propre tribunal. Ainsi des titres exécutoires dérivés des autres d'organes que les tribunaux sont exclus. Finalement le jugement doit être définitif, avoir statué sur le fond et être exécutoire dans l'Etat origine. Ainsi tous les jugements et décisions provisoires ne seront pas reconnus.

La pierre angulaire de la loi est l'analyse de la nature du tribunal qui a rendu le jugement et la procédure qui l'a précédée à l'étranger. Il faut que le tribunal qui a rendu le jugement soit un tribunal impartial avec une procédure « compatible avec les conditions d'une procédure objective » (compatible with the requirements of « due process of law »). Cela implique qu'il faut prouver que la notification ou la signification du défendeur ait été faite d'une façon correcte c'est-à-dire que le défendeur ait vraiment reçu la requête introductive d'instance. Dans une procédure de défaut, par exemple, il faut un accusé de réception pour la citation comme preuve.

Il faut également prouver que la procédure n'a pas été faite à un for inconvenant et préjudiciable au défendeur où il n'a pas pu faire intervenir ses témoins ou encore où il n'a pas été à même de se défendre.

« Due process of law » signifie aussi que le défendeur dans la procédure a eu le droit d'intervenir dans l'instance dans un délai raisonnable pour présenter ses propres témoins et se préparer pour l'audition contradictoire du témoin de son adversaire. L'examen principal reste toujours de vérifier que le jugement n'est pas rendu par fraude et que le fondement de l'affaire ne viole pas l'ordre public de la juridiction américaine où la mise en exécution est remise en question. Les dettes de jeu ne seront ainsi pas recouvrables aux Etats Unis sauf dans les deux Etats fédéraux comprenant des casinos, c'est-à-dire au Nevada (Las Vegas) et au New Jersey (Atlantic City Casinos). Aux les deux derniers Etats il ne causeraient probablement pas de problèmes.

Telles sont les conditions qu'un créancier muni d'un jugement étranger doit remplir pour pouvoir appliquer la procédure de reconnaissance selon « the Uniform Foreign Money Judgment Recognition Act ». L'avantage de ces règles



de procédure de reconnaissance est que les tribunaux américains n'examineront que les objets précités. La cause de l'affaire n'a plus d'intérêt comme elle a déjà été examinée par un juge local à l'étranger selon la législation locale et conformément à la procédure et la langue locale. Le résultat du litige ne sera donc pas réexaminé avant de rendre le jugement exécutoire aux Etats Unis.

Tout se passe bien s'il s'agit d'un jugement qui a été examiné au fond dans le pays origine, mais qu'en est-il lorsqu'il s'agit d'un jugement par défaut ?

Certains Etats fédéraux n'acceptent pas les jugements par défaut. Ces tribunaux considèrent que les jugements par défaut sont suspects au motif qu'un examen au fond n'a pas été fait. En conséquence, ces tribunaux ne donneront pas le "full faith and credit" à un tel jugement par défaut originaire d'un autres Etat. Cela veut dire que ces tribunaux refusent de reconnaître les jugements par défaut et les jugements qui ne sont rendus que par reconnaissance. Par exemple, selon la législation du Connecticut, les jugements par défaut ou par reconnaissance d'un autre Etat ne seront pas reconnus. Toutefois, dans ce cas, on peut intenter une action judiciaire sur la base du jugement. Ainsi c'est le défendeur qui aura la charge de rapporter la preuve que le jugement du demandeur est nul et non avenue en alléguant par exemple un défaut de l'organisation légale du tribunal, un défaut de juridiction sur l'objet et sur les parties ou bien que le tribunal n'a pas la compétence pour reconnaître les droits de la demande du jugement.

Finalement, il est toujours possible de recommencer et d'intenter une action judiciaire ordinaire dans un tribunal américain local. Par cela, on obtiendra l'avantage d'avoir un jugement original de la juridiction où demeure le défendeur. En revanche, on aura le désavantage d'être obligé de convaincre le tribunal américain d'appliquer une législation étrangère avec les témoins d'un autre pays. En plus de cela on risquera que le tribunal local américain refuse d'accepter l'action judiciaire à cause de « *forum non conveniens* » c'est-à-dire qu'il ne sera pas compétent pour une litige étrangère.

En outre, si le défendeur essaie d'empêcher la reconnaissance et l'exécution du jugement par des procédures supplémentaires, le défendeur sera obligé de constituer une sûreté de la somme portée dans le jugement — ou plus — pour protéger le demandeur. La possibilité de demander une sûreté est une arme très efficace, surtout quand il s'agit des objections sans fondement du défendeur.

En envisageant de rendre exécutoire un jugement local à un jugement américain, il faut également prendre en compte les conséquences pratiques comme les coûts de la procédure. Tous les tribunaux américains ont des frais fixes pour la demande qui n'ont aucun rapport avec le montant litigieux. A l'inverse, s'il existe des tribunaux différents par rapport à la somme due, le « *Small claim court* » n'est compétent que pour une demande inférieure à la valeur de 5 000 USD. Tous les autres tribunaux aux Etats Unis — fédérés inclus — sont compétents pour les actions au-delà de ce montant. La demande en justice d'une action judiciaire se situe normalement entre 100 et 250 dollars. Au-delà, il faut ajouter les honoraires des avocats aux Etats Unis pour faire reconnaître le jugement étranger et lui permettre d'être exécuté là-bas, ce qui peut se faire de trois façons différentes.

De nombreux avocats sont payés en pourcentage de la somme récupérée. Ce système est considéré comme moralement acceptable dans la plupart des situations aux Etats Unis.

De plus de ce pourcentage de la somme récupérée, il peut également exister des honoraires d'engagement moins importants qui seront crédités sur le pourcentage. L'avocat peut aussi demander une avance pour les frais liés au déroulement du procès.

Un autre mode de rémunération pour l'avocat est la facturation au temps passé, indépendamment du résultat du procès.

Finalement, il arrive que l'avocat puisse facturer des émoluments fixes et accorder pour des portions différentes de son travail dans la phase pré judiciaire.

Quand, en définitive, on touche à l'exécution du titre exécutoire reconnu aux Etats-Unis, on est à nouveau confronté aux droits fédéraux. En général, il y en a dans chaque Etat une législation sur les procédures d'exécution. Il est ainsi précisé comment trouver les biens du débiteur, notamment au moyen d'enquêtes ou assimilé. Il existe des règles sur la saisie chez le débiteur et chez le tiers, lequel est obligé de payer ou de restituer le bien saisi. Ces dispositions sur la saisie sont applicables aux bien meubles et immeubles, comme les comptes bancaires, les salaires, les véhicules, les droits accordés et ainsi tout ce qui appartient au débiteur.

Cet article n'est qu'un résumé de l'intervention qui est faite en anglais par l'avocat Stephen Blustone, Washington. Pour avoir accès à la version anglaise voir : www.bluestonelaw.com ou slb@bluestonelaw.com

Nicola Hesselén
Membre de l'UIHJ
Huissier de justice à Göteborg (Suède)



Recognition and enforcement of foreign country money-judgements in the United States

Presented by Stephen L. Bluestone,
Managing Director of Bluestone Law International,
at the International Union of Judicial Officers' Congress,
Washington, DC

April 27, 2006
© 2006

As an attorney who has practiced law and resided in the District of Columbia for over 30 years, I am delighted to welcome members of the UIHJ to our nation's capital. We are located just a few miles from the Capitol where the Congress enacts federal legislation; where the United States Supreme Court decides cases which establish precedents applicable to laws and disputes throughout the entire country; where the executive branch of the United States government through the President and federal agencies create rules and regulations of national interest and applicability, and where the Department of State negotiates treaties and agreements with countries throughout the world.

However, while I do not wish to disappoint you, the laws governing the recognition and enforcement of foreign judgments — awarded by courts in each of your countries has little do to with Washington, D.C. and the federal government, but is a matter of state law existing and enacted by each of the separate 50 states of the United States, in addition to the District of Columbia and territories such as the U.S. Virgin Islands. As a result, there is no bilateral treaty or multi-lateral international convention in force between the United States and any other country on recognition and enforcement of civil money judgments.

However, the situation is not as confusing as it may appear. Over 40 years ago an organization by the name of the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws drafted and recommended for enactment in all of the states, a model law known as the Uniform Foreign Money-Judgments Recognition Act. While a "Uniform" act is not a federal law, nor does it automatically have applicability to each and every state, many uniform acts ultimately become part of the statutory law of most states. As a result, this Act is on the books in over 30 United States jurisdictions. The states which have not adopted the model Act have similar statutes or procedures whereby a foreign judgment may receive recognition and be enforced in the same manner as a local state judgment would be.

Before discussing specific provisions of the Act it is significant to note that the Act provides for recognition of a foreign judgment by applying the circumstances under which the judgment was granted against criteria contained in the Act. It does not provide the procedures by which a foreign judgment may be sought to be filed and ultimately enforced. The Model Act, as adopted by most states, provides that a foreign country judgment is recognized and enforced in the same manner as a sister state judgment.

There is, however, no need to worry as there is a relatively clear route to recognition and enforcement of your judgments. Let us discuss the nuts and bolts of the Act. First, it applies only to a "foreign state" which generally includes all members of the UIHJ and any recognized governmental unit. Next, and of initial significance, is that a foreign judgment must be a judgment for a sum of money other than for taxes, a fine or other penalty, or a judgment for support in a matrimonial or family matter. This definition is significantly limiting, as there are numerous awards and orders of courts throughout the world which deal with monetary issues, which must be treated through other means than the Uniform Act.

A number of years ago our firm was asked by a German law firm to record a "Grundschild", which apparently is an agreed upon charge on land, in the U.S. as a judgment for monies acknowledged to be due. As this was not a German court judgment, it did not qualify as a judgment under American laws. Additionally, there are child support orders issued by courts of many countries against a wayward father who is resident in the United States. This type of order is not within this Act and also must be handled through other procedures. Lastly, in reviewing the parameters of a judgment, it must be final, conclusive and enforceable in its home jurisdiction. If, as example, the judgment is an interim judgment, it will not be eligible for recognition.

The backbone of the Act, and in fact, of any effort by a judgment creditor in any country to enforce a judgment or court order in any jurisdiction of the United States is the requirement of analyzing the nature of the tribunal which rendered the judgment and its related procedures. A threshold question in this analysis is whether the court which rendered the judgment is an impartial tribunal with procedures "compatible with the requirements of due process of law".

As judicial officers from countries which hold the rule of law in the same high esteem as does the United States, I assume that you know what I am referring to. This means that the court rules provide procedures that require that a complaint be served on a defendant, and that proof of that service be filed with the court. While this may appear elementary, let me give you an example of a judgment which cannot be the subject of a recognition action. Under Civil Procedure Rules in the United Kingdom, claim form can be served on a defendant by ordinary mail. This means that the mere mailing of the claim form to a defendant at his last known address can ultimately be sufficient basis for a default judgment with no knowledge by the plaintiff or the court as to whether the defendant did, in fact, receive the lawsuit. Such a judgment would not be eligible for recognition and enforcement in any jurisdiction in the United States.

Due process also requires an examination of whether the case is brought in a seriously inconvenient forum thereby prejudicing the defendant in being unable to present witnesses and to otherwise defend the case. It also means the right of a defendant to be given a reasonable time to respond to a complaint; the right of a defendant to present witnesses on his behalf; the right to cross-examine the opponent's witnesses; the obligation that there be both subject matter and personal jurisdiction over the case; and the overriding issues that the judgment was not obtained by fraud, and that the cause of action which is the basis for the lawsuit is not repugnant to the public policy of the American jurisdiction in which the judgment is sought to be enforced.

Looking at this last criteria, we can all nod our heads and agree that we know what this means. We generally agree that business debts, contractual obligations, and the reasons behind most judgments are not in conflict with



the public policies of your country and the states in the United States. Beware, however, there are exceptions. Consider a judgment obtained in your countries on a gambling debt.

Can you have the two American states where recognition and enforcement of such a judgment would be permitted? While we have not done definitive research on this issue, the gambling casinos in the United States are in Nevada, primarily Las Vegas, as well as in the State of New Jersey where the Atlantic City casinos hold forth. Efforts to enforce such a judgment in probably every other states would be met with the defense that enforcing a gaming debt is contrary to the public policy of that state.

These are the hurdles which judgment creditors in your countries must overcome in order to register judgments through the recognition procedures of the Uniform Foreign Money-Judgments Recognition Act. Of course, the great benefit of this recognition procedure is that only the issues which I have just discussed and which are contained in the Act are the subject of review by an American court. The merits of the claim were previously decided in each of your countries before your home judges, under your local law, in your language and under your procedures. It is just the result of that litigation — the money judgment — which you seek to turn into an American judgment so that your judgment will have the same rights attached to it as any other judgment rendered in the United States.

While the merits of your claim may have been decided in your home court, what about a judgment obtained by default? This is where a defendant has been properly served with the lawsuit but has chosen not to file a defense or otherwise defend himself. As a result, upon the request of the plaintiff, a default judgment would be granted. While this default judgment may be fully enforceable in your home jurisdiction, there are certain states where such a default judgment is not subject to recognition and enforcement. The reason for this is that to some courts, default judgments are suspect as they have not been decided on the merits of the claim. As a result, the court will not give, what we call "*full faith and credit*" to a judgment of a sister state obtained by default. In fact, the statutory law of the State of Connecticut denies "*full faith and credit*" to judgments of sister states obtained by default or by confession of judgment. However, the solution to this problem in Connecticut, for example, is to bring a common law lawsuit on your judgment. Once this suit is filed, the defendant has the burden of proving that your judgment is void. This requires proof of the lack of a legally organized court, lack of jurisdiction over the subject matter, the parties or lack of court power to grant the relief contained in the judgment. Suing on your judgment is an alternative to using the expedited procedures set forth in the Uniform Act.

The third alternative in pursuing a claim in this country is to bring an original lawsuit in a local American court. While this has the advantage of seeking to obtain an original judgment in the defendant's home jurisdiction, it has the disadvantage of having to convince a foreign court of your local law and through witnesses from your own country. In addition, there is the risk that the case will be thrown out by the local American court on the grounds of forum non conveniens — meaning that the American court is an inconvenient forum for resolution of a foreign dispute.

However, for a defendant seeking to prevent your judgment from receiving recognition if he files a defense which requires taking proof through hearings and further proceedings, the defendant has the obligation to post a surety bond in the amount of the judgment or more to protect the interests of the plaintiff,

should the defendant lose in his efforts to prevent your judgment from being recognized in the American court. Demanding that a surety bond be posted can be a powerful weapon particularly with shallow pocket defendants.

Let me now touch on some practical matters in your consideration of turning your local judgment into an American judgment. Contrary to many countries which have an escalating scale of costs to be paid to the court clerk based upon the amount of the claim (or here, the judgment), all courts in the United States have a flat fee for the filing of a court action, irrespective of the amount of the claim or the judgment. While our court system has courts of limited jurisdiction such as a small claims court which may have jurisdiction of only up to \$5,000, depending upon the amount of your judgment, it will be filed in the court which is appropriate for the judgment. All state courts, as well as federal courts throughout the United States have courts of an unlimited jurisdiction amount which provide for a flat filing fee of generally between \$100 and \$250 to file a case.

The legal fees for seeking to obtain recognition and ultimate enforcement of a foreign judgment can generally be any one of three different ways. First, many law firms, such as our firm, handle claims on a straight contingency fee basis. This means that the attorney who will be filing your judgment will be paid a percentage of the monies collected. Contingent fees are unethical in many countries, but they are ethical in most, but not all situations, in the U.S. In addition to the percentage, there may also be a retainer which may be a small amount of money to be credited against the percentage. Furthermore, attorneys will request money for court filing costs and other out-of-pocket expenses. A second way of being paid is through hourly fees irrespective of the success of the attorney in obtaining satisfaction of a judgment. Lastly, attorneys charge flat fees in an agreed upon amount for various portions of the legal work anticipated.

You might finally ask after all this discussion, how do I get money to satisfy my new American judgment. Once again, this is a matter of state law. However, generally there are rights provided by all state statutes and procedures to discover the assets of the judgment debtor through testimony and otherwise, as well as to attach assets either in the hands of the judgment debtor, or the hands of a third-party who is obligated to pay or transfer those assets to the judgment debtor. This applies to personal property, real property, bank accounts, contract rights, wages, automobiles, and virtually any and every kind of asset or property.

While the procedures which I have discussed may appear not to be simple and require a lawyer specializing and experienced in domesticating foreign judgments, please bear in mind that the hard work has already been done by you in obtaining your home country judgment. Ninety-five percent of the time is straight forward converting your judgment to an American judgment and is handled without serious and substantive defenses being raised.

I hope that you will take every opportunity to vigorously pursue recognition and enforcement of your judgments against judgment debtors, be they individuals or businesses, located in the United States.



In memoriam

Alan H. Crowe est né le 22 juillet 1932 à Knoxville, Tennessee. Entouré de sa famille, il est décédé le 28 octobre 2006 des suites d'une longue maladie. Il a été marié à son épouse Enid, avec qui il a eu six enfants, pendant 55 ans.

Membre fondateur de la National association of Professional Process Servers (NAPPS) en 1982, sa société, dénommée aujourd'hui Alan H. Crowe & Associates, Inc. avait obtenu en 1989 l'autorisation de dispenser des conseils en management. Pendant les 17 années qui ont suivi, l'association est passée de 293 à près de 1700 membres. Durant cette période, Alan Crowe est devenu une figure emblématique de la profession. Littéralement tous les agents significateurs des USA lui demandaient conseils pour résoudre des cas complexes ou à l'occasion de problèmes touchant à la profession.

En 1996, il a créé Crowe Foreign Services, une société spécialisée dans le conseil juridique aux pays étrangers en matière de traités internationaux et impliquant le recours à des professionnels privés.

C'est grâce à lui que la NAPPS a été choisie et admise au sein de l'UIHJ. En tant qu'administrateur de la NAPPS, il a arpenté sans relâche les Etats-Unis pour combattre les législations contraires aux intérêts de la NAPPS et des enquêteurs, et assurer une veille juridique de l'ensemble des cinquante Etats.

La cérémonie funéraire s'est tenue le 11 novembre 2006 à Portland. L'UIHJ adresse ses condoléances attristées à sa famille et à ses proches.

Alan H. Crowe was born on July 22, 1932, in Knoxville, Tenn. On Oct. 28, 2006, he passed away while surrounded by his family after a long battle with pulmonary fibrosis. He is survived by his wife, Enid, to whom he was married for 55 years, and their six children.

A founding member of the National Association of Professional Process Servers (NAPPS) in 1982, his company, now Alan H. Crowe & Associates, Inc., was awarded the contract to provide management services in 1989. In the succeeding 17 years, during which his company has provided these services, the association has grown from 293 members to nearly 1,700 members. During this time, he had become an icon in the industry. Virtually every process server in the country would turn to him for advice on complex problems and issues relating to the industry.

In 1996, he began Crowe Foreign Services, a company that specializes in providing legal support services in foreign countries pursuant to international treaties and through private agents.

He was instrumental in NAPPS being recognized and admitted as the United States member of the UIHJ. As the administrator for NAPPS he travelled the United States to fight legislation that adversely affected process servers and investigators while single handedly monitoring legislation in all 50 states.

A memorial service was held on Nov. 11, 2006 in Portland. The UIHJ would like to present its sincere condolences to his family, relatives and friends.







INSTITUT INTERNATIONAL DE DROIT JUDICIAIRE
PRIVÉ DE L'EXECUTION
INTERNATIONAL INSTITUTE OF PRIVATE JUDICIAL LAW

BRUXELLES 28 FÉVRIER 2008
BRUSSELS 28 FEBRUARY 2008

Hotel Bedford - 135 Rue du Midi

JOURNÉE D'ÉTUDES ***SEMINAR***

Ouverte à tous les huissiers de justice
de l'Union européenne
Open to all Judicial Officers of the EU

PROGRAMME

Règlement N° 1348/2000 : signification et
notification des actes judiciaires et extra judiciaires
1348/2000 EC Regulation : Service of Documents

Règlement N° 805/2004 : Titre Exécutoire Européen
*805/2004 EC Regulation : European Enforcement
Order*

Règlement N° 1896/2006 : Injonction de Payer
Européenne
*1896/2006 EC Regulation : European Order for
Payment*

Directive service...
Directive on Services...

Les ateliers seront animés par un groupe
d'universitaires et d'experts.
*The workshops will be conducted by a group of
Academics and Experts.*

Renseignements/Contacts
Secrétariat UIHJ
44 rue de Douai - 75009 Paris - France
Tél. +33 1 49 70 12 87
Email uihn@huissier-justice.fr